

# Lutte de classe

*L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux mêmes*

## Syndicalisme

- SNCF: vers un préavis de grève d'au moins 6 syndicats le 19 mars (28.02)
- L'Unef appelle les étudiants à manifester le 5 mars (24.02)
- Grève du 19 mars : les syndicats espèrent un mouvement plus fort que le 29 janvier (24.02)
- Les syndicats: des mesures "insuffisantes", "maintenir la pression" (19.02)
- Communiqué de l'ATPC suite au décès du camarade de la CGTG (19.02)
- Convergences Thibault (CGT), Chérèque (CFDT), Mailly (FO) (18.02)
- Appel à la mobilisation dans les hôpitaux le 5 mars (17.02)
- Négociations suspendues en Martinique (15.02)
- Guadeloupe : le LKP refuse les propositions des collectivités locales (15.02)
- La Réunion: appel du collectif syndical à une grève générale le 5 mars (15.02)
- Une intersyndicale de l'enseignement supérieur se joint à la mobilisation du 19 février (14.02)
- L'UNEF appelle les étudiants à deux nouvelles journées de mobilisation mardi et jeudi prochains (13.02)
- Le gouvernement discute avec les syndicats en vue du 18 février (11.02)
- Les syndicats annoncent une nouvelle journée d'action nationale le 19 mars. (10.02)
- Brice Hortefeux consulte les partenaires sociaux avant la réunion avec Nicolas Sarkozy. (10.02)
- Une nouvelle mobilisation syndicale en perspective. (10.02)
- Universités: le SNESUP refuse d'aller "discuter d'une charte" avec Valérie Pécresse. (08.02)
- Darcos: les "positions fortes" de l'extrême gauche "embarrassent" autant le ministre que les syndicats. (08.02)
- Contestation du droit de grève: la SNCF déboutée (06.02)
- Les principales réactions syndicales à l'intervention de Nicolas Sarkozy. (06.02)
  
- 29 JANVIER....Appel des organisations syndicales CFDT,CFE-CGC, CFTC,CGT,FO,FSU,SOLIDAIRES,UNSA.(28.01)
- Deux syndicats policiers appellent à une manifestation nationale le 28 mars. (27.01)
- Les syndicats comptent faire entendre jeudi "un cri de colère" (27.01)
- Première mobilisation des enseignants-chercheurs. (27.01)
- Journée d'action du 29 janvier : les dirigeants syndicaux donnent de la voix. (27.01)
- Darcos ne convainc pas les lycéens aux Etats généraux de la Fidl. (25.01)
- Universités : le SNESUP appelle à la "paralysie" le 29 janvier et "au-delà". (23.01)
- Grève dans les universités à partir du 2 février. (23.01)
- Claude Lelièvre : "la droite ne comprend pas le monde enseignant" (22.01)
- En primaire, la défiance des enseignants à l'égard du gouvernement s'amplifie. (22.01)
- Nicolas Sarkozy reçoit les syndicats de l'éducation.(22.01)
- Medef/UIMM : règlements de comptes au patronat. (20.01)
- La réforme du lycée devient consensuelle, estime Xavier Darcos. (20.01)
- Education : nouvelle journée de mobilisation samedi. (17.01)
- La grogne des policiers grandit, les syndicats menacent. (15.01)
- L'UNEF appelle les étudiants à manifester le 29 janvier. (15.01)
- Nicolas Sarkozy entend conserver un lien direct avec les dirigeants syndicaux. (15.01)
- Crise : Sarkozy décide la tenue de réunions avec les syndicats sur les restructurations industrielles. (14.01)
- La CFTC refuse elle aussi de signer la convention d'assurance-chômage. (13.01)

- La semaine sociale: grève à France 3, manifestations dans l'Education. (12.01)
- Les syndicats de l'Education boycottent les voeux de Sarkozy. (10.01)

---

### **Les syndicats de l'Education boycottent les voeux de Sarkozy. (10.01)**

Reuters - Les fédérations syndicales de l'Education ont décidé de ne pas assister aux voeux du président Nicolas Sarkozy aux personnels enseignants, qui seront présentés lundi, annonce le syndicat UNSA Education.

Les organisations FAEN, Ferc-CGT, FNEC-FP-FO, FSU, SGEN-CFDT et Unsa Education n'enverront aucun représentant à ces voeux à Saint-Lô, dans la Manche, et appellent leurs adhérents à ne pas y assister s'ils ont été conviés, a précisé à Reuters Gilles Moindrot, secrétaire général du SNUipp-FSU.

A l'appel des syndicats, un rassemblement des manifestants est en outre prévu à Saint-Lô à l'arrivée de Nicolas Sarkozy.

Les six fédérations présenteront concurremment à ceux du chef de l'Etat leurs voeux pour l'Education, alors qu'ils sont engagés dans une lutte contre les 13.500 suppressions de postes prévues à la rentrée 2009 et ont appelé à une grève massive le 17 janvier.

Les syndicats ont salué un recul du ministre de l'Education Xavier Darcos, qui ne supprimerait plus selon eux que 1.500 postes sur les 3.000 prévus dans les Rased (réseaux d'aide aux élèves en difficulté).

Ces personnels devraient se voir attribuer des classes en remplacement de professeurs partant en retraite et leur maintien équivaut donc à 1.500 suppressions de postes en moins, a expliqué Gilles Moindrot.

---

### **La semaine sociale: grève à France 3, manifestations dans l'Education. (12.01)**

**AFP** - La semaine sociale sera principalement marquée par une nouvelle grève à France 3 lundi, des manifestations dans l'Education samedi et l'ouverture de négociations sur la médecine du travail jeudi.

Dans l'audiovisuel public, cinq syndicats de France 3 (SNJ, CFDT, CFTC, CGC et Sud) appellent à une grève de 24 heures lundi, réclamant notamment le maintien de la rediffusion des éditions locales à une heure de forte audience.

Ils critiquent "le refus de la direction de modifier la nouvelle grille de rentrée conçue comme un +aspirateur à publicité+", alors même que la suppression de la publicité est effective depuis une semaine.

Samedi, personnels de l'Education, élèves et parents d'élèves sont appelés à une journée de manifestations dans tous les départements, pour "protester contre les suppressions de postes inscrites au budget 2009" (13.500) et "contre les mesures éducatives du gouvernement".

Cet appel émane d'un collectif regroupant les principales fédérations enseignantes de l'Education, les lycéens de l'UNL et de la Fidl, les étudiants de l'Unef, les parents de la FCPE.

Il intervient alors que, selon les syndicats, le ministre de l'Education Xavier Darcos a lâché du lest cette semaine sur la question des enseignants en "Rased" (spécialistes de la difficulté scolaire) en ramenant de 3.000 à 1.500 le nombre des postes supprimés en 2009.

Côté partenaires sociaux, la CFTC dira lundi si elle signe ou non l'accord sur l'assurance chômage conclu à la veille de Noël. Elle a regretté que ce texte ne soit pas "à la hauteur de la crise" et demandé d'ultimes modifications de la clause prévoyant la baisse des cotisations chômage au 1er juillet. Seule jusqu'ici, la CFDT a annoncé sa signature.

Dans la sidérurgie, une ultime réunion entre direction et syndicats aura lieu mardi chez ArcelorMittal sur les mesures du plan de départs volontaires. Les syndicats se prononceront à l'issue de ce rendez-vous. En novembre, ArcelorMittal avait annoncé un plan social de 1.400 départs volontaires.

Dans le domaine de la santé, syndicats et patronat entament jeudi une négociation pour réformer la médecine du travail, régulièrement accusée d'être inféodée aux employeurs et de n'avoir pas toujours détecté les risques de santé au travail, comme la présence d'amiante.

## **La CFTC refuse elle aussi de signer la convention d'assurance-chômage. (13.01)**

**AP** - A l'instar des syndicats CGT et FO, la CFTC a annoncé lundi qu'elle ne signera pas la nouvelle convention d'assurance-chômage, demandant "la réouverture des négociations d'un avenant".

Réuni dans la matinée, le bureau confédéral de la CFTC "a décidé à l'unanimité de ne pas signer la nouvelle convention d'assurance chômage", jugeant que le texte "n'est pas à la hauteur des enjeux que la crise nous impose pour que la CFTC engage sa signature".

Si la convention est agréée, "les personnes en situation de précarité et les jeunes, et dans une moindre mesure les seniors, se verront laisser au bord de la route", reproche la CFTC dans un communiqué, jugeant aussi "prématurée" la baisse automatique des cotisations à partir du 1er juillet 2009.

"Bien qu'insuffisante, cette convention comprend des avancées portées par la CFTC pendant la négociation", souligne-t-elle toutefois. La CFTC "n'exercera donc pas son droit d'opposition, mais demande au gouvernement d'appuyer sa demande d'ouverture de négociation d'un avenant" à l'article 7 de la convention sur la baisse des cotisations.

Celle-ci doit être conditionnée, selon la CFTC, à une "amélioration de l'indemnisation des demandeurs d'emploi", passant par la "généralisation de l'indemnisation" dès quatre mois et la possibilité "d'ajouter des droits anciens non consommés avec des droits nouveaux".

La semaine dernière, la CGT et Force Ouvrière avaient annoncé leur refus de signer la nouvelle convention d'assurance-chômage, tandis que la CFDT avait donné son accord. La CGC doit donner sa réponse le 20 janvier.

---

## **Crise : Sarkozy décide la tenue de réunions avec les syndicats sur les restructurations industrielles. (14.01)**

**AP** - Nicolas Sarkozy a décidé mardi la tenue de réunions au niveau de chaque filière industrielle et dans chaque département, autour des préfets, pour "mieux informer et consulter les organisations syndicales" sur les restructurations et plans de licenciement engagés dans le secteur industriel.

Lutte de classe. Traduisons : Sarkozy demande aux dirigeants syndicaux d'accompagner les restructurations et les plans de licenciement. S'il entreprend cette démarche, c'est parce qu'il sait à qui il a à faire et qu'il peut compter sur eux pour tenter de neutraliser le mouvement ouvrier et de contenir la colère qui monte des profondeurs de la classe ouvrière. Notons qu'aucun dirigeant syndical n'a annoncé son refus de participer à ces réunions sous la houlette des préfets. Le combat dans les syndicats pour la rupture des relations avec l'Etat, ses institutions et ses représentants demeure plus que jamais à l'ordre du jour.

"Au niveau national, une série de réunions, une par secteur d'activité, sera organisée" par Bercy avec les représentants des syndicats, afin "d'examiner la situation économique du secteur, les prévisions sur les prochains mois et les cas d'entreprises connus", selon un communiqué de l'Elysée. "La première réunion interviendra avant la fin du mois de janvier et sera consacrée au secteur automobile".

Lutte de classe. Traduisons : sur le plan pratique, selon la "situation économique du secteur", les dirigeants syndicaux seront donc amenés à légitimer le chômage partiel ou les plans de licenciement décidés par les patrons.

Les autres secteurs concernés sont l'agroalimentaire, la filière bois-imprimerie-édition, les semi-conducteurs, le BTP et la chimie, précisait-on dans l'entourage de Nicolas Sarkozy.

Parallèlement, des réunions du même type se tiendront dans chaque département autour des préfets.

Le chef de l'Etat a réuni mardi après-midi à l'Elysée les organisations syndicales alors que celles-ci accusent des entreprises de profiter de la crise pour mener des restructurations ou des plans sociaux que leur situation économique ne justifie pas.

Lutte de classe. Ce que j'ai indiqué trois paragraphes plus haut est dit clairement ici. Il s'agit bien dans tous les secteurs d'activité, à tous les échelons, d'associer les syndicats à la gestion de la crise du capitalisme. Et Thibault de s'en féliciter.

"Il semble que dorénavant le président soit pour un dispositif de surveillance, de suivi de ce qui se passe dans le secteur industriel un peu plus précis" et "qui implique les organisations syndicales", a constaté le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault.

Lutte de classe. Collabo !

Il s'agit de "distinguer les entreprises qui ont réellement des difficultés et celles qui profitent de la crise avec possibilité de sanction", a expliqué le secrétaire général de Force ouvrière Jean-Claude Mailly. "Maintenant, il faut des résultats concrets (...) Si c'est uniquement de la com', ça ne sert à rien", a-t-il averti.

Lutte de classe. Vous vous souvenez peut-être que Mailly avait dit qu'il serait possible d'espérer aussi "le meilleur" de Sarkozy une fois élu, ce qui indiquait au passage les limites de sa conception de "l'indépendance" de son syndicat face au capitalisme. Il récidive ici en faisant croire qu'il serait possible d'attendre des "résultats concrets" de la part de Sarkozy à travers de simples réunions, si tel était le cas, à quoi bon alors se mobiliser, recourir à la grève, c'est une façon comme une autre de s'en remettre à lui et de tenter de briser la mobilisation en cours pour faire du 29 janvier une journée de combat contre le régime.

Bernard Thibault s'est toutefois montré sceptique : "J'attends de voir ce que cette réunion produira comme résultats". En attendant, "nous allons continuer de soulever le cas d'entreprises profitables" qui "maintiennent des plans de restructuration ou de licenciement alors que leur situation économique ne justifie pas ces mesures".

Lutte de classe. Car si "leur situation économique" le justifie, il n'y a plus qu'à aller pointer au chômage, le combat et la mobilisation pour l'expropriation des capitalistes : à la trappe ! Thibault et sa clique de bureaucrates pourris : dehors !

Il a notamment cité le cas de l'entreprise Molex de Villemur-sur-Tarn (Haute-Garonne). Il va "falloir faire la démonstration que tous les employeurs ne peuvent pas, au motif qu'il y a une crise économique, justifier toute restructuration, y compris injustifiable", a prévenu M. Thibault. "On ne peut pas à la fois clamer la nécessité de réformer le capitalisme en profondeur et que rien ne change dans le fonctionnement des entreprises".

Lutte de classe. Il en remet une loupe et précise qu'il reconnaît qu'il y a des restructurations justifiables, du point de vue des capitalistes uniquement évidemment, ainsi Thibault se fait le défenseur de leurs intérêts.

"Tant qu'il n'y a pas de résultat, pour nous il faut que la pression continue", a-t-il ajouté. Les syndicats ont appelé à une journée de mobilisation nationale pour le 29 janvier.

Lutte de classe. Voilà un double langage avec lequel Sarkozy s'accommodera fort bien, car il a besoin que Thibault encadre ses troupes et évite tout débordement qui serait dommageable au capitalisme. Question. Qu'avaient à gagner les partis ouvriers dans les syndicats tels qu'ils sont du point de vue des intérêts fondamentaux de la classe ouvrière depuis plus de 60 ans ? Absolument rien pas plus hier qu'aujourd'hui ou demain. On en vient à se demander qui s'en rendra compte un jour. C'est par pur dogmatisme ou opportunisme qu'ils ont tenu à conserver des liens avec les appareils pourris des syndicats, pour finalement défendre des intérêts qui n'ont rien à voir avec le combat du mouvement ouvrier pour en finir avec le capitalisme, parce qu'ils ont rompu avec le marxisme.

Leur conception de la lutte des classes se confond davantage avec les intérêts de leurs appareils petits bourgeois qui s'accommodent très bien de la survie du capitalisme. En creusant un peu plus et en mettant les faits bout à bout, on trouve de troublantes similitudes entre leur stratégie et l'idéologie réformiste bourgeoise diffusée par Bernstein et consorts. Cette stratégie devait soi-disant permettre de construire le parti. Bien, prenons-les au mot : qu'ont-ils construit ? Rien !

Question : 60 ans plus tard, ne pensez-vous pas qu'il serait indispensable enfin de tirer le bilan de cette stratégie suicidaire ? On reviendra plus tard sur cette question dans un article consacré à la place du syndicalisme dans le combat des militants révolutionnaires.

Dors et déjà on pourrait réfléchir à une question : quand votre sort dépend entièrement du bon vouloir de votre patron, de votre propriétaire ou de votre banquier, quoi que vous puissiez dire ou faire, n'ont-ils pas finalement toujours le dernier mot ? Vous vous soumettez à leur volonté ou vous êtes viré impitoyablement, vous êtes jeté à la rue, dites-moi si je me trompe ? Je parle dans le cas des 75% d'exploités du secteur privé, la situation est différente si vous êtes fonctionnaire évidemment, ce qui démontre une fois de plus au passage que nous ne sommes pas tout à fait confrontés à la même réalité et que nous ne l'abordons pas non plus de la même manière. (voir le rapport avec la composition des partis et leurs directions...)

François Chérèque, secrétaire général de la CFDT, a évoqué quant à lui le cas des grands groupes automobiles propriétaires de leurs sous-traitants. "Ils s'engagent à ne pas fermer d'usines dans leurs maisons mères mais ils ferment des usines chez leurs sous-traitants", a-t-il accusé. "Il ne faut pas se moquer de nous. On voit très bien que les fermetures d'usines chez Faurecia, c'est Peugeot qui les décide".

Lutte de classe. Chérèque se pose en commentateur ou observateur des agissements des patrons.

Il a donc demandé "que les contreparties demandées dans les grands groupes, ils les assument aussi pour leurs sous-traitants dont ils sont propriétaires".

Par ailleurs, "je n'ai pas pu m'empêcher de faire remarquer" à Nicolas Sarkozy "qu'aujourd'hui (...) certaines entreprises vont retrouver les 35 heures pour pouvoir permettre à leurs salariés de n'être ni au chômage partiel ni licenciés", a ajouté M. Chérèque. "C'était une pique que je ne pouvais pas loucher".

Lutte de classe. Ce qui est intéressant, c'est que la complicité de Thibault et de Mailly avec Sarkozy permet au jaune Chérèque de se faire passer pour le défenseur des travailleurs, alors qu'en réalité il n'a jamais cessé d'être à la pointe du combat contre eux au côté de Sarkozy.

"Quand je parlais (...) des 35 heures qui sont des éléments de souplesse de l'économie, on s'est moqué de moi, mais aujourd'hui on est bien content que les entreprises n'aient pas bradé leurs accords sur les 35 heures", a-t-il souligné.

Lutte de classe. Plus cynique tu meurs, puisque parmi les "éléments de souplesse de l'économie" qui ont accompagné les 35 heures figure l'annualisation du temps de travail qui permet au patronat d'organiser la production à sa guise en fonctionnement de son carnet de commandes, faisant voler en éclat la notion de durée légale journalière de travail, ouvrant la voie à la journée de 10 heures ou plus, à la semaine de 6 jours, au travail le dimanche, bref, à l'exploitation effrénée.

---

### **Nicolas Sarkozy entend conserver un lien direct avec les dirigeants syndicaux. (15.01)**

En confiant le ministère du travail au ministre le plus honni de son gouvernement, le cynique Hortefeux, il est clair que Sarkozy entend utiliser la provocation poussée à l'extrême pour diviser et intimider puis réprimer brutalement le mouvement ouvrier. Il se dispose à affronter la mobilisation de la classe ouvrière, sachant qu'elle va s'amplifier dans les semaines et les mois à venir.

**LeMonde.fr** - Tout en confiant le ministère du travail à son "*meilleur ami*", Brice Hortefeux, Nicolas Sarkozy entend conserver un lien direct avec les syndicats et le patronat. Il n'est pas question, pour l'Elysée, de déléguer cette mission à qui que ce soit.

Le chef de l'Etat l'a montré en recevant les leaders des cinq confédérations syndicales, mardi 13 janvier, pour évoquer les restructurations dans l'industrie, comme il s'y était engagé, début décembre, à la veille de l'annonce du plan de relance. M. Sarkozy devrait recevoir à nouveau les cinq dirigeants syndicaux, accompagnés cette fois des représentants des organisations patronales, lundi, pour une cérémonie de vœux. Le président de la République devrait évoquer à cette occasion l'agenda social 2009, comportant les réformes à venir, qui devrait être officiellement présenté début février.

Le périmètre du ministère confié à M. Hortefeux a déjà fait l'objet de longues discussions.

Dans un entretien au *Figaro* du 5 janvier, le président du Sénat et ancien ministre aux relations du travail Gérard Larcher, a suggéré le rapprochement de l'emploi, actuellement rattaché à Bercy, et du travail.

"*En pleine crise, ce n'est pas le moment de tout bouleverser et le lien entre situation économique et politique de l'emploi n'a jamais été aussi évident*", fait-on valoir à l'Elysée. Le secrétaire d'Etat à l'emploi, Laurent Wauquiez, qui n'est "*pas demandeur d'un changement*", selon ses mots, accompagnait Christine Lagarde, la ministre de l'économie, lors de la réunion organisée mardi soir avec M. Sarkozy.

---

### **L'UNEF appelle les étudiants à manifester le 29 janvier. (15.01)**

**AP** - L'UNEF a appelé mercredi les étudiants à manifester "*aux côtés des salariés*" le 29 janvier dans le cadre de la journée de mobilisation interprofessionnelle pour la défense de l'emploi, des salaires, du pouvoir d'achat, de la protection sociale et des services publics face à la crise économique.

"*En creusant les inégalités entre universités, en supprimant des postes dans 75% d'entre elles à la rentrée prochaine et en refusant d'améliorer les conditions de vie étudiantes ou de sécuriser l'accès à l'emploi des jeunes diplômés, le gouvernement fragilise l'avenir des jeunes qui vont devoir affronter sans protection la crise et la remontée du chômage*", estime l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) dans un communiqué diffusé mercredi.

L'UNEF "*appelle les étudiants à faire entendre leur voix et à manifester le 29 janvier prochain aux côtés des salariés pour obtenir des réponses du gouvernement afin de protéger les jeunes des conséquences de la crise et préparer l'avenir*". Les syndicats lycéens UNL et FIDL ont également appelé à la mobilisation ce jour-là, de même que toutes les fédérations de l'Education.

Au niveau interprofessionnel, tous les syndicats de France (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, FSU, UNSA et Solidaires) ont appelé à la mobilisation le 29 janvier et ont déjà prévu de se revoir le 2 février pour décider des suites à donner à ce mouvement.

Des grèves sont déjà annoncées dans tout le secteur public, les transports, et dans plusieurs branches professionnelles du privé. Dans leur appel à cette journée de mobilisation lancé le 15 décembre dernier, les syndicats estiment notamment que surmonter la crise économique actuelle *"implique des mesures urgentes d'une autre nature que celles prises par l'Etat et les entreprises pour être au service de l'emploi et des rémunérations"*.

## **La grogne des policiers grandit, les syndicats menacent. (15.01)**

**Reuters** - Deux syndicats de police menacent le gouvernement d'une "manifestation monstre" à Paris s'il ne revient pas sur les suppressions d'emploi et la remise en cause d'acquis sociaux prévues au sein des forces de l'ordre.

Nicolas Comte, le secrétaire général du SGP-FO, à l'origine du mouvement avec l'Unsa-police, appelle Nicolas Sarkozy, qui présente ses vœux ce mercredi aux forces de l'ordre à Orléans, à prendre la mesure de la grogne policière.

Les syndicats tempêtent contre l'annonce de la suppression de 4.800 emplois d'ici 2011, toutefois compensée par le recrutement en 2009 de 1.400 adjoints de sécurité (ADS), qui entraînerait de fait un surcroît de travail des policiers.

*"Depuis plusieurs années, les efforts des fonctionnaires de police ont été énormes et aujourd'hui, ce qu'ils attendent c'est une reconnaissance de ce travail accompli par une augmentation de leur pouvoir d'achat"*, dit Nicolas Comte à Reuters.

*"Or, la seule chose qu'on voit poindre à l'horizon, c'est une réduction des jours de congés, puisqu'en gros, on veut nous supprimer une semaine de congés"*, ajoute-t-il.

Le SGP-FO et l'Unsa-police, qui représentent 60% des effectifs, décideront d'organiser ou non une manifestation nationale fin février ou début mars à la lumière d'une réunion technique le 16 janvier au ministère de l'Intérieur.

*"Si vendredi ces textes sont effectivement adoptés, il y a toutes les chances pour qu'un mot d'ordre de manifestation soit donné"*, précise Nicolas Comte. *"On peut se retrouver avec plusieurs dizaines de milliers de policiers dans les rues."*

La dernière grande manifestation de policiers remonte à 2001, année qui avait révélé un profond malaise au sein des forces de l'ordre.

Selon Nicolas Comte, ce sont en réalité 10.000 emplois qui manqueraient aux forces de police d'ici 2012 si l'on ajoute aux 4.800 suppressions de postes les emplois que le ministre de l'Intérieur en 2004, Dominique de Villepin, s'était engagé à créer et qui resteront lettre morte.

*"Au lieu de 110.000 à l'horizon 2012, on sera 100.000"*, assure-t-il.

*"Maintenir l'efficacité des services de police telle qu'elle est aujourd'hui ne sera pas possible. Pour l'instant, la réponse trouvée par le ministère de l'Intérieur, c'est de faire travailler plus les policiers"*, déplore le syndicaliste.

**Lutte de classe.** On peut mesurer ici les conséquences de la collaboration de classes. Les syndicats demandent plus de personnel attaché au maintien de l'ordre, à la répression du mouvement ouvrier, du prolétariat et sa jeunesse. Revendication qui ne peut se concevoir que dans le cadre d'une politique axée sur la défense des institutions et du régime capitaliste. En admettant que les policiers obtiennent satisfaction, ils n'auront plus qu'à se ranger en bloc au côté du flic-président.

On nous objectera que les policiers sont des travailleurs comme les autres qui subissent la crise et les conséquences de la politique de Sarkozy. Faux, ce ne sont pas des travailleurs comme les autres, ils occupent une fonction particulière dans l'appareil d'Etat, celui de protéger l'Etat, ses institutions et la propriété privé des moyens de production, de les faire respecter en toute circonstance par l'ensemble des citoyens.

Qu'il y soit fait un travail syndical et politique, c'est nécessaire, à condition cependant que ce travail soit résolument orientée vers la nécessité d'en finir avec le capitalisme et le régime, ici plus que dans n'importe quel secteur d'activité, car dans le cas où il ne situerait pas dans cette perspective, il s'inscrirait forcément dans une autre perspective qui ne peut être que le maintien du régime en place contre lequel les travailleurs sont et seront amenés à engager le combat. On pourrait faire exactement la même analyse et tirer les mêmes conclusions concernant les usines d'armement.

Que les dirigeants syndicaux s'accommodent parfaitement d'un régime policier n'a rien de surprenant, c'est l'aspect militaire de l'idéologie réformiste bourgeoise au service du capitalisme.

Cette idéologie a fait des merveilles en Amérique Latine ces derniers temps encore, en refusant de s'en prendre à la Constitution au Chili et en Argentine, ses représentants au pouvoir ont permis aux généraux-dictateurs de rester en liberté et d'échapper finalement à la justice, Pinochet est même mort tranquillement dans son lit.

---

### **Education : nouvelle journée de mobilisation samedi. (17.01)**

**AP** - Le gouvernement n'en a pas fini avec la grogne dans l'Education. Les syndicats d'enseignants, les principales organisations lycéennes et étudiantes, la FCPE (parents d'élèves) et de nombreuses associations du secteur éducatif appellent à manifester dans toute la France samedi pour dénoncer la politique du gouvernement, avec comme principale revendication l'arrêt des suppressions de postes.

Selon le secrétaire général de la Fédération syndicale unitaire (FSU, première fédération de l'Education) Gérard Aschieri, plus de cent manifestations sont prévues avec "au moins un défilé ou rassemblement par département".

A Paris, le cortège quittera la place de la République vers 14h30 pour se rendre aux abords de la place de l'Opéra.

En province, rassemblements et manifestations sont notamment annoncés à La Rochelle, Rennes, Strasbourg, Nancy, Dijon, Grenoble, Limoges, Lyon, Montpellier, Marseille, Besançon, Belfort, Périgueux, Bayonne, Caen, Clermont-Ferrand, Nice, ou encore Toulouse.

Dans un appel commun, syndicats et associations dénoncent le "spectacle d'une politique gouvernementale qui, au-delà des habillages, ne voit dans l'Education qu'un moyen d'économiser".

Les signataires dénoncent les 13.500 suppressions de postes prévues cette année, "à rajouter aux 11.200 suppressions" de 2008.

"Rien ne pourra se faire dans cet acharnement d'un toujours moins de postes. Rien ne pourra davantage se faire avec des réformes à marche forcée encore moins lorsqu'elles aboutissent à de vraies régressions", écrivent associations et syndicats, ces derniers déplorant depuis plusieurs mois un "manque de concertation" du ministre de l'Education Xavier Darcos.

"Je pense que cette journée va montrer que la mobilisation est toujours là, sérieuse, et qu'il s'agit d'un mécontentement très large contre une politique qui remet en cause le service public d'Education", a déclaré Gérard Aschieri à l'Associated Press, alors que le monde éducatif s'est déjà largement mobilisé lors de précédentes journées nationales d'action depuis la mi-octobre 2008, sans compter les manifestations lycéennes de décembre.

Et selon le secrétaire général de la FSU, la confirmation du report de la réforme des lycées par Nicolas Sarkozy lors de son déplacement à Saint-Lô (Manche) lundi, et l'ouverture d'une très large concertation sur ce dossier pour une application en septembre 2010 "n'a pas changé grand-chose".

A l'occasion de la venue du président à Saint-Lô, entre 2.000 et 4.000 personnes avaient manifesté dans les rues de la commune pour dénoncer la politique du gouvernement en matière d'éducation, "une mobilisation d'ampleur pour une ville comme Saint-Lô qui témoigne de l'importance du mécontentement", explique Gérard Aschieri.

"Après la réforme des lycées, il ne me paraît pas impossible de faire plier le gouvernement sur les suppressions de postes, d'autant plus qu'il y a un soutien de l'opinion publique", assure-t-il.

Et les syndicats d'enseignants promettent que cette journée de manifestations ne sera pas "une de plus sans lendemain" si le gouvernement "ne fait pas un geste budgétaire". Ils appellent d'ailleurs à faire grève et à manifester à nouveau le 29 janvier, jour d'une mobilisation interprofessionnelle plus large pour interpeller le gouvernement et le patronat sur la situation des salariés face à la crise.

---

### **La réforme du lycée devient consensuelle, estime Xavier Darcos. (20.01)**

**Reuters 18.01** - La mobilisation du monde de l'éducation faiblit en France car la réforme du lycée devient "consensuelle", a estimé dimanche le ministre de l'Education, Xavier Darcos.

La mobilisation lycéenne, importante avant les vacances de Noël, s'essouffle depuis que Xavier Darcos a repoussé d'un an son projet de réforme du lycée qui avait suscité une vive contestation.

"Nous avons rouvert le dialogue et nous avons pris du temps pour que la réforme devienne plus consensuelle. Il n'y a pas de raisons objectives aujourd'hui de protester contre une décision qui va se prendre collectivement", a déclaré Xavier Darcos dans le Grand Rendez-vous Europe 1 - Le Parisien/Aujourd'hui en France.

"Je n'entends plus dire aujourd'hui: 'il ne faut pas de réforme du tout'. (...) Les gens disent: 'c'est vrai, au fond, qu'il faut une réforme'", a-t-il ajouté, rappelant que la réforme aurait lieu à la rentrée 2010.

"La réforme du lycée n'est pas enterrée. Nous voulions la réforme et le dialogue. Nous l'avons", s'est félicité le ministre.

Samedi, des manifestations contre les suppressions d'emplois dans l'éducation nationale ont eu lieu dans plusieurs grandes villes de France sans faire le plein. Quelque 8.000 personnes ont défilé à Paris.

Xavier Darcos a confirmé la suppression de 13.500 emplois en 2009, une mesure qui ne modifiera pas selon lui le taux d'encadrement des élèves. "Nous ne verrons pas à la rentrée pour autant de classes surchargées ou des élèves qui auront moins d'enseignants", a-t-il dit.

**Commentaire :** mauvais perdant, Sarkozy refusant d'admettre qu'il a été obligé de reculer, Darcos n'a pas trouvé mieux que produire une contrevérité ou de prendre ses désirs pour la réalité pour masquer leur trahison des lycéens et des enseignants.

Quant à la méthode pour faire passer sa réforme, toujours la même, elle consiste à prétendre que ceux qui en seront les victimes la réclament eux-mêmes, en y associant de préférence les dirigeants pourris des syndicats.

En passant j'en profite pour prendre position sur la question de l'indépendance des syndicats par rapport aux partis.

Il est plus que temps de constituer des fractions dans tous les syndicats pour rassembler tous les militants révolutionnaires qui entendent combattre sur une ligne de lutte de classe, autrement dit pour interdire aux dirigeants syndicaux de collaborer plus longtemps avec le régime et ses institutions, de renouer avec la tradition révolutionnaire du prolétariat du début du XXe siècle largement inspirée par le marxisme. Les dirigeants syndicaux supportent la politique du gouvernement au service du capitalisme, nous, nous devons la combattre dans la perspective d'en finir avec le capitalisme, pour le socialisme.

Comme disait Trotsky, l'indépendance syndicale ne peut se concevoir que par rapport à l'Etat bourgeois. Ceux qui parlent à tort et à travers d'unité, sont justement ceux qui ont oublié que l'unité du prolétariat passait par l'unité du combat syndical et politique dans la même où ils poursuivent le même objectif : l'abolition du capitalisme.

Il faut en finir une fois pour toute avec cette conception révisionniste du combat syndical et politique qui consiste à combattre pour l'amélioration des conditions de travail ou d'existence de la population laborieuse dans l'unique perspective de l'aider à mieux supporter les conséquences de la survie du capitalisme, car cela ne peut aboutir qu'à l'enchaîner plus solidement encore au char du capitalisme, au lieu de mener ce combat dans la perspective de son émancipation et de la préparer à vaincre le capital.

---

## **Medef/UIMM : règlements de comptes au patronat. (20.01)**

**LePoint.fr** - Laurence Parisot était-elle au courant des mouvements de fonds suspects au sein de l'Union des industries et des métiers de la métallurgie (UIMM) ? Pour avoir affirmé qu'elle en avait parfaitement connaissance, l'ancien président de l'UIMM, Daniel Dewavrin, est assigné en diffamation par la présidente du Medef, devant la 17e chambre civile du tribunal de grande instance de Paris, lundi après-midi. L'audience débutera à 14 h 30. Ce nouvel épisode s'inscrit dans la lignée des règlements de compte entre le Medef et l'UIMM lancés à la rentrée 2007. Branche ultra-puissante du patronat français, organisation dans l'organisation, riche et influente, l'UIMM a longtemps régné en maître sur les relations sociales.

Jusqu'à la révélation dans Le Figaro, en septembre 2007, des retraits d'argent en petites coupures effectués par son président, Denis Gautier-Sauvagnac (DGS) pendant 8 ans, recensés par la cellule Tracfin (une cellule de Bercy chargée de traquer l'argent sale), pour une somme d'abord estimée à 5,6 millions d'euros puis réévaluée à 19 millions. Des fonds censés aider à "fluidifier" les relations sociales, sans que le nom des bénéficiaires ne soit jamais dévoilé.

La mise à jour, dans la foulée, de la caisse noire de l'UIMM (Epim), qui totalise 600 millions d'euros, tombe mal pour la nouvelle patronne du Medef, élue en 2005, qui tente de moderniser et de redorer le blason du patronat. Le positionnement de cette habile communicante est alors tout trouvé : la vieille garde de l'UIMM doit quitter ses fonctions (ce qu'elle finira par faire). Et Laurence Parisot, qui maintient avoir appris ces pratiques d'un autre âge "la veille de leur parution dans la presse", tente de reprendre le pouvoir dans son organisation en verrouillant les mandats-clés (formation professionnelle, 1 % logement, assurance chômage, retraites complémentaires...).

"La survie du Medef passe par la disparition pure et simple de l'UIMM..."

Dans son ouvrage (\*) très documenté, le journaliste Guillaume Delacroix, qui suit le patronat français pour Les Echos, revient sur cet épisode encore émaillé de multiples points d'interrogation. Notamment concernant ce fameux "secret de famille", comme l'a appelé la patronne des patrons. Sa connaissance des pratiques financières de l'UIMM sera au coeur de l'audience, aujourd'hui. Extraits.

"En privé, DGS raconte que c'est Laurence Parisot, au printemps 2007, qui a abordé le sujet qui fâche, pour savoir si les contributions en petites coupures continuaient." "Évidemment personne n'a aucune preuve de cette prétendue conversation confirmée par Arnaud Leenhardt, l'ancien président de l'UIMM qui avait recruté DGS en 1993...", écrit Guillaume Delacroix. "Devant les juges, DGS réitère et prétend que la présidente du Medef voulait vérifier, en juin, trois mois avant la publication de l'article du Figaro, si l'argent liquide circulait toujours, comme la plupart des dirigeants patronaux le savaient depuis la nuit des temps", relate encore le journaliste.

Quant à Denis Kessler, ex-numéro 2 du Medef, consulté par Laurence Parisot avant sa candidature officielle, "il consent (...) à lui dresser un rapide portrait du patronat qu'il connaît comme sa poche et pour lequel il n'existe pas de mode d'emploi. (...) S'agissant de la métallurgie, Denis Kessler lui indique clairement que la survie du Medef passe par la disparition pure et simple de l'UIMM parce que le fric donne le pouvoir et que le fric est avenue Wagram [ndlr : siège de l'UIMM], pas avenue Bosquet [ndlr : siège du Medef]. (...) Il lui dit que (...) la métallurgie utilise des méthodes particulières pour faire triompher ses intérêts (...)".

(\*) Enquête sur le patronat, dans les coulisses du scandale MEDEF/UIMM, Guillaume Delacroix, Plon, janvier 2009, 356 pages.

---

## Nicolas Sarkozy reçoit les syndicats de l'éducation. (22.01)

**AP 21.01** - Les dirigeants des principaux syndicats de l'éducation ont été discrètement reçus mardi par Nicolas Sarkozy pour un tour d'horizon "sur les dossiers actuels", a annoncé l'Elysée dans un communiqué, un peu plus d'une semaine avant la vaste mobilisation annoncée pour la journée de grèves et de manifestations du 29 janvier.

Le secrétaire général de la FSU Gérard Aschieri, la co-secrétaire générale du SNES (premier syndicat des collèges et lycées) Frédérique Rollet et le secrétaire général du SNUIPP (premier syndicat chez les professeurs du primaire) Gilles Moindrot ont indiqué avoir répondu à l'invitation du président.

Cet entretien, qui n'était pas annoncé à l'agenda du président, "a donné lieu à un échange informel sur la situation à l'Education nationale et sur les dossiers actuels", avance l'Elysée. "Le président voulait connaître l'état d'esprit de la profession", a expliqué M. Aschieri à quelques journalistes.

Les questions de la maternelle, la réforme du lycée ainsi que la revalorisation de la condition des enseignants ont été abordées, ont rapporté les syndicalistes.

Cette rencontre intervient à quelques jours de la journée de grèves et de manifestations interprofessionnelles, à laquelle appellent tous les syndicats de France dont ceux de l'Education, destinée à interpeller le gouvernement et le patronat sur la situation des salariés face à la crise, et pour la défense des services publics.

**Commentaires** : Simple coïncidence évidemment ! Vous vous souvenez qu'ils avaient boycotté les voeux de Sarkozy lundi 12 à Saint-Lô et leurs valets de service de le relever à la page 6 du n°30 d'*Informations ouvrières* : "On ne peut que s'en féliciter", bref, ils ont encore perdu une occasion de se taire et leur opportunisme saute de plus en plus aux yeux,.

Pire, pour faire croire que les dirigeants syndicaux pourris pourraient changer résolument et durablement d'attitude avec le pouvoir, ils ajoutaient : "Au moment où se prépare la grève interprofessionnelle massive du 29 janvier, le refus par les organisations des « concertations » sur les contre-réformes avec patronat et gouvernement n'est-il pas plus que jamais à l'ordre du jour ?". Comme s'ils en avaient l'intention, après les avoir féliciter d'avoir fait preuve de tant d'hypocrisie, vous avouerez que c'est prendre les enseignants pour des crétins. Commencez donc vous-mêmes par rompre avec les appareils et les institutions, vous serez peut-être plus crédibles après !

Sarkozy s'inquiète à quelques jours de ce qui sera peut-être la plus vaste mobilisation de la classe ouvrière et sa jeunesse depuis très longtemps. Il interroge, jauge, requiert l'avis de ses partenaires, normal.

---

## Grève dans les universités à partir du 2 février. (23.01)

**AFP 22.01** - La Coordination nationale des universités a annoncé jeudi appeler à une grève "illimitée" dans les universités à partir du 2 février si le gouvernement n'a pas retiré d'ici-là le projet modifiant le statut des enseignants-chercheurs et la réforme de la formation.

Cette Coordination nationale s'est réunie jeudi en assemblée générale à l'université Paris-I, et a adopté une motion appelant à une grève "illimitée" à compter du 2 février, en cas de non retrait de ces projets, a-t-on appris de sources concordantes.

Selon les organisateurs, étaient présents des membres de 46 des 85 universités françaises, des représentants de plusieurs sociétés savantes, d'associations comme Qualité de la science française (QSF), Sauvons la Recherche (SLR) ou Sauvons l'Université (SLU) et des chercheurs précaires.

Des représentants de plusieurs syndicats étaient également présents.

Quand il a lancé, dans la matinée, "Il faut que l'Université s'arrête le 1er février", le porte-parole de SLU Jean-Louis Fournel a été vivement applaudi par les quelque 200 personnes présentes, a constaté un journaliste de l'AFP.

Le décret modifiant le statut des enseignants-chercheurs, préparé par la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Valérie Pécresse, doit concrétiser le transfert de la gestion des carrières aux universités.

Lors de l'assemblée générale, ses opposants ont manifesté leurs inquiétudes sur plusieurs points, dont les risques que leur soient imposées davantage d'heures d'enseignement et les possibilités d'arbitraire de la part des présidents d'universités.

Ils veulent en outre que le Conseil national des universités (CNU) conserve son rôle actuel dans la gestion des carrières des universitaires et juge de façon générale que leur statut risque de perdre son caractère national.

---

### **Universités : le SNESUP appelle à la "paralysie" le 29 janvier et "au-delà". (23.01)**

**AP 22.01** - Le SNESUP, principal syndicat de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, a appelé jeudi à la grève "avec l'objectif de paralyser les universités, tous les établissements d'enseignement supérieur et de recherche", le 29 janvier "et au-delà selon les réponses apportées par le gouvernement".

Selon un communiqué du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNESUP) diffusé jeudi, le mouvement commencerait en fait lundi prochain pour prendre progressivement de l'ampleur jusqu'à la journée nationale de mobilisation interprofessionnelle du 29 janvier.

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Valérie Pécresse et le gouvernement "s'acharnent dans le sabotage des universités et de la recherche", estime l'organisation syndicale qui exige notamment "la suspension immédiate des 1.030 suppressions d'emplois prévues au budget 2009".

Le SNESUP appelle "à la grève à partir du lundi 26 janvier, avec l'objectif de paralyser les universités, tous les établissements d'enseignement supérieur et de recherche le jeudi 29 et au-delà selon les réponses apportées par le gouvernement".

---

### **Darcos ne convainc pas les lycéens aux Etats généraux de la Fidl. (25.01)**

**AFP 24.01** - Après avoir reporté sa réforme du lycée et laisser Richard Descoings, directeur de Sciences-Po, conduire le dossier, le ministre de l'Education Xavier Darcos a tenté samedi de "renouer" avec les lycéens de la Fidl réunis en états généraux à Paris, sans pour autant les convaincre.

"Si on m'avait il y a encore un mois que je viendrais (...), j'aurais été un peu surpris, parce que c'était une période de tension. Je vois maintenant que nous pouvons repartir sur des bases nouvelles", a commenté d'emblée le ministre devant un auditoire d'environ 200 personnes.

Le 15 décembre, en accord avec le chef de l'Etat, M. Darcos a reporté d'un an la réforme du lycée qui devait commencer à s'appliquer à la rentrée 2009, notamment devant la grogne croissante dans les lycées.

Sans cravate, cherchant à paraître décontracté, M. Darcos a estimé qu'il avait "renoué" avec les lycéens réunis pour deux jours de débats à Paris par la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (Fidl).

"Vous et moi considérons que la situation actuelle (dans les lycées, ndlr) n'est pas satisfaisante", a-t-il lancé, tentant de faire cause commune avec son auditoire.

Sous forme de mea culpa, il a reconnu que "l'appropriation" par les lycéens de la réforme est "ce qui a manqué" à la première mouture qui devait être présentée en décembre. "Nous ne voulons pas renouveler cette erreur", a-t-il dit.

Avant d'ajouter: "peut-être (que) ce sera plus facile avec quelqu'un de nouveau". Richards Descoings, le directeur de Science-Po Paris, qui n'était pas présent, a en effet été chargé début janvier par Nicolas Sarkozy de mener la concertation sur le lycée.

M. Darcos a également tenté de répondre aux questions des lycéens, parfois vives et à leurs commentaires, sous forme d'interpellations: "vous supprimez des postes... Vous enlevez des pions (surveillants, ndlr). Vous favorisez l'échec scolaire Monsieur le ministre", lui a notamment lancé un élève, sous un tonnerre d'applaudissements.

"Il y a des problèmes d'effectifs, on est toujours 35 par classe. Vous êtes plus le ministre de l'économie de l'Education nationale que le ministre de l'Education nationale", a renchéri un autre, tout aussi applaudi.

"Ne pensez-vous pas que le mouvement de décembre, c'est une crise d'angoisse de la jeunesse?", a demandé un autre lycéen.

M. Darcos répète que la question des moyens est selon lui dépassée et qu'il s'agit plutôt de "rationaliser", que le taux d'encadrement, s'il est inégal, a été meilleur en 2008 qu'en 2007, ou encore qu'il ne peut résoudre à lui seul la crise internationale.

Sans vraiment convaincre, ni l'assistance, où de nombreuses mains se levaient pour poser encore des questions, ni, à la tribune, la présidente de la Fidl, Alix Nicolet, qui n'a pas hésité à lui couper la parole et lui dire en substance qu'il manquait de "volonté".

"Je me doutais bien que je ne vous convainrais pas", mais "j'invite à ce que le dialogue continue", a déclaré M. Darcos avant de quitter la salle.

"Il n'y a pas d'avancées sur les questions des postes, des moyens, et surtout de l'encadrement, on est restés sur notre faim", a regretté Alix Nicolet devant la presse.

---

## **Journée d'action du 29 janvier : les dirigeants syndicaux donnent de la voix. (27.01)**

**AFP 26.01** - Les dirigeants syndicaux ont donné de la voix lundi, à trois jours d'une journée de grèves et manifestations en France, Bernard Thibault (CGT) promettant une mobilisation "impressionnante" face à la crise, tandis que François Chérèque (CFDT) justifiait "un cri de colère".

L'ensemble des syndicats appellent à cette journée d'action le 29 janvier pour la défense de l'emploi, du pouvoir d'achat et des services publics, refusant que les salariés soient "*les premières victimes de la crise*" alors que, selon M. Chérèque, "*mois après mois, on découvre que la récession sera encore plus importante que prévu*".

Selon le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault, invité de France Inter, "*cette journée va avoir une participation des salariés très importante, très impressionnante, bien au-delà sans doute de ce que l'on a vécu ces dernières années*". Il en veut pour preuve des "*signes tout à fait spectaculaires*" dans les entreprises.

"*Il ne faut pas uniquement des mesures d'aide aux entreprises, aux établissements financiers, il faut des mesures concernant l'emploi, le pouvoir d'achat*", a-t-il estimé, fustigeant des aides aux entreprises "*uniquement pour maintenir le niveau des dividendes reversés aux actionnaires*".

Dans un entretien au quotidien *Les Echos*, M. Thibault a prévenu que "*si la journée du 29 a la puissance que l'on prédit, il y aura certainement des suites*". Une réunion intersyndicale est programmée pour le 2 février. (Donc Thibault n'envisage pas que la grève se poursuive le 30 - Lutte de classe.)

Le nouveau ministre du Travail, Brice Hortefeux, "*commence par le travail le dimanche ou le service minimum, il part avec une mauvaise note*". Quant à un feu vert du gouvernement à l'accord très minoritaire sur l'assurance chômage, "*dans cette ambiance sociale-là, à sa place, je réfléchirais à deux fois*".

Il a multiplié aussi les mises en garde au gouvernement. Si le Pour sa part, François Chérèque a estimé sur BFM que les grèves et

manifestations de jeudi seraient *"un cri de colère"* des salariés contre les effets de la crise qu'ils subissent et pour demander des contreparties aux aides aux entreprises.

*"On veut dire au gouvernement : vous aidez les entreprises, on souhaite que la contrepartie de ces aides aux entreprises, elle se fasse sur des résultats concrets avec une discussion, une négociation sur les conséquences de ces aides"*, a déclaré François Chérèque. (Vous aurez reconnu la méthode, celle que Thibault lui avait emprunté la veille de la grève contre la remise en cause des régimes spéciaux de retraite en décembre 2006 pour la briser - Lutte de classe.)

Dans un entretien publié lundi dans la *Tribune*, le dirigeant syndical a demandé que cette négociation se fasse *"au niveau de la branche ou de l'entreprise"*. (Nous y voilà, la suite de la méthode évoquée plus haut - Lutte de classe.)

Selon le numéro un de la CFDT, *"les règles qui encadrent les plans sociaux doivent être débattues"*. *"Une entreprise dégageant des bénéfices ne peut pas supprimer des emplois sans s'engager à en créer par ailleurs un nombre équivalent"*, a-t-il revendiqué. (Il ne s'agit évidemment pas de s'y opposer, mais de collaborer à leur application - Lutte de classe.)

M. Chérèque a estimé que le plan de relance gouvernemental *"s'avère insuffisant"* dans le soutien à *"la consommation"* et *"aux entreprises, en particulier les petites"*. *"A situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles"*, a-t-il résumé.

De son côté, Christian Mahieux, délégué national de Sud, interrogé par *Aujourd'hui en France/Le Parisien*, a déclaré que jeudi sera *"une journée puissante de grèves et de manifestations"* et que celle-ci *"n'est qu'une étape"*.

Sud, a-t-il ajouté, travaille à *"la construction d'un mouvement social de très grande ampleur"*. M. Mahieux a averti aussi qu'il n'est *"pas question de revenir sur le droit de grève"*, alors que le gouvernement entame une réflexion sur ce sujet.

---

## **Première mobilisation des enseignants-chercheurs. (27.01)**

**Reuters 26.01** - Des enseignants-chercheurs ont fait grève lundi dans les départements de Droit et de Sciences économiques des universités contre la réforme de leur statut, en prélude à la journée de mobilisation du 29 janvier.

Parallèlement, une coordination menace d'une grève illimitée à partir du 2 février si le gouvernement ne retire pas ses projets.

Ces mouvements traduisent l'opposition grandissante des universitaires aux réformes qui ne cessent de se multiplier et plus récemment au décret visant à modifier le statut des 57.000 enseignants-chercheurs et aux questions de formation.

Selon le Snesup-FSU, qui appelait à la grève de lundi, le mouvement était *"extrêmement suivi"* à plus de 60% dans les départements de Droit et Sciences économiques, concernant environ 10.000 enseignants.

*"Il y a une volonté de monter en puissance, nous avons fait du 29 une journée-phare avec l'objectif de paralyser les universités, tous les établissements d'enseignement supérieur et de recherche le jeudi 29 et au-delà selon les réponses apportées par le gouvernement"*, a dit son secrétaire général, Jean Fabbri, à Reuters.

*"Le décret contesté fait exploser le statut et transforme les présidents d'université en potentats"*, a-t-il estimé.

Deux pétitions lancées récemment ont recueilli selon le Snesup-FSU plus de 25.000 signatures.

De son côté, une Coordination nationale rassemblant 46 des 85 universités a lancé un ultimatum au gouvernement, lui demandant de retirer ses projets sur le statut et la formation avant le 2 février.

Outre ces deux points, les enseignants-chercheurs protestent contre la suppression de 900 postes prévue en 2009.

Des milieux jusqu'alors réputés pour leur calme se mobilisent pour refuser la réforme du statut et les signes provenant de nombreux sites universitaires menacent la ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, Valérie Pécresse, d'une véritable fronde.

Le Snesup-FSU estime que Nicolas Sarkozy s'en est pris une nouvelle fois le 22 janvier *"à l'existence et au rôle des organismes de recherche, en particulier au CNRS."*

Ses propos *"visaient bien plus l'opinion publique que les acteurs de la recherche et de l'enseignement supérieur dont il continue d'ignorer"*

*les analyses, les propositions et les revendications*", écrit-il sur son site internet.

## **Les syndicats comptent faire entendre jeudi "un cri de colère" (27.01)**

**Reuters 26.01** - Les syndicats français veulent faire entendre "un cri de colère" face à la crise et aux réformes gouvernementales jeudi lors d'une journée-test de grèves et de manifestations.

L'ancien ministre du Travail Xavier Bertrand, nouveau secrétaire général de l'UMP, s'attend à un mouvement "important", qu'il analyse comme "une forme de réponse pour les salariés" au coeur d'une crise "pas comme les autres".

L'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin n'y voit pour sa part qu'"une poussée de fièvre", "une manifestation, une grève un peu ramasse-tout". (On voit ici le dégoût profond, la haine que lui inspire la classe ouvrière, normal ! - Lutte de classe.)

Bernard Thibault dément.

"J'entends bien la petite musique que commence à diffuser l'exécutif selon laquelle ce serait l'expression d'un mouvement d'humeur passager. Je ne le crois pas, et si la journée du 29 a la puissance que l'on prédit, il y aura certainement des suites", déclare le secrétaire général de la CGT dans un entretien publié dans *Les Echos*.

"Cette journée va voir une participation des salariés très importante, très impressionnante, bien au-delà sans doute de ce que l'on a vécu ces dernières années", a-t-il renchéri sur France Inter.

La CGT souhaite que le chef de l'État "réagisse" à la mobilisation du 29 janvier.

Le socialiste François Hollande, ex-dirigeant du PS, appelle Nicolas Sarkozy à "prendre la mesure des menaces qui pèsent sur la France." (La seule menace qui pèse sur la France, c'est que le capitalisme perdure ! - Lutte de classe.)

"Ou il s'obstine, s'entête, se rengorge, et 'tout est possible', comme il l'avait dit lui-même, ou il engage une grande concertation avec l'opposition, les partenaires sociaux et les collectivités locales, et alors le pays pourra, dans cette crise exceptionnelle, prendre des mesures exceptionnelles", dit-il dans *La Tribune*, à paraître mardi. (A bas le PS et la collaboration de classes ! Rupture immédiate des syndicats et des partis ouvriers dont le PS ne fait pas partie, avec Sarkozy, le gouvernement et les institutions - Lutte de classe.)

Nicolas Sarkozy se rend mardi à Châteauroux (Indre) pour un déplacement sur le thème de l'emploi.

"On veut dire au gouvernement : 'vous aidez les entreprises, on souhaite que la contrepartie de ces aides aux entreprises, elle se fasse sur des résultats concrets avec une discussion, une négociation sur les conséquences de ces aides'", a expliqué François Chérèque sur BFM.

"Il y a une vraie nécessité pour les salariés de dire que c'est injuste que ce soit eux qui payent sur leur salaires, sur leurs emplois, sur leurs avantages, les effets de la crise dont ils ne sont pas responsables", a poursuivi le secrétaire général de la CFDT. "Il y a un cri de colère", a-t-il lancé.

"L'ALBATROS DE BAUDELAIRE"

Dans *La Tribune*, François Chérèque juge nécessaire de débattre des règles encadrant les plans sociaux.

"Une entreprise dégageant des bénéfices ne peut pas supprimer des emplois sans s'engager à en créer par ailleurs un nombre équivalent", précise-t-il.

Xavier Bertrand a dit comprendre que les salariés veulent "être entendus", "respectés dans leurs entreprises, dans la société en général". "Je pense que c'est cela qui motive l'action de nombreux salariés et qui fera que ce mouvement peut être important", a-t-il dit sur France 2. (Ce ne sont pas "leurs" entreprises, la question qui est posée est celle de l'expropriation sans indemnité des capitalistes - Lutte de classe.)

Jean-Pierre Raffarin, vice-président du conseil national de l'UMP, juge pour sa part que la mobilisation du 29 janvier est "une manifestation politique". (Au moins là il n'a pas dit une connerie. On attend que les dirigeants des partis ouvriers en disent autant, si ce n'est pas trop leur demander - Lutte de classe.)

"Ce qui me frappe, c'est qu'il n'y a pas un thème central, c'est une manifestation, une grève un peu ramasse-tout et quand on ramasse tout,

*en fait on n'exprime pas grand-chose", a-t-il déclaré sur Canal+. (Au delà du mépris affiché ici, il a raison sur un point, "tout", toutes les contre-réformes mises en oeuvre par Sarkozy depuis son élection conduit à mobiliser l'ensemble des exploités contre le gouvernement, et pose la question politique de la remise en cause du régime qu'il faudra bien abattre si l'on veut satisfaire la totalité de nos revendications. Ce qu'il craint, c'est l'unité du prolétariat qui est en train de se réaliser à travers cette mobilisation, c'est cela le "tout" qui l'angoisse - Lutte de classe.)*

*"C'est l'Albatros de Baudelaire : ses grandes ailes sont tellement grandes, la revendication est tellement large, que ça l'empêche de voler", a-t-il ironisé.*

Xavier Bertrand a souligné que le service minimum serait appliqué jeudi. *"Il n'est pas possible que le service public soit l'otage de quelques-uns seulement", a-t-il dit, citant le syndicat Sud à l'origine du conflit social de la gare Saint-Lazare, à Paris. (Il n'est pas possible que la majorité de la population de ce pays qui vit de son travail soit l'otage d'une poignée de rentiers et de capitalistes, 1824 exactement - Lutte de classe.)*

Le député UMP Frédéric Lefebvre a introduit un distinguo entre les syndicats. *"Moi, je fais la différence entre la CGT et Sud, je fais la différence entre la CGT et M. Thibault, et un certain nombre de syndicalistes qui n'ont comme seul objectif que d'essayer d'abuser du droit de grève", a-t-il dit sur I-Télé. (Thibault le briseur de grève est propre sur lui et convient à ce monsieur, normal. - Lutte de classe.)*

---

## **Deux syndicats policiers appellent à une manifestation nationale le 28 mars. (27.01)**

**AP 26.01** - Plusieurs dizaines de policiers appartenant au Syndicat général de la police-Force ouvrière (SGP-FO) et à l'UNSA Police ont manifesté lundi matin devant une annexe du ministère de l'Intérieur pour dénoncer *"l'enterrement des acquis sociaux"*. Ces deux organisations syndicales, qui représentent 60% des gardiens de la paix, ont annoncé qu'elles organiseraient une manifestation nationale le 28 mars dans la capitale.

Les policiers en colère se sont rassemblés rue Nélaton (XVe arrondissement) où se réunissait le Comité technique paritaire central (CTPC). Cette instance devait entériner la signature d'un protocole accepté par certaines organisations syndicales comme Alliance et Synergie Officiers. Il prévoit notamment la suppression de 4.829 emplois d'ici 2011. *"C'est un passage en force car une majorité de policiers ne veut pas d'une réduction d'effectifs et de la perte d'une semaine de congés"*, dénonce Nicolas Comte, secrétaire général du SGP-FO.

Le ministère de l'Intérieur fait savoir que ce plan s'inscrit dans le cadre de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) et rappelle que la masse salariale (salaires, mesures catégorielles, pensions) augmentera sur la même période de 3,3%, soit un effort de 200 millions d'euros. De plus, 1.400 adjoints de sécurité (ADS) devraient également être recrutés durant ces trois ans. *"On ne peut pas remplacer ces postes par des gens qui n'ont pas la même formation et les mêmes missions que les policiers"*, regrette Nicolas Comte.

Le SGP-FO et l'UNSA Police, qui ont entrepris de fusionner dans les prochains mois, dénoncent la rupture totale du dialogue social avec la place Beauvau, n'excluent pas des actions régionales d'ici la journée du 28 mars.

---

## **29 JANVIER....Appel des organisations syndicales CFDT,CFE-CGC, CFTC,CGT,FO,FSU,SOLIDAIRES,UNSA.(28.01)**

L'ensemble des syndicats français, CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires et Unsa, ont élaboré une plateforme revendicative commune pour la journée de grèves et de manifestations qu'ils organisent le 29 janvier.

La crise économique amplifiée par la crise financière internationale touche durement une grande partie des salariés dans leurs emplois et leurs revenus. Alors qu'ils n'en sont en rien responsables les salariés, demandeurs d'emploi et retraités, en sont les premières victimes. Elle menace l'avenir des jeunes, met à mal la cohésion sociale et les solidarités ; elle accroît les inégalités et les risques de précarité. Surmonter cette crise implique des mesures urgentes d'une autre nature que celles prises par l'Etat et les entreprises, pour être au service de l'emploi et des rémunérations.

C'est pourquoi, les organisations syndicales (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, SOLIDAIRES, UNSA) appellent les salariés du privé et du public, les chômeurs et les retraités, à une journée nationale de mobilisation interprofessionnelle le 29 janvier 2009 : elle donnera lieu dans tout le pays à des grèves et des manifestations. Elles appellent à agir massivement et interpellent les responsables gouvernementaux, les responsables patronaux et les employeurs pour :

défendre l'emploi privé et public ;

lutter contre la précarité et les dérèglements économiques et sociales ;

exiger des politiques de rémunérations qui assurent le maintien du pouvoir d'achat des salariés, des chômeurs et des retraités et réduisent les inégalités ;

défendre le cadre collectif et solidaire de la protection sociale ;

des services publics de qualité qui assurent en particulier tout leur rôle de réponse aux besoins sociaux et de solidarité

Appel des organisations syndicales CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, SOLIDAIRES, UNSA.

---

## **Les principales réactions syndicales à l'intervention de Nicolas Sarkozy (06.02)**

**AFP 05.02 -**

**Marcel Grignard (CFDT):**

"Il y a très peu de choses concrètes, c'est une déception face aux enjeux et après la mobilisation du 29 janvier. Le maintien des objectifs de réduction de l'emploi dans la fonction publique est aussi décevant: ça nous paraît intenable dans cette période.

"Il y a aussi des ouvertures intéressantes" comme sur le chômage partiel ou le partage des profits, "mais on veut que ces pistes de négociations aboutissent sur du concret. Pour cela, il faudra aussi que le patronat prenne ses responsabilités" et dans cette "phase importante (...) il faudra maintenir la pression pour obtenir des avancées" (à l'AFP).

**Bernard van Craeynest (CFE-CGC):**

"Il a ouvert beaucoup de pistes, mais il me semble surtout qu'il cherche à gagner du temps". "La technique qui consiste à faire porter le chapeau ou à nous associer très gentiment pour vouloir sans doute nous faire porter une partie de la responsabilité du fardeau ne nous a pas échappé".

"Il y a des choses intéressantes" mais sans "aucun axe stratégique clair" et surtout "combien de temps va-t-il falloir encore patienter pour que des éléments concrets permettent que les Français puissent mieux respirer?" (AFP).

**Pierre Khalfa (Solidaires):**

"C'est un discours en trompe-l'oeil, de dénonciation d'une situation qu'il a lui-même contribué à créer. En même temps, il est assez intelligent pour prendre la mesure du rapport de force et voir que sa politique a été condamnée par les Français, donc il essaie de donner du grain à moudre à la négociation.

Mais c'est totalement insuffisant et ça ne répond pas aux vrais problèmes face à la crise" (AFP).

**Alain Olive (Unsa, autonomes):**

"Le 29 janvier a permis de faire bouger les lignes. Même si toutes les réponses ne nous conviennent pas, les fils du dialogue ne sont pas rompus. On est loin d'avoir satisfaction sur tout ce qu'on demandait, mais il y a des choses qui ne sont pas négligeables, comme une meilleure indemnisation du chômage partiel.

"Nous avons une interrogation sur la suppression de la Taxe professionnelle, car 8 mds d'euros cela ne se trouve pas sous les sabots d'un cheval" et "pour nous il reste une contradiction principale: les efforts pour les emplois privés parallèlement au maintien de la suppression des postes de fonctionnaires" (AFP).

**Gérard Aschieri (FSU):**

"Il aurait pu prendre ses responsabilités (...), il les a esquivées ou a dit non, avec des arguments souvent caricaturaux: dire que l'emploi public est essentiellement une dépense qui va créer du chômage, qui va détruire de l'emploi privé, c'est une caricature".

"Ce n'est à la hauteur ni de la crise, ni des attentes exprimées par les manifestations. Il y a des sujets sur lesquels il pouvait agir de façon immédiate", comme le smic ou "la suspension des suppressions d'emploi public". (AFP).

#### **CFTC:**

"Nicolas Sarkozy dit vouloir répondre aux attentes exprimées. Mais, il faudra des actes concrets (...) Or, pour l'instant, la CFTC constate que le Président de la République a surtout renvoyé ces questions devant les partenaires sociaux. Il ne s'agirait pas de botter en touche".

"Certaines propositions CFTC" comme notamment le soutien à l'emploi ou la partage du profit "ont été semble-t-il entendues", mais le 18 février "c'est au gouvernement d'aller au bout de ses responsabilités et de proposer des solutions concrètes (communiqué).

(Une seconde dépêche de la même agence de presse.)

#### **FO:**

Le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly, a estimé jeudi qu'il n'y avait "pas d'annonce concrète et immédiate" dans les déclarations radio-télévisées de Nicolas Sarkozy, laissant entendre que les syndicats devraient "maintenir la pression" pour obtenir satisfaction.

"Ce que je retiens, c'est qu'il n'y a pas d'annonce concrète et immédiate. Tout est renvoyé à des discussions. Discuter de la répartition des richesses avec le Medef en ce moment, ça peut durer des mois sans que ça aboutisse. Le meilleur moyen de répartir les richesses dans l'entreprise, le plus rapide, c'est d'augmenter les salaires", a déclaré M. Mailly à France 2.

Interrogé sur ce qu'allaient maintenant faire les syndicats qui se réunissent lundi, le dirigeant de FO a répondu: "Ou on décide d'attendre le 18 (date du rendez-vous des partenaires sociaux avec le chef de l'Etat) mais ça risque d'être un peu court" compte-tenu des attentes des salariés, "ou on décide d'une date dès lundi prochain, même si c'est après le 18, pour maintenir la pression sur (cette réunion) et obtenir satisfaction".

Dans cette deuxième hypothèse, "si on obtient satisfaction, on lèvera (le mot d'ordre de mobilisation, ndlr), si on n'obtient pas satisfaction, on mobilisera", a ajouté Jean-Claude Mailly.

Dans un communiqué, le bureau confédéral de FO a rappelé "qu'il est de la seule responsabilité de l'Etat de donner un coup de pouce au SMIC". Il insiste sur "la nécessité d'un plan de relance pour la consommation et l'urgence de légiférer sur les contreparties exigées des entreprises percevant des aides publiques.

"S'agissant enfin du secteur public, Force Ouvrière n'accepte pas le maintien de la diminution des effectifs", a ajouté le communiqué.

---

### **Contestation du droit de grève: la SNCF déboutée (06.02)**

**AP 04.02** - Le juge des référés du tribunal de grande instance de Marseille a débouté mercredi la SNCF de son action engagée contre treize conducteurs grévistes de trains express régionaux (TER) de Nice (Alpes-Maritimes), et trois syndicats (CGT, CFDT, FGAAC).

La direction estimait que le mouvement commencé le 9 décembre constituait un "exercice abusif du droit de grève". Elle sollicitait de la justice qu'elle ordonne la cessation de la grève.

L'avocat de la CFDT, Me Richard Pellegrino, s'est déclaré mercredi "très satisfait de cette décision qui rappelle les termes mêmes de la loi".

Dans son ordonnance, le juge des référés rappelle que les faits n'étaient constitutifs, selon lui, ni d'une voie de fait, ni d'un trouble manifestement illicite.

Les conducteurs grévistes et les trois syndicats ont obtenu 5.000 euros de frais de justice de la SNCF. Ils observent une grève tournante et discontinuée depuis le 9 décembre et réclament davantage de personnel.

---

### **Darcos: les "positions fortes" de l'extrême gauche "embarrassent" autant le ministre que les syndicats. (08.02)**

**AFP 07.02** - Le ministre de l'Education nationale, Xavier Darcos, a évoqué samedi sur France Culture, les "positions fortes" acquises par

l'extrême-gauche dans le système éducatif, affirmant qu'elles "embarrassent" autant les syndicats que le ministre.

Au moment où le Nouveau Parti Anticapitaliste d'Olivier Besancenot voit le jour, le ministre a été interrogé sur le rôle de l'extrême gauche. "De fait nous avons vu l'extrême gauche prendre des positions fortes dans le système éducatif, nous voyons des coordinations locales, souvent tenues par des militants qui souvent relèvent de cette politique-là", a-t-il répondu.

Le ministre juge "tout à fait normal que dans des périodes de crise extrême ou la mondialisation est mise en cause tout ce qui est altermondialiste, altercapitaliste, tout ce qui essaie d'inventer une utopie, suscite l'attention et l'intérêt, et que la montée des extrêmes, de l'extrême gauche en particulier, soit dans ce contexte presque un phénomène réactif inévitable": "même, si évidemment", a-t-il ajouté, "vous vous en doutez, je considère que c'est une pensée fausse" et qu'il n'y a "rien" à en "espérer".

M. Darcos a fait valoir d'autre part que "comme dans cette extrême gauche, il y a une part de théorisation importante, un rattachement à des doctrines", il est compréhensible que soient partie prenante "un certain nombre d'intellectuels et naturellement beaucoup d'enseignants et professeurs".

Pour autant, "les syndicats réformateurs qui veulent parler avec nous restent extrêmement forts", a ajouté le ministre, affirmant: "ils sont aussi embarrassés que moi par cette situation".

"Quand je parle avec les fédérations", il ressort des discussions que "ça embarrasse le ministre qu'il y ait eu des gens incontrôlables sur le territoire mais" que "ça embarrasse aussi les confédérations car ça ne facilite pas des politiques raisonnables".

**Commentaire** : on aurait pu classer cet article dans le fichier : la dictature en marche ! Ce que ne supporte ni Darcos ni les bureaucrates pourris qui contrôlent les syndicats, c'est qu'il y a toujours dans ce pays des militants sincères et courageux qui continuent de se battre sur une position de lutte de classes, classe contre classe.

Au passage, Darcos l'avoue ou plutôt le dit ouvertement et ce n'est pas un hasard, les dirigeants syndicaux sont sur la même longueur d'onde que lui, en quelque sorte il leur propose un front commun contre les camarades qui tiennent une position de classe à défaut de pouvoir les chasser des syndicats, mieux de les emprisonner pour incitation à la violence, par exemple.

---

## **Universités: le SNESUP refuse d'aller "discuter d'une charte" avec Valérie Pécresse. (08.02)**

**AP 06.02** - Le secrétaire général du SNESUP-FSU, premier syndicat des enseignants du supérieur, Jean Fabbri, a annoncé vendredi à l'Associated Press que son organisation ne se rendrait pas à la rencontre prévue le 11 février avec Valérie Pécresse "s'il s'agit uniquement de discuter d'une charte qu'on a déjà rejetée à plusieurs reprises".

La ministre de l'Enseignement supérieur Valérie Pécresse a annoncé jeudi qu'elle recevrait les représentants du secteur universitaire mercredi prochain au sujet de la charte de "bonne utilisation" du décret réformant le statut des enseignants-chercheurs. Jeudi soir lors de son intervention télévisée, Nicolas Sarkozy a confirmé que le gouvernement était prêt à discuter des "modalités" de la réforme, mais pas de son principe.

"Sur cet ordre du jour, nous n'irons pas et nous invitons les autres organisations à faire de même", a précisé le secrétaire général du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNESUP-FSU), organisation à la tête de la mobilisation des enseignants-chercheurs avec la coordination nationale des universités.

"Nous estimons que la mobilisation exceptionnelle appelle complètement autre chose puisque ce n'est évidemment pas de ça dont il est question. Nos revendications sont parfaitement claires et on ne va pas aller accompagner une charte qu'on a déjà rejetée à plusieurs reprises. Il faut changer la donne, retirer les textes et ensuite on discutera", a-t-il poursuivi.

Depuis le 2 février, la coordination nationale des universités et le SNESUP ont lancé un mouvement de grève illimitée pour exiger le retrait du décret modifiant le statut des enseignants-chercheurs, l'arrêt des restrictions budgétaires et des suppressions de postes, ou encore la titularisation des personnels précaires.

Les étudiants et les autres organisations syndicales se sont joints au mouvement depuis mercredi. Après une première journée de manifestations réussie jeudi, une nouvelle journée de mobilisation est prévue mardi prochain avec une manifestation nationale à Paris, à la veille de la rencontre avec le ministre.

## **Une nouvelle mobilisation syndicale en perspective. (10.02)**

**Reuters 09.02** - Une nouvelle journée d'action intersyndicale, après la mobilisation réussie du 29 janvier, est probable après la rencontre du 18 février avec Nicolas Sarkozy, confirment Bernard Thibault et François Chérèque.

Les huit confédérations syndicales se retrouvent ce lundi à 17h30 pour décider des suites à donner aux grèves et manifestations de fin janvier.

Lors de son intervention radiotélévisée, jeudi dernier, le chef de l'Etat a convié les responsables syndicaux le 18 février à l'Elysée pour discuter d'une série de chantiers sociaux.

"Je pense que dans la soirée il est fort probable que l'ensemble des organisations syndicales annoncent un autre rendez-vous revendicatif dans le prolongement du 29 janvier", a déclaré Bernard Thibault sur France Info.

"Etant entendu qu'entre ce nouveau rendez-vous probable et aujourd'hui, il y aura eu la rencontre à l'Elysée avec le président de la République", a précisé le secrétaire général de la CGT.

François Chérèque, secrétaire général de la CFDT, confirme ce scénario dans l'édition de lundi de Libération.

"Nous sommes reçus le 18 février par le président : cela ne sert à rien de nous mobiliser avant. Autour du 15 mai, nous allons organiser dans plusieurs pays européens des manifestations. Entre ces deux dates, tout est ouvert", dit-il.

Pour Chérèque il faut gagner du temps comme si chaque jour qui passe la crise ne s'aggravait pas et ne réduisait pas les marges de manoeuvre du gouvernement. Il rend service à son maître, il sera balayé avec lui. (Lutte de classe.)

"Une nouvelle journée d'action, sous des formes peut-être différentes, peut très bien être organisée à la mi-mars", précise-t-il.

Je crois qu'ils n'ont pas compris que n'importe quelle date à présent conviendra aux travailleurs qui sont prêts à en découdre. Cela doit les effrayer. (Lutte de classe)

Pour Bernard Thibault, cette nouvelle mobilisation serait "un moyen pour rappeler que nous attendons des mesures concrètes et rapides que nous n'avons pas perçues dans le discours du président de la République la semaine dernière".

Nous, nous n'attendons rien de Sarkozy, sauf qu'il quitte le pouvoir. Il est l'homme du capital, le capital a failli, l'heure a sonné de tirer le rideau et de passer au socialisme. (Lutte de classe)

"Il y a urgence sur le pouvoir d'achat. On ne peut pas, tout comme sur l'emploi, nous renvoyer à des chantiers qui nécessitent de longs mois de réflexion", a-t-il déclaré.

---

## **Brice Hortefeux consulte les partenaires sociaux avant la réunion avec Nicolas Sarkozy (10.02)**

**AP 09.02** - Le ministre du Travail Brice Hortefeux entame à partir de mardi une série de consultations avec les partenaires sociaux en préparation de la rencontre prévue avec Nicolas Sarkozy le 18 février, a annoncé lundi le cabinet du ministre dans un communiqué.

"Conformément au souhait exprimé par le président de la République dans son allocution radio-télévisée" du 5 février, Brice Hortefeux "recevra, à compter du mardi 10 février, les délégations des partenaires sociaux pour préparer la réunion du 18 février qui se tiendra à l'Elysée et qui sera présidée" par Nicolas Sarkozy, annonce le cabinet du ministre dans son communiqué.

La ministre de l'Economie Christine Lagarde, celui du Budget et de la Fonction publique Eric Woerth, le secrétaire d'Etat chargé de l'Emploi Laurent Wauquiez, celui de la Fonction publique André Santini ainsi que le Haut commissaire aux solidarités actives contre la Pauvreté et à la Jeunesse Martin Hirsch, participeront à ces consultations.

La CFDT ouvrira la marche mardi à partir de 16h suivie de la CFTC à 18h30. La CGPME sera reçue mercredi à partir de 8h30 suivie du MEDEF à partir de 11h et de la CGT à 16h. M. Hortefeux rencontrera jeudi FO à 8h30, la CGC vendredi à 9h30, puis l'UPA le 17 février à 10h.

Le 5 février lors de son allocution radio-télévisée, après l'importante mobilisation interprofessionnelle du 29 janvier, Nicolas Sarkozy a

annoncé vouloir consacrer 1,4 milliard d'euros en 2009 à des mesures sociales et donné rendez-vous aux syndicats le 18 février, en leur proposant de supprimer la première tranche de l'impôt sur le revenu ou d'augmenter les allocations familiales.

Pas convaincus, les syndicats devaient se réunir lundi en fin d'après-midi à Paris pour décider d'une nouvelle journée d'action mi-mars, après les vacances d'hiver.

---

## **Les syndicats annoncent une nouvelle journée d'action nationale le 19 mars (10.02)**

**AFP 09.02** - Les syndicats ont décidé d'appeler les salariés français à une nouvelle journée d'action nationale le jeudi 19 mars, pour faire suite à leur mobilisation du 29 janvier, ont indiqué les huit confédérations réunies lundi soir à Paris.

Les syndicats considèrent que le "sommet social" du 18 février à l'Élysée, annoncé la semaine dernière par Nicolas Sarkozy, est "un élément important", mais regrettent que le président de la République maintienne "pour l'essentiel ses orientations", ont indiqué les huit organisations dans une déclaration commune, lue par le secrétaire général de la FSU Gérard Aschieri à l'issue d'une réunion de près de trois heures.

Les organisations syndicales "attendent du rendez-vous du 18 février des réponses concrètes", et d'autre part, elles jugent "indispensable" de "maintenir la pression dans l'unité d'action", ajoutent les syndicats dans leur texte commun.

"Elles décident d'une nouvelle journée d'action interprofessionnelle le 19 mars" dont les modalités (grève, manifestation..) ne sont pas encore fixées. Les modalités seront définies "en fonction des résultats de la réunion du 18 février" a précisé Maryse Dumas (CGT).

Les annonces gouvernementales face à la crise "restent loin des attentes et des exigences de la mobilisation du 29 janvier et de la déclaration intersyndicale du 5 janvier" ajoute le texte commun.

Les huit confédérations qui avaient appelé à la journée d'action du 29 janvier (CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Unsa et Solidaires), marquée par des manifestations massives (entre un et 2,5 millions de personnes), s'étaient réunies pour mettre sur pied une stratégie commune face à la politique gouvernementale sur le pouvoir d'achat et la lutte contre le chômage.

Après les annonces de Nicolas Sarkozy la semaine dernière et l'annonce du "sommet social" de l'Élysée, les syndicats avaient souligné que "les salariés sont les premières victimes de la crise" et réclamé que le plan de relance gouvernemental, axé sur des aides publiques à l'investissement, soit complété par des mesures de soutien à la consommation.

---

## **Le gouvernement discute avec les syndicats en vue du 18 février (11.02)**

**AFP 09.02** - Le gouvernement entame aujourd'hui une série de discussions avec les syndicats préalables au sommet social du 18 février avec, en point de mire, la menace d'une nouvelle journée d'action interprofessionnelle le 19 mars.

Les huit organisations syndicales se sont mises d'accord hier soir sur le principe de cette nouvelle journée de mobilisation commune afin de "maintenir la pression" sur le gouvernement tout en laissant une porte ouverte à la discussion.

Les syndicats ont en effet prévu de se réunir à nouveau le 23 février pour évaluer les résultats de la rencontre prévue avec Nicolas Sarkozy et le patronat le 18.

La CFDT et la CFTC seront aujourd'hui les deux premiers syndicats reçus par une délégation de plusieurs ministres et secrétaires d'Etat comprenant notamment Christine Lagarde (Economie), Brice Hortefeux (Travail), Eric Woerth (Budget et Fonction publique) et Laurent Wauquiez (Emploi).

François Chérèque, secrétaire général de la CFDT, a mis en garde le gouvernement contre les risques d'une "spirale dangereuse" si les revendications des syndicats n'étaient pas entendues le 18 février.

"Si le gouvernement (...) ne donne pas de signes forts - 'on a compris cette crainte et on investit plus dans la relance pour faire en sorte que les salariés dans notre pays s'en sortent bien' - inévitablement, c'est une spirale dangereuse", a-t-il dit sur France Inter.

**FO RÉCLAME UN CONTRÔLE ACCRU SUR LES LICENCIEMENTS**

François Chérèque a déclaré qu'il proposerait au gouvernement l'instauration d'un "fonds d'investissement social", d'un montant de cinq à dix milliards d'euros, destiné à "former les salariés français".

"L'investissement, ce n'est pas seulement de construire des autoroutes, de construire des centrales nucléaires (...) L'investissement, c'est aussi investir dans l'humain. Profitons de cette crise pour investir dans l'élévation du niveau de qualification" des salariés français, a-t-il dit.

Ce fonds permettrait selon lui à la France d'être "plus efficace parce que mieux qualifiée" à la sortie de la crise.

Son homologue de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly, a appelé de son côté à "un contrôle accru des pouvoirs publics sur les licenciements".

"Nous constatons qu'il y a des entreprises qui profitent de la crise. Il n'y aurait pas eu la crise, elles n'auraient pas fait de plans sociaux", a-t-il déclaré sur France 2, réclamant notamment "des engagements précis au niveau des équipementiers".

"Le contrôle public des licenciements, j'en parlerai bien entendu (le 18 février)", a-t-il ajouté.

Jean-Claude Mailly, qui doit être reçu jeudi matin par les ministres concernés, a réitéré son appel à "un coup de pouce" en faveur du pouvoir d'achat des Français.

"On demande un coup de pouce au smic, on voulait une vraie prime transport, elle n'a pas été obtenue, on veut conditionner les exonérations de cotisations patronales à l'existence d'accord sur les salaires", a-t-il égayé.

Pour sa part, le ministre chargé de la Relance, Patrick Devedjian, a jugé "incompréhensible" de recourir à des grèves "au moment où la crise frappe si fort".

"Ça donne quels résultats ? (...) Ça ne va pas nous faire gagner beaucoup de points de croissance une grève générale, ça ne va pas fournir beaucoup de revenus aux salariés", a-t-il déclaré sur LCI.

---

## **L'UNEF appelle les étudiants à deux nouvelles journées de mobilisation mardi et jeudi prochains (13.02)**

**AP 12.02** - L'UNEF a appelé jeudi à deux nouvelles journées de mobilisation la semaine prochaine, estimant à l'issue d'une rencontre avec le ministre de l'Enseignement supérieur que "Valérie Pécresse n'a pas apporté de réponse à ce stade aux étudiants mobilisés".

"Valérie Pécresse n'a pas apporté de réponse à ce stade aux étudiants mobilisés, ni sur la précarité, ni sur les suppressions de postes ou le financement des universités à la performance", a déclaré le président de l'UNEF, Jean-Baptiste Prévost, à l'issue d'un peu plus d'une heure d'entretien avec la ministre.

"Nous appelons les étudiants à amplifier le mouvement en se réunissant en assemblées générales et en votant la grève, et nous appelons à une journée d'actions diversifiées mardi et à de nouvelles manifestations dans toute la France jeudi", a-t-il ajouté.

Mercredi, la coordination nationale des universités avait elle aussi appelé à de nouvelles manifestations le 19 février.

Valérie Pécresse recevait les syndicats étudiants jeudi après-midi dans le cadre de la réouverture du "chantier sur la vie étudiante".

---

## **Une intersyndicale de l'enseignement supérieur se joint à la mobilisation du 19 février (14.02)**

**Le Monde et AFP 13.02** - Une large intersyndicale de l'enseignement supérieur et de la recherche – réunissant des syndicats comme la FSU, la CGT, FO, Solidaires, ainsi que des associations dont Sauvons la recherche et Sauvons l'université – a appelé à participer à la journée nationale de manifestations contre les réformes du gouvernement, le jeudi 19 février.

Les enseignants viennent gonfler le mouvement lancé par la coordination nationale des universités, qui dit représenter des enseignants-chercheurs et étudiants de 79 établissements. Cette coordination avait appelé ses collègues, du primaire à l'université, à se mobiliser à cette date. Des enseignants des écoles, collèges et lycées, avaient déjà approuvé cette initiative, tout comme l'UNEF.

"Le gouvernement reste sourd aux revendications", a résumé l'intersyndicale dans un communiqué, visant autant la ministre de l'éducation supérieure Valérie Pécresse, qui "organise une parodie de concertation pour présenter une médiatrice qui n'a pour seule mission que de modifier à la marge le décret", que son collègue de l'éducation Xavier Darcos. "Il vient de refuser de modifier le calendrier de sa réforme [de la formation des enseignants] en termes méprisants", note-t-elle.

L'université de Strasbourg, la plus importante de France en termes d'effectifs, s'est jointe à ces demandes, exigeant, dans une motion adoptée à l'unanimité par son congrès, "le retrait des projets de textes et décrets affectant la communauté universitaire dans son ensemble".

#### LE GOUVERNEMENT VEUT EXPLORER DE "NOUVELLES PISTES"

En guise de réponse, l'Élysée a demandé à Mme Pécresse et à la médiatrice désignée par la ministre, Claire Bazy-Malaurie, d'explorer "rapidement" de "nouvelles pistes" en ce qui concerne le statut des enseignants-chercheurs, un des principaux casus belli des manifestants. La présidence n'a pourtant donné aucune précision sur les intentions ou souhaits du chef de l'État en la matière.

Les enseignants-chercheurs redoutent que le projet de décret accorde trop de pouvoirs aux présidents d'université, notamment en matière de répartition du temps de travail. Mme Bazy-Malaurie a indiqué être prête à façonner, en collaboration avec les membres de la communauté universitaire, un "texte nouveau (...) sur les bases de l'ancien texte".

---

### La Réunion: appel du collectif syndical à une grève générale le 5 mars (15.02)

**AFP 12.02** - Le Collectif des organisations syndicales, politiques et associatives de la Réunion a appelé jeudi à une journée de grève générale et de manifestation le 5 mars. Le Collectif a arrêté une liste de quatre "mesures immédiates" pour lesquelles il compte "mobiliser la population", notamment une hausse de 200 euros nets des salaires, a indiqué à l'AFP l'un de ses porte-parole.

Composé de 25 organisations (contre 13 lors de sa constitution mardi), le Collectif rassemble les principaux syndicats de l'île (CGTR, CFDT, CFTC, FO, FSU, UNSA), les partis de gauche (PCR, PS, NPA, LO, Parti de gauche) ainsi que des associations (dont ATTAC et Agir contre le chômage). Sa première revendication porte sur "une augmentation de 200 euros nets sur les salaires, les minimas sociaux, les retraites et les bourses étudiantes". Il réclame également une "baisse de 20% des produits de consommation courante", un "gel des loyers sociaux" et, enfin, une "baisse de 5 euros sur la bouteille de gaz".

Avec 750.000 habitants, la Réunion est le plus peuplé des quatre départements d'outre-mer. "Dans un premier temps, notre préoccupation sera de mobiliser la population sur ces revendications" a déclaré un porte-parole du Collectif, Eric Sorret, qui a qualifié de "véritable succès" la constitution de cette plate-forme. "Ce qui nous fédère c'est notre opposition à la politique actuelle du gouvernement. Nous allons créer un rapport de forces" a-t-il ajouté.

Le collectif va se réunir à nouveau dimanche pour "arrêter d'autres revendications sur les questions de l'emploi, du logement, des services publics et de l'agriculture" a-t-il dit. Il compte demander "rapidement" une audience au préfet et va rencontrer les parlementaires insulaires pour tenter de faire modifier le contenu du projet de loi-programme du secrétaire d'État à l'Outre-mer, Yves Jégo.

Le collectif entend aussi "interpeller prochainement les responsables de la grande distribution sur les prix" a déclaré M. Sorret. L'annonce du collectif réunionnais intervient alors que la Guadeloupe et la Martinique connaissent une grève générale contre "la vie chère" qui paralyse l'activité de ces deux îles.

---

### Guadeloupe : le LKP refuse les propositions des collectivités locales (15.02)

**LeMonde.fr 15.02** - De nouvelles manifestations étaient attendues en Guadeloupe, samedi 14 février, au vingt-cinquième jour d'un mouvement social contre la vie chère. Les négociations entre partenaires sociaux sont toujours au point mort.

Dans cette optique, les collectivités locales de l'île ont proposé au patronat et au collectif LKP, à l'origine du mouvement, de mettre en place une prime temporaire de 100 euros pour les plus bas salaires afin de désamorcer le conflit. Une mesure que le leader du LKP, Elie Domota, refuse. Il craint que l'argent utilisé pour cette prime soit issu de l'aide sociale, comme l'explique l'envoyée spéciale du Monde, Béatrice Gurrey, qui l'a rencontré samedi. Lire la suite l'article

Victorin Lurel, président (PS) du conseil régional, et Jacques Gillot, son homologue du conseil général, ont expliqué que cette prime bénéficiera à tous les salariés touchant moins de 1,4 fois le smic, soit près de 40 000 personnes, 'jusqu'en mai, peut-être en juin'. 'Nous tendons une perche au LKP et au patronat pour qu'ils trouvent les voies et moyens d'un accord,' a déclaré M. Lurel, estimant qu'en

contrepartie, les manifestants doivent s'engager à 'un assouplissement de la grève générale pour que le pays vive plus normalement'. Pour Béatrice Gurrey, le LKP sent bien qu'il y a une 'lassitude' et a conscience des conséquences économiques qui frappent l'île. M. Domota recherche 'une sortie par le haut' pour mettre fin au conflit.

Si le LKP se dit prêt à signer un document, il demande qu'il s'agisse d'un protocole d'accord négocié avec le gouvernement. Ce document comprend, outre une augmentation de 200 euros nets pour les bas salaires, des négociations de branches pour tous les autres salaires sur la base d'une augmentation de 3 % et le droit pour les travailleurs à temps partiel de bénéficier du RSA. Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer, Yves Jégo, dément avoir donné son accord pour une augmentation de 200 euros nets pour les salaires compris entre 1 et 1,6 smic, financée grâce à des exonérations de charges. Documents à l'appui, M. Domota a expliqué à Béatrice Gurrey comment les partenaires sociaux s'apprêtaient à signer ce protocole d'accord avant le départ de M. Jégo pour Paris.

Samedi, M. Jégo, qui affirme avoir 'apporté 131 réponses à 132 revendications' du LKP, a multiplié les rencontres pour tenter d'obtenir une issue au conflit. Il assuré avoir reçu 'mandat du premier ministre pour réadapter' le projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer, afin qu'il 'soutienne les entreprises les plus fragiles'. M. Jégo a également rencontré le président de l'Autorité de la concurrence, afin de revoir 'les conditions de distribution de l'essence et des produits de consommation courante' en outre-mer. 'Si l'organisation de l'économie insulaire outre-mer n'est pas conforme au droit français, nous irons à des sanctions', a prévenu le secrétaire d'Etat. Une initiative appuyée par la député de Guyane, Christine Taubira. Dans un entretien au JDD, à paraître dimanche, elle estime en effet qu'une sortie de crise est 'possible' dans l'ensemble des Antilles si l'Etat s'engage à y 'installer la transparence', et à mettre fin aux 'pratiques frauduleuses' et à faire 'la lumière soit faite sur l'opacité des prix'.

---

### **Négociations suspendues en Martinique (15.02)**

**LeMonde.fr 15.02** - Le collectif du 5 février a annoncé peu avant 13 heures (18 heures, heure de Paris), samedi 14 février, la suspension des négociations en préfecture dans l'attente d'une 'réponse positive' de la grande distribution.

Lors d'un point de presse, le porte-parole du collectif, Michel Monrose, a déclaré qu'il n'avait 'toujours pas de réponse sur notre exigence sur les familles de produits' qui doivent faire l'objet d'une baisse de 20 %. Le collectif et les représentants de la grande distribution étaient tombés d'accord la semaine dernière pour une baisse de 20 % sur les produits de première nécessité.

Un groupe de travail avait été constitué pour déterminer la liste des produits en question. Au cours des travaux de ce groupe, il était vite apparu un différend sur la notion de 'produits'. La grande distribution privilégie l'idée d'articles et le collectif, celle d'une gamme de produits.

Selon Michel Monrose, les négociations ne reprendront que si le président du Médef Martinique, qui s'est rendu auprès des responsables de la grande distribution, revenait avec 'une réponse'. Le porte-parole du collectif du 5 février a encore dit qu'il mettait à profit cette suspension pour préparer la suite des négociations.

---

### **Appel à la mobilisation dans les hôpitaux le 5 mars (17.02)**

**Reuters 16.02** - Plusieurs syndicats ont appelé lundi à une journée de mobilisation le 5 mars contre le projet de loi sur la réforme hospitalière actuellement en débat à l'Assemblée nationale.

Les fédérations hospitalières de la CGT, Force ouvrière, la CGC, Sud et la CFTC, l'Association des médecins urgentistes de France (AMUF), la Confédération des praticiens hospitaliers et l'Intersyndicat national des praticiens hospitaliers battent le rappel "pour défendre l'hôpital public", a-t-on appris de source syndicale.

Une manifestation est prévue à Paris ainsi que de nombreux rassemblements dans les régions et les départements.

"La logique du projet de loi n'a pas évolué : c'est un gros danger pour l'hôpital public", a déclaré à Reuters Nadine Prigent, de la CGT-Santé. "Il contient tous les outils pour continuer les restructurations et transformer l'hôpital public en entreprise privée", a-t-elle ajouté.

Descendus en nombre dans la rue le 29 janvier, les syndicats hospitaliers appellent également leurs membres à se joindre à la journée de mobilisation du 19 mars pour la défense du pouvoir d'achat.

---

### **Convergences Thibault (CGT), Chérèque (CFDT), Maily (FO) (18.02)**

**AFP 18.02** - Les secrétaires généraux des trois principales centrales syndicales, Bernard Thibault (CGT), François Chérèque (CFDT) et Jean-Claude Mailly (FO), ont marqué leurs convergences lors d'une émission télévisée à laquelle ils ont participé côte à côte mardi, pour la première fois.

"On en a tous conscience: Dans cette situation de crise, dans un pays où il y a peu de syndiqués, et beaucoup de syndicats, nous n'avons pas le droit de cultiver d'abord notre esprit de chapelle si c'est au détriment de notre intérêt collectif", a déclaré M. Thibault, invité comme ses homologues du Grand journal de Canal+ à la veille d'une conférence sociale autour du président Nicolas Sarkozy.

"Ca ne veut pas dire que nous sommes tous d'accord sur tous les points", a-t-il ajouté.

M. Chérèque a affirmé, quant à lui, que si les revendications des syndicats n'étaient pas toutes les mêmes, il n'a "pas entendu de propositions contradictoires" parmi celles qui sont faites par les représentants des salariés.

Les patrons de la CGT et de FO ont répondu à la présidente du Medef, qui avait affirmé le matin même qu'une hausse du SMIC "mettrait au tapis des dizaines de PME".

"Dès qu'on parle salaires, on a l'impression qu'on dit un gros mot", s'est exclamé M. Mailly qui s'est plu aussi à rappeler, sans nommer l'ex-chef de l'Etat, cette phrase de Jacques Chirac: "la feuille de paie n'est pas l'ennemie de l'emploi".

Pour Bernard Thibault, "le mot +négociation+, dans le discours patronal, est rayé depuis des années".

François Chérèque a plaidé pour "des réponses ambitieuses" lors du sommet social. "L'objectif n'est pas de grapiller. Il ne s'agit pas de prendre deux-trois mesurètes", a-t-il dit. "Ce qu'on attend demain, ce sont des réponses précises", a ajouté Jean-Claude Mailly.

Rappelant qu'avant la journée d'action du 29 janvier, le président de la République avait exclu une revalorisation du pouvoir d'achat faute d'argent dans les caisses de l'Etat, M. Chérèque a affirmé: "on voit bien que le gouvernement est en train de changer de cap, petit à petit". Sur ce point, MM. Thibault et Mailly n'ont pas livré leur appréciation.

---

## **Communiqué de l'ATPC suite au décès du camarade de la CGTG (19.02)**

<http://ugtg.org> - 18.02 - COMMUNIQUÉ

Malgré les inlassables appels du collectif Liyannaj Kont Pwofitasyon, LKP, le patronat, l'Etat français ont laissé pourrir la situation.

Au lieu de faciliter réellement les négociations les représentants de l'Etat sont allés de dérobades en dérobades (départ du préfet de la table de négociation le 28 janvier, fuite du secrétaire d'Etat à l'Outre Mer le 8 février suivi du reniement des engagements de l'Etat) tandis qu'ils faisaient venir en Guadeloupe plus de 2000 gendarmes mobiles.

Ce qui était prévisible arriva.

Les travailleurs, les jeunes n'ont pas accepté la violence perpétrée contre les syndicalistes et une partie de la population par les forces de répression lundi 16 février. Depuis la situation ne pouvait que dégénérer. Dans la nuit du 17 au 18 février un syndicaliste de la CGTG a été tué par balles ; nous ne savons pas encore les circonstances exactes mais les larmes de crocodiles pleuvent.

L'Association des Travailleurs et des Peuples de la Caraïbe, ATPC, dénoncent le rôle du patronat et de l'Etat qui ont joué le pourrissement du mouvement pour ensuite et créer la situation que nous connaissons aujourd'hui.

L'ATPC lance un appel aux organisations de la Caraïbe pour qu'elles condamnent cette répression et exigent la réouverture immédiate des négociations et la satisfaction des revendications

**SOLIDARITÉ AVEC LES TRAVAILLEURS ET LE PEUPLE DE GUADELOUPE !**

ATPC

Pointe à Pitre le 18 février 2009.

## **Les syndicats : des mesures "insuffisantes", "maintenir la pression" (19.02)**

**AFP - 18.02** - Les leaders syndicaux ont appelé à "maintenir la pression" sur le gouvernement et le patronat au sortir du sommet social de mercredi, jugeant "insuffisantes" les mesures annoncées par le président Nicolas Sarkozy. Cette première réaction augure d'une deuxième journée d'action unitaire le 19 mars, dont les syndicats fixeront "le sens, le contenu, les modalités" lors d'une réunion commune lundi prochain.

A l'inverse, le patronat a réagi de manière très mesurée, le président de la CGPME Jean-François Roubaud se félicitant que l'exécutif ait "fait attention à ne pas pénaliser les entreprises davantage, y compris les TPE et PME".

Selon François Chérèque (CFDT), "l'action syndicale a permis une première inflexion dans la politique gouvernementale". "Les quelques mesures annoncées aujourd'hui, en particulier pour les familles modestes, vont dans ce sens. Mais face à la situation des salariés, les mesures sont insuffisantes".

"Comme l'action syndicale commence à payer, la CFDT estime qu'il faut continuer à mettre la pression sur le gouvernement et le patronat" pour "aller jusqu'à un vrai changement de cap", a-t-il ajouté.

Son homologue de la CGT Bernard Thibault a qualifié les décisions présidentielles de "série de mesures d'accompagnement social à la crise".

Rappelant que le coût des mesures avoisine 2,6 milliards d'euros, il s'est dit "bien obligé de ramener ce chiffre à la somme de 8 mds d'euros" au bénéfice des entreprises avec la suppression annoncée de la taxe professionnelle.

M. Thibault a estimé qu'il allait "falloir pousser plus fort pour changer vraiment la situation": "Nous nous rendrons à la rencontre unitaire de lundi avec l'esprit de travailler à un prochain rendez-vous revendicatif, qui est programmé le 19 mars".

Jean-Claude Mailly (FO) a relevé "quelques éléments qui bougent un peu", sur le chômage partiel -même si "c'est encore insuffisant"-, la formation et les allègements fiscaux.

"Mais c'est beaucoup trop court" et "nous avons essuyé une fin de non-recevoir sur le Smic et les négociations salariales de branches", a encore affirmé M. Mailly, critiquant le "refus d'un moratoire sur les 30.000 emplois publics" dont la suppression est programmée cette année".

Jacques Voisin (CFTC) a lui aussi jugé que si "les lignes ont un peu bougé", "le compte n'y est pas", notamment sur les salaires. "Il y a certes eu un effort sur les familles modestes mais c'est bien insuffisant".

Bernard Van Crayenest (CFE-CGC) s'est montré moins critique. "Il y a eu quelques avancées sur le dialogue social, un consensus sur l'emploi mais il y a encore beaucoup à faire pour améliorer l'indemnisation du chômage partiel", a-t-il dit.

La présidente du Medef, Laurence Parisot, a "répété que sauver des emplois aujourd'hui, c'est d'abord préserver les entreprises". Avec "les dispositifs particuliers pour le chômage partiel, la formation professionnelle, l'assurance chômage, les entreprises françaises ont mis sur la table du social un milliard et demi d'euros", a-t-elle affirmé, se déclarant "prête à accélérer leur mise en oeuvre".

---

## **Sommet social: le compte n'y est pas, pour les organisations syndicales (19.02)**

**AP - 19.02 -**

Les dirigeants syndicaux, qui ont fait état d'une réunion dans une ambiance "tendue", ont confirmé la tenue de la nouvelle journée de mobilisation interprofessionnelle du 19 mars prochain.

Les organisations syndicales se réuniront lundi prochain pour faire ensemble le point sur les mesures proposées par le chef de l'Etat et décider des conditions d'organisation de la mobilisation du 19 mars, qui devrait prendre, comme le 29 janvier, la forme de grèves et de manifestations interprofessionnelles, a-t-on précisé de sources syndicales.

Cette réunion devrait se tenir lundi à partir de 10h au siège de la CFTC en présence de la CGT, de la CFDT, de FO, de la CFTC, de la

CGC, de la FSU, de l'UNSA et de Sud-Solidaires, dont les représentants n'avaient pas été conviés à l'Elysée mercredi, malgré leur participation à l'intersyndicale et aux manifestations du 29 janvier dernier.

---

## **Grève du 19 mars : les syndicats espèrent un mouvement plus fort que le 29 janvier (24.02)**

**lepoint.fr - 23.02** - Les huit confédérations syndicales ont confirmé, lundi, la tenue d'une nouvelle journée de mobilisation interprofessionnelle le 19 mars, avec "grèves et manifestations", en espérant que le mouvement sera encore "plus fort" que lors de la journée d'action du 29 janvier. Selon elles, en effet, le sommet social du 18 février n'a conduit qu'à "une légère inflexion sociale" au plan de relance gouvernemental, car "les mesures sont trop parcellaires pour modifier le cap économique".

Dans un "appel" adopté lors d'une réunion au siège de la CFTC, CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Unsa (autonomes) et Solidaires (dont les syndicats Sud) critiquent le refus d'augmentation du Smic, de revenir sur la défiscalisation des heures supplémentaires et sur les 30.000 suppressions de postes dans la Fonction publique. S'y ajoute, ont-ils déploré, "l'attitude dogmatique du patronat". Une nouvelle réunion intersyndicale est prévue le 20 mars, au lendemain de la journée de mobilisation.

"L'objectif, c'est de faire encore plus fort" que le 29 janvier

La première grande mobilisation interprofessionnelle, le 29 janvier, à l'appel des mêmes confédérations, avait réuni entre 1 et 2,5 millions de manifestants. Selon Gabrielle Simon (CFTC), les syndicats se sont donné pour but de "mobiliser plus fortement" que le 29 janvier. "L'objectif, c'est de faire encore plus fort" que ce jour-là, a ajouté Annick Coupé (Solidaires). Le 19 mars doit permettre de "franchir un pas nouveau" sur les questions du pouvoir d'achat et du partage des richesses, selon Marcel Grignard (CFDT). "C'est par le rapport de force et la mobilisation que nous obtiendrons de nouvelles mesures pour sortir de la crise", a pour sa part jugé Maryse Dumas (CGT).

Presque tous les dirigeants syndicaux ont critiqué l'attitude du Medef et de sa présidente Laurence Parisot. Marcel Grignard lui a reproché de "ressortir le discours économique d'il y a trois ou quatre ans". "Le président de la République va plus vite qu'elle dans la compréhension politique du monde", a-t-il dit. L'Unsa et la CFTC ont critiqué ses déclarations "quelquefois provocatrices" et la CFE-CGC a jugé que celles-ci nourrissent "de fortes suspicions sur la volonté du Medef de s'impliquer véritablement" dans le dialogue social.

Les syndicats ont d'autre part récusé tout attentisme en renvoyant à dans un mois le nouveau rendez-vous social. "Ça se prépare. On n'appuie pas sur un bouton !", a fait valoir Michèle Biagi (FO). Ils se sont enfin félicités du maintien de l'unité d'action, "en dépit des tentatives de nous diviser", a fait observer Gérard Aschieri (FSU) dans une allusion au fait que seuls cinq des huit syndicats avaient été invités au sommet social.

---

## **L'Unef appelle les étudiants à manifester le 5 mars (24.02)**

**Reuters - 23.02** - Le syndicat étudiant Unef appelle à une journée de mobilisation dans les universités le 5 mars en France pour maintenir la pression sur le gouvernement, annonce son président.

"L'Unef appelle à voter la grève dans les universités cette semaine, alors que certaines zones sont en vacances. L'idée est de maintenir la pression jusqu'à la semaine prochaine, quand tout le monde sera rentré", a déclaré à Reuters le président de l'Unef, Jean-Baptiste Prévost.

"La priorité, c'est la réussite du 5 mars", a-t-il ajouté.

Selon le syndicat, des assemblées générales ont rassemblé plusieurs milliers d'étudiants lundi à Rennes et Nantes, notamment.

Les enseignants-chercheurs, soutenus par les étudiants, protestent depuis plus d'un mois contre la réforme de leur statut décidée par le gouvernement.

L'Unef réclame également des mesures pour "lutter contre la précarité des étudiants".

---

## **SNCF: vers un préavis de grève d'au moins 6 syndicats le 19 mars (28.02)**

**AFP - 27.02** - Au moins six syndicats de la SNCF (CGT, Sud Rail, FO, CFDT, Fgaac, Unsa) sont favorables au dépôt d'un préavis de grève

commun pour le 19 mars, journée nationale d'action interprofessionnelle, a-t-on appris jeudi de sources syndicales.

Ces six fédérations de cheminots se sont réunies jeudi et mises d'accord sur le principe d'un préavis de grève de 24 heures concernant toutes les catégories de personnels, qui devrait être déposé en milieu de semaine prochaine.

La CGT-cheminots a proposé également un appel formel à la grève pendant 24 heures.

Les revendications des syndicats portent sur "l'avenir du service public SNCF, l'emploi et les salaires", dans la continuité de la journée interprofessionnelle du 29 janvier "qui n'a pas entraîné de réponses de la part de la SNCF", a précisé Laurent Russeil (CGT-cheminots).

Seules la CFE-CGC de la SNCF et la CFTC-cheminots étaient absentes de la réunion. La CFTC avait déposé un préavis de grève en son seul nom pour le 29 janvier.

Lundi, les huit centrales syndicales CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Unsa (autonomes) et Solidaires (dont syndicats Sud) ont confirmé la tenue de la journée de mobilisation interprofessionnelle du 19 mars, "qui donnera lieu à des grèves et des manifestations dans tout le pays", selon leur déclaration commune.

---

## Contact

Tardieu Jean-Claude

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)



---

affichage 800 x 600

Microsoft Internet Explorer 6

Window 98

Webmaster : milarepa13@yahoo.fr

---



## Syndicalisme

- Les syndicats partagés sur une journée nationale de grève (28.04)
- Nouvelle rencontre intersyndicale le 4 mai (28.04)
- Bernard Thibault annonce 277 manifestations le 1er mai (24.04)
- Les syndicats européens malmenés par la crise (08.04)
- Les syndicats européens malmenés par la crise (08.04)
- G20: les syndicats soulignent un pas en avant et l'absence du social (05.04)
- Les syndicats pénitentiaires appellent à bloquer les prisons (02.04)
- Les syndicats réclament une meilleure prise en compte des droits sociaux (01.04)
  
- Les syndicats français appellent à un 1er mai unitaire (31.03)
- Au CE de la SNCF, la CGT joue au «patron voyou» (30.03)
- Education : 25 organisations appellent à "1.000 manifestations" le 2 avril (27.03)
- Les syndicats se donnent du temps pour décider des suites aux manifestations de jeudi (21.03)
- Les syndicats cherchent les moyens d'éviter des conflits durs (21.03)
- Manifestations syndicales record depuis l'élection de Nicolas Sarkozy (20.03)
- "Sans réponse le 19 mars, les syndicats appelleront à de nouvelles initiatives nationales" (19.03)
- Plus de 200 manifestations prévues à travers la France jeudi (19.03)
- Appel à la grève dans l'enseignement professionnel le 24 mars (18.03)
- Des syndicats à la fois confortés et fragiles(18.03)
- Social : "le gouvernement devra lâcher", selon FO (17.03)
- François Chérèque évoque d'autres mouvements après le 19 mars (16.03)
- La CGT refuse la "délibération sociale" proposée par Laurence Parisot (05.03)
- SNCF: sept syndicats déposent un préavis de grève pour le 19 mars (05.03)
- Hôpitaux: neuf syndicats appellent les personnels à la mobilisation jeudi (05.03)
- Appel de la coordination nationale étudiante d'Angers du 1er mars (03.03)

---

### **Appel de la coordination nationale étudiante d'Angers du 1er mars (03.03)**

**npa.org - 02.03**

Nous étudiants de 57 universités, réunis en coordination nationale à Angers les 28 février et 1er mars appelons à poursuivre et amplifier la mobilisation en cours contre la casse de l'université publique et de nos diplômes.

Le 1er ministre François Fillon a fait de premières annonces en réponse à la mobilisation : réécriture du décret sur le statut des enseignant-chercheurs, pas de suppressions de postes dans l'enseignement supérieur en 2010 et 2011 et la mise en place d'une commission de suivi de la réforme du recrutement et de la formation des enseignants. Ces annonces sont insuffisantes et ne répondent pas aux principales revendications de la mobilisation qui touche la majorité des universités depuis un mois maintenant.

Les annonces de Fillon prouvent que le gouvernement craint cette mobilisation qui rassemble l'ensemble de la communauté universitaire : enseignants, étudiants et personnels. C'est pourquoi nous appelons les étudiants à poursuivre et à amplifier la grève pour obtenir satisfaction sur nos revendications

Nous exigeons l'abrogation immédiate de la LRU sans conditions, ni négociations. Nous soutenons l'ensemble des revendications de la Coordination Nationale Universitaire (CNU) qui appelle à la convergence des luttes de la maternelle à l'enseignement supérieur et pour la première fois à l'abrogation de la LRU. Nous refusons les attaques qui frappent l'enseignement supérieur depuis plusieurs années maintenant et qui visent à soumettre l'université aux besoins des entreprises, à des logiques de compétitivité et de rentabilité. Le Plan campus, le plan licence (qui s'inscrivent dans la logique de la stratégie de Lisbonne et du processus de Bologne) mettent en concurrence les universités entre elles, soumettent le contenu des diplômes aux besoins immédiats du marché, individualisent les diplômes et cassent les garanties collectives des futurs salariés. L'application de la LRU renforce de manière importante cette logique, c'est elle qui permet aujourd'hui la mise en place des nouveaux décrets. C'est pourquoi nous demandons l'abrogation de la LRU et de ses conséquences : le retrait du décret sur l'allocation des moyens, le retrait du contrat doctoral unique. Nous exigeons un système d'aide sociale étudiant sur critères sociaux permettant de lutter contre la sélection sociale à l'université accrue par la LRU.

Nous exigeons le retrait pur et simple du décret sur le statut des enseignant-chercheurs. La mesure de modulation de service, qui est le cœur de cette réforme, va dégrader considérablement les conditions de travail des enseignant-chercheurs en réduisant leurs possibilités de faire de la recherche. Cette mesure va faire de l'enseignement une sanction. En déconnectant l'enseignement de la recherche, la qualité des enseignements et donc de nos diplômes va en pâtir.

Nous exigeons le retrait de la réforme du recrutement et de la formation des enseignants (réforme dite des IUFM). Cette réforme ne fait que dégrader la formation des enseignants, en ouvrant les concours à bac + 5, elle ne fait qu'augmenter la sélection et en supprimant l'année de stages rémunérés après le concours, elle aggrave la sélection.

Nous appelons donc l'ensemble des enseignants et des étudiants à se mettre en grève et à faire cesser l'ensemble des cours par tous les moyens nécessaires (piquets de grève, blocages, barrages filtrants,...). L'arrêt des cours est le seul moyen pour permettre à tous les étudiants de pouvoir se mobiliser et de pouvoir dégager du temps libre pour construire la mobilisation. Sur les facs, nous devons briser la routine et mettre en place des piquets de grève, chercher à convaincre la majorité des étudiants de s'impliquer activement dans la grève.

La destruction du service public de l'enseignement supérieur, les suppressions de postes, s'inscrit dans une casse générale de tous les services publics (hôpitaux, poste...). L'individualisation de nos diplômes aujourd'hui c'est accroître la mise en concurrence des salariés sur le marché du travail demain (casse de nos statuts, de nos salaires). L'ensemble de nos protections collectives gagnées hier est consciemment détruit aujourd'hui par la classe dirigeante.

C'est pour cela que la grève doit être généralisée à l'ensemble des secteurs aujourd'hui victimes de ces attaques. De même que l'ensemble de nos revendications sont légitimes, l'ensemble des revendications des habitants d'Outre-mer doivent être satisfaites. La combativité des travailleurs d'Outre-Mer, dans l'unité contre la classe dirigeante reste un exemple pour le mouvement social en France.

Nous exigeons la régularisation massive et sans conditions de tous les étudiants sans-papiers. Une carte étudiante=une carte de séjour.

Contre la casse du service public d'éducation, de la maternelle à l'université nous soutenons l'appel à la réunion des Etats Généraux de l'enseignement supérieur, pour que les étudiants prennent toute leur place dans la construction d'un projet alternatif progressiste pour l'enseignement supérieur.

Nous appelons l'ensemble de l'éducation, enseignants du primaire et du secondaire, lycéens, à se joindre à nous pour la défense de l'éducation publique, à rejoindre la grève et les manifestations appelées par la coordination des universités. Nous appelons à une journée d'action en direction du reste de l'éducation le mardi 3 Mars : nous invitons l'ensemble des universités à aller distribuer des tracts devant les lycées, les collèges ou les écoles pour les inviter à rejoindre la mobilisation. Nous appelons à une journée de manifestation le jeudi 5 mars.

Nous restons mobilisés pour obtenir :

- Abrogation de la LRU
- Retrait du plan licence
- Retrait de la réforme du statut des enseignants-chercheurs
- Retrait de la réforme du recrutement et formation des enseignants
- Retrait de la réforme de l'allocation des moyens, pour des financements 100% publics
- Pour l'embauche massive de personnel dans l'enseignement supérieur

- Pour la mise en place d'un véritable système d'aides sociales étudiant basé sur des critères sociaux
- Cadrage national des diplômes
- Titularisation de tous les personnels BIATOSS, ainsi que de tous les personnels du CROUS

---

### **Hôpitaux: neuf syndicats appellent les personnels à la mobilisation jeudi (05.03)**

**AP - 03.03** Neuf syndicats de personnels et de médecins des hôpitaux publics appellent à une journée de grève et à une manifestation nationale jeudi à Paris pour dénoncer les fermetures de lits, les restrictions budgétaires, les conditions de travail et le projet de loi Hôpital, patients, santé et territoires (HPST) qu'ils accusent de "fragiliser le service public de santé au profit d'une logique privée".

Les syndicats appellent à manifester à partir de 10h30 des abords du métro Sèvres-Babylone jusqu'à l'Assemblée nationale où le projet de loi défendu par la ministre de la Santé Roselyne Bachelot est en cours d'examen.

Des rassemblements et des défilés sont également annoncés en province, notamment devant les Agences régionales d'hospitalisation (ARH) et les Directions régionales des affaires sanitaires et sociales (DRASS).

"Depuis de nombreuses années, les établissements hospitaliers sont victimes de la politique d'austérité et d'un véritable étranglement financier. Le déficit atteint un niveau record (1 milliard d'euros), ce qui entraîne de nombreuses suppressions de lits et des dizaines de milliers de suppressions d'emplois", dénoncent les syndicats CGT, FO, SUD, CFTC, CGC, AMUF, CPH, INPH et SNPHAR.

"Aujourd'hui, les patients et les personnels sont les premières victimes d'une gestion purement et exclusivement comptable de la santé", ajoutent les syndicats. Dans ce contexte, la loi de financement de la Sécurité sociale 2009 et le projet de loi HPST "n'apportent pas de réponse" et fragilisent "davantage le service public de santé et de l'Etat au profit d'une logique privée".

Cette mobilisation intervient alors que dans une pétition lancée depuis la fin janvier, quelque 400 professeurs, chefs de service, praticiens ou encore infirmiers en appellent à Nicolas Sarkozy pour le gel des réformes en cours et l'organisation d'un débat national sur l'avenir de l'hôpital.

"L'hôpital public a subi plusieurs attaques: pénurie de personnel médical (...), manque d'infirmières aggravé par les conditions d'application de la loi des 35 heures aux hôpitaux, sous financement délibéré par la tarification dite à l'activité (...), limitation abusive de l'enveloppe budgétaire nationale", dénoncent les signataires.

Selon un sondage TNS Sofres/Logica publié mardi par "Le Parisien/Aujourd'hui en France", plus de neuf Français sur dix (93%) jugent que le personnel de l'hôpital public est compétent mais que l'hôpital manque de moyens financiers et humains (89%). Par ailleurs, 73% des sondés estiment que l'hôpital public "offre une meilleure qualité de soins en France que dans les autres pays européens" et 69% craignent que demander aux hôpitaux publics d'être rentables financièrement ne nuise à la qualité des soins.

---

### **SNCF: sept syndicats déposent un préavis de grève pour le 19 mars (05.03)**

**AP - 04.03** Sept fédérations syndicales de cheminots ont déposé mercredi auprès de la direction de la SNCF un préavis de grève pour la journée interprofessionnelle de mobilisation du 19 mars, a-t-on appris auprès de la direction.

Selon la direction de la SNCF, le préavis déposé mercredi après-midi a été signé par toutes les fédérations de cheminots à l'exception de la CFTC.

Dans un communiqué commun, les fédérations de cheminots CGT, CFDT, FO, Sud-Rail, UNSA, CFE-CGC et FGAAC mettent en avant des revendications portant sur le développement du service public ferroviaire SNCF, le "maintien du caractère intégré et de l'unicité de la SNCF", une "autre politique de l'emploi" et l'ouverture de négociations salariales.

Le 23 février dernier, les grandes organisations syndicales françaises ont appelé à de nouvelles grèves et manifestations interprofessionnelles le 19 mars, avec l'objectif d'obtenir un "vrai changement de cap" en faveur des salaires, de l'emploi et des services publics dans la politique gouvernementale.

Les organisations syndicales veulent dépasser l'ampleur des défilés du 29 janvier qui avaient mobilisé entre 1 et 2,5 millions de personnes dans toute la France.

Dans les transports, les syndicats d'Air France ont déjà appelé à cesser le travail ce jour-là. Des préavis de grève seront également déposés dans les transports urbains des villes de province ainsi qu'à la RATP, a-t-on indiqué de source syndicale.

---

### **La CGT refuse la "délibération sociale" proposée par Laurence Parisot (05.03)**

**AP - 04.03** La CGT a adressé une fin de non-recevoir à la proposition d'une "délibération sociale" sur la "modernisation du marché du travail" faite par la présidente du MEDEF Laurence Parisot, dans un courrier rendu public mercredi.

La présidente du Mouvement des entreprises de France (MEDEF) avait écrit aux syndicats le 23 février pour leur proposer d'ouvrir une "délibération sociale" -c'est-à-dire des mois de discussions préalables à une éventuelle négociation- d'une part sur le paritarisme, d'autre part sur la "modernisation du marché du travail".

"Nous remarquons que votre démarche s'engage parallèlement à celle du gouvernement pour fixer l'agenda social 2009", écrit le secrétaire général de la CGT à Laurence Parisot, dans son courrier rendu public mercredi par la confédération.

"Nous n'ignorons pas, d'expérience, que vous privilégiez l'élaboration de 'délibérations' au détriment de 'négociations', ce qui laisse apparaître votre organisation disponible pour le dialogue social dès lors qu'il ne débouche pas sur de nouvelles obligations pour les employeurs", ajoute Bernard Thibault.

"Vous avez d'ailleurs très clairement précisé lors de la rencontre organisée par le président de la République le 18 février votre disponibilité pour 'la délibération' et votre réticence pour 'la négociation au niveau national'", ajoute M. Thibault.

"Dans ces conditions", conclut-il, "la CGT décline votre invitation à délibérer et vous réaffirme sa disponibilité pour négocier sur les différents enjeux sociaux et économiques de la période".

---

### **François Chérèque évoque d'autres mouvements après le 19 mars (16.03)**

**Reuters - 16.03** Les syndicats français ont d'autres mouvements en perspective après la journée de grèves et de manifestations du 19 mars, mais peut-être "d'une façon différente", a déclaré François Chérèque.

Le secrétaire général de la CFDT a évoqué au Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro la traditionnelle journée du 1er mai en France, un mouvement au niveau européen les 14 et 15 mai et une mobilisation le 28 mars à Londres.

Il a estimé que la mobilisation jeudi serait "au moins aussi importante" que la précédente du 29 janvier, qui avait rassemblé un à 2,5 millions de personnes, selon les sources.

"Je pense que le mouvement sera important, et que le gouvernement sera obligé de donner d'autres réponses ou au moins de compléter celles qu'il a apportées", a ajouté François Chérèque.

Le gouvernement a affirmé qu'il ne débloquerait aucune enveloppe supplémentaire aux mesures annoncées au "sommet social" du 18 février.

S'il restait sur la même ligne, "il faudra trouver des solutions", a dit François Chérèque.

"Le 1er mai, ce n'est pas si loin que ça (...) On a d'autres mouvements qui sont en perspective, peut-être d'une façon différente", a-t-il expliqué.

François Chérèque a souligné que la journée du 19 mars aurait l'avantage de canaliser la colère des salariés face à la crise et d'éviter des débordements, comme ceux qui sont intervenus au cours de la semaine passée.

"La crise, maintenant, elle a un visage. Jusqu'à maintenant, c'était des statistiques, du pourcentage. Aujourd'hui, ça a des noms, Continental, Sony", a-t-il dit.

"Quand les salariés ont le sentiment qu'on ne répond pas à leur problème et qu'on ne prend pas en charge leurs difficultés, inévitablement, vous avez des débordements", a ajouté François Chérèque.

Selon le dirigeant syndical, ces incidents "résultent généralement d'un manque de dialogue, d'un manque de réponse." "Et si les syndicats organisent des journées d'action, c'est pour que ces personnes là puissent s'exprimer dans des moments démocratiques", a-t-il dit.

---

### **Social : "le gouvernement devra lâcher", selon FO (17.03)**

**AP - 16.03** Le secrétaire général de FO Jean-Claude Mailly a prévenu lundi que "le gouvernement devra lâcher d'une manière ou d'une autre" face à la mobilisation du 19 mars, qui "sera au moins du même niveau que le 29 janvier", qui avait réuni entre 1 et 2,5 millions de personnes dans toute la France.

"Il faut bien comprendre que les gens en ont marre, ils n'en peuvent plus", a prévenu Jean-Claude Mailly sur Canal+. "Je suis persuadé qu'à un moment donné, le gouvernement devra lâcher d'une manière ou d'une autre" car "la situation économique va le nécessiter".

Le gouvernement "attend, il attend, il attend" mais "il va devoir le faire: il devra lâcher sur le soutien à la consommation pour des raisons économiques", a-t-il assuré. "On est en récession (...) pourquoi attendre?".

Qualifiant de "mesurettes" les aides décidées par le gouvernement pour faire face à la crise, le secrétaire général de FO a assuré que "tout le monde sait que c'est insuffisant". Et de lancer que la mobilisation du 19 mars "sera au moins du même niveau que le 29 janvier, avec un détermination plus grande des salariés du privé et du public".

Interrogé sur le recours à la violence par certains salariés d'entreprises qui vont fermer, Jean-Claude Mailly a estimé que "d'une certaine manière elle est légitime" et il "la comprends. "Les salariés n'ont plus rien à perdre, ils ont le sentiment qu'on ne s'occupe pas d'eux, qu'on les méprise".

Quant à Olivier Besancenot qui appelle à un mouvement au-delà de la journée de jeudi, le responsable syndical a prévenu qu'il "n'a pas leçon à recevoir", alors qu'Olivier Besancenot "est responsable politique, ce n'est pas eux qui appellent à des manifestations, à la grève".

Commentaire. Pour qui se prend-il celui-là ? Depuis quand un dirigeant d'un parti politique ne pourrait-il pas appeler à faire grève et à manifester pour des revendications économiques et sociales ? Où a-t-il vu jouer cela ?

Merci monsieur Mailly, vous éclairez les militants sur le contenu de la soit-disant indépendance des syndicats par rapport aux partis : les bureaucrates pourris des syndicats dont fait partie Mailly, ont le droit d'organiser des journées d'action au lieu d'appeler à la grève générale illimitée, les partis ouvrier ont tout juste le droit de se plier à ce diktat et de la fermer.

Monsieur Mailly, le mouvement ouvrier ne vous appartient pas, la classe ouvrière n'est pas votre propriété, et si un parti ouvrier décide de soutenir ou d'appeler à une grève ou une manifestation, ce n'est pas un syndicaliste jaune qui l'en empêchera.

---

### **Des syndicats à la fois confortés et fragiles (18.03)**

**Le Monde - 17.03** A la veille des manifestations du jeudi 19 mars, les syndicats croient à leur succès. Ils espèrent voir autant si ce n'est plus de monde dans les rues que lors de la précédente journée d'action du 29 janvier qui avait réuni de 1 à 2,5 millions selon les sources de salariés du privé et du public. La multiplication des plans sociaux, la tension grandissante dans les conflits, comme chez Sony ( Landes) et Continental (Oise), la bonne santé affichée de certains groupes qui, à l'instar de Total, suppriment des emplois, contribuent à la montée de l'exaspération.

Trois Français sur quatre trouvent "justifiée" la journée d'action de jeudi, selon un sondage BVA-Les Echos-France Info-BPI, publié mardi ( échantillon de 1 003 personnes interrogées , les 13 et 14 mars).

Conscients que l'union fait la force , les responsables des huit syndicats (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FSU, FO, Solidaires, UNSA) avancent un front commun avec des revendications précises telles la suppression du bouclier fiscal et une politique plus contraignante de l'Etat à l'égard des entreprises pour limiter les plans sociaux. Mais ils savent en même temps qu'ils auront beaucoup plus de mal à se faire entendre que le 29 janvier : l'Elysée n'a pas prévu de nouveau sommet social et , sur fond de déficits records, le gouvernement exclut tout nouveau geste. "Il n'y aura aucune enveloppe supplémentaire , car c'est de la dette supplémentaire" a prévenu le premier ministre François

Fillon. Du coup, la situation pour les syndicats devient plus compliquée et le jeu plus subtil. Faut-il privilégier l'emploi ou le pouvoir d'achat ? Obtenir une victoire symbolique sur le bouclier fiscal en exploitant au mieux les divisions de la droite ou se battre autour du fonds social d'investissement voulu par la CFDT pour encourager la formation des salariés et le retour dans l'emploi ? Remis en scelle par la crise, les syndicats restent structurellement fragiles . Comparés à leur voisins européens, ils ont peu d'adhérents et doivent constamment lutter contre les germes de la division, en évitant la surenchère et les risques de débordement . Au-delà du 19 mars, leur défi sera de rester uni , de ne pas laisser par la répétition de journées d'action dont on ne voit plus très bien le débouché et de monter leur efficacité. Ils appellent dorénavant et déjà un 1er mai revendicatif et cherchent de nouvelles formes de mobilisation.

## LE MEDEF SUR LA DÉFENSIVE

Leur chance est que Nicolas Sarkozy a besoin d'eux. Pour éviter les débordements, le président de la République doit mettre en scène un minimum de dialogue social et conforter les organisations syndicales, Solidaires exclu mais CGT comprise. Tandis que François Fillon soigne la CFDT- "L'important pour nous, est de consolider le fond d'investissement social autour de la CFDT", explique-t-on à Maignon - l'Elysée assure que son intention n'est pas d'enfoncer un coin dans le front syndical : "La position de l'Elysée n'est pas de décrocher les uns des autres, assure Raymond Soubie, le conseiller social de Nicolas Sarkozy. De nombreux chantiers sont ouverts avec les partenaires sociaux."

Encore faut-il que le patronat joue le jeu de la négociation . Sur le chômage partiel, les discussions avancent mais d'autres chantiers, voulus par le président de la République, ne sont pas encore ouverts . Notamment en raison de l'attitude défensive de Laurence Parisot. Désireuse avant tout de préserver l'autonomie de décision des entreprises, la patronne du Medef fait la sourde oreille à tout ce qui pourrait ressembler à une contrainte.

---

## Appel à la grève dans l'enseignement professionnel le 24 mars (18.03)

**AP - 17.03** L'intersyndicale CGT, FSU, Sud et FAEN de l'enseignement professionnel a appelé mardi à une journée de grève le 24 mars prochain contre la réforme prévue par le gouvernement à la rentrée 2009 dans ce secteur de l'Education, et contre les suppressions de postes.

Dans un communiqué, l'intersyndicale "appelle dès maintenant les personnels à poursuivre après le 19 mars la mobilisation engagée depuis plusieurs mois contre les réformes Darcos et les suppressions massives d'emplois".

L'intersyndicale "décide d'appeler à la grève le mardi 24 mars (...) pour refuser la mise en application de la réforme de l'enseignement professionnel imposée dès la rentrée 2009".

Les syndicats exigent la maintien de "formations BEP + bac en quatre ans", la "restitution des milliers de postes supprimés", et le retrait "de grilles horaires annualisées, lourdes de risque pour le statut de tous les enseignants".

---

## Plus de 200 manifestations prévues à travers la France jeudi (19.03)

**LeMonde.fr avec Reuters et AFP - 18.03** La journée de mobilisation de jeudi, à l'appel de huit organisations syndicales, s'annonce "aussi importante, voire plus que le 29 janvier", a annoncé la CGT dans un communiqué. Près de 215 manifestations et rassemblements sont prévus à travers le pays, contre 195 le 29 janvier dernier, selon la CGT. Entre les deux journées d'action, la tension sociale a monté, alimentée par la combativité payante des universitaires ou des Guadeloupéens, et des salariés partagés entre colère et désarroi face au raz-de-marée sans précédent de suppressions d'emploi.

En quelques semaines, les perspectives économiques, déjà peu engageantes, se sont rapidement dégradées, le régime d'assurance-chômage n'excluant pas un scénario jamais vu de près d'un demi-million de chômeurs supplémentaires en 2009, pas forcément indemnisés. Le couperet des plans sociaux, tombé pour de nombreux salariés depuis septembre (Camif, La Redoute, Amora, Natixis, Valeo, etc.), est tombé en février-mars sur de nouvelles entreprises.

La présidente du Medef, Laurence Parisot, a douté mardi de l'utilité de la journée d'action de jeudi pour exiger un changement de cap politique et économique, coûteuse selon elle pour l'économie française et empreinte de "démagogie". "S'il s'agit de dire à quel point nous sommes mécontents de ce qui se passe et inquiets [...], nous pouvons tous dire ça, le patronat aussi. Est-ce vraiment utile [...] de le dire ainsi ?", a-t-elle déclaré, lors de sa conférence de presse mensuelle. La journée a aussi un "coût en terme de démagogie, d'illusions créées. C'est une facilité, je ne crois pas que ce soit une réponse", a-t-elle enchaîné, avant de s'en prendre à la CGT, accusée de "provoquer des destructions d'emplois" à Marseille. "On reproche beaucoup de choses aux chefs d'entreprises en ce moment [...] mais je voudrais qu'on parle aussi de la responsabilité de la CGT sur la disparition d'entreprises à Marseille", a-t-elle attaqué, sans citer les entreprises

concernées.

Bernard Thibault a répliqué mercredi, brocardant "l'archaïsme d'un autre temps" du patronat français. "Mme Parisot est dans une extrême difficulté pour justifier ce qui se passe dans les entreprises, pour justifier les aides publiques dont bénéficient les grandes entreprises qui restructurent aujourd'hui et tentent pour s'en sortir de porter le discrédit sur les syndicats de salariés", a fait valoir le secrétaire général de la CGT sur Europe 1. "Si par là Mme Parisot (...) laisse entendre qu'il n'y a plus de place pour la revendication, je crois qu'elle va être déçue."

## **"Sans réponse le 19 mars, les syndicats appelleront à de nouvelles initiatives nationales" (19.03)**

**LeMonde.fr - 18.03**

Peters : Pensez-vous que la manifestation de demain peut véritablement pousser le gouvernement à revenir sur ses positions ?

Michel Doneddu, secrétaire confédéral de la CGT : La manifestation de demain va être d'une ampleur vraisemblablement exceptionnelle. Elle ne permettra pas au gouvernement de rester muet. Cela étant, le rapport de force à construire pour obtenir des avancées notables, notamment en matière de salaires, appelle à ce que ces manifestations trouvent leur prolongement dans des actions d'entreprise. En tout état de cause, sans réponse suffisante, les organisations syndicales appelleront à de nouvelles initiatives nationales.

Lucas : Les salariés sont conscients qu'une grève de vingt-quatre heures ne fera pas plier le gouvernement. La CGT est-elle donc prête à organiser des grèves plus dures pour exiger l'augmentation des salaires, des pensions de retraite et des indemnités chômage, un gel des prix et des loyers ainsi que d'éventuels nouveaux acquis (jours de congé supplémentaire et baisse du temps de travail pour redistribuer celui-ci) ?

Michel Doneddu: Nous pensons que l'ampleur des mobilisations est de nature à apporter des réponses aux revendications qui sont posées. Déjà, même si c'est très insuffisant, le gouvernement a été obligé de prendre quelques mesures après le 29 janvier. Ce qui est très important, c'est que les rapports de force créés par les actions nationales puissent se prolonger dans des actions d'entreprise, parce que par exemple des revendications comme les salaires, c'est à l'entreprise qu'elle se gagne. Et la démarche d'action revendicative, c'est que les actions à l'entreprise et les actions nationales s'épaulent les unes les autres.

Hoube : La situation grave dans laquelle se débattent chaque jour nombre de gens en raison des attaques du patronat et de Sarkozy sur l'emploi et le pouvoir d'achat, mérite que leur soient proposées des actions énergiques et reconductibles. Qu'en pensez-vous ?

Michel Doneddu: Il est sûr que le rapport de force que nous devons créer doit être durable. Il doit y avoir de nouvelles initiatives et dès vendredi matin, l'intersyndicale se réunira pour examiner les suites. Mais le prolongement des actions doit aussi s'envisager dans les entreprises.

Diabaram : J'en ai un peu assez des journées de grève disparates, éloignées les unes des autres, très policées et qui au final ne servent pas à grand chose. Ne faudrait-il pas désormais réfléchir à une action de grande ampleur, un mouvement insurrectionnel comme a si bien su le faire le LKP ?

Michel Doneddu: L'objectif de la CGT n'est certainement pas d'aller à un mouvement insurrectionnel, qui dans la situation actuelle n'aurait aucun débouché. Toute notre démarche consiste à permettre aux salariés de se rassembler pour exercer un rapport de force tant vis-à-vis du patronat que du gouvernement.

C'est aussi par le prolongement dans les entreprises que des succès revendicatifs peuvent être obtenus. D'ailleurs, depuis le 29 janvier, des actions revendicatives se sont multipliées dans les entreprises, en particulier dans le secteur privé, et ont enregistré déjà quelques acquis en matière d'augmentation de salaires. C'est sans doute la raison pour laquelle la présidente du Medef est sortie de son silence pour stigmatiser les syndicats, et en particulier la CGT.

yoploi : Espérez-vous ou craignez-vous une révolte globale comme d'aucuns le suggèrent ?

Michel Doneddu: Le but de l'action syndicale revendicative n'est pas de dériver vers des violences. Au contraire, elle vise à ce que les sentiments de colère puissent s'exprimer dans des actions de masse déterminées, dont l'objectif est d'avancer vers les revendications qui sont posées. Certains caricaturent les journées d'action du 29 janvier et du 19 mars comme des sortes d'exutoires face à la crise ou des manifestations de désespoir. C'est tout l'inverse. Ces actions visent à soutenir une plate-forme commune intersyndicale.

Melanie\_Monjean\_1 : Quel message souhaiteriez-vous adresser aux Français qui craignent une dégradation de la situation ?

Michel Doneddu : Eh bien, qu'il n'y a aucune raison justifiée que leur situation se dégrade. Comme on dit : la crise, c'est eux, la solution, c'est nous. Il faut donc se mobiliser, participer à la journée d'action de demain, et poursuivre.

Pablo11 : Pensez-vous que l'unité syndicale actuelle soit amenée à perdurer ? Nicolas Sarkozy ne va-t-il pas chercher à tout prix à diviser les syndicats déjà affaiblis, comme le montre par exemple la stratégie de stigmatisation excessive d'un syndicat pourtant que trop peu représentatif tel que SUD ?

Michel Doneddu : On a affaire à une unité syndicale d'un niveau assez exceptionnel, puisque cinq confédérations et trois autres organisations nationales ont adopté une plate-forme revendicative commune. Et ont appelé ensemble à deux actions nationales le 29 janvier et le 19 mars, pas simplement pour protester contre une politique gouvernementale, mais pour défendre les revendications de cette plate-forme commune. Donc l'unité syndicale est réellement ancrée sur un projet commun, et la CGT fera tout pour qu'elle perdure.

Michel Doneddu : La journée d'action de demain appelle déjà l'ensemble des salariés, qu'ils soient du public ou du privé, à exprimer leurs revendications ensemble. Les organisations de fonctionnaires sont partie prenante des appels pour le 19 mars.

Geoffroy : Que ce soit les salariés dont l'usine Continental se trouve en Picardie ou en Allemagne, ils sont tous victimes des licenciements. Les syndicats ont-ils invité des salariés d'Allemagne pour participer à la journée du 19 mars ? Ne serait-ce pas l'occasion de démontrer que la situation des salariés est identique partout en Europe, victimes de la spéculation financière, au moment où les partis politiques se préparent aux élections européennes ?

Michel Doneddu : C'est très juste. La Confédération européenne des syndicats appelle courant mai à une série de journées d'action coordonnée dans tous les pays d'Europe. Par exemple il y aura le 14 mai à Bruxelles, le 15 mai à Berlin, le 16 mai à Prague, et dès le 23 mars, il y aura une manifestation européenne à l'appel des syndicats à Londres, dont les objectifs revendicatifs portent sur des sujets similaires à notre action nationale du 19 mars.

DARKVAD09 : La fameuse formule "trop de syndicats et pas assez de syndicalistes ou de militants", n'est-elle pas en train de refaire surface ?

Michel Doneddu : Cette formule n'a malheureusement pas été démentie. Il y a un trop faible nombre de syndiqués en France, et s'il y en avait plus, les salariés seraient plus forts pour exprimer leurs revendications, tant vis-à-vis du gouvernement que des directions d'entreprise et du patronat.

Melanie\_Monjean\_1 : Quelle légitimité pour les syndicats au regard du faible taux de syndicalisation en France ?

Michel Doneddu : Je crois que la légitimité des syndicats est aussi démontrée par leur capacité de mobilisation, dont ils font la preuve en ce moment. La légitimité des syndicats s'acquiert aussi dans la confiance que les salariés leur manifestent dans les entreprises, notamment à l'occasion des élections professionnelles, qui connaissent en général une forte participation. C'est un fait que leur capacité d'influence serait renforcée par une syndicalisation plus importante.

Tata\_Yoyo : Les travailleurs pauvres sont-ils syndiqués ?

Michel Doneddu : Rien n'empêche aux travailleurs de se syndiquer quels que soient leurs revenus. C'est un fait que la syndicalisation est rendue d'autant plus difficile que les situations de travail sont précaires.

Par exemple des salariés en contrat à durée déterminée changent fréquemment d'entreprise, et devraient donc adhérer à un nouveau syndicat à chaque contrat. C'est la raison pour laquelle la CGT étudie aussi des formes d'organisation permettant aux salariés précaires ou saisonniers une continuité syndicale.

Melanie\_Monjean\_1 : Une baisse des cotisations pourrait-elle augmenter le taux de syndicalisme ? Michel Doneddu : Je n'y crois pas du tout. L'adhésion à un syndicat n'est pas un acte marchand. Par exemple la cotisation syndicale à la CGT, c'est 1 % du salaire net primes comprises. On constate que lorsque des salariés décident de se syndiquer, parce qu'ils en ressentent la nécessité au regard de la situation qu'ils vivent dans l'entreprise, ce niveau de cotisation ne pose pas de problème.

Ahmed : Pensez-vous réellement aujourd'hui que les syndicats disposent des compétences suffisantes pour proposer des solutions adaptées et REALISTES.

Michel Doneddu : Ce qu'on peut déjà constater, c'est que les solutions mises en œuvre par les tenants du marché libéral ont conduit aux catastrophes économiques qu'on connaît. Il est donc grand temps qu'on change de logique et qu'on écoute la voix des salariés.

Igar\_1 : Les syndicats patronaux sont-ils eux aussi à la hauteur de la crise sociale ?

Michel Doneddu : La réponse à la crise apportée par le Medef et la CGPME consiste à défendre la situation des grands patrons et des actionnaires. Quand on parle de partage des profits, Laurence Parisot répond que cela contredit le droit de propriété selon lequel les profits appartiennent aux seuls actionnaires. Récemment, elle s'en prend encore aux réactions des salariés de Continental qui subissent la fermeture de leur entreprise alors qu'ils avaient accepté un allongement de leur temps de travail pour sauver leur emploi, et que l'attribution d'aides publiques dans le cadre du plan automobile devait garantir le maintien de l'emploi.

Melanie\_Monjean\_1 : Pourquoi ne pas envisager les rapports entre le patronat et le salariat sur le mode de la discussion plutôt que sur le mode du conflit ?

Michel Doneddu : Des discussions, on en a énormément. Ce que les salariés attendent, c'est des réponses. Donc quand les questions restent sans réponse, le conflit est inévitable.

Melanie\_Monjean\_1 : Quels sont les leviers d'action pour lutter contre les fermetures d'entreprise et les délocalisations ?

Michel Doneddu : Il faudrait obtenir deux types de droits nouveaux : tout d'abord, que les salariés puissent exercer, par l'intermédiaire de leurs élus au comité d'entreprise, un droit suspensif de toute restructuration, afin de vérifier si elle est justifiée par de réelles difficultés économiques ou de marché. Il faudrait également obtenir une véritable sécurité sociale professionnelle, garantissant à tout salarié le maintien de son lien salarial en cas de suppression de poste. Ce sont des revendications importantes que la CGT porte dans les mouvements actuels.

Tata\_Yoyo : J'ai 43 ans, je suis caissière à mi-temps dans un supermarché, je dois également nourrir mes trois enfants en bas âge, comment se mobiliser ?

Michel Doneddu : Il faudrait qu'il y ait une organisation syndicale dans votre supermarché qui appelle à une grève demain, ou à un arrêt de travail, afin que vous puissiez y participer. S'il n'y a pas d'organisation syndicale, eh bien il faudrait songer qu'avec les collègues qui vivent la même situation vous en créez une. D'ailleurs, demain, la mobilisation sera importante parce que de nombreux salariés du secteur privé ont d'ores et déjà décidé d'y participer par des arrêts de travail.

Melanie\_Monjean\_1 : Comment défendre les intérêts des travailleurs en ces temps de montée de l'individualisme ?

Michel Doneddu : On parle beaucoup d'individualisme. Les semaines qu'on vit montrent que les salariés sont aussi capables de beaucoup de solidarité.

Melanie\_Monjean\_1 : Les syndicats ne sont-ils pas dépassés par la mondialisation ?

Michel Doneddu : Les syndicats du monde entier ont décidé en 2006 de créer une organisation syndicale internationale réunifiée dont l'un des grands objectifs est de peser sur la mondialisation. Au niveau des institutions internationales - FMI, OMC par exemple -, afin d'y intégrer des clauses sociales, et également au niveau des grands groupes multinationaux. L'une des premières initiatives de cette CSI (Confédération syndicale internationale) a été d'appeler à une journée d'action mondiale pour le travail décent le 7 octobre dernier. Ce type d'initiative devrait se multiplier.

Tata\_Yoyo : Les syndicats sont-ils en crise?

Michel Doneddu : Non, il n'y a pas de crise des syndicats. La majorité des salariés considèrent qu'ils jouent un rôle utile à l'entreprise et dans la société. En revanche, il y a un trop faible nombre de syndiqués, et c'est préjudiciable à la capacité de l'ensemble des salariés à faire entendre leur point de vue. Il serait déterminant que les fortes mobilisations qui se construisent en ce moment débouchent aussi sur un accroissement de la syndicalisation.

Melanie\_Monjean\_1 : En situation de crise, une hausse des bas salaires est-elle défendable ?

Michel Doneddu : Non seulement elle est défendable, mais elle est nécessaire. Une des grandes causes de la crise, c'est la montée des inégalités et le déséquilibre qui s'est opéré entre revenus du capital et revenus du travail. La revalorisation des salaires n'est donc pas simplement un enjeu de justice sociale, c'est aussi une nécessité économique.

Antoinet1 : Comment pourrait-on renouer un dialogue constructif entre les entrepreneurs qui souhaitent avant tout sauvegarder leur entreprise et les syndicats qui réclament la protection des plus vulnérables?

Michel Doneddu : Beaucoup d'entrepreneurs à la tête de petites entreprises sont aujourd'hui confrontés aux politiques des entreprises donneuses d'ordre, qui exercent sur eux une pression énorme pour obtenir des baisses de prix de leurs prestations.

Plutôt que répercuter ces pressions sur leurs salariés, ces patrons de PME auraient effectivement intérêt à des expressions convergentes avec leurs salariés.

Tata\_Yoyo : Paradoxalement, les syndicats n'ont-ils pas leur part de responsabilité dans la détérioration du dialogue social ?

Michel Doneddu : Je crois que dans la crise qu'on connaît, les réponses patronales qui sont faites aux salariés ont tendance à montrer que ce n'est pas la responsabilité syndicale qui est en cause. Si le dialogue social apparaît souvent dégradé, c'est notamment que dans les négociations, peu de réponses sont apportées aux revendications des salariés, notamment en matière de salaires et de conditions de travail, qui font partie des préoccupations essentielles.

Tata\_Yoyo : Après un siècle de charte d'Amiens, et quelques scandales (UIMM), les syndicats sont-ils des partis politiques déguisés ou des membres actifs de la société civile?

Michel Doneddu : Les actions auxquelles les syndicats, et notamment la CGT, appellent aujourd'hui ont des objectifs revendicatifs, et non politiques. Il s'agit des revalorisations de salaires, de la défense de l'emploi, du niveau des retraites, de la protection sociale et de la qualité des services publics. Certes, certaines de ces revendications s'adressent tout particulièrement au gouvernement, mais cela fait partie du rôle revendicatif des syndicats que de porter des exigences vis-à-vis des pouvoirs publics.

Melanie\_Monjean\_1 : Peut-on espérer des avancées aussi considérables en France métropolitaine que celles obtenues en Guadeloupe ?

Michel Doneddu : Les niveaux de revendications salariales qui s'expriment dans les entreprises de la métropole sont souvent du même ordre que celles qui ont été exprimées en Guadeloupe.

Cela étant, la situation sociale en Guadeloupe est spécifique aux DOM et les réponses apportées ne peuvent pas se décalquer. En particulier les revalorisations salariales à obtenir en métropole doivent être financées par les entreprises, et non par les contribuables.

---

## **Manifestations syndicales record depuis l'élection de Nicolas Sarkozy (20.03)**

### **AFP - 20.03**

Un nombre record de manifestants depuis l'arrivée de Nicolas Sarkozy à l'Élysée est descendu jeudi dans la rue mais le Premier ministre, François Fillon, a écarté dans la soirée tout nouveau plan de relance, réclamé par les syndicats.

Sous un soleil printanier, entre 1,2 million (police) et 3 millions (CGT) de personnes ont défilé dans 219 manifestations à l'appel des huit syndicats (CGT, CFTD, FO, CFE-CGC, CFTC, Solidaires, FSU, Unsa). Le 29 janvier, de 1,08 million (police) à 2,5 millions de personnes (syndicats) avaient battu le pavé.

Ces manifestations, qualifiées de "réussite" par les syndicats, et soutenues par la gauche, égalent les pics de mobilisation de 2006 contre le Contrat première embauche (CPE), et montrent l'ampleur de l'inquiétude et du mécontentement suscitées par la crise et la saignée de l'emploi qui l'accompagne.

Cependant, la réponse du gouvernement ne sera "certainement pas un nouveau plan de relance", a confirmé sur TF1 François Fillon.

Tout en reconnaissant "une inquiétude très légitime" des Français, il a estimé que "la mobilisation ne résoudra pas les problèmes de la crise mondiale".

Selon Raymond Soubie, conseiller social de Nicolas Sarkozy, "l'on n'avait pas franchi d'étape dans la protestation par rapport au 29 janvier".

En début de semaine, Bernard Thibault (CGT) avait estimé que "si la mobilisation est plus importante que le 29 janvier, ce sera un événement politique".

Le cortège parisien a rassemblé entre 85.000 personnes selon la police (65.000 le 29 janvier), et 350.000 personnes (300.000) selon la CGT.

Lors de la dispersion dans la soirée place de la Nation environ 300 personnes ont été interpellées, dont 49 feront l'objet d'une procédure judiciaire, selon la préfecture de police et neuf policiers ont été blessés par des jets de projectiles.

Outre les grandes villes, de Rennes (14.000 à 40.000) à Marseille (30.000 à 320.000) en passant par Bordeaux (36.000 à 100.000), l'affluence a été très forte quasiment partout, y compris dans des villes moyennes (Le Havre, Tarbes...).

"C'est la mobilisation de M. et Mme Toutlemonde, qui expriment leur ras-le-bol", s'est exclamé Gilbert Debard (Unsa), parmi les manifestants lyonnais (de 24.000 à 45.000).

A Clairoix (Oise), symbole de la colère des salariés, un millier d'employés de Continental, dont la fermeture est annoncée, sont allés gonfler les rangs des manifestants à Compiègne.

A Paris, les dirigeants syndicaux ont jugé, comme François Chérèque (CFDT), que le "silence complet" du gouvernement et du patronat ne devait pas être la réponse, au risque d'aggraver encore la crise sociale.

"C'est maintenant qu'il faut soutenir la consommation et prendre des décisions", a déclaré Jean-Claude Mailly (FO).

François Fillon a déjà prévenu qu'il n'y aurait aucune "enveloppe supplémentaire" après les mesures adoptées lors du sommet social du 18 février.

"Il faut changer de cap", "Bouclier social": pancartes ou slogans invitaient jeudi le gouvernement à modifier en profondeur sa politique en faveur de l'emploi et du pouvoir d'achat.

Dans la Fonction publique, la grève a été moins importante que le 29 janvier, notamment dans l'éducation. Nombre de fonctionnaires ont défilé, comme les enseignants-chercheurs, au nombre de 100.000 dans toute la France (selon Unef et FSU), la plus grosse mobilisation depuis le début du mouvement.

Les perturbations dans les transports ont été globalement limitées, en partie grâce au service minimum. En région parisienne, les transports en commun ont circulé légèrement mieux que le 29 janvier, mais ont été très affectés à Bordeaux, Reims, Strasbourg et Nice.

La plupart des grandes villes avaient décidé de mettre en oeuvre, au moins en partie, le service minimum d'accueil, mais à Paris seuls 2.400 écoliers sur 136.000 en ont profité, selon la mairie.

Les dirigeants syndicaux se retrouvent vendredi. Tous ont d'ores et déjà souligné la nécessité de "durer" et de rester unis.

### **Complément avec d'autres dépêches de l'AFP, Reuters et AP, même date.**

Selon un communiqué de la CFTC, le gouvernement ne peut laisser la situation sociale "se déliter". "Face à l'ampleur de la mobilisation de ce 19 mars, le gouvernement ne peut pas se contenter de dire qu'il ne lâchera rien, comme vient de le faire François Fillon (à) TF1. Il ne peut pas, systématiquement, se retrancher derrière la mondialisation de la crise ou les déficits publics pour justifier sa politique" Pour la CFTC, "la crise financière et économique est en train de se transformer en crise sociale. Il est de la responsabilité du gouvernement de répondre aux inquiétudes manifestées, aujourd'hui, par le monde du travail et à la colère qui monte en agissant. Le maintien des emplois doit être la priorité des priorités. M. Fillon et son gouvernement doivent impérativement entendre ce message fort qui vient d'être délivré et ne pas laisser la situation se déliter".

De son côté, Annick Coupé, porte-parole de Solidaires, estime que "face aux urgences sociales et à la nécessité d'imposer des politiques alternatives, la question de la construction d'un mouvement d'ensemble, d'un mouvement de grève générale interprofessionnelle est posée".

"D'ores et déjà, il est indispensable que l'intersyndicale propose un nouveau rendez-vous interprofessionnel avant la fin du mois", ajoute-t-elle.

En effet, juge Solidaires, "malgré la mobilisation (de jeudi), le gouvernement fait la sourde oreille comme l'a fait le Premier ministre François Fillon (...). Il faut le forcer à entendre la colère qui monte et les urgences sociales qui s'expriment. L'enjeu aujourd'hui est de savoir qui paiera la crise actuelle".

Les organisations syndicales devaient se retrouver vendredi à 11h00 pour décider de la suite du mouvement, alors que des manifestants en appelaient dans les cortèges à un "nouveau Mai 68" ou à La Commune, période insurrectionnelle qui dura près de deux mois à Paris en 1871.

## Les syndicats cherchent les moyens d'éviter des conflits durs (21.03)

### Le Monde - 20.03

"On continue !" Les mots sont repris par François Chérèque (CFDT), Bernard Thibault (CGT), Jean-Claude Mailly (FO)... et tous les dirigeants syndicaux présents en première ligne du cortège parisien, jeudi 19 mars. Avec le sourire des beaux jours de manifestation.

"Laurence Parisot (la présidente du Medef) organise nos manifestations, nous devons lui dire merci, quand elle parle, elle nous rajoute des centaines de milliers de manifestants", ironisait M. Chérèque. M. Mailly ciblait, lui, le chef de l'Etat : "M. Sarkozy n'a peut-être pas été élu pour augmenter les impôts, mais il n'a pas été élu pour baisser le pouvoir d'achat et augmenter le chômage !"

Mais le succès a un prix pour les syndicats. Il leur faut proposer de nouvelles actions, face à la fermeté exprimée par le premier ministre François Fillon, au soir même des manifestations. "Il y a plus de monde aujourd'hui que le 29 janvier, pourquoi s'inquiéter sur nos capacités de mobiliser", se rassurait le secrétaire général de la CGT.

Atout pour la mobilisation, l'intransigeance patronale et gouvernementale pose aussi problème aux syndicats. Comment obtenir des résultats ? Les huit organisations se sont retrouvés, vendredi, pour en discuter et proposer de nouvelles initiatives. Premier objectif, il faut, disent-ils, tenir et inscrire le mouvement dans la durée, celle d'une crise annoncée longue. "On doit gérer la durée, trouver le bon rythme", explique Alain Olive (UNSA). Jacques Voisin (CFTC), lui, expose la stratégie du billard : "Nous devons pousser le gouvernement à faire bouger le patronat." Le président de la confédération des cadres, la CFE-CGC, Bernard Van Craeynest, veut éviter les dérapages : "Il faut qu'il y ait de plus en plus de monde dans la rue et éviter que ne se développent des conflits durs dans les entreprises."

Prochaine étape donc, le 1er mai. Fait exceptionnel, FO devrait défiler aux côtés des autres syndicats, ce que la confédération n'a quasiment jamais fait. "Nous n'excluons aucune hypothèse, disait M. Mailly dans le cortège parisien, pas même un 1er mai unitaire."

Si le rendez-vous fait consensus, les syndicats divergent sur d'autres initiatives. Solidaires réclame "une nouvelle journée d'action nationale, pas forcément avec grève mais avant les vacances de printemps", selon Annick Coupé. Gérard Aschiéri (FSU) penche, lui, pour un samedi de mobilisation avant les vacances. Pour faire face à cette longue période qui débute le 4 avril pour finir le 4 mai, les huit envisageaient des mobilisations régionales tournantes, ou par secteur professionnel.

Cela va-t-il répondre aux attentes des salariés et éviter le développement de conflits durs ? "Ce n'est pas parce qu'on ferait une manifestation par semaine que cela éviterait les problèmes durs dans les boîtes", fait valoir M. Chérèque. "La grève générale ne se décrète pas par les directions, prévient M. Mailly. Si le gouvernement et le patronat ne bougent pas, rien n'est à exclure."

Quel que soit le calendrier retenu, tous les syndicats affichaient, au soir du 19 mars, leur volonté unitaire.

Signe de cet exceptionnel climat, pour la première fois dans l'existence de Solidaires et des syndicats SUD nés d'une exclusion de la CFDT, la centrale de François Chérèque a poussé la porte de leur local. C'est en effet dans les murs du syndicat le plus turbulent, que se tenait la réunion unitaire d'"après manif".

---

## Les syndicats se donnent du temps pour décider des suites aux manifestations de jeudi (21.03)

**AP - 20.03** Les syndicats à l'origine des grèves et des manifestations du 19 mars ont décidé vendredi de ne pas donner de suite immédiate au mouvement et de se retrouver le 30 mars pour rechercher les "modalités" permettant de donner "plus d'efficacité aux prochaines mobilisations". Tous dénoncent les "intransigences" du gouvernement et du patronat.

Les huit syndicats (CGT, CFDT, FO, CGC, CFTC, UNSA, FSU et Solidaires) ont fait cette annonce à l'issue d'une réunion intersyndicale d'une durée de quatre heures vendredi matin au siège de Solidaires à Paris.

Au lendemain des manifestations qui ont rassemblé entre 1,2 et 3 millions de personnes selon les sources, Nicolas Sarkozy a annoncé lors d'une conférence de presse à l'issue d'un conseil européen à Bruxelles son intention d'évaluer "avant l'été" avec les partenaires sociaux les mesures sociales décidées pour faire face à la crise, se montrant prêt à les compléter "s'il le faut".

Lors du sommet social du 18 février, le président avait annoncé aux partenaires sociaux la mise en place d'un "comité d'évaluation et de suivi de la crise et des politiques économiques et sociales", réunissant l'Etat et les partenaires sociaux. M. Sarkozy en présidera la première réunion.

Vendredi, le chef de l'Etat a en revanche exclu de prendre tout de suite de nouvelles décisions.

"Les revendications en matière d'emploi dans le privé comme dans le public, de pouvoir d'achat et de relance économique, de garanties collectives, de services publics et de réglementation de la sphère financière qui s'étaient déjà exprimées le 29 janvier sont encore plus d'actualité aujourd'hui face à l'aggravation de la crise et de ses conséquences", écrivent les huit organisations dans une déclaration commune.

"Le gouvernement s'entête à justifier des mesures comme le bouclier fiscal ou la défiscalisation des heures supplémentaires alors même qu'elles aggravent les injustices et sont contre-productives face au développement du chômage. Il persiste dans sa politique de suppression d'emplois publics", ajoutent-elles.

Le patronat est également interpellé. "Des entreprises continuent à privilégier la rentabilité financière et à utiliser la crise pour accélérer des restructurations. Les suppressions d'emplois qui s'enchaînent renforcent les inquiétudes des salariés pour leur avenir et rendent légitime leur colère".

"Face aux intransigeances" du gouvernement et du patronat, les syndicats annoncent vouloir se donner un peu de temps pour "rechercher les modalités les plus adaptées pour donner encore plus d'efficacité aux prochaines mobilisations".

Pour l'heure, les organisations syndicales "mettent en débat l'étape importante que constitue le 1er Mai", et annoncent qu'elles "se retrouveront le 30 mars pour décider (...) des prolongements au 29 janvier et au 19 mars". Cette nouvelle rencontre se tiendra au siège de la CFDT.

"La longueur de la réunion n'est pas liée à la longueur des débats que nous avons eu. Par contre, nous avons passé un temps infini sur la rédaction du texte", a assuré vendredi après-midi à l'Associated Press le secrétaire général de la FSU Gérard Aschieri.

Pour le reste, "tout le monde est d'accord sur le fait qu'il faut une suite, mais personne n'avait d'idée tranchée sur une hypothèse. Et il y a toute une série d'organisations qui n'avaient pas de mandat de leurs instances pour trancher de suite".

---

### **Education : 25 organisations appellent à "1.000 manifestations" le 2 avril (27.03)**

**AP - 26.03** Le collectif "Une école, votre avenir" -qui regroupe 25 organisations dont les principaux syndicats de l'Education- a appelé jeudi à organiser "1.000 manifestations" diverses à travers toute la France le 2 avril contre la politique éducative du gouvernement.

"Plus que jamais dans ce contexte de crise, l'enseignement et la formation des jeunes ne sont pas un coût mais un investissement pour l'avenir. Ils sont le meilleur rempart contre le chômage", écrit le collectif, composé notamment de la FSU, du SGEN-CFDT, de la FERC-CGT, de la FAEN, de Sud, de l'UNSA ou encore de l'UNEF, de la FIDL, de l'UNL et de la FCPE.

Le collectif "appelle tous ceux qui veulent défendre et transformer le service public d'éducation pour une meilleure réussite des élèves, à le faire savoir haut et fort le 2 avril, dans toute la France, dans tous les lieux où se forme la jeunesse d'aujourd'hui et se forment les savoirs de demain".

Le collectif dénonce une "entreprise de démolition de l'École, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche publics", de la part du gouvernement.

---

### **Education : 25 organisations appellent à "1.000 manifestations" le 2 avril (27.03)**

**Liberation.fr - 28.03** Pas toujours facile d'avoir pour employeur la CGT. Les mille salariés des différents comités d'entreprise (CE) de la SNCF se sentent un peu parias. Jusqu'à accuser la fédération CGT des cheminots de se comporter en «patron voyou». Partant du principe que l'argent du CE doit profiter avant tout aux salariés de la SNCF (534 euros par tête), la CGT-patron mène la vie dure à ses propres employés : salaires parfois en dessous du Smic, CDD en cascades, turnover accéléré... Pour finir par une multitude de procédures prud'homales et de plaintes pénales pour harcèlement.

«Nous ne sommes pas un îlot de socialisme», a un jour rétorqué le dirigeant CGT d'un CE parisien, face aux revendications de ses salariés. Du coup, aux dernières élections du personnel des CE, le syndicat a perdu la majorité au profit de Tous ensemble (dissidents cégétistes) associé à SUD, qui dénonce un «climat fait de pressions, mises au placard, rapports tendus avec la hiérarchie». La CGT se défousse sur la direction de la SNCF, dont la dotation sociale aux CE serait trop faible. «Faux prétexte», rétorque Philippe Chabin, dissident cégétiste : «On utilise l'argent des cheminots pour monter des coups contre les salariés des CE.»

Refus. Le 4 mars, Pierre, informaticien d'un CE parisien et délégué du personnel (CGT puis SUD), a été victime d'un infarctus gare d'Austerlitz à Paris. Il a passé quarante-huit heures dans le coma. En décembre, la direction de son CE avait saisi l'inspection du travail en vue d'obtenir une autorisation de licenciement malgré son mandat de délégué du personnel. Refus.

Le mois dernier, Pierre est réélu triomphalement avec 50 % des voix, battant le candidat officiel de la CGT. La direction du CE refuse d'afficher le résultat des élections. Pierre s'en offusque, échanges verbaux. Puis c'est l'infarctus. Sur son lit d'hôpital, il confie à son épouse : «Ils ont gagné.»

Harcèlement. Pour sa part, Chantal Dupont, de Tous ensemble, reste vent debout. Elle est à l'origine d'une plainte pour harcèlement et discrimination contre quatre salariés, l'audience aux prud'hommes aura lieu en mai. Elle envisageait la constitution d'un CE à l'intérieur du CE, comme à Air France. A défaut, elle a «tenté une parade» en exigeant un CHSCT (Comité d'hygiène, de sécurité, et des conditions de travail), le minimum syndical. Nouveau refus, nouvelle procédure judiciaire. «Quatre ans de bagarre pour faire appliquer le code du travail», note-t-elle. Salauds de patrons.

---

## **Les syndicats français appellent à un 1er mai unitaire (31.03)**

**Reuters - 31.03** Les huit syndicats à l'origine des grèves et manifestations des 29 janvier et 19 mars ont appelé lundi à un 1er mai unitaire pour peser sur la politique économique et sociale du gouvernement.

C'est une initiative rarissime en France : le défilé de la Fête du Travail rassemblera l'ensemble des confédérations, des cadres de la CFE-CGE aux "durs" de Solidaires en passant par la CGT, première organisation du pays, et les réformistes de la CFTC et la CFDT.

Il s'agira de la troisième journée d'action commune, après celles du 29 janvier qui avait rassemblé entre un et 2,5 millions de personnes selon les sources, et celle du 19 mars, durant laquelle entre 1,2 et trois millions de personnes avaient défilé.

Les syndicats demandent l'abandon par le gouvernement de certains allègements fiscaux pour les plus favorisés, du subventionnement des heures supplémentaires, des suppressions de postes de fonctionnaires.

Ils réclament une augmentation du salaire minimum, l'ouverture de négociations salariales dans les entreprises et des mesures pour les chômeurs.

Les responsables des syndicats n'ont pu dire si les huit dirigeants syndicaux défileraient ou non ensemble, symboliquement, à Paris.

"Les organisations syndicales s'entendent pour faire du 1er mai un nouveau temps fort de mobilisation pour peser sur le gouvernement et le patronat", peut-on lire dans un communiqué publié à l'issue d'une réunion au siège de la CFDT.

Le texte ouvre la voie à des défilés séparés dans les régions. Les syndicats "appellent leurs organisations locales à rechercher les modalités appropriées pour réussir cette journée de revendication syndicale en tenant compte des situations locales", ajoute ce texte adopté en début de soirée.

### "MOBILISATIONS" EN AVRIL

Les huit confédérations sont également convenues de faire du mois d'avril "un mois de mobilisations" et de se rencontrer à nouveau le 27 avril pour faire le point. "Il faut se défoncer au mois d'avril", a dit Maryse Dumas, de la CGT.

"En fonction des réponses du gouvernement et du patronat, les organisations syndicales débattront lors de leur prochaine rencontre des nouvelles initiatives (grève interprofessionnelle, manifestations, mobilisations)", ajoute le communiqué.

"Quand on est engagé dans la construction d'un rapport de forces vis-à-vis d'un pouvoir politique et d'un patronat parmi les plus durs qu'on ait connus, il faut trouver des modalités de mobilisation qui vont permettre à un maximum de gens de s'engager", a dit Maryse Dumas.

Les défilés du 1er mai permettront aux Français de faire masse en manifestant en famille sans perdre une journée de salaire, ont souligné les syndicalistes. Une action commune permet de dire au pays que les proclamations d'unité syndicale "ne sont pas de belles paroles pour masquer un échec ou une indécision", a dit Gérard Aschieri, du syndicat enseignant FSU.

## Les syndicats réclament une meilleure prise en compte des droits sociaux (01.04)

**Le Monde - 31.03** Lundi matin 30 mars, Nicolas Sarkozy est allé s'entretenir à son domicile avec son lointain prédécesseur, Valéry Giscard d'Estaing, avant le nouveau sommet du G20, jeudi à Londres.

Puis, en fin de matinée, le chef de l'Etat a reçu, durant près de deux heures, les dirigeants des cinq organisations syndicales "représentatives" (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT et FO). Ceux-ci ont plaidé pour une relance économique conjuguée à une politique sociale juste. "Une chose est de réguler la finance internationale, une autre est de dessiner une économie qui intègre les droits sociaux", a expliqué Bernard Thibault, le secrétaire général de la CGT. Pour François Chérèque, le secrétaire général de la CFDT, "il n'est pas normal que le FMI, l'OMC et la Banque mondiale assistent au G20 et que l'Organisation internationale du travail (OIT) en soit exclue".

M. Sarkozy leur a redit, selon le communiqué de l'Elysée, "les objectifs spécifiques portés par la France pour réguler et surveiller la finance internationale, qui est une des conditions pour rétablir la croissance sur des bases saines et durables". Cette priorité ne doit pas empêcher la prise en compte des objectifs sociaux, leur a-t-il assuré.

La situation française et le mouvement social ont aussi été évoqués lors de cet entretien. Les responsables syndicaux ont fait part du mécontentement grandissant. "Il y aura des initiatives plus dures comme les séquestrations de patron que nous voyons aujourd'hui, si les salariés ne voient pas rapidement les effets des mesures annoncées", s'est inquiété M. Chérèque. Pour M. Thibault, "le chef de l'Etat se veut pragmatique et ne semble pas insensible à la pression sociale". Il a annoncé aux dirigeants syndicaux qu'il les reverrait en juin.

### "AVANCÉES DÉCISIVES"

A l'heure du déjeuner, enfin, M. Sarkozy a reçu les membres du groupe de travail sur la crise financière constitué par les commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat. Le chef de l'Etat leur a assuré vouloir que, "cette fois-ci", il y ait "des avancées décisives". Il s'est ainsi dit déterminé à obtenir que le G20 publie une liste des paradis fiscaux, ou au moins qu'il donne mandat aux organismes qualifiés de la publier.

Sur ce point, les Etats-Unis et la Chine apparaissent les plus réticents, "au niveau des administrations". "Il pense que les Anglais devraient aider à convaincre les Etats-Unis", note Gilles Carrez (UMP), rapporteur de la commission des finances de l'Assemblée. Le chef de l'Etat estime avoir "fait ce qu'il fallait du côté de Monaco et d'Andorre", selon le président de la commission, Didier Migaud (PS), pour "faire bouger les lignes".

---

## Les syndicats pénitentiaires appellent à bloquer les prisons (02.04)

**Reuters - 01.04** Les principaux syndicats pénitentiaires français appellent à bloquer les 194 centres de détention du 4 au 7 mai pour demander des effectifs supplémentaires et des mesures contre la surpopulation.

"Les syndicats CGT, Ufap (Union fédérale autonome pénitentiaire) et FO appellent l'ensemble des personnels à des actions de blocage", a dit à Reuters Céline Verzeletti, responsable CGT, à l'issue d'une réunion de ces trois organisations à Fleury-Mérogis (Essonne).

Les 4 et 5 mai, il s'agira d'empêcher les extractions et transferts de détenus, a-t-elle dit. Les 6 et 7 mai, les personnels sont appelés à empêcher en plus l'accès de tous les employés qui assurent l'approvisionnement et le fonctionnement logistique des prisons, sauf pour l'alimentation, a-t-elle dit.

Une réunion de l'intersyndicale est prévue ensuite pour réfléchir à de nouvelles actions si rien n'est obtenu. Le départ de la ministre de la Justice Rachida Dati, déjà décidé, doit intervenir avant le mois de mai. Son successeur n'est pas connu.

Les syndicats demandent des recrutements au ministère de la Justice et des mesures afin de mettre fin à la surpopulation carcérale. Au 1er mars, 62.700 personnes étaient incarcérées en France pour 51.000 places disponibles.

Alors que les syndicats veulent environ 3.000 recrutements, le ministère a seulement évoqué jusqu'ici une "optimisation du budget" avec 177 emplois de plus, ce qui porterait selon lui les créations de postes en 2009 à 1.264 au total.

### VAGUE DE SUICIDES ET D'HOMICIDES

L'annonce du blocage met fin à une période de dialogue entre les syndicats et Rachida Dati, qui avait déjà évité de justesse un conflit en fin d'année dernière.

La situation dans les prisons s'est dégradée depuis la fin de 2008, avec une vague d'homicides et de suicides, au nombre de 115 en 2008 et presque un par jour pour le seul mois de janvier.

Dans certaines maisons d'arrêt, les détenus s'entassent parfois à quatre ou cinq par cellule, ce qui compromet l'organisation d'activités et les visites. La surpopulation entraîne des problèmes d'hygiène, avec par exemple des cas de tuberculose dans plusieurs prisons.

Les syndicats assurent qu'ils ne sont plus à même de remplir leurs missions. Ils demandent l'annulation des consignes de surveillance renforcée des détenus "à risque" la nuit, lancées par le ministère. Elles fatiguent détenus et surveillants et sont inopérantes, estiment les syndicats.

Le gouvernement a répondu par un projet de loi pénitentiaire, qui vise notamment à favoriser les aménagements de peine et les sorties de prison anticipées. Il doit aussi fixer les droits des détenus, actuellement très flous.

Les acteurs du monde carcéral estiment que ce texte contredit certaines lois adoptées depuis 2007, notamment celle sur les "peines-plancher" minimales pour les récidivistes, et la fin des grâces présidentielles.

Ces mesures ont mécaniquement fait augmenter la population carcérale, avec des milliers de détenus condamnés à de très courtes peines, et vont inévitablement continuer de le faire, estiment la gauche et les syndicats pénitentiaires.

---

## **G20: les syndicats soulignent un pas en avant et l'absence du social (05.04)**

**AFP - 04.04** La Confédération syndicale internationale (CSI) a souligné vendredi le pas en avant effectué lors du G20 de Londres, à l'instar des syndicats FO, CFDT et CFTC qui ont néanmoins souligné le manque de thèmes sociaux abordés lors de ce rendez-vous.

"L'issue de ce sommet fournit une vraie occasion de commencer à bâtir une mondialisation donnant la priorité aux gens", a déclaré le secrétaire général de la CSI, Guy Ryder, tout en précisant dans un communiqué qu'"énormément de choses restent encore à faire".

Pour FO, "si le G20 de Londres marque un pas vers une coordination multilatérale des chefs d'Etat et de gouvernement pour la mise en oeuvre d'une relance internationale, et de mesures de régulation du système financier, force est de constater que les normes sociales et internationales du travail de l'OIT ne figurent pas sur la photo".

"Si le rôle des institutions financières, dont le FMI, qui voit son budget accru de 750 milliards de dollars, apparaît renforcé, il manque que les conditions d'intervention de ces institutions intègrent le respect des droits des travailleurs et des normes sociales", poursuit la confédération syndicale dans un communiqué.

FO appelle à "mettre au coeur du +nouvel ordre économique mondial+ l'Organisation internationale du travail (OIT), les conventions internationales du travail, la protection sociale et le service public.

La CFDT a estimé vendredi que le sommet du G20 avait gagné "le pari de conjuguer une relance budgétaire massive des économies mondiales avec un renforcement de la régulation de la finance internationale", mais a appelé à une "mise en oeuvre rapide et concrète" des mesures annoncées.

Tout en saluant "un effort de coordination sans précédent" entre les principales économies de la planète, la CFDT dit aussi "regretter la faiblesse de la déclaration sur l'assainissement du système bancaire".

La CFDT souhaite enfin que "le social et l'environnemental soient au coeur de la lutte globale contre la crise" et demande, tout comme la CFTC, que l'Organisation internationale du travail (OIT) doit participer au prochain sommet du G20.

Pour la CFTC aussi, "il faut passer aux actes sans tarder" et "aller au bout de cette logique en interdisant notamment les paradis fiscaux qui détournent chaque année de l'impôt des milliards". La Confédération appelle aussi à une refonte du système monétaire, des normes comptables, et des agences de notation.

La CSI, qui rassemble 312 organisations affiliées dans 157 pays et territoires, s'est aussi dit satisfaite du "renforcement du rôle de l'OIT", mentionné à l'article 26 de la déclaration finale.

Commentaires : Rompre avec la CSI qui constitue une institution internationale au service du capital, devrait être une des priorités de tout militant prétendant combattre pour abattre le capitalisme. En lisant ces réactions, on s'étrangle, on a envie de dire : quelle image détestable du syndicalisme ils donnent, quelle pourriture !

## Les syndicats européens malmenés par la crise (08.04)

**Le Monde - 07.04** Alors que les suppressions d'emplois se multiplient, la crise est un défi pour les syndicats européens : comment contenir la colère sociale qui commence à monter dans certains pays comme la France ?

La négociation reste-t-elle de mise dans les pays à fort dialogue social comme l'Allemagne lorsque les plans de suppressions d'emplois deviennent massifs ? Dans une Europe marquée par des taux de syndicalisation et des traditions sociales très différents, la Confédération européenne des syndicats qui regroupe 82 syndicats dans 36 pays tente, tant bien que mal, de coordonner les ripostes.

Elle appelle à des défilés le 14 mai à Madrid en Espagne, le 15 mai à Bruxelles en Belgique, le 16 à Berlin en Allemagne et à Prague en République tchèque, cette dernière destination correspondant à la présidence de l'Union européenne. Son objectif : obtenir que les différents gouvernements apportent des réponses européennes à la crise au lieu de mesures au cas par cas. "Il y a accord entre nous : les plans de relance, quand ils existent, sont insuffisants, la question sociale n'est pas assez présente et la réponse européenne est faible", explique le secrétaire général de la CES, le Britannique John Monks qui veut lutter contre la montée du protectionnisme et du nationalisme.

Les grèves qui ont été menées en Grande-Bretagne, début février, pour que les "emplois anglais soient réservés aux Anglais" ont inquiété. "Il fallait dénoncer les risques du protectionnisme, sans stigmatiser personne, et dénoncer les entreprises qui n'offrent pas une égalité de traitement à tous leurs salariés, en fonction des pays d'origine", explique-t-il.

Difficile cependant de dégager des combats communs tant les situations sont disparates "La France dispose d'amortisseurs sociaux importants, là où d'autres pays en manquent, explique le Français Joël Decaillon, secrétaire confédéral de la CES qui précise : " en République tchèque, la couverture chômage n'est que de trois ou quatre mois, en Roumanie et en Bulgarie, près de la moitié de l'économie n'est pas déclarée et n'offre pas de protection sociale".

Les traditions sociales varient aussi fortement d'un pays à l'autre. "Il est rare que dans les pays du Nord, les syndicats s'opposent à une fermeture d'entreprise. Si celle-ci doit fermer, qu'elle le fasse, il faut alors apporter des sécurités aux salariés. En France, on s'opposera, parfois durement, et on voudra protéger les emplois", constate Marcel Grignard, représentant de la CFDT au comité exécutif de la CES. Habitué à une certaine forme de cogestion sociale, les syndicats allemands et nordiques adhèrent moins que d'autres à la forme protestataire. A tel point que quand la Confédération européenne des syndicats (CES) a voulu organiser une manifestation en Europe, les Suédois ont décliné la proposition d'un défilé à Stockholm : "Ce n'est pas trop notre genre", ont-ils expliqué.

John Monks souligne que "dans tous les pays, la situation sociale risque de se dégrader fortement cette année" mais il ajoute que "dans ceux où la tradition du dialogue social est forte, comme les Pays-Bas, l'Autriche, les pays du Nord, cela se passe mieux."

Des signes de durcissement apparaissent néanmoins. En Espagne, le dialogue social, qui était organisé structurellement, a implosé sous l'effet de la crise. Le gouvernement doit contraindre les partenaires sociaux à reprendre le dialogue. En Italie, c'est l'unité syndicale qui a volé en éclat. La CGIL a mobilisé seule plusieurs centaines de milliers de manifestants samedi 4 avril à Rome "contre la crise et la politique de Silvio Berlusconi". Elle dénonce les deux autres grandes confédérations, CISL et UIL, qui ont signé des accords avec le patronat et l'Etat.

## Bernard Thibault annonce 277 manifestations le 1er mai (24.04)

**Reuters - 24.04** La mobilisation pour la journée d'action unitaire du 1er mai s'annonce historique, a déclaré le secrétaire général de la CGT, annonçant que 277 manifestations étaient programmées dans toute la France.

Bernard Thibault a demandé au gouvernement d'entendre les revendications des syndicats face aux effets de la crise, car il s'exposerait à des mouvements plus violents dans le cas contraire.

"J'ai recensé aujourd'hui 277 manifestations ou rassemblements programmés, organisés pour le 1er mai, c'est un chiffre jamais atteint depuis très longtemps", a-t-il dit sur France 2.

"Si nous ne sommes pas entendus dans le cadre normal des créneaux démocratiques qui sont à notre disposition, il ne faudra pas s'étonner que cette colère s'exprime par d'autres canaux et différemment", a-t-il ajouté.

Le secrétaire général de la CFDT, également invité sur France 2, a adressé le même message. "On a prévenu depuis le début que si on ne

nous écoutait pas, ce sentiment de colère se manifesterait avec des risques de radicalisme, on le voit aujourd'hui", a dit François Chérèque.

Plusieurs conflits sociaux ont dégénéré en France ces dernières semaines, avec la séquestration de dirigeants de Caterpillar, 3M ou Sony ou le saccage mardi de la sous-préfecture de Compiègne par des salariés de Continental dont l'usine est menacée de fermeture.

En l'absence de réponse du gouvernement, "nous pensons qu'il faudrait que l'ensemble des syndicats appellent clairement à une grève de 24 heures sur tout le pays", a dit le secrétaire général de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly, également présent sur France 2.

Commentaire : une grève de 24h de plus pour rien ? Grève générale illimitée avec constitution de comités centraux de grève élus dans toutes les grandes villes du pays pour la satisfaction de toutes nos revendications, en finir avec le capitalisme et les institutions de la Ve République.

---

### **Nouvelle rencontre intersyndicale le 4 mai (28.04)**

**AP - 28.04** Les syndicats à l'origine des journées de mobilisation des 29 janvier et 19 mars ont annoncé lundi soir dans un communiqué commun qu'il se réuniraient à nouveau le 4 mai prochain pour décider de la suite à donner à leur mobilisation. Ils appellent en attendant, à des manifestations "massives" vendredi prochain à l'occasion du 1er mai.

Les syndicats CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, FSU, UNSA et Solidaires se sont réunis lundi après-midi pendant quatre heures au siège de FO dans le XIVe arrondissement de Paris. La rencontre s'est achevée peu après 21h, a-t-on constaté sur place.

Après les importantes manifestations des 29 janvier et 19 mars dernier, les syndicats entendent rester mobilisés et appellent à une journée de manifestation unitaire le 1er mai pour obtenir un changement de cap de la politique économique et sociale face à la crise.

La rencontre de ce lundi avait pour objectif de discuter dès maintenant d'éventuelles suites à ces manifestations, mais les syndicats ne sont pas parvenus à un terrain d'entente.

Dans leur communiqué commun, ils dénoncent "les annonces quotidiennes de suppressions d'emplois, de fermetures d'entreprises", qui selon eux "témoignent d'une situation qui se dégrade et dont ni gouvernement, ni patronat, n'ont apprécié la durée et la gravité".

"Malgré quelques réponses gouvernementales, dont certaines restent encore à concrétiser, les organisations syndicales constatent que ni le maintien de l'emploi, ni l'amélioration du pouvoir d'achat, ni la relance économique tournée vers la consommation (...) n'ont fait l'objet de négociations de la part du gouvernement et du patronat", poursuit le communiqué.

"Pire encore", ajoutent les syndicats, "le gouvernement ressort du tiroir un projet de loi sur le travail du dimanche et ferme la porte à tout coup de pouce au SMIC".

Quant au patronat, selon les organisations syndicales, il n'a engagé "aucune négociation sur les sujets au coeur de la crise: emploi, redistribution des richesses, rémunération des dirigeants, pouvoir des actionnaires".

Les huit organisations "appellent tous les salariés, les chômeurs, les retraités, à participer massivement à tous les rassemblements et manifestations organisés, à l'occasion du 1er Mai". Lundi, les syndicats en avaient recensé 280. A Paris, le cortège du premier défilé unitaire du 1er Mai partira à 14h de la place Denfert-Rochereau pour gagner la place de la Bastille.

Enfin, les organisations syndicales annoncent qu'elles se retrouveront le 4 mai prochain, à partir de 17h au siège de la CFTC à Paris "pour débattre des objectifs, des modalités et du calendrier des prochaines initiatives".

---

### **Les syndicats partagés sur une journée nationale de grève (28.04)**

**AP - 28.04** Le secrétaire général de FO Jean-Claude Mailly souhaite lundi que les huit syndicats qui défilèrent unis le 1er mai "appellent à une grande grève public-privé de 24 heures", une proposition que son homologue de la CFDT François Chérèque a rejetée.

"Ce n'est pas une manifestation de plus qui fera bouger le gouvernement. Si nous voulons être efficaces, nous devons changer de méthode", explique-t-il dans "Les Echos".

"Nous proposons que les huit appellent à une grève public-privé de 24 heures", souligne Jean-Claude Mailly. "Nous remettrons donc cette proposition sur la table après le 1er Mai, en espérant que toutes les centrales l'acceptent".

"Pour des raisons d'efficacité, il faut un appel commun", observe le secrétaire général de FO.

"Nous avons toujours dit que nous n'étions pas favorables à ces journées ou ces déclenchements de grève", a répondu sur Europe-1, François Chérèque. "Les salariés savent très bien que ce n'est pas une grève qui réglera leurs problèmes".

De plus "on a déjà un mouvement qui est important à la mi-mai qui est déjà décidé. Les 14, 15 et 16 mai, il y aura des manifestations partout en Europe pour montrer que le problème de la crise n'est pas qu'un problème français".

Le leader de la CFDT a invité à "des journées qui posent le problème au niveau national pour avoir des réponses nationales, puis travailler concrètement dans chaque entreprise quand les problèmes se posent".

---

## Contact

Tardieu Jean-Claude

[Haut de page ▲](#) [Haut de page ▲](#)



---

affichage 800 x 600

Microsoft Internet Explorer 6

Window 98

Webmaster : milarepa13@yahoo.fr

---



## Syndicalisme

- Deux syndicats policiers fondent l'Union syndicale majoritaire (18.06)
- Les syndicats ratent leur journée de mobilisation unitaire (14.06)
- Manifester puis rentrer chez soi ne fera pas plier ce gouvernement" (13.06)
- A Marseille, les militants s'interrogent sur la stratégie de leur syndicat (13.06)
- Mailly: "On n'est pas des G.O du social" (13.06)
- Les partenaires sociaux négocient la "gestion sociale de la crise" (10.06)
  
- Appel des syndicats de l'éducation contre les mesures de Sarkozy (31.05)
- Patronat et syndicats discutent d'un nouveau calendrier de négociations sociales (27.05)
- Bernard Thibault briguera un 4e mandat à la tête de la CGT (21.05)
- Controverse après l'arrestation de syndicalistes de GDF et EDF (16.05)
- Quatre syndicats de la SNCF appellent à la grève mardi 26 mai (16.05)
- Les syndicats de Caterpillar divisés sur l'offre de la direction (15.05)
- Brice Hortefeux veut dialoguer "sans tabou" avec les syndicats (06.05)
- Hôpitaux : nouvel appel à la grève et à des manifestations le 14 mai (06.05)
- Appel du LKP à une nouvelle "mobilisation générale" (05.05)
- Deux organisations de sages-femmes appellent à manifester mardi à Paris (05.05)
- Nouvelles mobilisations interprofessionnelles les 26 mai et 13 juin (05.05)

### **Nouvelles mobilisations interprofessionnelles les 26 mai et 13 juin (05.05)**

**AP - 05.05** Les huit grandes organisations syndicales françaises à l'origine des journées de manifestations des 29 janvier, 19 mars et 1er mai, ont appelé lundi soir à des nouvelles mobilisations interprofessionnelles unitaires les 26 mai et 13 juin prochains pour exiger du gouvernement et du patronat une autre politique économique et sociale face à la crise.

Les huit syndicats (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, FSU, UNSA et Solidaires) ont annoncé leur décision dans un communiqué commun à l'issue d'une réunion intersyndicale de près de cinq heures au siège de la CFTC à Paris. Les syndicats n'ont lancé aucun mot d'ordre de grève interprofessionnelle pour la journée du mardi 26 mai, laissant aux syndicats dans les entreprises et dans les branches la liberté de fixer les modalités d'action "en fonction de la réalité du terrain dans chaque région", a précisé la CGT.

La journée du samedi 13 juin est en revanche marquée par un appel à des manifestations dans toute la France.

Dans leur communiqué, les syndicats soulignent, selon eux, le caractère "historique" du 1er mai dernier "tant en raison de l'unité des huit organisations syndicales qu'en raison de l'ampleur de la mobilisation au travers de plus de 280 rassemblements dans toute la France".

Les manifestations organisées vendredi dernier à l'occasion d'un 1er mai unitaire pour la première fois dans l'histoire du syndicalisme français ont rassemblé entre 465.000 et 1,2 million de personnes, selon les sources.

Pour les syndicats, cette mobilisation, la troisième depuis la fin janvier, "témoigne d'un enracinement de la mobilisation et de la détermination des salariés, demandeurs d'emplois et retraités à exprimer leurs revendications et à obtenir des réponses".

"Le gouvernement et le patronat auraient tort de les traiter par le déni et le mépris, alors que la crise, le chômage, les licenciements, les

suppressions d'emplois et les politiques de fragilisation des services publics les percutent de plein fouet", ajoutent les syndicats.

Les organisations syndicales "appellent solennellement le gouvernement et le patronat à prendre en compte l'ampleur de ces rassemblements qui expriment inquiétude, désarroi et profond sentiment d'injustice".

Les syndicats précisent qu'ils formuleront "dans les prochains jours des propositions sur lesquelles ils attendent des réponses rapides du gouvernement et du patronat".

Avec leur décision et leur communiqué commun, les organisations syndicales sont parvenues lundi soir à maintenir un front unitaire constitué depuis la fin de l'année 2008.

---

## **Deux organisations de sages-femmes appellent à manifester mardi à Paris (05.05)**

**AP - 04.05** Deux organisations de sages-femmes -dont une association d'étudiants- appellent à manifester mardi à Paris pour exiger que leur formation soit intégrée dans le cursus universitaire "au même titre que les autres professions médicales".

Selon l'Organisation nationale des syndicats de sages-femmes (ONSSF) et l'Association nationale des étudiants sages-femmes (ANESF), un amendement en ce sens déposé dans le cadre de l'examen au Parlement du projet de loi Bachelot Hôpital, Patients, Santé et Territoires (HPST) a été rejeté.

Les deux organisations appellent à un rassemblement d'étudiants et d'étudiantes de ce secteur mardi en fin de matinée à proximité du Panthéon à Paris, avant un défilé avec des sages-femmes confirmées en direction du ministère de l'Enseignement supérieur, puis en direction du ministère de la Santé, manifestation qui sera ponctuée d'actions surprises. Selon l'ANESF, quelque 2.000 participants sont attendus.

"La filière sage-femme est la seule formation médicale non universitaire. Depuis des années, le champ de compétences des sages-femmes s'étend pour assurer les missions de santé publique. Dans la continuité de cette évolution, le parcours universitaire s'impose au même titre que les autres professions médicales", écrivent l'ONSSF et l'ANESF dans un communiqué diffusé lundi.

"Les sages-femmes demandent, par l'intégration universitaire de leur cursus, des structures de formation cohérentes avec la profession et ses responsabilités. Cette évolution, proposée sous forme d'amendement dans le cadre de la loi HPST a été rejeté en raison d'un manque d'implication des pouvoirs publics", ajoutent les deux organisations.

Cette mobilisation aura lieu à l'occasion de la Journée internationale de la sage-femme, et alors que les syndicats des personnels des hôpitaux et des organisations de médecins préparent de nouvelles manifestations le 14 mai contre plusieurs dispositions du projet de loi HPST. Le texte sera examiné au Sénat à partir du 11 mai.

---

## **Appel du LKP à une nouvelle "mobilisation générale" (05.05)**

**LePoint.fr - 04.05** Le collectif Lyannaj kont pwofitasyon (LKP), à l'origine de la grève générale qui avait affecté la Guadeloupe pendant 44 jours, appelle les salariés de l'île à une "mobilisation générale" vendredi, sans cependant préciser la forme qu'elle doit revêtir. "Le 7 mai, la mobilisation prendra de l'ampleur pour soutenir les camarades qui, dans leurs entreprises cherchent à faire entendre raison à leurs directions ou à leurs employeurs", a indiqué Alex Lollia, dirigeant de la centrale syndicale indépendantiste CTU, membre du LKP.

M. Lollia, qui s'exprimait sur RFO Radio-Guadeloupe, se référait aux dix à quinze entreprises affectées par des grèves pour l'application de l'accord Bino ou des revendications propres. L'accord Bino, signé par des organisations patronales minoritaires et partiellement étendu par arrêté du ministre du Travail, prévoit une augmentation salariale de 200 euros avec une participation de l'Etat et des collectivités locales durant 3 ans. A l'issue de cette période, les 200 euros doivent, selon l'accord, être intégralement pris en charge par les entreprises, mais cette disposition n'a pas été retenue par l'arrêté d'extension.

A l'issue du défilé du 1er mai, qui avait réuni 10 à 15.000 personnes selon le quotidien France-Antilles et 30.000 selon le LKP, son porte-parole Elie Domota avait déclaré que "nous faisons un appel à une mobilisation générale le 7 mai", sans donner plus de précisions. Interrogé lundi pour savoir "à quoi doit-on s'attendre", M. Lollia a répondu : "à ce que toutes les mobilisations apportent, c'est-à-dire des manifestations, des rassemblements, des protestations, car nous ferons en sorte que le maximum de travailleurs abordent cette journée avec les moyens qui sont les leurs". "Tous les moyens sont bons pour faire entendre raison au patronat", a-t-il poursuivi.

## Hôpitaux: nouvel appel à la grève et à des manifestations le 14 mai (06.05)

**AP - 06.05** Onze organisations des personnels médicaux ou non des hôpitaux publics ont appelé mardi soir à une nouvelle grève et à des manifestations le 14 mai contre le projet de loi Bachelot, les suppressions de postes et les restrictions budgétaires.

Les syndicats s'opposent à "la transformation de l'hôpital en entreprise prévue par la loi Bachelot", écrivent la CGT, FO, Sud, la CFTC, la CGC et, côté médecins, la CPH, l'AMUF, l'INPH, le SNPHAR, l'IDEPP et le MDHP dans un communiqué commun diffusé mardi soir.

Les organisations signataires "s'opposent aux suppressions d'emplois qui ne pourront qu'entraîner une détérioration de la qualité des soins", ainsi qu'à "la convergence tarifaire qui instaure une concurrence déloyale entre établissements et qui sert à justifier les suppressions d'emplois".

Les syndicats demandent le report de la loi qui doit être examinée à partir du 11 mai par le Sénat et réclament "l'ouverture de véritables négociations sur l'avenir de l'hôpital public".

Les onze organisations "appellent en conséquence à organiser partout des rencontres, des réunions, des assemblées générales des personnels médicaux et non médicaux pour élargir la mobilisation et préparer la grève nationale du 14 mai".

"Cette journée de grève et de manifestations doit permettre toutes les formes d'actions innovantes, visibles, médiatiques permettant aux personnels hospitaliers, médecins et usagers de se retrouver ensemble sur des revendications convergentes", ajoutent les signataires.

Cet appel fait suite à la journée de grève et de manifestations du 28 avril dernier, marquée notamment par un défilé de 8.000 à 18.000 personnes, dont plusieurs grands noms des hôpitaux publics, dans les rues de Paris contre le projet de loi Bachelot Hôpital, Patients, Santé et Territoires (HPST).

## Brice Hortefeux veut dialoguer "sans tabou" avec les syndicats (06.05)

**Reuters - 06.05** Le gouvernement compte avancer sans "aucun tabou" dans un dialogue "constant" avec les syndicats pour continuer à répondre à la crise par "du concret", assure Brice Hortefeux.

Au lendemain d'un nouvel appel à la mobilisation des organisations syndicales françaises, les 26 mai et 13 juin, le ministre du Travail et des Relations sociales a réaffirmé sur LCI que les syndicats seraient de nouveau reçus à l'Élysée "fin juin" pour une évaluation des mesures gouvernementales mises en oeuvre depuis le 1er avril.

"Nous sommes partisans du dialogue, la porte est toujours ouverte. Je souhaite que nous nous engagions dans un dialogue social durable, constant, permanent", a-t-il souligné.

"Nous avancerons avec pragmatisme quels que soient les sujets. Il n'y a aucun tabou", a-t-il déclaré. "Nous devons répondre à ces attentes par du concret".

Ainsi Brice Hortefeux s'est-il dit prêt à "réfléchir" à la proposition de Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force ouvrière, d'allonger la durée d'indemnisation du chômage.

"Nous n'avons aucune posture idéologique, nous n'avons aucun a priori", a dit le ministre.

"On est à l'écoute, on est attentifs, on veut du concret, on veut de la justice", a-t-il insisté, confirmant que les syndicats seraient reçus par le président de la République "à l'été, fin juin".

"C'est un calendrier qui est assez précis. (...) Les mesures se déploient depuis le 1er avril, donc il faut leur laisser le temps d'application", a-t-il justifié.

Les syndicats ont appelé lundi soir à une journée interprofessionnelle le 26 mai et à une "grande journée de manifestations" dans toute la France le 13 juin.

Ils formuleront dans les prochains jours des propositions sur lesquelles "ils attendent des réponses rapides du gouvernement et du

patronat".

Commentaire : parce qu'ils ne les connaissent pas déjà ? A moins qu'il ne s'agisse de propositions patronales ! Il faut matraquer sans relâche cette pourriture et tous ceux qui s'en accommodent, tout en tirant à boulets rouges sur le gouvernement et particulièrement Sarkozy

---

### **Les syndicats de Caterpillar divisés sur l'offre de la direction (15.05)**

**Reuters - 14.05** Les syndicats de Caterpillar sont divisés sur une solution permettant de réduire le nombre de salariés qui perdraient leur emploi sur les sites isérois du fabricant américain d'engins de chantier.

La CFDT, la CFTC et FO se sont rapprochés des propositions de la direction pour tenter de ramener de 733 à 600 le nombre de licenciés, tandis que la CGT restait opposée au protocole d'accord présenté par le constructeur.

La tension est montée jeudi matin entre les deux groupes de syndicalistes qui en sont venus aux mains.

Alors que la direction avait décidé lundi suspendre les négociations et de procéder au licenciement de 733 salariés en raison du blocage, les trois syndicats majoritaires sont prêts à négocier de nouveau pour limiter les dégâts.

"La direction a maintenant décidé d'abandonner l'idée des horaires tournants, ce qui gênait le personnel de production", a expliqué à Reuters Alain Massy, délégué CFDT.

"Nous sommes persuadés que, dans ces conditions, les salariés seraient prêts à accepter l'accord et le 'oui' l'emporterait si un nouveau référendum était organisé."

"Nous allons tout faire pour que ça se passe comme ça", a-t-il ajouté, espérant que la direction acceptera de reprendre les négociations et de passer à 600 suppressions d'emploi.

Pour François Meyer, chargé de la communication de Caterpillar, "la porte est ouverte".

Il a confirmé que la direction était prête à revenir sur les horaires tournants, qui obligerait les salariés à travailler de nuit. "Il serait effectivement stupide de laisser partir 133 postes supplémentaires", a-t-il ajouté.

Il a précisé que la direction étudiait comment les discussions pouvaient être réengagées et dans quelle mesure un nouveau référendum pouvait être organisé.

Seule la CGT campe pour l'instant sur ses positions.

"Nous n'entrerons pas dans une polémique inutile, mais pour nous, seuls les intérêts des salariés comptent", a déclaré Nicolas Benoît, délégué CGT.

"Si la direction de Caterpillar a de nouvelles propositions modifiant l'accord cadre qui a été rejeté le 7 mai, alors elle doit le soumettre à un nouveau référendum", a-t-il ajouté.

Les sites isérois de Caterpillar à Grenoble et Echirolles sont actuellement fermés pour deux semaines pour cause de chômage partiel.

---

### **Quatre syndicats de la SNCF appellent à la grève mardi 26 mai (16.05)**

**LeMonde.fr - 15.05** Les quatre syndicats de la SNCF (CGT, CFDT, SUD-Rail, UNSA) vont déposer un préavis de grève pour le 26 mai, journée nationale d'action à l'appel des huit principales centrales syndicales françaises. Le préavis doit courir du lundi 25 mai à 20 heures au mercredi 27 mai à 8 heures.

"Nous nous inscrivons dans le mouvement interprofessionnel mais avons aussi des exigences propres à la SNCF : l'avenir du fret, le caractère intégré de l'entreprise, une revalorisation des salaires et des retraites, un meilleur dialogue social", a déclaré le secrétaire général de la CGT-cheminots, Didier Le Reste, vendredi 15 mai. 'Nous prévoyons d'appeler à la grève', a précisé Alain Cambi (SUD-Rail).

Les huit confédérations syndicales, auxquelles appartiennent les syndicats de la SNCF, ont décidé le 4 mai d'organiser le mardi 26 mai 'une journée de mobilisation décentralisée dans les modalités diverses en fonction des réalités locales' et le samedi 13 juin 'une grande journée de manifestations', afin de donner une suite à leur mobilisation unitaire du 1er Mai et à leurs précédentes journées des 29 janvier et 19 mars.

## **Controverse après l'arrestation de syndicalistes de GDF et EDF (16.05)**

**Reuters - 15.05** L'arrestation, jeudi à Paris, de 74 syndicalistes de GDF Suez et d'EDF accusés de dégradations aux sièges d'organisations patronales a provoqué une controverse politique entre majorité et opposition.

La gauche a estimé que la violence résultait de l'absence de négociations salariales dans ces entreprises et demandé au gouvernement de les favoriser. La CGT a dénoncé une "rafle" et des "gardes à vue politiques". L'UMP, le parti majoritaire, a fermement condamné ce type de violences.

Le parquet, qui est sous l'autorité hiérarchique du ministère de la Justice, n'a pas engagé de poursuites pour l'instant, dans l'attente de l'examen des procédures de police, a dit une porte-parole.

Les syndicalistes, dont plusieurs dirigeants CGT du secteur, ont été placés en garde à vue avant d'être remis en liberté au terme d'interrogatoires de plusieurs heures.

Les manifestants, qui demandent des augmentations de salaires, ont fait irruption au siège de l'organisation patronale du gaz et au siège d'ERDF et de GRDF, les filiales de distribution, dans le VIIIe arrondissement.

Selon une source judiciaire, ils ont arraché des câbles, écrit des slogans sur les murs à la peinture et renversé des tables. La CGT assure qu'aucune dégradation n'a été commise, parle de "mascarade" dans un communiqué. Elle demande "l'arrêt de toutes les sanctions en cours".

Il est courant en France que ce type d'action, usuel par exemple dans les manifestations d'agriculteurs, ne donne lieu à aucune poursuite. Les procureurs, maîtres de l'opportunité des poursuites, n'y sont pas tenus. Ils peuvent légalement recevoir des instructions du gouvernement visant à apaiser les conflits.

### **BUFFET ÉCRIT A FILLON**

Marie-George Buffet, secrétaire nationale du Parti communiste, a écrit au Premier ministre pour protester et lui demander de favoriser l'ouverture de négociations. "Cette stratégie de dénégation du fait syndical et de provocation de salariés en lutte est indigne d'entreprises nationales dont l'Etat reste le principal actionnaire", dit-elle.

Le député socialiste Claude Bartolone a renchéri. "Si on veut éviter ces violences, il faut montrer que la négociation sert à quelque chose", a-t-il estimé sur RTL.

Xavier Bertrand, secrétaire général de l'UMP, a rejeté de son côté le recours à la violence comme forme d'action syndicale.

"J'aimerais bien qu'aucun responsable politique ne s'amuse à légitimer des faits d'une telle violence. La violence n'a jamais été une forme d'action syndicale, ça n'a jamais rien réglé dans notre pays", a-t-il souligné sur LCI.

Depuis fin mars, les salariés de GDF et d'EDF, conduits notamment par le syndicat CGT, mènent diverses actions pour demander des augmentations de salaires, avec notamment des coupures sauvages partout dans le pays.

Une enquête préliminaire de police a été ouverte en avril à la suite de coupures volontaires de gaz, mais là encore personne n'a été poursuivi à ce jour.

En pleine crise économique, un débat s'ouvre sur le recours à la violence. Des séquestrations de cadres dans quelques usines promises à la fermeture, condamnées par la classe politique, ont presque toutes contraint les directions des sociétés à améliorer leurs offres ou à ouvrir des discussions.

## **Bernard Thibault briguera un 4e mandat à la tête de la CGT (21.05)**

**Reuters - 20.05** Dirigeant de la CGT depuis 1999, Bernard Thibault sera à nouveau candidat à sa propre succession lors du prochain congrès de la confédération, en décembre à Nantes, indique la CGT.

Le "parlement" de la CGT, le comité confédéral national, a pris acte mardi "par un vote unanime moins deux abstentions de la candidature de Bernard Thibault", précise-t-elle dans un communiqué.

Le secrétaire général, qui s'était révélé lors du conflit des cheminots de 1995 en devenant un symbole du renouveau de la CGT, s'est attaché ces dernières années à donner une image plus réformatrice de la centrale.

Sa décision de briguer un quatrième mandat à l'âge de 50 ans était attendue en raison de sa capacité à redresser les effectifs et à renforcer le rôle de la CGT dans le paysage syndical.

Léger accroc, Bernard Thibault avait été mis en minorité en février 2005 en raison de ses positions en faveur du traité constitutionnel européen, sans que cela remette en cause son mandat à la tête de l'organisation.

Commentaire : Thibault 1999-2009 : ça suffit, dehors !

---

## **Patronat et syndicats discutent d'un nouveau calendrier de négociations sociales (27.05)**

**AP - 26.05** Les partenaires sociaux se retrouvent mercredi pour discuter d'un agenda de négociations sociales, alors qu'après une quatrième journée de mobilisation unitaire, les syndicats demandent d'une seule voix au patronat de "prendre ses responsabilités" face à la crise et d'accepter de discuter des salaires, de l'emploi ou du partage des richesses produites.

De son côté, le gouvernement attend des partenaires sociaux qu'ils ouvrent plusieurs chantiers "au plus tard d'ici le second semestre", selon le Premier ministre François Fillon, notamment sur la gouvernance des entreprises ou les institutions représentatives du personnel.

Les organisations syndicales et patronales se retrouvent à partir de 15h au siège du Mouvement des entreprises de France (MEDEF) à Paris. Pour le MEDEF, il s'agit avant tout d'une "délibération sociale", c'est-à-dire une entrevue préalable à l'ouverture de négociations futures.

Mais les syndicats veulent aller vite et affichent pour l'heure un front uni dans un contexte de crise et après quatre journées de mobilisation interprofessionnelle dont la dernière ce mardi.

A l'issue de celle-ci, les syndicats (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, FSU, UNSA et Solidaires) ont, dans une déclaration commune, exigé du patronat qu'il "prenne ses responsabilités" et accepte d'engager des négociations sur les salaires, les politiques industrielles, l'emploi, un "accès facilité pour tous au chômage partiel, l'amélioration de la durée et du niveau de son indemnisation, associés à des formations qualifiantes".

Ils demandent également l'ouverture de négociations sur la répartition des richesses produites dans les entreprises, le "respect et l'amélioration des droits syndicaux et des institutions représentatives du personnel".

"Ces questions sont celles que nous allons proposer à la négociation. Nous souhaitons que tout soit sur la table et j'espère que le patronat l'acceptera", a déclaré mardi à l'Associated Press la secrétaire confédérale de la CGT Maryse Dumas.

Quant à entrer dans un processus de "délibération sociale" sur plusieurs semaines, Maryse Dumas répond: "Les parloles, ça suffit! Notre pays est plongé dans une crise très grave et il y a besoin de vraies négociations sur le fond qui permettent de répondre à cette crise".

---

## **Appel des syndicats de l'éducation contre les mesures de Sarkozy (31.05)**

**Reuters - 30.05** Plusieurs syndicats d'enseignants, lycéens et parents d'élèves ont signé samedi un appel à une autre politique de lutte contre la violence dans les établissements scolaires, deux jours après les annonces de Nicolas Sarkozy sur ce thème.

"Les établissements d'éducation doivent avant tout rester des lieux de confiance, d'apaisement et de sérénité", écrivent neuf syndicats dans

cet appel commun rédigé à Saint-Etienne, à l'occasion du congrès national de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE).

"C'est une façon de répondre de manière unitaire à tout ce qui a été dit sur la sécurité dans l'école", a expliqué à Reuters Alix Nicolet, présidente de la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (Fidl).

"Le ministre sait que la fouille des cartables est impossible à mettre en place et ne règlera rien; il sait que la création d'une brigade volante d'intervention n'a aucun sens; il sait que vouer aux gémonies les parents dits 'démissionnaires' n'est pas une solution", énumèrent les signataires de l'appel (Fidl, UNL, FCPE, Unsa Education, FERC-CGT, Snes, Unef, SGEN-CFDT, FSU).

"Rien ne peut remplacer les rapports humains, l'éducation, la prévention, toutes choses que les portiques et les caméras de vidéosurveillance ne sont pas en mesure d'apporter", affirment-ils.

Jeudi, Nicolas Sarkozy a annoncé plusieurs mesures à la suite d'une série d'incidents médiatisés dans les établissements scolaires. Les chefs d'établissement et leur personnel d'encadrement seront habilités à fouiller cartables et sacs des élèves à la recherche d'armes éventuelles et à la saisir.

Le chef de l'Etat a évoqué le développement de la vidéosurveillance dans les établissements scolaires et son ministre de l'Education nationale Xavier Darcos l'installation de portiques de détection.

"Les agressions de personnels de l'Education nationale sont inadmissibles. Les intrusions de bandes armées de battes de base-ball dans un établissement sont intolérables", peut-on lire dans l'appel syndical.

"Néanmoins, il ne s'agit pas des formes les plus fréquentes de violence perpétrées dans les écoles et les établissements scolaires. Les agressions commises avec arme contre les personnels de l'Education nationale sont heureusement rarissimes (10 cas recensés depuis 2007)."

Selon les auteurs du texte, la politique de l'éducation du Président depuis son élection a favorisé le développement de la violence à l'école.

"Par bien des aspects la politique suivie renforce les phénomènes de violence: déssectorisation, suppressions de dizaines de milliers de postes d'enseignants et de personnels vie scolaire, déstabilisation des équipes, dégradation des conditions de travail et d'étude, insuffisance du dialogue avec les parents..."

---

## **Les partenaires sociaux négocient la "gestion sociale de la crise" (10.06)**

**AP - 09.06** A trois jours de nouvelles manifestations interprofessionnelles, les partenaires sociaux entament mercredi des négociations sur la "gestion sociale de la crise" et ses conséquences sur l'emploi. Mais pas question d'ouvrir le dossier du partage des profits, un sujet que refuse d'aborder le patronat malgré la demande des syndicats et la volonté de Nicolas Sarkozy de recevoir leurs propositions avant le 15 juillet.

Les négociations commenceront à partir de 8h30 au siège du Mouvement des entreprises de France (MEDEF) à Paris. Les modalités d'accès au chômage partiel, le développement de l'employabilité, la mobilité professionnelle, l'emploi et la formation des jeunes, la sécurisation des parcours professionnels, l'articulation entre les dispositifs d'assurance-chômage et le régime de solidarité pour les chômeurs de longue durée devraient être abordés lors de ces négociations.

Les syndicats comptent afficher à nouveau un front uni face au MEDEF, à trois jours de leur cinquième journée de mobilisation unitaire interprofessionnelle pour exiger du patronat et du gouvernement un changement de politique économique et sociale face à la crise. Plus de cent manifestations ont d'ores et déjà été recensées par la CGT pour cette journée d'action de samedi, dont un défilé à Paris.

Les partenaires sociaux ont décidé d'ouvrir ces négociations lors d'une rencontre le 27 mai, destinée à fixer leur agenda social 2009.

Un nouvelle réunion est d'ores et déjà inscrite au calendrier pour le 24 juin, mais aucune date butoir n'a été fixée concernant la fin des négociations.

Les partenaires sociaux ont également décidé d'ouvrir des discussions sous la forme d'une "délibération sociale" -concept inventé par le MEDEF consistant à ouvrir des débats durant des semaines voire plusieurs mois sur un thème en préalable à d'éventuelles négociations-sur le dialogue social, la politique industrielle et économique et le fonctionnement et la gestion du paritarisme.

S'ils se félicitent dans l'absolu de l'ouverture des discussions, les syndicats sont tous mécontents sur le fond et le calendrier, alors que le 26

mai dernier, à l'issue d'une nouvelle journée de mobilisation, ils avaient exigé l'ouverture de négociations sur plusieurs dossiers, dont "la répartition et la redistribution des richesses produites dans les entreprises" et "l'utilisation des aides publiques au bénéfice de l'emploi".

"Il apparaît au grand jour que (le patronat) cherche tous les échappatoires à l'ouverture de réelles négociations. La seule proposée concerne la gestion sociale de la crise et non les moyens d'en sortir", dénonce ainsi la CGT dans un communiqué.

"Les problèmes d'emploi étant intimement liés à ceux de la gouvernance des entreprises, nous avons particulièrement insisté sur ce dernier point qui, malheureusement, ne figure que dans le chapitre du dialogue social sous la forme d'une délibération", déplore de son côté la CGC. La confédération des cadres juge par ailleurs "regrettable que le patronat ait rejeté (sa) demande de négocier le partage des richesses produites par l'entreprise".

"Faute de s'emparer de ce dossier de manière responsable, nous ne doutons pas que le législateur se substituera aux partenaires sociaux! Peut-être est-ce d'ailleurs ce que souhaite le patronat?", souligne la CGC, alors que Nicolas Sarkozy a demandé aux syndicats et au patronat d'ouvrir des discussions sur cette question.

"Au moment où notre pays traverse, comme le reste du monde, une crise d'une ampleur inédite, il nous faut accorder une attention particulière à la répartition des fruits de l'effort collectif", avait en effet écrit le chef de l'Etat dans une lettre aux partenaires sociaux le 14 mai, après avoir reçu le rapport du directeur de l'INSEE Jean-Philippe Cotis sur le partage de la valeur ajoutée.

"J'aimerais que vous puissiez me faire part des conclusions de vos discussions avant le 15 juillet", ajoute le président, une date-butoir qui à l'évidence ne sera pas respectée. Lors du sommet social en février, il avait déclaré à ce sujet: "Si des progrès ne sont pas réalisés, l'Etat prendra alors ses responsabilités". Une déclaration et une lettre qui sont pour l'heure restées sans effet sur le MEDEF.

---

### **Mailly: "On n'est pas des G.O du social" (13.06)**

**AP - 12.06** "On n'est pas des G.O du social", a lancé vendredi soir le secrétaire général de Force ouvrière Jean-Claude Mailly à l'adresse de son homologue de la CGT Bernard Thibault, observant que des salariés doutaient de "l'efficacité" des modalités d'action comme celles prévues samedi.

Les syndicats sont "capables" d'infléchir la politique sociale du gouvernement "s'ils choisissent les bonnes modalités d'action", a-t-il expliqué sur France Info. Or, il y a un "problème": "nous, ça fait un mois à Force ouvrière qu'on explique que des manifs tous les mois, ou tous les mois et demi, ça use les salariés" et qu'il existe "le sentiment que ce n'est pas ce qui fera bouger le gouvernement".

"Je constate (...) qu'il y a une vraie colère sur les questions d'emploi" et de "pouvoir d'achat" mais "qu'ils doutent de l'efficacité de modalités d'action comme demain ou le 26 mai".

Pour Jean-Claude Mailly, "il faudrait" que Bernard Thibault "comprenne que quand on est responsable syndical, on n'est pas des maîtres de cérémonies festives ou manifestives. On n'est pas des G.O (gentils organisateurs) du social".

"L'unité d'action, c'est important, mais à condition qu'on soit bien clairs sur les modalités d'action et qu'on prenne les décisions nécessaires pour que ce soit efficace", a souligné le secrétaire général de FO.

"Si les manifs, ça suffit pas", "est-ce qu'on peut ensemble (...) appeler à une journée de grève? Ce n'est pas fin juin que l'on peut faire ce genre de choses. Mais si on l'avait fait avant" et "si l'ensemble des syndicats appelait, eh bien, ça pourrait avoir un effet", a jugé Jean-Claude Mailly. "On l'a pas essayé".

---

### **A Marseille, les militants s'interrogent sur la stratégie de leur syndicat (13.06)**

**LeMonde.fr - 12.06** Comment continuer la mobilisation ? Manifester, à quoi ça sert ? Nombre de militants se posent ces questions à la veille de la sixième journée d'action à l'appel des huit syndicats (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA), samedi 13 juin.

A Marseille, la trublione qui aime rivaliser avec Paris avec les chiffres de manifestants annoncés sur la Canebière, beaucoup pestent contre la succession de journées d'action : six en six mois. Dans tous les syndicats, on reconnaît avoir du mal à mobiliser. Beaucoup rêvent de mouvements " victorieux " mais avouent ne pas savoir comment faire. Certains ont fait la "grève de la grève", le 26 mai, à l'occasion de la dernière journée d'action.

Lors du comité départemental de la CGT des Bouches-du-Rhône, lundi 8 juin à Arles, le débat a été vif. Pour Yves Castino, secrétaire général de la fédération santé à Marseille, "il y a une vraie colère des salariés, partout, et le syndicat doit être capable de travailler aux convergences : beaucoup d'actions se déroulent les unes derrière les autres, ou à côté des autres, rien n'est coordonné". Ce dirigeant, 51 ans dont 27 ans de service dans les hôpitaux, s'inquiète d'une stratégie qui s'inscrit trop dans la durée : "Attention au retour de manivelle si on attend trop, avec un gouvernement qui joue le pourrissement." Pour lui, la journée du 26 mai, pour laquelle les huit syndicats prônaient des actions "locales et diversifiées", c'était "la montagne qui accouche d'une souris".

### "ENTERREMENT DE PREMIÈRE CLASSE"

Même son de cloche pour Lionel Zaouati, secrétaire de la CGT des Caisses d'allocation familiale : "Le 26 mai a été un enterrement de première classe, les gens sont prêts à en découdre mais avec des chances de victoire, pas pour faire des barbecues, des sardinades", dit-il.

Secrétaire du syndicat CGT des Mutuelles de Provence, Gérard Luigi est plus remonté encore. "On nous promène depuis des mois, la direction de la confédération ne veut pas en découdre avec le patronat et le gouvernement", proclame-t-il. L'unité "historique" des huit est une bonne chose, "mais si cela débouche sur une journée d'action tous les deux mois, elle ne sert à rien". Il préférerait "trois ou quatre journées consécutives, pour forcer le gouvernement à négocier", mais il reconnaît dans le même temps que, dans son entreprise du privé, "pour une journée de grève, on appelle à une demi-journée afin que les gens ne perdent pas trop d'argent et aillent à la manif".

Le responsable des marins CGT, Serge Melchione, dit que les choses sont compliquées. "Le rapport de forces et la grève sont ancrés culturellement chez les marins, explique-t-il. Mais ce n'est pas facile d'amplifier le mouvement, de dire aux gens que s'ils ne bougent pas, ils n'auront rien. Et ce n'est pas forcément en appelant à la grève générale que ça peut mobiliser." Ce débat traverse tous les syndicats. Claude Argy, responsable du puissant syndicat des territoriaux FO de Marseille veut "une grève générale franche". Le 26 mai ? "On n'y a pas été, ce n'était pas à la hauteur de la situation", dit-il. Et samedi, il n'ira pas non plus pour "préserver ses forces pour les combats à venir" explique ce dirigeant, 56 ans dont 38 de syndicat.

### "UNE BATAILLE PLUS DURE"

La grève de la grève, certains l'ont faite. "Le 26 mai, je suis allée travailler, explique ainsi Brigitte Ibanez, militante SUD-PTT. J'en ai marre des actions ponctuelles et de perdre un jour de salaire pour rien." Mais cette militante qui travaille depuis trente ans aux chèques postaux se dit "prête à une bataille plus dure, plusieurs de jours de grève".

À la CFDT, on s'interroge aussi sur les nouvelles formes d'action à trouver. Lydia Auer, responsable du syndicat marseillais de la propreté, en a "ras le bol". "On fait, on fait, mais ça ne débouche pas et les gens nous disent 'pourquoi ?', confie-t-elle. Ce serait bien de faire comme à la Guadeloupe, ce serait plus efficace, mais les gens ne suivraient pas, ils ont des crédits, ils doivent manger."

Les directions nationales connaissent ces difficultés. Pour Marcel Grignard (CFDT), "s'il y a peu de critiques sur la stratégie, il y a un débat légitime sur l'efficacité d'une action au regard de ce qu'elle permet d'obtenir". Et les mobilisations depuis janvier ont, selon lui, permis d'avancer. Annick Coupé (Solidaires) tempère ce sentiment : "Le bilan, c'est que les actions de l'intersyndicale n'ont pas permis de faire reculer le gouvernement et le patronat et c'est normal qu'il y ait des doutes." Maryse Dumas (CGT) reconnaît une situation "compliquée". "La crise dure, le débat sur la tactique des luttes se fait dans un contexte difficile, dit-elle, mais pour parler de reconduction ou de généralisation des grèves, il faut voir déjà qui est en grève une journée."

---

## **Manifester puis rentrer chez soi ne fera pas plier ce gouvernement" (13.06)**

**LeMonde.fr - 12.06** Le risque de la démobilisation, par Philippe LEBRUN Je suis solidaire de ce mouvement, mais manifester tous les deux mois ne conduit qu'à la démobilisation comme on le verra, hélas, probablement samedi 13. Le seul moyen, visiblement, d'être entendu, c'est de bloquer les entreprises, comme l'on fait hier, le LKP en Guadeloupe, et comme le font aujourd'hui les producteurs de lait.

Retraité depuis peu, avec 1 500 euros par mois, je fais paraître partie des retraités "privilégiés" alors que je me demande comment on peut vivre — et non survivre — avec moins.

Patrons et gouvernement ne cessent d'exhorter les salariés à s'adapter au "changement". Je suggère qu'ils montrent l'exemple en échangeant, durant un an, leur revenu actuel contre ce nouveau RSA qu'ils nous présentent comme un pactole !

Quand je vois dans le même temps que les produits de luxe ne se sont jamais aussi bien vendus, je pense que nous sommes dans un système complètement pervers et révoltant. Qu'on y prenne garde : « Qui sème la misère, récolte la colère ».

La techno-structure syndicale se trompe de stratégie par Daniel BIRO

Je suis délégué du personnel CFTC dans une entreprise privée (énergie-équipements du bâtiment).

Mon syndicat, comme les autres, appelle à l'action, mais nous n'avons rien reçu de notre fédération. Mes collègues CFDT, CGT et autres sont dans le même cas.

Cette journée d'action ne nous concerne pas. C'est une affaire entre d'une part le MEDEF et le gouvernement, d'autre part les fonctionnaires et les salariés des grandes entreprises.

En fait, le monde "salarié" s'est divisé en plusieurs groupes dont les intérêts divergent. La chose fut très claire au moment des retraites.

Que signifiait pour nous le mot d'ordre "37,5 annuités" ? Nous avons tous commencé avant 18 ans et il y aura bien une dizaine de réformes avant que nos enfants soient concernés.

Dans des métiers à faible espérance de vie, le seul vrai mot d'ordre était "15 ans de retraite pour tous !". Mais cela était inenvisageable pour la techno-structure syndicale élue par les fonctionnaires et les salariés des grosses entreprises.

Avec moins de 1% de syndicalisation, nous ne pesons pas. De nouveaux syndicats sont à inventer (il n'y a pas l'équivalent des Verts dans le monde syndical !). Coupés de nos directions syndicales, nous sommes donc un peu à la dérive.

La journée d'action prévue ne nous concerne donc pas .... Pour ma part, je participerai ce jour-là à une réunion sur l'Espéranto dans un éco-village... et mes collègues seront à la pêche ou à Carrefour !

Solidaire, oui mais pas à la journée ! par Pierre Thomé

Une journée d'action de plus qui va rassembler, soyons optimiste, 1 à 2 % (dont bon nombre de fonctionnaires) de la population française, quel sens cela peut avoir, sinon de rassurer quelques militants syndicaux ?

En ce moment, le rôle des syndicats ne serait-il pas dans un premier temps de fédérer les luttes, de les populariser et ensuite, et seulement ensuite, d'organiser de grandes manifestations de soutien en générant un grand mouvement de solidarité... Souvenons-nous de LIP en 1973... Voir ou revoir le film "LIP, l'imagination au pouvoir" (C. Rouaud, 2007) .

Sans efficacité aucune par Janus Ambidextre

Ce type de rassemblement est dévoyant. Nul n'est dupe que le contexte est la mollesse des marchés et la préférence des consommateurs pour les produits importés. Nous sommes tous complices du chômage. Sans aller jusqu'à revendiquer l'autarcie, les manifestants devraient concentrer leur demande sur des aides à la baisse des coûts de production. La TVA sociale aurait été une alternative favorable à la reprise. Hélas ce projet a été politisé. Puis abandonné. Dommage.

T'as pas voté ? Alors assume maintenant... par Eric Cousin

Animé par des valeurs de gauche, je ne compte pas mes jours de grève [ndlr : PAS payés] et de manifs, je ne manque aucune élection. Pas vraiment militant, mais participant activement, depuis de longues années, en ligne ou dans la vraie vie, au débat politique au sens large.

Personnellement, j'ai un bon boulot, je ne souffre pas de la crise.... Non, je ne suis pas à plaindre ! Mais on peut vouloir lutter pour autre chose que pour son seul cas personnel : pour un idéal, pour les autres, pour nos enfants, pour une société plus équitable, plus solidaire, plus respectueuse de la vie et de la nature, moins égoïste... Tout un programme.

J'ai 46 ans. Serais-je déjà sur le déclin ? Toujours est-il que je vis un enfer depuis 2007... Je suis en effet complètement dépité, dégoûté de voir ces hordes de gogos qui se font exploiter, perdent leur boulot, subissent au plus près les affres de la crise et qui pourtant votent Sarkozy (élections présidentielles) ou, en s'abstenant de voter (européennes), en cautionnent indirectement la politique. Oui je le reconnais, je perds la foi.

Alors, faudrait-il que je prenne (encore) de mon temps pour manifester samedi (ou tout autre jour) pour montrer mon soutien à des gens qui l'ont bien cherché, qui ne font pas l'effort de réfléchir aux causes de leur condition, qui trouvent plus important que les magasins soient ouverts le dimanche que de voter, ou qui ne pensent qu'à eux. Cette fois-ci, ce sera sans moi. Démerdez-vous ! Aide-toi, le ciel t'aidera !

Oui et Non par Rémi LELONG

Je ne suis pas partisan des manifestations qui ont jalonnées le début de l'année 2009 et je pense pour ma part que le gouvernement fait ce qu'il doit avec les moyens qui sont les leurs (les nôtres!!!)

Bien sur je souhaite plus de pouvoir d'achat !

Bien sur je souhaite une sortie de crise rapide !

Bien sur je souhaite voir la croissance repartir à la hausse !

Bien sur je souhaite une hausse conséquente des salaires (et du mien par la même occasion) !

Je salut cela dit le choix des syndicats de manifester un samedi plutôt qu'un mardi ou un jeudi... C'est une initiative que je trouve plus que responsable. Une manifestation le samedi coûte à l'économie beaucoup moins chère qu'en semaine, les possibilités pour les manifestants souhaitant si rallier sont peut-être plus simple, et surtout la vision des français sur ce mouvement en sera valorisé.

Alors bravo pour ce choix, même je ne suis pas d'accord sur le fond!

De l'inutilité des mouvements sociaux de faible amplitude. par Alain Trouilliez

Ce Nième "mouvement" ne sert à rien.

L'émiettement des mouvements dans le temps, la disparité des revendications et, malheureusement, le manque de convergences syndicales durables, font que ces manifestations sont vouées à l'échec ,tout au plus un os à ronger comme trophée !

Temps et revenus perdus inutilement!

Seule l'action massive et concertée des salariés ,et ce dans la durée, fera plier ce gouvernement qui n'a d'yeux que pour le capital.

Pourquoi ? par Alexis - Baudu

Je me demande pourquoi nous devrions aller manifester... Je ne savais pas que c'était Sarkozy qui était le "fondateur" de la crise. Non, mais je crois qu'il faut arrêter de se plaindre tout le temps. Les mesures, je pense que le gouvernement essaye de nous sortir de cette crise. Peut être que quelques points sont à revoir.

Mais croyez-vous que si Mme Royal aurait été notre chef elle aurait mieux fait ? Pas certains. Venez voir en Deux-Sèvres, le développement industriel est énorme (ironique).

Certains, iront manifester pour sauver leur emploi ou bien défendre les produits qu'ils vendent (le lait) mais d'autres n'iront manifester que pour protester le gouvernement en place. Qui organise ces manifestations ? Soyons réalistes.

Le PS voulait à tout prix casser du Sarko lors des élections (le MoDem et le PNA également) la seule chose qu'ils ont réussi à faire c'est de se casser les dents. Je dis bien fait. Je n'approuve pas forcément tous les choix de Mr Sarkozy, cependant quand on est contre on présente autre chose.

Et n'ayant pas encore de soucis avec mon travail, et ne souhaitant pas être solidaire de personnes qui pensent qu'à critiquer sans proposer je dis non. Je n'irais pas à cette journée.

Ca ne sert plus a rien ! par Greze Philippe

Je pense inutile tous les mouvements anti crise, je ne dit pas qu'il sont illegitime, je dis qu'il sont inutile. Inutile car le systeme economique dans lequel nous vivons est arrivé a son terme, il meurt, comme un malade meurt d'un cancer, on peut traiter par petites touches mais rien sauver vraiment, c'est la fin. Non, ce qu'il faut c'est tout changer, mais par quoi ? une fin de règne c'est toujours difficile, voire meurtrier, mais pourtant incontournable sera cette étape avant un vrai changement, que j'espere plus beau, plus sain, plus juste, en un mot plus humain pour les futures génération.

une fréquence trop forte nuit aux mouvements de grève par Robin-Cortade

J'ai peur qu'avec des grèves chaque mois, le caractère exceptionnel, signe du ras le bol ne s'estompe. On a l'impression que ces grèves ne servent plus aux syndicats qu'à faire état de leur "puissance" mobilisatrice au gouvernement. J'ai bien peur que cette stratégie ne les desserve.

undefined par Guillaume B.

Dimanche dernier lors des élections européennes, j'ai choisi de m'abstenir en refusant d'apporter une légitimité populaire à une Europe originellement libérale - ultra ou néo - féroce antisociale et antidémocratique, la morgue profonde manifestée par les élites politico-médiatiques dès le soir du résultat du référendum de 2005 sur la constitution n'en étant que l'exemple le plus visible.

De même, bien que je ne compte plus le nombre de jours de grève effectués et de manifestations à mon actif, je refuse, pour une fois donc, de défilier demain en compagnie de syndicats qui, endossant les habits contre-nature de la médiation et de la paix sociale, ont d'abord et surtout montré depuis la grande grève du 29 janvier dernier leur capacité à étouffer, jusqu'à la nausée, toute amplification des luttes, préférant sauvegarder, ou développer pour Sud, leur boutique. De ce point de vue, rien de nouveau certes, mais, là, l'écœurement est devenu trop fort. J'en profiterai donc pour lire Le Moment machiavélien de Pocock.

C'est une crise mondiale, manifester ne sert à rien. par Henri Ngo C'est comme si on manifestait contre le mauvais temps....

Dilluer pour régner par Stéphane Motreff

Organiser des manifestations espacées dans le temps, le samedi ect... Est le meilleur moyen de dilluer l'opposition. Solidaire, je suis surtout déçu par des syndicats faisant plus le jeu du gouvernement que le nôtre. Quelles sont leurs motivations ? Une vraie question que je ne suis plus le seul à me poser. Pourquoi ne donnent ils pas un rendez vous récurrent (tous les jeudis soirs par exemple). La récurrence donnerait une force à ce mouvement.

Beaucoup trop évasif. par Robert GUITARD

Il n'y a pas de crise de l'emploi ni des salaires, mais crise financière et crise internationale aux répercussions nationales. Personne ne peut répondre à cette question si ce n'est l'Europe toute entière qui doit s'unir pour combattre ce mal, et établir des règles communes à tous les pays qui la compose.

Donc Europe politique, et Europe sociale pourraient être les points forts actuellement.

Je ne suis donc pas solidaire de ce mouvement qui ne sert à rien, et je n'irai pas manifester non plus.

Non. par Antoine Malliarakis

Je veux bien croire que l'interventionnisme de l'état peut avoir des côtés rassurants, mais assez avec cette espèce de mode du "Je suis pas content, je vais me plaindre auprès des politiques". Si les gens ne veulent pas finir dans un système communiste soviétique (où les libertés étaient souvent laissées sur le bord de la route, rappelons-le), il faudra bien qu'ils se prennent par la main pour changer les choses et améliorer leur quotidien.

Alors plutôt que demander à notre cher P de la R ce qu'il va faire pour améliorer mon quotidien (ce qui reviendrait, in fine, à se défausser de nos responsabilités dans mes réussites / échecs), je vais travailler ce jour là pour vivre et (essayer d')améliorer mon quotidien.

La promenade syndicale par François Schockweiller

Je participerai à la manifestation mais avec peu d'espoir de changement. Les syndicats font le jeu du gouvernement en dispersant les journées de mobilisation de manière mensuelle. Il n'y a aucun moyen d'inscrire l'action dans la durée et les gens n'y croient plus.

Je commence surtout à en avoir assez de voir ces syndicats censés aider les travailleurs, les abandonner aux CRS à chaque fois. Du coup la plupart des journalistes quittent les lieux en même temps qu'eux et il n'y a plus de grands témoins gênants. La conséquence c'est qu'on est dès lors chassé sans ménagements par les CRS et si on a le malheur d'être encore là vers 22H on est emmené dans les cars de la gendarmerie au commissariat pour un contrôle d'identité. La dernière fois le motif de ce "déplacement" était soit disant un refus de subir le contrôle, ce qui est faux puisque nos identités étaient prises à la montée du bus. Il y a en France une certaine dissuasion politique qui persiste et en toute impunité.

Non à la mascarade par Erwan Bernier

Je ne participerais pas à ce que je considère être une mascarade.

Manifester puis rentrer chez soi ne fera pas plier ce gouvernement persuadé de sa légitimité depuis les élections européennes, malgré son faible score (à peine 12% des inscrits). Face à la casse sociale organisée, je pense qu'un tournant radical est plus que nécessaire. Quand les producteurs menacent de bloquer l'approvisionnement des grandes surfaces, ils obtiennent satisfaction. Ce n'est pas un hasard, mais le résultat d'une action aux répercussions économiques. Dès que l'on atteint le pays là où ça fait mal, le gouvernement est prêt à reculer.

Malheureusement, les syndicats veulent garder une place prépondérante dans ce mouvement. Je suis convaincu qu'ils veulent un "accord historique" comme en 1968, afin de flatter leur misérable ego. En aucun cas je souhaite entrer dans leur petit jeu. Leur combat n'est pas le mien!

Enfin je voulais dire aux personnes qui critiquent les grèves et dénoncent "les prises d'otages. Si vous êtes un tant soit peu cohérent, renoncez à vos congés payés car les premiers ont été obtenus grâce à ces mêmes grèves et ces mêmes "prises d'otages"

Carnet de commande vide, manifestation dans le vide. par Evelyne Eliot

Non, je ne manifesterai pas le 13. A quoi sert de descendre dans la rue au risque de semer la pagaille parmi les gens qui iront faire leurs courses chez des commerçants qui ont un besoin vital de travailler y compris le week-end ? La crise de l'emploi n'est pas du fait du gouvernement. La crise qui je le rappelle est mondiale ne va pas se dissiper en claquant des doigts. Nous sommes tous touchés par cette situation. Certains malheureusement ont perdu ou vont perdre leur emploi, c'est un fait mais plutôt que de descendre dans la rue en brandissant des pancartes et en rendant le gouvernement responsable de tout, ne serait-il pas plus intelligent de se creuser la tête et de retrousser ses manches pour affronter l'avenir. Depuis des années, nous vivons au dessus de nos moyens. Nous voulons tout tout de suite comme des enfants gâtés que nous sommes. La vie à crédit n'est pas la vraie vie, nous avons pris l'habitude de vivre en virtuel et non dans la réel, si bien que nous ne savons plus faire la part des choses. Nous voulons toujours plus sans en avoir les moyens. Il faut rendre au travail sa légitimité. Nous sommes devenus un pays d'assistés. Tout ça coûte cher, très cher. Qui paye ?

Cette crise tant bien que mal va je l'espère remettre les pendules à l'heure et redistribuer les cartes. Tu veux ta place au soleil, tu es en bonne santé ?, tu travailles, tu produis, tu fais tourner la machine. Tu pleurniches, tu attends tout des autres ? Débrouilles toi. Je ne peux rien pour toi.

---

## **Les syndicats ratent leur journée de mobilisation unitaire (14.06)**

### **AP - 13.06**

La cinquième journée de manifestations interprofessionnelles pour une autre politique économique et sociale face à la crise a faiblement mobilisé, samedi. Le front syndical commence à se fissurer, la CGT et FO affichant publiquement leurs divergences quant aux modalités de la mobilisation. A trois semaines des vacances d'été, les syndicats donnent rendez-vous à la rentrée mais n'ont encore fixé aucune date de réunion pour décider des suites.

La CGT a recensé plus de 150.000 participants sur un total de 159 manifestations et rassemblements. A Paris, la plus grosse manifestation de la journée a rassemblé 30.000 personnes selon les syndicats, 9.000 selon la police qui avait compté 85.000 manifestants le 19 mars, ou encore 65.000 les 29 janvier et 1er mai.

"La participation est incontestablement en dessous de ce qu'on aurait souhaité", a reconnu le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault présent dans le cortège parisien au côté de tous les secrétaires généraux et présidents des organisations syndicales à l'origine de cette journée (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, FSU, UNSA, Solidaires).

M. Thibault a expliqué la faible mobilisation du fait, selon lui, que "les médias ont peu informé sur cette journée, contrairement aux précédentes, en raison d'une actualité politique chargée". Mais selon lui, "les manifestants d'aujourd'hui ont été les porte-parole d'une large part de la population qui demeure majoritairement sévère à l'égard de la politique économique et sociale du gouvernement et du comportement des organisations d'employeurs dans ce contexte de crise".

Il a également taclé FO qui critique l'absence d'appel à la grève nationale interprofessionnelle: "Une voix syndicale a contribué ces derniers jours à semer le doute sur la pertinence de cette mobilisation. Et ce ne sont pas forcément ceux qui prônent les formes les plus radicales d'action qui, sur le terrain, s'engagent au plus haut niveau aux côtés des salariés", a-t-il grincé.

Sans répondre à cette attaque, le secrétaire général de FO, présent à quelques mètres de M. Thibault, a noté un "phénomène d'usure". "Il faut monter d'un cran car les manifestations n'ont pas été suffisantes pour faire céder le gouvernement alors qu'il réagira s'il y a un appel national unitaire à la grève interprofessionnelle", a-t-il dit.

Ailleurs en France, la mobilisation était également beaucoup moins forte que lors des précédentes journées d'action. Ainsi, à Marseille, ville dans laquelle la mobilisation avait été imposante, la police a comptabilisé 500 à 600 manifestants, les syndicats 3.000. La situation était la même à Bordeaux avec environ un millier de manifestants. Dans l'Est, la police a comptabilisé 2.000 manifestants à Metz, 800 à Nancy ou encore 750 à Strasbourg. A Montpellier, il y avait entre 600 et 1.500 manifestants, selon les sources.

A Lyon, le défilé a rassemblé entre 2.000 et 5.000 personnes selon les sources, là encore une mobilisation en forte baisse. "Nous sommes très déçus par la participation, mais je conseille à l'Etat de ne pas faire de triomphalisme avec ce qui nous attend à l'automne", a déclaré à l'Associated Press Anne-Marie Colangeli, secrétaire générale de l'union départementale CFDT du Rhône.

"Les licenciements continuent, les licenciements individuels se multiplient, et nous avons très peur également pour les futurs jeunes diplômés qui arriveront sur le marché du travail en septembre", a-t-elle ajouté.

Entre 2.000 et 6.000 personnes selon les sources ont également défilé samedi matin dans les rues de Toulouse. Dans le cortège, on retrouvait en nombre des salariés du secteur privé, mais surtout des fonctionnaires, notamment enseignants, et des étudiants.

"Cette nouvelle mobilisation a rassemblé moins de monde que les précédentes", a reconnu le secrétaire départemental FSU Bernard Debeban. "Mais les salariés restent cependant mobilisés contre la politique du gouvernement qui veut faire payer la crise capitaliste aux Français".

---

## Deux syndicats policiers fondent l'Union syndicale majoritaire (18.06)

### AP - 17.06

Deux syndicats policiers, Unité police (ex-UNSA police, majoritaire chez les gardiens de la paix et les gradés) et le Syndicat général de la police-Force ouvrière (SGP-FO, troisième syndicat), ont annoncé mercredi qu'ils s'alliaient pour créer l'Union syndicale majoritaire (USM).

Le nouveau syndicat affirme représenter désormais 60% des gardiens et dit être devenu "un partenaire incontournable pour le gouvernement et le ministère de l'Intérieur".

A l'occasion d'un congrès mercredi à Villejuif (Val-de-Marne) qui réunissait 500 militants, un vote à l'unanimité a permis l'élection d'un bureau de 15 membres, une commission exécutive de 30 membres et la nomination de Nicolas Comte, secrétaire général du SGP-FO, comme secrétaire général de l'USM. Dans son discours, ce dernier a dénoncé "la politique du chiffre" du ministère de l'Intérieur et les suppressions d'effectifs dans la police.

Cette union entérine une intersyndicale démarrée en 2008 qui avait notamment conduit Unité Police et le SGP-FO à s'opposer aux accords salariaux d'octobre dernier et à organiser plusieurs manifestations nationales. Cette opposition a conduit le ministère à rouvrir il y a quelques semaines des discussions sur la revalorisation indiciaire des gardiens de la paix et des gradés.

---

## Contact

Tardieu Jean-Claude

[Haut de page ▲](#) [Haut de page ▲](#)





## Syndicalisme

- La Poste: appel à une journée de grève le 22 septembre (28.08)
- "La CGT a laissé ses propres délégués dans la merde". (27.08)
- Le président de la CGC ne renonce pas fusionner avec l'UNSA. (26.08)
- Plans sociaux et soutien aux chômeurs, priorités des syndicats. (26.08)
- Selon un délégué CGT de Clairoix, Bernard Thibault est une "racaille". (18.08)
- Les syndicats de France Télécom s'alarment d'un nouveau suicide. (13.08)
- Les comptes des syndicats bientôt consultables sur Internet. (12.08)
  
- La CGT déplore la menace d'explosions d'usines par des salariés. (23.07)
- Les syndicats de New Fabris sortent déçus du ministère. (23.07)
- La CGT a limogé l'expulseur de la Bourse. (15.07)
- Syndicats et patronat demandent à l'Etat d'étendre l'accès au chômage partiel. (10.07)
- La CGT s'interroge sur son avenir. (07.07)
- Crise : Nicolas Sarkozy consulte les partenaires sociaux. (01.07)

---

### **Crise: Nicolas Sarkozy consulte les partenaires sociaux (01.07)**

**AP - 30.06** Près de cinq mois après le "sommet social" du 18 février, Nicolas Sarkozy reçoit mercredi les partenaires sociaux pour un bilan d'étape des mesures prises face à la crise et un premier échange sur les priorités d'avenir. Les syndicats estiment avoir obtenu des premiers résultats après cinq journées de mobilisation interprofessionnelle, mais réclament toujours un changement de politique économique et sociale.

Les partenaires sociaux seront reçus par le président à partir de 15h30 mercredi.

Lors de son discours du 22 juin devant le congrès de Versailles, M. Sarkozy a esquissé de nouvelles priorités, en particulier la lutte contre le déficit, et l'investissement notamment dans l'Education. Il a promis de ne pas décider seul et d'associer parlementaires et partenaires sociaux à des discussions qui devraient durer "trois mois", et porter notamment sur les mesures à financer avec l'emprunt que le gouvernement compte lancer.

Dans l'entourage du chef de l'Etat, on prévenait avant cette rencontre que "les mesures contre la crise ne relèvent pas de l'emprunt", mais que "ce sont des mesures conjoncturelles qui impliquent des financements conjoncturels".

Cette rencontre aura également lieu dans un contexte marqué par la polémique sur le report de l'âge légal de départ à la retraite, relancée par le gouvernement, et auquel tous les syndicats s'opposent.

Symbole fort, ils se rendront à l'Elysée le jour où la hausse du SMIC de 1,3% sans "coup de pouce" pour la troisième année consécutive, entre en vigueur, alors que les syndicats réclament une revalorisation du salaire minimum, des minima sociaux et des pensions, dans leur plateforme commune actualisée le 26 mai après leur quatrième journée de mobilisation.

Les syndicats demandent aussi le conditionnement de toute aide publique ou allègement de cotisations aux entreprises à des contreparties en matière d'emploi, de qualification et de rémunération. Ils veulent également un plan en faveur de l'emploi et de la qualification des jeunes, que l'indemnisation des demandeurs d'emploi en fin de droit soit prolongée et des moyens supplémentaires pour le Pôle Emploi.

Ils réclament aussi la suppression de la défiscalisation des heures supplémentaires et du bouclier fiscal, ainsi que la mise à contribution des "stock-options au titre de la solidarité". Dans la Fonction publique, les organisations syndicales exigent essentiellement l'arrêt des suppressions de postes.

"On n'a rien contre le principe d'un emprunt, mais ça devra être pour financer des mesures structurelles avec un volet économique et un volet social, portant sur les moyens stratégiques de l'Etat, et, côté social, les retraites, la dépendance, et la formation", a précisé à l'Associated Press le secrétaire général de FO Jean-Claude Mailly.

"Nous réaffirmerons" au président "notre détermination à obtenir les moyens d'accompagner les plus vulnérables face à la crise, en particulier les 650.000 jeunes qui vont arriver en septembre sur le marché du travail", explique de son côté le secrétaire général de la CFDT François Chérèque, dans un éditorial du journal de son syndicat.

"Nous seront très offensifs et très fermes avec le président qui, derrière des discours anticapitalistes, n'a rien modifié de son orientation très libérale", a expliqué de son côté à l'Associated Press la secrétaire confédérale de la CGT Maryse Dumas.

Selon elle, "Nicolas Sarkozy ne fait rien pour valoriser les revenus du travail et limiter le pouvoir des actionnaires". Quant aux retraites, "puisque'il a mis la réforme sur la table, nous redirons notre opposition ferme à un report de l'âge légal, nuisible pour l'embauche des jeunes et nuisible pour les retraites versées".

---

## La CGT s'interroge sur son avenir (07.07)

**Le Monde - 06.07** La CGT doit évoluer. A six mois de son 49e congrès confédéral, le projet de document d'orientation, qui va être envoyé aux syndicats en septembre, cerne les enjeux de la mutation : nouvelle articulation entre "construction du rapport de forces" et négociation, "développement d'un syndicalisme d'adhérents", constitution d'un "front uni" syndical, restructurations internes... Autant de points qui font débat.

Comme sa principale concurrente, la CFDT, qui vient de rendre public un rapport intitulé "Le syndicalisme à un tournant... oser le changement !", la CGT accélère l'évolution. Et le principal défi pour la direction emmenée par Bernard Thibault, qui se représentera en décembre pour un troisième mandat à la tête de la confédération, est de convaincre ses propres cadres.

La CGT revendique toujours la première place dans la compétition syndicale et met en avant son score aux prud'homales, 34 % devant les 21,8 % de la CFDT. Elle revendique 655 000 cotisants quand la CFDT en annonce 814 000. Mais ce chiffre reste faible rapporté aux 5 % de syndiqués en France dans le privé - moins de 10 % avec le secteur public. Son avenir est incertain compte tenu aussi du vieillissement de ses adhérents.

Certes, elle n'est pas menacée comme la CFTC, la CFE-CGC, voire FO, par la réforme de la représentativité qui impose aux syndicats de faire 8 % au niveau interprofessionnel ou dans une branche pour pouvoir négocier. Mais cette réforme la place en situation délicate. "Dans un grand nombre de cas (...) c'est de la signature de la CGT que dépendra la validation, ou l'invalidation, de tel ou tel accord collectif", explique le rapport. La CGT, qui signe "plus de 80 % des accords d'entreprise", dit Maryse Dumas, secrétaire confédérale, est confrontée à "de nouvelles responsabilités".

## NÉGOCIATION ET CONTESTATION

Et, en interne, beaucoup continuent de penser qu'il est difficile d'engager la signature de la CGT. Au dernier congrès, à Lille en 2006, le mot "compromis" avait été rejeté : assimilé à la compromission. Il est, pour l'heure, installé dans le projet mais continue de faire débat. Une version antérieure du texte faisait état de la volonté "d'acter toutes les évolutions, si minimes soient-elles, favorables aux salariés". Le "si minimes soient-elles" a disparu. Pour définir ce nouvel équilibre entre négociation et contestation, la CGT s'appuie sur la réforme de la représentativité et en appelle à "la consultation des salariés comme élément décisif de la pratique syndicale". Pour faire face aux évolutions du salariat, il lui faut modifier ses structures, rapprocher des fédérations dont les secteurs professionnels ont quasiment disparu. Cette bataille, moins visible, est probablement la plus difficile à mener car les résistances sont vives.

Des bouleversements sont aussi attendus dans le paysage syndical. Des contacts avec la FSU (principale fédération enseignante) existent, même si la direction de la CGT se défend de vouloir organiser une OPA. Comme le dit Mme Dumas, aucune évolution ne pourra se décréter d'en haut, car "si la base n'en veut pas, ce sera une catastrophe à l'arrivée, avec moins de syndiqués au total".

---

## Syndicats et patronat demandent à l'Etat d'étendre l'accès au chômage partiel (10.07)

**Le Monde - 09.07** Syndicats et patronat ont finalisé, mercredi 8 juillet, après deux séances de négociation, un projet d'accord sur "la gestion sociale des conséquences de la crise économique sur l'emploi". Ce projet vise à améliorer certains dispositifs comme l'accès au chômage partiel ou à mieux indemniser les salariés en convention de reclassement personnalisé (CRP).

La feuille de route avait été rappelée, la veille, par un courrier du chef de l'Etat. Nicolas Sarkozy a demandé aux partenaires sociaux d'étudier l'amélioration du niveau d'indemnisation pour les signataires d'une CRP, une meilleure prise en charge des salariés en CDD et en intérim, l'extension de l'accès au chômage partiel.

Le projet d'accord, dont les mesures s'appliqueraient jusqu'au 1er janvier 2011, prévoit l'augmentation de l'indemnisation de la CRP à 80 % du salaire brut (quasi 100 % du net) pendant un an, comme pour le contrat de transition professionnelle (CTP). Elle était de 80 % pendant huit mois et 70 % les quatre derniers mois.

Les partenaires sociaux demandent à l'Etat d'ouvrir, dans les bassins expérimentant le CTP, le dispositif aux anciens CDD et intérimaires indemnisés par l'assurance-chômage. Par ailleurs, le chef de l'Etat a précisé, dans son courrier, qu'il comptait étendre le nombre de ces expérimentations, prévues au nombre de 25 actuellement.

Les syndicats ont néanmoins regretté la volonté du patronat de ne pas ouvrir la CRP qui est, elle aussi, réservée aux licenciés économiques, aux anciens CDD et intérimaires.

L'Elysée, en fin de soirée mercredi, pointait cette contradiction : "les deux systèmes s'inspirant des mêmes pratiques, cela défierait toute logique de faire dans le CTP ce qu'on ne ferait pas dans la CRP."

La principale autre mesure concerne l'extension du chômage partiel. Syndicats et patronat demandent que le quota autorisé soit porté de 800 à 1 000 heures dans tous les secteurs, comme cela est le cas dans l'automobile, le textile, le cuir et l'habillement.

Ils proposent aussi un dispositif d'individualisation qui permette aux petites entreprises de répartir les heures chômées entre salariés, alors que le chômage partiel est un dispositif collectif.

Parmi les autres points étudiés, le prêt de personnel d'une entreprise à une autre est mieux encadré : "En cas de modification de l'un des éléments du contrat de travail", il devra être soumis à l'accord préalable du salarié.

Patronat et syndicat sont aussi tombés d'accord sur la mise en place de plusieurs groupes de travail, notamment sur les groupements d'employeurs, la question de l'assiette des revenus pour le chômage partiel ou les questions de logement pour les jeunes.

Mercredi soir, outre la délégation patronale, la CFDT, la CFTC, la CFE-CGC et, en termes plus pesés, FO, ont indiqué leur volonté de signer ce projet. Seule la CGT a considéré que "l'équilibre du texte n'était pas satisfaisant, avec des mesures qui n'auront aucun impact direct pour les salariés".

Pour Stéphane Lardy (FO) au contraire, "les solutions proposées, rapides et pragmatiques, sont plutôt équilibrées". Laurence Laigo (CFDT) a estimé que "le but recherché était modeste. Nous avons apporté des améliorations limitées à des situations concrètes".

La chef de file du Medef, Dominique Castéra, a rappelé que le cadre de la négociation était de "ne pas augmenter les charges pour les entreprises et de ne pas demander de nouvelles aides à l'Etat".

Le conseiller social de l'Elysée, Raymond Soubie a jugé que l'accord était "un pas positif dans la bonne direction notamment pour les salariés en chômage partiel".

---

## **La CGT a limogé l'expulseur de la Bourse (15.07)**

**Libération.fr - 14.07** L'expulsion des sans-papiers de la Bourse du travail de la rue Charlot à Paris, le 24 juin, n'a pas été cautionnée par la direction nationale de la CGT, malgré le silence de ses responsables. Dès le 29 juin, le bureau confédéral du syndicat a «démis de ses fonctions» son responsable confédéral chargé de la sécurité pour avoir, entre autres choses, coordonné l'opération d'évacuation de la Bourse.

Lunettes. Ce sont des hommes masqués qui ont fait irruption au siège de la Bourse du travail occupée. Equipés de matraques et de grenades lacrymogènes, ils sont une cinquantaine. Certains d'entre eux ont des lunettes de plongée, pour se protéger des gaz qu'ils ont prévu d'employer contre les sans-papiers. «Le commando du service d'ordre qui nous a gazés, avant même que nous réalisions ce qui se passait, a fait irruption par la première porte à gauche passé le portail d'entrée, la porte qui donne accès aux bureaux que nous n'avons

jamais occupés», explique la Coordination 75 des sans-papiers. Après plusieurs charges du service d'ordre cégétiste, dans la cour et dans les bâtiments, la centaine de sans-papiers encore présents se réfugie dans la grande salle, d'où ils tentent de résister, avant d'être évacués par la police.

«Après quatorze mois d'occupation stérile [des sans-papiers, ndlr], la CGT 75 a été malheureusement contrainte de prendre cette décision d'évacuation», a annoncé l'union départementale (UD) CGT de Paris. «Libération de la Bourse du travail», claironne leur communiqué. Mais, sur place, les responsables de l'opération ont quitté leurs masques. Sur les photos et les vidéos, on les identifie. Le responsable confédéral de la sécurité est présent.

Au niveau national, la CGT met plusieurs jours à réagir. Officiellement, elle ne condamne pas l'expulsion. Au contraire, son communiqué du 29 juin, intitulé «La lutte aux côtés des travailleurs sans papiers continue plus que jamais», s'en prend aux «instigateurs de l'occupation de la Bourse du travail» coupables d'avoir fait miroiter une régularisation aux occupants.

Lettre. «A la CGT, les syndicats sont automnes», lâche pour toute réponse Francine Blanche, responsable confédérale chargée de l'immigration. «Il s'agit d'une décision prise par l'union départementale de Paris, sans nous consulter, explique un permanent confédéral. Mais, statutairement, ils n'ont pas l'obligation de nous demander notre avis.» Treize conseillers fédéraux chargés des questions internationales ont par ailleurs écrit une lettre de protestation à Bernard Thibault. Le syndicat du livre national (Filpac) CGT a demandé qu'on établisse «la responsabilité du ou des organisateurs» de l'opération et signale que des adhérents avaient refusé d'y participer.

De son côté, la CFDT Paris, qui poursuit en justice deux intermittents pour une brève occupation de ses locaux, s'est «félicitée» de «la libération» de la Bourse.

Précision : Le texte d'Emmanuel Terray sur l'évacuation de la Bourse (Libération d'hier) n'était pas cautionné par le collectif Uni(e)s contre une immigration jetable mais écrit à titre personnel.

---

## **Les syndicats de New Fabris sortent déçus du ministère (23.07)**

**Reuters - 22.07** Les représentants syndicaux du sous-traitant automobile en liquidation New Fabris sont ressortis déçus d'une réunion avec le ministre de l'Industrie, Christian Estrosi, mercredi, malgré des "avancées".

Durant cette réunion d'une heure et demie, il leur été notamment proposé de reverser aux salariés les quelque quatre millions d'euros provenant du rachat du stock et de l'outillage de leur usine par Renault et PSA Peugeot Citroën.

Cela représente environ 11.000 euros par salarié de cette entreprise de Châtelleraut (Vienne), que les employés ont menacé de faire sauter à l'aide de bonbonnes de gaz, alors que ces derniers en réclament 30.000, soit 10 millions au total.

Pour Guy Eyermann, délégué CGT, le compte n'y est pas.

"Nous, on veut du boulot pour les 366 personnes qui viennent de se faire virer lamentablement", a-t-il dit à la presse à l'issue de la réunion à Paris. "On n'est pas des terroristes, on n'est pas des voyous, les voyous c'est eux."

Dominique Duval, délégué FO, a reconnu des avancées mais il s'est dit "pas satisfait du tout".

"Renault et PSA nous mettent dehors. On ne peut pas se permettre de s'abaisser sur 11.000 euros. Ils doivent payer."

Eric Poisson, délégué CFDT, a dit espérer des progrès.

"Nous sommes dans la construction", a-t-il dit. "On savait très bien qu'on n'aurait pas tout aujourd'hui."

Il a toutefois prévenu : "S'il n'y a pas plus d'avancées, les bonbonnes vont revenir".

Les bonbonnes de gaz avaient été retirées lundi dernier par les salariés en signe d'apaisement et pour obtenir la réunion avec Christian Estrosi.

Une assemblée générale des employés de New Fabris prévue jeudi à 13h00 doit décider de leur éventuel retour.

Une réunion est prévue ce même jour à la sous-préfecture de Châtelleraut.

## "LA MENACE EST UNE IMPASSE"

Lors d'un point de presse à Bercy, le ministre de l'Industrie a souligné que les débats n'étaient pas clos.

"Nous sommes dans la recherche d'un compromis. Pour moi, c'est une discussion qui s'ouvrait et qui ne s'achevait pas", a-t-il dit, parlant de "délai de réaction et d'ajustement".

En dehors de la prime supra légale - que Christian Estrosi qualifie "d'aide personnelle à la recherche d'emploi" -, les salariés de New Fabris toucheront l'indemnisation prévue par la loi, qui se monte à 17.500 euros en moyenne. Mais elle tombe à 3.000 euros pour certains ouvriers, ont fait remarquer les syndicats.

En outre, 236 employés ont choisi de bénéficier du Contrat de transition professionnelle qui leur garantit 95% de salaire net pendant un an et un accompagnement personnalisé.

La réunion de Bercy, à laquelle participaient des élus comme l'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin, sénateur UMP de la Vienne, a confirmé le versement par l'Etat de 1,5 million d'euros pour revitaliser l'emploi à Châtelleraut. L'idée est d'y implanter des entreprises créatrices d'au moins 400 emplois, qui seront proposés en priorité aux anciens de New Fabris.

"La région a lancé des appels à projets dans les secteurs du photovoltaïque et du véhicule électrique", a expliqué à Reuters Jean-François Macaire, vice-président socialiste du Conseil régional de Poitou-Charentes.

Christian Estrosi a rappelé son opposition à l'emploi de la force par les salariés des entreprises en difficulté.

"Sous la menace, il n'y a pas de discussion possible", a-t-il dit. "La menace est une impasse. Le dialogue, c'est la construction de l'avenir".

Depuis le début de la crise économique, les séquestrations de patrons, destructions de matériels et autres menaces de faire sauter les usines se multiplient en France.

Mardi soir, quatre membres de la direction de Michelin, dont le directeur du site de Monceau-les-Mines (Saône-et-Loire), ont été séquestrés pendant plusieurs heures par des salariés.

Mercredi à Saint-Cyr-sur-Loire (Indre-et-Loire), une centaine de salariés du fabricant de roulements à billes SKF ont bloqué le site après avoir incendié mardi des machines pour protester contre la fermeture de l'usine de Fontenay-le-Comte (Vendée).

---

## La CGT déplore la menace d'explosions d'usines par des salariés (23.07)

**Reuters - 22.07** Le syndicat CGT estime qu'il est contre-productif de détruire les instruments de travail pour obtenir de fortes indemnités de licenciement au moment où cette pratique se répand en France.

Très discrète depuis que les salariés de Nortel et New Fabris ont placé des bonbonnes de gaz dans les usines, tandis que d'autres détruisaient des machines, la CGT rappelle que d'autres combats sociaux ont été gagnés sans menaces et autour de projets industriels soutenus par "la force syndicale".

"Ces combats pour les indemnités de départ (...) ne résolvent en rien les problèmes de fond", écrit le syndicat dans un communiqué alors que les salariés de plusieurs entreprises ont menacé en juillet de faire sauter leurs usines ou machines.

Le syndicat dit sa préférence pour le maintien des emplois et "la reconquête industrielle" par rapport à l'obtention de primes de licenciement supérieures aux obligations légales.

Pour autant, la CGT dit comprendre "le désespoir qui gagne les salariés" face au "manque de dialogue social dans les entreprises".

---

## Les comptes des syndicats bientôt consultables sur Internet (12.08)

**LeMonde.fr - 11.08** Tous les syndicats de salariés ainsi que les organisations patronales vont devoir publier leurs comptes, selon un décret

qui devrait paraître à l'automne', indiquent Les Echos, mardi 11 août. Le quotidien économique précise que ceux qui ont des ressources supérieures à 230 000 euros devront utiliser le site du Journal officiel.

Cette mesure ferait partie de la réforme de la représentativité syndicale. Le décret reprendra les préconisations comptables élaborées par un groupe de travail avec les partenaires sociaux dans le cadre du Conseil national de la comptabilité qui devrait les valider le 3 septembre. L'objectif du ministre du travail, Xavier Darcos, est de publier tous ces textes réglementaires fin septembre-début octobre', expliquent Les Echos.

Pour les organisations syndicales comme patronales dont les ressources dépassent 230 000 euros, comme pour les associations recevant plus de 153 000 euros de subventions publiques, les comptes devront être publiés sur le site du Journal officiel, et donc consultables sur simple clic.

'Toutes les fédérations de la CGT et de la CFDT seront concernées, comme une bonne partie de leurs niveaux intermédiaires : plus de 50 % des unions départementales de la CGT et les principaux syndicats territoriaux de la CFDT, dans la chimie et la métallurgie en particulier, dépassent le seuil', précise le journal.

## **Les syndicats de France Télécom s'alarment d'un nouveau suicide (13.08)**

**Reuters - 12.08** Les syndicats de France Télécom s'alarment d'un nouveau suicide dans le groupe, réclamant à la direction des actes forts pour protéger la santé physique et mentale des employés.

Un jeune technicien travaillant à Besançon a mis fin à ses jours lundi, ce qui porte à vingt, selon les syndicats, le nombre de suicides au sein de l'entreprise depuis février 2008, date à laquelle ils ont décidé d'en tenir le décompte.

"Rien que depuis la mi-juillet, on en est à quatre suicides et deux tentatives. Il faut absolument réagir", dit Patrick Ackermann, délégué syndical Sud-PTT.

Pour la CFDT, le lien entre les conditions de travail et les suicides sont "très délicats à démontrer" ce qui impose de "prendre du recul et d'analyser collectivement les causes de ce phénomène".

Mais, "une chose est sûre, France Télécom a fortement mis l'accélérateur sur les réorganisations et cela se fait souvent avant ou pendant l'été. Les salariés peuvent se sentir seuls et isolés", explique Laurent Riche, délégué syndical CFDT.

"France Télécom se targue de ne pas faire de plans sociaux mais il ne fait pas tellement mieux en créant des situations difficiles pour ses salariés. Sans accompagnement, on leur dit qu'ils gardent leur travail mais que ce sera désormais à 150 km de leur domicile", explique-t-il.

A Besançon, une centaine d'employés de l'unité où travaillait le jeune technicien qui s'est tué ont débrayé mercredi matin à l'appel de la CGT et de Sud, a-t-on appris de sources syndicales.

### "MANAGEMENT PAR LA TERREUR"

Mi-juillet, un salarié de France Télécom à Marseille s'est suicidé en laissant une lettre dans laquelle il dénonce ses conditions de travail et un "management par la terreur".

Après l'annonce de ce suicide, les six syndicats de France Télécom ont écrit début août au P-DG du groupe, Didier Lombard, pour "que l'entreprise prenne enfin en considération autre chose que la seule rentabilité financière de court terme dans ses choix de gestion".

Interrogé par Reuters, un porte-parole de France Télécom a fait part mercredi de l'émotion du groupe "par rapport à une situation personnelle dramatique" à Besançon.

"Les salariés les plus proches et les managers de ce jeune homme avaient décelé son mal-être et alerté la médecine du travail et l'assistante sociale", a-t-il précisé.

Dans un groupe employant plus de 100.000 personnes en France, France Télécom "n'a pas attendu les derniers événements dramatiques pour mettre en place des actions pour s'attaquer aux risques psycho-sociaux", ajoute-t-il.

Il cite entre autres la mise en place d'une "commission stress" dans le groupe et le lancement imminent d'une enquête sur les risques

psycho-sociaux en collaboration avec l'Association nationale d'amélioration des conditions de travail (ANACT).

Les syndicats réclament l'ouverture de négociations globales sur les conditions de travail et demandent que la question des suicides soit inscrite à l'ordre du jour de la réunion du comité national d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, prévue le 10 septembre.

## **Selon un délégué CGT de Clairoix, Bernard Thibault est une "racaille" (18.08)**

**nouvelobs.com - 17.08** Xavier Mathieu, délégué CGT de Continental à Clairoix, a traité de "racaille" lundi 17 août sur France Info, "les Thibault et compagnie", s'en prenant ainsi au secrétaire général de son organisation syndicale Bernard Thibault.

"La CGT, on les a pas vus. Les Thibault et compagnie, c'est juste bon qu'à frayer avec le gouvernement, à calmer les bases. Ils servent juste qu'à ça, toute cette racaille", a déclaré Xavier Mathieu.

"Thibault, on l'a jamais vu"

"Ca fait quatre mois que je ronge mon frein, que je dis rien parce que je suis obligé, par rapport (...) aux ouvriers, aux collègues. Thibault, on l'a jamais vu, on n'a jamais eu un appel. Trouve-moi une interview (...) où il cite le mot "Continental". Jamais!, a-t-il ajouté.

Xavier Mathieu s'en était déjà pris à Bernard Thibault et à son homologue de la CFDT François Chérèque, lors d'une manifestation des "Conti" à Paris fin juin, leur reprochant leur absence. "Les Thibault, les Chérèque ne sont pas là (...) Il faudrait leur dire que c'est eux qui devraient être là aujourd'hui et ils préfèrent frayer avec le gouvernement", avait-t-il lancé au micro.

Quelques réactions d'internautes.

La cgt canal historique ou hysterique ?

Je lis et je me dis que ce cher Mr Matthieu il va finir permanent au NPA, ou a LO. Je suis syndicaliste et je pense que si continental fini comme cela ça fait mal pour tous les salariés qui luttent actuellement. Moi le chef de la CGT qu'il vienne où qu'il ne vienne pas je m'en tape, moi c'est avec les collègues que je lutte pas avec des colonel habillés en castafiore, qui viennent pour la photo des journaux et se cassent en disant j'y étais. C'est bon pour les big boss syndicaux comme pour les politiciens qui sur un conflit récent dans ma région nous disait mais on est avec vous, ce qui n'a pas empêché la boîte de fermer. Ou qui ont boycotté la manif de soutien des salariés de DOUX à Locminé parce que besancenot venait, il faut dire que le député du coin est à l'UMP... Merci pour les salariés de Doux.

ma carte CGT, je l'ai bouffée...

ainsi, elle a fini à sa vraie place... et je n'en ai pas repris d'autre, tous pareils !

il a raison

Thibault et Cie ont vendu la retraite des cheminots au gouvernement. Je pense que s'en est fini des syndicats classiques et que la colère générale partira de la base (comme tous les conflits majeurs du XXIème siècle)

THIBAUT EST SOUMIS A L'ELYSEE THIBAUT EST SOUMIS A L'ELYSEE BERNARD THIBAUT ET FRANCOIS CHEREQUE PRENNENT DIRECTEMENT LEURS ORDRES CHEZ RAYMOND SOUBIE SELON LE CANARD ENCHAINE D'IL Y A TROIS SEMAINES LE BRAS DROIT DE BERNARD THIBAUT DECLARAIT CECI : Dans "le Parisien" (25-26/07), le bras droit de Bernard Thibault à la CGT, Maurad Rabhi, le dit tout net : "Il n'y aura pas de grève générale. Le grand soir, c'est dans les livres." Et le camarade nous annonce ça sans le moindre ménagement ! Les obsèques de la lutte des classes, c'est pour la semaine prochaine ?

THIBAUT EST SOUMIS A L'ELYSEE LES ADHERENTS SAVENT CE QU'ILS LEURS RESTENT A FAIRE RENDRE LEUR CARTES

Strasbourg

ça me rappelle exactement l'attitude de la CGT à Strasbourg lors des agressions policières dans le cadre des manif contre l'OTAN. Après s'être autoproclamés tête de cortège et avoir gesticulé et donné des ordres aux manifestants des heures durant, juchés tranquillement dans leur camionnette, les trois-quatre guignols du syndicat ont tout simplement pris la poudre d'escampette dès qu'ils ont senti le vent tourner : quand les flics ont chargé la foule, impossible de les retrouver, les trois péquenots de la CGT! Evaporée, la camionnette qui donnait des leçons de manifestation à des milliers de gens! Eh bien visiblement c'est la même chose à grande échelle!

bravo

enfin quelqu'un qui ose dire tout haut, ce que quelques uns pensent tout bas!!! c'est exactement ce que je pense d'eux, leur confort avant tout, ils se moquent du peuple, nous ne les avons vu à aucune manifestation pour soutenir les contis et autres, ils n'y a plus aucun vrais syndicalistes de valables et c'est bien regrettable

Il a tout à fait raison

Bravo Monsieur Mathieu pour ce coup de gueule ! Mais je ne vous félicite pas pour le saccage de locaux publics... Il est grand temps que M. Thibaut laisse sa place car sa crédibilité est remise en cause lorsqu'on accepte les invitations élyséennes ! C'est pas normal ! Je suis syndiqué CGT et j'en vomis encore... Il y a mélange des genres là ! Je quitterais la CGT pour un autre syndicat si statut quo à l'avenir...

tiens donc !

Ah, mais! c'est que ca commence a se voir que la conf. CGT s'est alignée sur la CFDT ! Et oui, ils sont vendus, y a pas de doute ! Desesperant !

Il faut que la base réagisse

Il suffit de regarder comment ils ont tué le mouvement social en début d'année!!! 1 mai, etc... ils nous prennent pour des c... Il faut que la base réagisse et s'organiser sans ces dirigeants syndicaux.

enfin un qui ose dire la vérité !

Ce délégué a raison : OUI, les dirigeants des grandes confédérations ont tué le syndicalisme. Vive le syndicalisme qui vient de la base ! Ce n'est pas leur appel à manifester toutes les 6 semaines qui changera le sort des salarié-e-s ! Construisons la grève interpro public/privé reconductible ! L'unité n'est qu'une mascarade pour nous faire avaler la pilule : il n'y a pas d'unité à avoir avec des traites !

La preuve par 9

La CGT et autres ne bougent pas alors que tout les acquis sociaux sont en régression, que la précarisation est légion c'est scandaleux! Chéréque est une honte il est prêt à signer tout et n'importe quoi, d'ailleurs il l'a fait à maintes reprise, les gens ne sont pas dupes ils ont bien compris son petit jeu

Attention DANGER

Mr thibault et les autres représentants syndicaux émargent à 70/100 par l'etat ; donc le pouvoir en place ce même pouvoir à déjà réduit l'opposition politique à néant , il en fait de même avec les organisations syndicales cela devient tres dangereux pour la démocratie sarkozy devrait faire attention à jouer ce petit jeu de monopolisation du pouvoir , lorsque la colère gronde il n'y plus rien pour la contrer et elle risque de "péter à la gueule" de celui qui à si bien orchestrer les choses ; à bon entendeur SALUT !!!

Attention danger Il est un fait que les syndicats ne représentent plus rien du tout le pouvoir en place à fait comme pour l'opposition politique elle est laminée , mais attention lorsqu'il n'y a plus rien pour contrer le pouvoir en place cela devient dangereux et ça sarkozy devrait peut être y penser car cela risque fort de lui "péter à la gueule" dans peu de temps lorsque la colère gronde et qu'il n'y a plus personne pour la tempérer cela même droit à la révolution .Pensez y les grands stratèges !!!!!

Très clair

Il semble clair pour tout le monde que Sarkozy a tenté de mettre les partenaires sociaux dans sa poche et que ceux-ci ont également tenté de mettre les manifestants à la base, dans la leur, c'est à dire qu'ils ont manoeuvré pour limiter la casse. Thibaut, comme les autres a 2 discours. Celui qui convient avec le gouvernement et l'autre avec sa base. Mais les partenaires sociaux, s'ils ont réussi à faire des réformes de Sarkozy des non-réformes pour une bonne part, ne s'occupent pas des vraies questions qui meurtrissent les ouvriers des groupes qui ferment leurs portes en France. Les responsables syndicaux nationaux, quels qu'ils soient ne sont plus au côté des ouvriers dans le caca. Ils évoluent dans un autre monde, celui des responsables( on se demande bien de quoi, d'ailleurs)de l'opposition au niveau national, et des responsables gouvernementaux. La grande idée de Sarko c'est la réforme des syndicats eux-mêmes, comme ds les pays du nord. Mais tt en France est différent

Thibault : la nouvelle prise de Sarko....

Comme les patrons des autres centrales, il préfère les invitations de l'Elysée à celles du bon peuple...la soupe est meilleure et permet surtout d'assurer le lendemain...et pourtant, il y a du travail à combattre toutes les régressions sociales votées ces derniers temps... nos ancêtres qui ont tant lutté et parfois sont morts pour obtenir ces droits sociaux depuis un siècle, doivent se retourner dans leurs tombes...

Rien d'étonnant !

A force de prendre les ouvriers pour des c..s en les forçant à manifester et à être systématiquement contre le patronnat, ça devait arriver. Ce monsieur ne risque pas le licenciement lui ! A votre avis, qu'est-ce qui le fait vivre ? La seule chose surprenante, c'est qu'on ne lui ait pas dit plus tôt.

Simple

Revenons à la Charte d'Amiens.

Sarko peut dormir tranquille.

Avec cette valetaille syndicale qui temporise tout. Avec Thibault et Chérèque c'est un pas en avant et deux en arrière. Mis a part faire battre le pavé pour des clous et tourner en rond les manifestants. Ce délégué a raison de dénoncer cette réalité qui nuit aux intérêts des travailleurs.

un syndicat dit ouvrier, pour qui ?

Enfin quelqu'un qui dit la vérité sur la réalité du syndicalisme aujourd'hui.... déléguée hier j'ai vu inexorablement faire mon syndicat mano el mano avec le patronat voire même "penser" à la place du patron.... si bien que j'ai tout quitté tant "on" oeuvrait pour le patron contre les salariés à la finale.....

dakodak

pas étonnant... cgt adepte du double discours... marre de subventionner cela... et après on s'étonne de la faible syndicalisation... bel exemple

Playmobil, en avant les histoires !

ça fait du bien de l'entendre! Bernard Thibaut ne ressemble pas à un Playmobil qu'à cause de sa coiffure, mais aussi parce qu'il est juste bon à être manipulé. Croire encore à la CGT... pffff, même l'UMP me semble moins cynique!

les révoltes de base

"L'embourgeoisement" des responsables syndicaux, leur "peopolisation" produisent cette rupture avec leur base et la frilosité, voire l'absence de réaction de leur part dans des conflits majeurs qui vont sans doute à terme consacrer la rupture, comme il en est du parti socialiste actuellement...

chez nous

dans notre usine sidérurgique ou je travaillais, la direction buvait le champagne avec la C.F.D.T. quand il y a eu un changement de directeur, et il ne faut pas oublier que tout les syndicats ont étouffés les revendications des ouvriers,et des employés quand la gauche était au pouvoir

100% raison

Nous devons faire changer la CGT et en finir avec les compromis.

---

## **Plans sociaux et soutien aux chômeurs, priorités des syndicats (26.08)**

**Reuters - 25.08** Plutôt que de miser sur de nouvelles manifestations en cette rentrée sociale, les syndicats français se fixent pour objectifs la riposte aux plans sociaux, dont ils craignent une multiplication, et l'accompagnement des chômeurs.

Malgré le retour inattendu de la croissance au deuxième trimestre, « les chiffres du chômage vont augmenter de façon catastrophique d'ici à la fin de l'année », a déclaré mardi le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque.

Sur Europe 1, il a demandé au gouvernement de mettre l'accent sur « tout ce qui va vers l'accompagnement des personnes en difficulté et tout ce qui va vers le principe " Mieux vaut former les salariés plutôt que de les mettre au chômage " ».

Le numéro un de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly, qui prévoit 800 000 chômeurs de plus cette année, estime dans un entretien publié mardi dans Le Figaro que « l'indemnisation des chômeurs en fin de droit doit être prolongée pour que des centaines de milliers de personnes ne basculent pas dans les minima sociaux ».

La progression du chômage s'est ralentie depuis le début de l'année mais les économistes s'attendent à ce que le taux de chômage atteigne 10 % fin 2009, un niveau inédit depuis la récession de 1993.

Les chiffres du chômage de juillet seront publiés mercredi.

Face à la recrudescence des plans sociaux, Jean-Claude Mailly estime que la réponse syndicale « ne doit plus être des manifestations à répétition qui ont démontré leur inefficacité », une référence aux journées d'action du premier semestre pour lesquelles la participation a fini par s'étioler.

La vice-présidente de la CFTC, Gabrielle Simon, estime pour sa part qu'« il n'est pas satisfaisant de reproduire des manifestations qui mobilisent peu et qui n'ont aucun résultat ». « On ne va pas continuer longtemps comme cela », dit-elle au Figaro.

Les syndicats doivent se retrouver dans les prochaines semaines pour discuter de la rentrée sociale et de l'avenir de l'unité syndicale, maintenue depuis le début de la crise.

Force ouvrière maintient sa proposition de grève générale de vingt-quatre heures, à laquelle la CGT et la CFDT sont opposées. Jean-Claude Mailly prévient d'ores et déjà que FO ne « s'asseoira » pas sur ses revendications au nom de l'unité syndicale. « L'intersyndicale n'a jamais eu vocation à être permanente, ce n'est pas une fin en soi », souligne-t-il.

---

## **Le président de la CGC ne renonce pas fusionner avec l'UNSA (26.08)**

**AP - 25.08** A moins de six mois du congrès de la CGC, le président du syndicat des cadres Bernard Van Craeynest se prononce, dans un entretien au quotidien "La Croix" de mercredi, pour un rapprochement avec d'autres organisations et confirme son intention de fusionner avec l'UNSA.

"Il faut continuer à travailler au rapprochement avec d'autres syndicats, non seulement dans les entreprises, mais aussi au niveau confédéral", dit-il, plaidant pour qu'émerge "une troisième force syndicale face à la CGT et à la CFDT".

Malgré le refus exprimé par sa base en mars, M. Van Craeynest reste favorable à une fusion avec l'UNSA parce que ce syndicat est "en progression depuis des années dans le privé" et qu'il préfère s'en faire "un ami plutôt qu'un concurrent". Mais il reconnaît que ce rapprochement pourrait aussi se faire avec la CFTC, "très menacée".

"Si je prône un rapprochement avec d'autres, c'est parce que la crise comme la loi sur la représentativité conduisent à un affaiblissement supplémentaire du syndicalisme", explique le No1 du syndicat des cadres. "Je veux que nous soyons plus forts au service des salariés, y compris ceux de l'encadrement".

Conscient de l'hostilité des fédérations chimie et métallurgie de la CGC à sa stratégie de fusion, Bernard Van Craeynest juge "possible" d'avoir un adversaire lors du congrès de février 2010 et compte défendre son bilan.

"Mais, quoi qu'il arrive, avec moi à sa tête ou avec quelqu'un d'autre, la CFE-CGC ne pourra pas faire l'économie d'un débat sur son identité, catégorielle ou non", conclut-il.

---

## **"La CGT a laissé ses propres délégués dans la merde" (27.08)**

**LeMonde.fr - 26.08** Délégué CGT de l'usine Continental Clairoux promise à la fermeture, Xavier Mathieu s'est récemment attaqué aux

dirigeants syndicalistes, les traitant de "racaille" et leur reprochant de "frayer avec le gouvernement". Selon lui, les "Conti", qui ont obtenu 50 000 euros d'indemnités de licenciement n'auraient pas eu autant s'ils avaient confié leur sort aux confédération syndicales.

A l'issue du conflit de Continental Clairoux, vous vous en êtes pris aux instances dirigeantes des syndicats, notamment au vôtre, la CGT, en traitant Bernard Thibault de "racaille". Pourquoi ?

Ce n'est pas une attaque contre la CGT. J'ai trop de respect pour tous les salariés et délégués qui se battent comme des fous durant les conflits. J'ai plutôt parlé en leur nom, et je peux vous assurer que beaucoup pensent comme moi, à savoir qu'on n'est pas assez soutenus. D'ailleurs, je ne reproche pas à Bernard Thibault de ne pas venir devant les usines. Ce que je reproche à la direction, c'est qu'elle a refusé de nous soutenir quand nous étions convoqués au tribunal (pour les destructions dans la préfecture de l'Oise). Quand on a demandé de l'aide, il n'y a que des partis politiques de gauche qui sont venus et aucune confédération syndicale. Alors que dans les sept convoqués, il y avait trois élus CGT, deux syndiqués et deux sympathisants. Dans les confédérations paysannes ou autres, on n'abandonne jamais ses adhérents. La CGT a laissé ses propres délégués dans la merde. C'est honteux.

Il y a une fracture entre les directions des confédérations et la base ?

La fracture entre la base et les directions est générale. Pas seulement du côté de la CGT. C'est pareil à FO ou à la CFDT. Je ne regrette pas mon coup de colère. Quand le mec pour qui je paie mes timbres depuis 18 ans refuse de venir soutenir des ouvriers poursuivis au tribunal pour s'être battus, je n'ai pas de respect pour lui. Ce n'est pas parce qu'il est au-dessus de moi que je suis obligé de l'adorer. D'ailleurs, je vais arrêter de répondre là-dessus. J'ai juste un conseil à leur donner : c'est d'arrêter de penser que tous ceux qui sont en colère sont manipulés par l'extrême gauche. Ça, c'est le même discours que l'UMP. Et franchement, ce n'est pas très respectueux de la classe ouvrière, de penser que nous sommes des moutons incapables de nous battre tout seuls.

On vous a pourtant accusé de rouler pour le NPA d'Olivier Besancenot...

Ça fait quatre mois et demi qu'on nous répète les mêmes conneries. A la CGT de Continental Clairoux, il n'y a aucun encarté, ni au NPA, ni au PC, ni à LO. Aucun. C'est la mode : dès qu'on n'est pas content, on est taxé d'être d'extrême gauche. Je suis allé à l'université d'été du NPA parce qu'ils m'ont invité. J'avais dit, à l'époque où différents partis nous avaient soutenus, que j'étais prêt à venir parler de la lutte des Conti. Je l'ai fait pour Lutte ouvrière en juin, je l'ai fait au NPA, je le ferai le 12 septembre à la Fête de l'Humanité. Si les Verts, le PS ou le PRG me le demandent, je le ferai.

Mais mettre dos-à-dos les politiques et les syndicalistes, c'est de la connerie. Quand Thibault demande l'interdiction des licenciements ou la hausse du SMIC, ce n'est pas de la politique ? Est-ce que Bové n'a pas été syndicaliste avant d'être homme politique ? La CGT reproche ça uniquement si tu n'es pas au Parti communiste, tout le monde le sait. Thibault refuse d'aller au NPA, mais il va bien à la Fête de l'Huma. S'il ne veut pas faire de politique, il n'a rien à y foutre. Comment on peut dire, si on est syndicaliste, qu'on ne fait pas de politique ? Le syndicalisme, c'est de la politique ou alors je comprends rien.

Est-ce que les rencontres que vous avez faites pendant ces derniers mois peuvent aboutir à une coordination des luttes ?

Je ne sais pas. Tant que ça ne sont que les gens qui sont dans la merde qui appellent à l'aide, ça n'aboutit pas. Ça bougera quand ce seront les gens qui n'ont pas de problèmes qui viendront aider. En plus, je vois bien que quand on était dans notre lutte, on avait d'autres choses à faire que d'aller organiser des coordinations avec d'autres boîtes.

Et puis, je ne suis pas un professionnel de tout ça. Il y a six mois de ça, je faisais mes trois parties de pêche par semaine, je regardais le foot à la télé. Je défendais mes copains à l'usine, mais toutes ces histoires, ça me dépassait.

L'après-Continental, vous le voyez comment ?

Je ne sais même pas ce que je vais devenir. Je suis en train de réaliser aujourd'hui ce que les copains me disent depuis plusieurs mois : "Tu t'exposes trop." Alors peut-être que mon plus gros combat, ça ne va pas être Conti, mais de retrouver du travail. J'espère que je me trompe, même si je ne regrette pas ce qui s'est passé. Tout ce qu'on a vécu durant ces six mois, tous ces efforts et cette chaleur humaine, je ne sais pas si les gens qui me critiquent peuvent le comprendre.

---

## **La Poste: appel à une journée de grève le 22 septembre (28.08)**

**AP - 27.08** Les syndicats CGT, Sud, FO et CFTC de La Poste ont annoncé jeudi qu'ils allaient organiser le 22 septembre une nouvelle journée nationale unitaire de grèves et de manifestations contre le projet de réforme du statut de l'établissement public.

Le projet de loi modifiant le statut de La Poste et ouvrant son capital sera examiné au Parlement à la rentrée. La Poste devrait ainsi abandonner au 1er janvier 2010 son statut d'établissement public pour celui de société anonyme, tandis que son capital sera ouvert, mais uniquement à des acteurs publics. Le gouvernement a promis que le statut des quelque 300.000 agents ne sera pas modifié.

Manifestant une fois de plus leur "opposition résolue" au changement de statut, les syndicats font part dans un communiqué commun de "leur exigence d'un véritable service public postal moderne et rénové assurant l'avenir de La Poste et garantissant l'emploi, le maintien et l'amélioration des garanties de tous les personnels".

Fin juillet, le ministre de l'Industrie Christian Estrosi avait assuré qu'il veillerait "scrupuleusement, lors des débats parlementaires, au respect des engagements" pris par Nicolas Sarkozy en décembre 2008: un capital qui "ne sera détenu que par des acteurs publics", le maintien et le financement pérenne des missions de service public (service universel du courrier, aménagement du territoire, accessibilité bancaire et distribution de la presse). Enfin, "les droits et statuts des postiers seront intégralement préservés.

Depuis l'annonce du projet d'ouverture du capital et de changement de statut de La Poste fin août 2008, les syndicats ont tenté à plusieurs reprises de mobiliser les postiers et l'opinion publique sur le sujet, sans réel succès.

---

## Contact

Tardieu Jean-Claude

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)



---

affichage 800 x 600

Microsoft Internet Explorer 6

Window 98

Webmaster : milarepa13@yahoo.fr

# Lutte de classe

*L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux mêmes*

## Syndicalisme

- Appel à la grève à la Société générale (31.10)
- Université: les syndicats appellent à manifester le 13 novembre devant l'Assemblée nationale (29.10)
- Arrêts maladie : FO dénonce une "véritable provocation" (29.10)
- SNCF: Les syndicats "minoritaires" refusent leur mise à l'écart (29.10)
- Quand la base de la CGT se rebelle (29.10)
- Un Valenciennois face à Bernard Thibault au prochain congrès de la CGT à Nantes (27.10)
- Congrès de la CGT : les minoritaires ont un candidat (27.10)
- Sud-Education appelle à la grève le 24 novembre (24.10)
- La FSU appelle à la grève dans l'Education le 24 novembre (22.10)
- Bataille judiciaire dans la grande distribution sur le calcul des rémunérations (14.10)
- Les syndicats de Pôle emploi appellent à la grève le 20 octobre (14.10)
- Réforme du lycée: un plan "prudent et en partie décalé", selon le SNES (14.10)
- Les syndicats s'interrogent sur la mise en oeuvre de la réforme du lycée (14.10)
- La question salariale pourrait fédérer un mouvement social éclaté (10.10)
- Chèreque: "Acceptons qu'en France, l'action syndicale ce ne soit pas toujours des manifestations" (08.10)
- Mobilisation syndicale en demi-teinte en France (08.10)
- "L'immobilisme des salariés serait suicidaire", prévient Bernard Thibault (07.10)
- France Télécom: les syndicats appellent à la mobilisation les 6 et 7 octobre (03.10)
- Fonctionnaires: tollé des syndicats après la confirmation de 34.000 suppressions de postes en 2010 (01.10)
  
- Des syndicalistes barricadés au siège des Transports en commun lyonnais après une semaine de grève (30.09)
- Appel à la grève chez Marionnaud mercredi pour défendre l'emploi (29.09)
- Crise: l'intersyndicale confirme la journée d'action du 7 octobre (29.09)
- Fret: Sud-Rail appelle les cheminots à manifester mardi à Paris (22.09)
- Préavis de grève illimitée dans les bureaux de poste parisiens à compter de lundi (19.09)
- Avant le congrès de la CGT, Bernard Thibault occupe le terrain (19.09)
- Les syndicats veulent que le social ne soit pas oublié au G20 (15.09)
- FO décline la proposition de la CGT de manifestations le 7 octobre (05.09)
- Bernard Thibault appelle à une journée d'action le 7 octobre (05.09)
- Les syndicats peinent à donner des suites au mouvement interprofessionnel (05.09)
- « La CGT abandonne la lutte des classes » (05.09)

## « La CGT abandonne la lutte des classes » (05.09)

### Rue89 - 01.09

Au cœur de l'été, le charismatique leader des « Conti » de Clairoux, Xavier Mathieu, avait traité Bernard Thibault de « racaille ». Il a depuis été condamné par le « parlement » du syndicat, a remplacé « racaille » -trop « sarkozyste » - par « parasite », et a été privé de fête de l'Huma. Il y a en revanche un endroit à la CGT où on le qualifie d'« homme de la rentrée » : un lieu virtuel, le blog Où va la CGT ? Interview d'un de ses animateurs.

Le syndicaliste de la CGT qui parle au bout du fil requiert l'anonymat le plus strict, car « dans la CGT, c'est pas cool, ils sont capables d'aller très loin, de faire preuve d'une violence inouïe ». Le blog qu'il anime avec deux autres cégétistes se réclame de l'organisation communiste marxiste-léniniste (OCML) Voie prolétarienne, sur le site de laquelle on peut lire notamment que « la CGT est en plein recentrage vers la collaboration de classe, masquée sous un discours de lutte ».

Rue89 : Combien d'adhérents de la CGT pensez-vous représenter ? L'animateur d'Où va la CGT ? : On n'a pas la prétention de représenter des gens. Ce qui est sûr, c'est qu'on a une très forte influence, on a des élus partout, on a même un espion attiré au niveau confédéral. Sur le blog, il y a une quarantaine de contributeurs et environ 5000 visiteurs uniques par mois selon notre compteur.

Xavier Mathieu en fait-il partie ?

Je ne sais pas. Peut-être qu'il n'a jamais entendu parler de ce blog.

Que reprochez-vous à la direction de la CGT ?

D'abandonner tous les terrains de la lutte des classes pour être l'interlocuteur responsable et privilégié du gouvernement, ce qu'on appelle la « CFDTisation » de la CGT. Pour nous, ce ne sont pas des amis qui se trompent, mais des ennemis qui se cachent.

Etes-vous un courant d'opposition à la direction ?

Non, il s'agit d'un blog et d'un lieu de débat, d'où l'ouverture de notre forum. Ce blog est un courant d'opinion, il ne représente pas l'opposition de la CGT. En tant que militants, nous faisons partie du courant informel qu'on pourrait appeler « de la lutte des classes », qui regroupe les militants favorables aux actions des Conti, des Goodyear et des New Fabris.

Mais il y a d'autres formes d'opposition interne à la CGT : les « vieux », qui pensent à l'ancienne comme au temps de Frachon, Séguy ou Krasucki, ou le courant du NPA. Il y a une énorme confusion parmi les militants opposés à la CFDTisation de la CGT. Notre syndicat a une grande tradition : on critique dans les couloirs, et on vote (pour) en public.

Pensez-vous que Bernard Thibault pourrait ne pas être réélu lors du congrès de décembre ?

Non, pas du tout ! Thibault ne craint rien, le congrès est déjà plié. Les délégués ont été désignés avant même que les textes à débattre soient publiés. Reste la question de l'ampleur de la résistance face à lui. Personne ne peut le dire.

Commentaires de quelques internautes.

1- (?) Il ne faut pas rêver, effectivement Thibault sera encore secrétaire après décembre...

la question est que faire avec cette donnée :

les bureaucraties des principales centrales syndicales sont là pour bloquer la contestation, pour empêcher la lutte des classes, pour empêcher toute grève reconductible où la base pourrait choisir comment agir lors d'assemblée générale... ?

Comment casser ce verrou ? Comment déborder les directions syndicales ? Est-ce de créer une contestation à l'intérieur de la CGT et risquer de perdre son énergie en stratégie interne ? Est-ce de construire à la base une unité entre syndiqués et non syndiqués prêts à bouger et de ne plus écouter les « parasites » d'en haut ? Est-ce de quitter la CGT et de rejoindre des syndicats plus combatifs comme SUD et la CNT ?

Bref quand sort-on du constat pour inverser la situation ?

2- (Citoyen) « la CGT est en plein recentrage vers la collaboration de classe, masquée sous un discours de lutte ».

Ca fait bien 40 ans qu'elle n'en finit pas de l'abandonner...

Je ne suis pas le seul à le dire - Lutte de classe.

3- (cadre Sud) Il y a longtemps que THIBAULT joue le jeu du gouvernement contre les salariés ! Dès la réformes des retraites en 2003 il avait trahi leurs intérêts. Il ne lui reste plus qu'à se faire pousser la barbe pour ressembler un peu plus à l'autre collaborateur de la CFDT ! Dommage pour ces milliers d'adhérents au syndicats sincères, résolus combattifs admirables qui se battent comme des lions, alors que leur chef se vautre dans les allées du pouvoir.

Aujourd'hui F.O est plus sur des positions de classe que la CGT. THIBAULT est sûr d'être réélu car tout son bureau confédéral est composé de feignasses à ses ordres qui n'ont jamais travaillé et qui comptent bien que cela continue !

Ah qu'elle est bonne la soupe !

Quelle honte pour ces ouvriers des chantiers navals, des ports des cheminots qui ont mené des grèves dures jusqu'à l'exclusion parfois !

THIBAULT tu vas rester comme une immense tâche dans ce syndicat !

4- (agent SNCF) Faire porter le chapeau sur un seul homme c'est un peu gros ! Aujourd'hui il n'y a plus que 8% de salarié qui sont syndiqués(tout syndicats confondus) ; une donnée à prendre en compte.

Pendant les grèves sur les retraites des cheminots on a terminé à 20% de grévistes ; peut on dans ces conditions parler de grève illimitée ? Non la CGT n'abandonne pas la lutte de classe. Négociateur est le rôle du syndicat. La différence entre hier et aujourd'hui, c'est qu'avant on se battait pour obtenir des acquis et maintenant on résiste pour les conserver ! Pourquoi ? Il faut revenir au 8% de syndiqués et de la nécessité de se battre avant qu'il ne soit trop tard.

---

## **Les syndicats peinent à donner des suites au mouvement interprofessionnel (05.09)**

### **AP - 03.09**

Rentrée morose pour les syndicats. Tous estiment que le patronat et le gouvernement ont peu répondu à la revendication d'un "changement de cap" face à la crise, posée lors des cinq journées de mobilisation nationale organisées depuis janvier. Pourtant, l'unité semble très difficile à maintenir, même si la CGT propose une nouvelle date d'action interprofessionnelle le 7 octobre.

"La CGT a souhaité que la prochaine réunion intersyndicale ait lieu rapidement", a déclaré le secrétaire général de cette confédération Bernard Thibault jeudi lors de sa conférence de presse de rentrée au siège du syndicat à Montreuil (Seine-Saint-Denis).

"Nous proposerons notamment de faire du 7 octobre la prochaine journée de mobilisation unitaire interprofessionnelle", a-t-il ajouté. Reste que les syndicats, qui ont peiné à mobiliser lors de la dernière journée de manifestations du 13 juin, ne sont toujours pas parvenus à s'entendre sur une date de nouvelle rencontre.

Le 6 juillet, une réunion intersyndicale s'est déjà tenue dans la plus grande discrétion, sans aboutir à une décision ni sur la suite, ni sur une nouvelle date de réunion.

Il faut dire qu'à l'occasion des manifestations du 13 juin (qui avaient mobilisé 150.000 personnes dans toute la France contre 1,2 million le 1er mai, ou encore 2,5 millions le 29 janvier, de source syndicale), FO et la CGT affichaient clairement des positions divergentes quant à la forme à donner à la mobilisation.

"Une voix syndicale a contribué ces derniers jours à semer le doute sur la pertinence de cette mobilisation. Et ce ne sont pas forcément ceux qui prônent les formes les plus radicales d'action qui, sur le terrain, s'engagent au plus haut niveau aux côtés des salariés", avait grincé Bernard Thibault face aux critiques de FO qui déplorait les journées d'action "saute-mouton", et souhaite toujours un mot d'ordre national de grève générale.

"Il y a des contacts pour une date mais on n'a pas encore trouvé. On est dans l'expectative", a expliqué le secrétaire général de la Fédération syndicale unitaire (FSU) Gérard Aschieri jeudi à l'Associated Press.

"L'unité est difficile à tenir. D'abord parce qu'il y a des divergences sur les formes de mobilisation mais aussi en raison de la difficulté à mobiliser dans cette période de crise. Et puis il y a aussi les conséquences des nouvelles règles de représentativité qui commencent à se faire sentir au niveau de certaines organisations", a-t-il ajouté.

Même sur la plateforme commune, qui comporte de nombreuses revendications allant de la hausse du SMIC à la répartition des richesses en passant par une meilleure indemnisation du chômage, les positions commencent à diverger.

"Avant les moyens de pression, il faut se mettre d'accord sur les cibles à atteindre. Est-ce qu'on reste sur un cahier des charges très général ou est-ce qu'on se donne des priorités? Tout ça c'est à discuter", a expliqué jeudi à l'Associated Press Gabrielle Simon, de la CFTC.

Et pour le secrétaire général de l'UNSA, Alain Olive, "il faut faire de la question de l'emploi la question centrale", et débattre "d'autres sujets", afin d'avoir une position intersyndicale sur le grand emprunt ou encore la "taxe carbone".

"Quant à l'action", estime-t-il, "aujourd'hui, à l'UNSA, on ne croit pas que les conditions d'une mobilisation importante soient réunies. Ni la grève que veut FO, ni les grandes journées interprofessionnelles qu'il y a eu ne semblent pertinentes. Donc il faut en débattre".

---

## **Bernard Thibault appelle à une journée d'action le 7 octobre (05.09)**

### **Reuters - 03.09**

Bernard Thibault a renouvelé son appel à une nouvelle journée d'action interprofessionnelle le 7 octobre en France en insistant sur la nécessité de l'unité syndicale face à la crise.

"Nous écoutons les préoccupations et les opinions des salariés. Je pense, et nous pensons, que les syndicats doivent de nouveau reprendre l'initiative dans cette rentrée", a déclaré le secrétaire général de la CGT à l'occasion de sa conférence de presse de rentrée.

La CGT invite les autres organisations syndicales à une réunion la semaine prochaine pour "analyser la situation et pourquoi pas réfléchir à de nouvelles initiatives que nous pourrions avoir en commun", a dit Bernard Thibault.

"A ce titre, nous suggérons de programmer une prochaine journée de mobilisation dans le pays qui pourrait se situer le 7 octobre", a-t-il précisé.

La Confédération syndicale internationale (CSI) a fait du 7 octobre une journée mondiale d'action syndicale pour le travail décent.

---

## **FO décline la proposition de la CGT de manifestations le 7 octobre (05.09)**

### **Reuters - 03.09**

Le secrétaire général de FO Jean-Claude Mailly a décliné vendredi la proposition de la CGT de faire du 7 octobre une nouvelle journée de mobilisation interprofessionnelle pour exiger du gouvernement et du patronat une autre politique face à la crise.

Le secrétaire général de FO Jean-Claude Mailly a décliné vendredi la proposition de la CGT de faire du 7 octobre une nouvelle journée de mobilisation interprofessionnelle pour exiger du gouvernement et du patronat une autre politique face à la crise.

"Le 7 octobre, c'est une journée de sensibilisation internationale sur le travail décent et le respect des normes internationales du travail. On ne veut pas mélanger les choses", a-t-il déclaré à l'Associated Press.

Le secrétaire général de FO a rappelé qu'une journée similaire avait été organisée le 7 octobre 2008 à l'initiative de la Confédération syndicale internationale (CSI) et qu'à l'époque, plusieurs syndicats avaient proposé d'étendre les revendications à des sujets franco-français, ce que FO avait déjà refusé.

"S'il y a une intersyndicale pour décider des suites au mouvement interprofessionnel, on y sera", a-t-il assuré. "Mais le 7 octobre, c'est différent".

Le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault a proposé jeudi de faire du 7 octobre la prochaine journée de mobilisation

interprofessionnelle en France, dans un contexte de division entre organisations sur les suites à donner à ces manifestations impulsées en janvier dernier.

---

## **Les syndicats veulent que le social ne soit pas oublié au G20 (15.09)**

### **Reuters - 14.09**

Les syndicats plaident pour que le social ne soit pas oublié au sommet du G20 qui se réunit en fin de semaine prochaine à Pittsburgh (Etats-Unis).

"Aujourd'hui le sentiment que beaucoup de salariés ont, c'est que tout va recommencer comme avant et qu'il est absolument nécessaire que des décisions claires, fermes soient prises," a déclaré François Chérèque, le secrétaire général de la CFDT.

Il s'exprimait à sa sortie de l'Elysée où le président Nicolas Sarkozy a reçu les cinq confédérations syndicales françaises pour les consulter en vue de la réunion de Pittsburgh comme il l'avait déjà fait avant les deux précédents G20 de Washington et Londres.

François Chérèque a fait état d'une forte attente des salariés pour que le sommet agisse "pour maîtriser l'enrichissement de certains dans le domaine financier par une régulation forte des finances mondiales" et qu'il y ait en outre "une véritable régulation du social et de la protection de la planète".

Son homologue la CGT, Bernard Thibault, a souligné pour sa part que son syndicat n'avait pas participé au concert de louanges qui avait accueilli les décisions du sommet de Londres sur la régulation financière "dans la mesure où nous estimons, et nous estimons toujours, que des questions récurrentes n'avaient pas été traitées à ce G20".

Au-delà de questions chères à Nicolas Sarkozy comme l'encadrement des bonus des traders, "il faudra pouvoir traiter, ce qui n'est pas encore à l'ordre du jour, la vocation, les missions des institutions financières et des banques," a-t-il dit.

### **"EFFETS DE MANCHE"**

"Nous constatons avec beaucoup de citoyens, et pas seulement des citoyens français, que si les Etats, la puissance publique sont venus au secours du système financier, on n'a pas apporté de modifications fondamentales sur la manière dont les banques continuent de fonctionner au point qu'aujourd'hui l'accès aux moyens financiers pour des projets reste difficile pour des entreprises comme pour les ménages," a ajouté Bernard Thibault.

Le dirigeant de la CGT a estimé en outre que, pour modifier l'économie, il fallait intégrer des normes sociales fondamentales dans les règles du commerce, déplorant encore que cette question ne soit pas à l'ordre du jour de Pittsburgh.

Dans un communiqué, l'Elysée a indiqué que Nicolas Sarkozy avait souligné de son côté que les Européens présenteraient un front uni à Pittsburgh et exprimé sa détermination à obtenir des résultats concrets pour conforter la reprise économique et réguler le système financier international.

Il a en outre rappelé que, comme il l'avait demandé, le directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT) serait présent au sommet des 24 et 25 septembre.

A la question de savoir si Nicolas Sarkozy avait réitéré sa menace de claquer la porte du sommet s'il n'obtenait pas les résultats désirés, Bernard Thibault a répondu :

"Il ne nous l'a pas redit, mais ce n'est pas le plus important. Dans la diplomatie internationale, chacun a bien conscience qu'il y a des effets d'annonce, pour ne pas dire parfois des effets de manche de tous les chefs d'Etat qui ont leur propre stratégie, qui ont aussi leur propre opinion publique à convaincre. Et donc je crois que ça participe de cet exercice-là, sans plus."

---

## **Avant le congrès de la CGT, Bernard Thibault occupe le terrain (19.09) (15.09)**

### **Le Monde - 17.09**

Sandwich à la main, cigarette au bec, le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault, est de retour, ce mercredi 9 septembre sur le site de l'usine Molex, à Villemur-sur-Tarn (Haute-Garonne). Dix mois après sa première visite, il est revenu soutenir les 283 salariés en conflit depuis novembre 2008.

"Je n'ai pas de gage à donner sur la qualité des contacts que j'ai avec les militants dans les entreprises", lance-t-il, comme en écho à l'attaque du délégué CGT de Continental-Clairoix, il y a un mois à peine. Xavier Mathieu l'avait traité de "racaille", accusé de ne pas soutenir les salariés en lutte. A trois mois du 49e congrès de son organisation, Bernard Thibault se veut serein. L'ancien dirigeant cheminot, animateur du mouvement social de l'hiver 1995, ne lâche rien, se dit proche de la base en assumant son rôle de numéro un. "Lorsque je rencontre le chef de l'Etat, je n'ai pas l'impression de vendre mon âme au diable, j'assume mes responsabilités comme le font des milliers de délégués syndicaux face à leurs employeurs", a-t-il asséné à la Mutualité à Paris, la veille de son déplacement à Molex. Avant de répondre directement à Xavier Mathieu, sous les applaudissements de milliers de militants, qu'"il n'y a pas de racaille à la CGT, à quelque niveau que ce soit". Et il enfonce le clou en déclarant dans Les Echos du 17 septembre qu'"à la CGT on n'apprécie pas ceux qui jouent contre leur camp".

Alors, à Molex, il est venu faire son job de secrétaire général et parler de ses contacts avec l'Elysée, qu'il avait encore au téléphone quelques minutes avant de rejoindre les salariés. "C'est bien qu'il soit là, ça aide vu qu'il est en contact avec le président de la République et avec le ministre Estrosi, il a plus d'infos que nous", concède le délégué CFDT, Denis Serres. Et d'ajouter : "Dommage que François Chérèque ne soit pas venu." Un regret partagé par d'autres. "En un an, nos dirigeants auraient pu trouver l'occasion de venir au moins une fois, ce serait un juste retour des choses pour les militants de base", estime José Dumas-Vidau, élu CFE-CGC.

M. Thibault, lui, multiplie les rencontres. Une séance à huis clos avec la trentaine de cégétistes de l'entreprise, d'abord. Une intersyndicale improvisée, ensuite. Sans oublier la traditionnelle rencontre avec les politiques locaux. Ces derniers sont venus nombreux au rassemblement de soutien de la fin d'après-midi. Jusqu'à la maire UMP de Montauban, Brigitte Barèges, venue témoigner des efforts de l'Etat.

Et cerise sur le gâteau, Bernard Thibault n'oublie pas la poignée de main au curé de la paroisse, le Père Philippe Bachet, soutien de la première heure des Molex.

En plein débat de congrès, ces clichés ne sont pas inutiles. Alors que les plans sociaux se succèdent et que le chômage continue son ascension à l'assaut des 10 %, le numéro un de la CGT ne veut pas laisser croire que son organisation ne soutiendrait pas les salariés en conflit. C'est aussi l'occasion pour lui de dénoncer la "délinquance patronale" et le manque d'engagement concret du gouvernement.

"A trois mois de son congrès, il essaye de trouver une ligne médiane : il consolide le binôme avec la CFDT, tout en essayant de montrer que la CGT reste la grande force revendicative", analyse un spécialiste du fait syndical à Maignon.

Pour autant, tout n'est pas réglé. "Il faut qu'il soit plus sur le terrain, dit Vincent Alouze, délégué CGT à Ford Blanquefort, venu de Bordeaux pour le rassemblement de soutien, et moins à l'Elysée et à Maignon." Comme lui, Didier Soulet, militant CFDT de l'entreprise toulousaine Freescale, en conflit, estime que "les confédérations n'en font pas assez et refusent de coordonner les luttes".

Cette antienne, le délégué de Continental, Xavier Mathieu, l'a reprise à l'occasion d'un débat à la fête de L'Humanité, samedi 13 septembre, à quelques dizaines de mètres de Bernard Thibault engagé dans un autre débat. Entouré des "pirates" de Conti, tee-shirt noir et bandana rouge, le militant est revenu à la charge. "On ne peut faire face en réclamant du patronat qu'il change ou en discutant avec Sarkozy d'une autre politique industrielle, il faut leur arracher par la lutte l'interdiction de tous les licenciements !", a-t-il déclaré.

Pour maintenir la pression, la CGT organisait une manifestation des salariés du secteur automobile jeudi à Paris.

---

## **Préavis de grève illimitée dans les bureaux de poste parisiens à compter de lundi (19.09)**

### **AP - 18.09**

Quatre syndicats de La Poste (CGT, FO, Sud et CFTC) ont déposé un préavis de grève illimitée pour l'ensemble des bureaux de postes parisiens, à compter de lundi, pour dénoncer les modalités de réorganisation, a-t-on appris vendredi de source syndicale.

La direction, qui confirme ce dépôt de préavis, affirme de son côté que le plan de réorganisation des bureaux de poste parisiens vise à "moderniser" les services, à "limiter les temps d'attente" et n'a eu "aucune conséquence sociale". Les syndicats dénoncent pour leur part des suppressions de postes.

Ce préavis a été déposé alors que ces quatre syndicats, et la CFDT, appellent à une journée nationale de grève et de manifestations contre le changement de statut de l'entreprise mardi prochain.

---

## **Fret: Sud-Rail appelle les cheminots à manifester mardi à Paris (22.09)**

## AP - 21.09

Sud-Rail appelle les cheminots à manifester mardi à Paris contre la restructuration du fret, qui pourrait entraîner 6.000 à 8.000 suppressions de postes selon le syndicat, et à rejoindre le défilé des facteurs contre le projet d'ouverture du capital et de changement de statut de La Poste.

Les cheminots sont appelés à se rassembler devant le siège de la SNCF près de la gare Montparnasse à partir de 11h, à l'occasion d'un comité central d'entreprise au cours duquel le dossier du fret sera évoqué. Sud-Rail a déposé un préavis de grève pour "couvrir" les cheminots qui se rendront à ce rassemblement.

La direction ne prévoit aucune conséquence sur la circulation des trains.

L'organisation syndicale espère mobiliser au moins 500 personnes, et appelle ensuite à rejoindre la manifestation des facteurs qui partira à 14h du siège de La Poste en direction du Sénat. "Unité de toutes celles et tous ceux qui agissent pour défendre leurs droits, le service public et l'emploi!", écrit Sud-Rail dans un communiqué.

Concernant le fret, Sud dénonce la "suppression presque totale du trafic de 'wagons isolés'", la "fermeture des triages qui subsistent encore", ou encore "6.000 à 8.000 suppressions d'emplois".

Le syndicat dénonce également l'"éclatement de l'activité fret en sous-activités autonomes et privatisées".

---

## **Crise: l'intersyndicale confirme la journée d'action du 7 octobre (29.09)**

## AP - 28.09

Les syndicats à l'origine des manifestations lancées depuis le 29 janvier dernier ont confirmé leur appel à une nouvelle mobilisation le 7 octobre, à l'occasion de la Journée mondiale pour le travail décent organisée ce jour-là par la Confédération syndicale internationale (CSI).

"Dans toute la France, seront organisés dans l'unité, des rassemblements, meetings, manifestations, conférences de presse, actions dans les entreprises, débats, rencontres avec les élus, qui feront écho à des mobilisations semblables partout dans le monde ce jour-là", écrivent la CGT, la CFTD, la CGC, la CFTC, l'UNSA, la FSU et Solidaires dans un communiqué commun.

"La crise, dans sa dimension économique et sociale, continue de frapper durement salariés, chômeurs, jeunes et retraités: à la pression mise par les entreprises sur les salariés, aux destructions d'emplois dans le public et dans le privé, au développement de la précarité et des inégalités se rajoutent des choix gouvernementaux désastreux en matière de fiscalité", ajoutent les sept organisations.

"Non seulement les salariés souffrent parce que le chômage s'aggrave, mais ils sont en plus victimes de nouvelles taxations et de hausses de cotisations, alors que les revenus du patrimoine et du capital sont préservés", précisent les syndicats en référence à la hausse annoncée du forfait hospitalier ou au projet de taxer les indemnités journalières des accidentés du travail.

Les syndicats se sont réunis lundi soir au siège de l'UNSA à Bagnolet (Seine-Saint-Denis) près de Paris. Seule FO n'a pas participé à cette réunion.

Les syndicats ont prévu de se revoir pour discuter des suites au 7 octobre, "à une date qui reste à déterminer", selon la FSU.

Peut-être avant 2012 ! Comment ne pas voir qu'ils ont strictement rien à foutre du sort de la classe ouvrière, comment peut-on avoir des relations avec ces gens-là ? En avoir revient à se décrédibiliser ou à dire : vous avez raison, finalement il n'y en a pas un qui vaut mieux que les autres, on est tous pareils ! Qui sont les véritables fossoyeurs du syndicalisme ? Les appareils et leurs complices qui refusent de rompre avec eux. (Lutte de classe)

Un complément de l'agence Reuters du 28.09.

Jean-Claude Mailly, le secrétaire général de Force ouvrière, a répété lundi sur France info qu'il n'était pas partisan de manifestations à répétition, estimant qu'elles pouvaient être contreproductives.

Le dirigeant de FO a plaidé en vain jusqu'à présent pour une "journée de grève interprofessionnelle", seule susceptible à ses yeux de peser sur le gouvernement et le patronat.

Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, a estimé que le "potentiel de mobilisation" restait intact et que les sujets de mécontentement des salariés ne manquaient pas, sur l'emploi, les salaires mais aussi le recul de l'âge du départ à la retraite envisagé par le gouvernement.

Raison de plus pour tenter de briser ce "potentiel" en organisant des journées d'action, plus cynique tu meurs !

---

## **Appel à la grève chez Marionnaud mercredi pour défendre l'emploi (29.09)**

### **Reuters - 28.09**

Plusieurs syndicats du groupe de parfumerie Marionnaud appellent à faire grève mercredi pour protester contre la suppression annoncée de près 700 postes en France.

Une intersyndicale (FO, CFDT, CGT et CGC) invite les salariés à se rassembler devant le siège national de l'entreprise dans le VIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris avant de rejoindre le magasin-phare de la marque, avenue des Champs-Élysées.

FO Commerce dénonce dans un communiqué "la pression de la direction pour valider par les interlocuteurs sociaux le plan de sauvegarde de l'emploi prévoyant la suppression d'environ 700 postes avec licenciements à la clef".

Ce plan doit être présenté lors d'un comité d'entreprise le 6 octobre.

Pour Brice Bellon, secrétaire fédéral adjoint de FO Commerce, les emplois de Marionnaud pourraient être sauvés.

"Il n'y a pas eu assez d'efforts au niveau de la gestion des magasins, il y a eu des erreurs", a-t-il dit à Reuters. "La crise a bon dos : cette entreprise est loin de souffrir comme les équipementiers automobiles".

La direction a déclaré à Reuters avoir "pris acte" de la journée d'action de mercredi.

"Le principe de cette réorganisation s'appuie sur notre parc de magasins dont nous avons entrepris un vaste programme de rénovation depuis deux ans", déclare Gildas Delon, directeur des ressources humaines de Marionnaud France, dans un communiqué.

"C'est la volonté de garantir la proximité auprès de nos clients et la qualité de service qui nous a fait concevoir un projet qui ne ferme aucun magasin et conduit un certain nombre de ceux-ci à se réorganiser pour parvenir au niveau de rentabilité des autres boutiques du réseau", ajoute-t-il.

Racheté en 2005 par le groupe chinois AS Watson, Marionnaud compte 562 magasins en France qui emploient environ 4.200 personnes.

---

## **Des syndicalistes barricadés au siège des Transports en commun lyonnais après une semaine de grève (30.09)**

### **AP - 29.09**

Vingt-quatre représentants du personnel des TCL (Transports en Commun Lyonnais) se sont barricadés mardi après-midi dans une salle de réunion du siège de Kéolis Lyon, le gestionnaire des TCL, après une nouvelle réunion de négociations qui s'est soldée par un échec au 6<sup>e</sup> jour de grève, a-t-on appris auprès des syndicats et de la direction.

"Nous occupons la salle et on y restera tant que les dirigeants ne reviendront pas avec des propositions décentes pour les salariés", a déclaré Jacky Albrand, le secrétaire général de la CGT TCL.

La grève débutée jeudi dernier est le dernier épisode d'un bras de fer engagé il y a 15 mois quand Kéolis Lyon a pris la décision de remettre à plat tous les accords d'entreprise. L'intersyndicale a déposé un préavis de grève renouvelable quotidiennement sur 99 jours. La direction prévoyait mardi que le trafic serait assuré à 68% mercredi.

---

## **Fonctionnaires: tollé des syndicats après la confirmation de 34.000 suppressions de postes en 2010 (01.10)**

### **AP - 30.09**

La confirmation mercredi du gouvernement qu'il allait supprimer près de 34.000 postes supplémentaires de fonctionnaires en 2010 a provoqué un tollé des syndicats. La FSU dénonce notamment une politique "idéologique et irresponsable dans la période actuelle", tandis que l'UNSA estime que la "gestion de l'endettement" ne doit pas conduire "à terme à la remise en cause des services publics".

Le gouvernement a en effet confirmé la poursuite de sa politique de suppression massive de postes dans la Fonction publique, avec près de 34.000 départs en retraite non remplacés en 2010, dont 16.000 à l'Education nationale. En huit ans, depuis le budget 2003, l'Etat aura supprimé plus de 126.000 postes dont plus de 92.000 depuis que Nicolas Sarkozy est président.

"Tous les services publics vivent aujourd'hui sous tension à cause de ces suppressions de postes, d'une part à cause des conditions de travail, d'autre part des missions moins bien rendues aux usagers", a déclaré à l'Associated Press le secrétaire général de la FSU, Gérard Aschieri.

"Ces suppressions de postes ne rapportent pas grand chose par rapport à la perte des recettes liée aux choix fiscaux du gouvernement", a-t-il ajouté. M. Aschieri a notamment cité la baisse de la TVA accordée aux restaurateurs. En outre, pour lui, "ces postes supprimés sont autant d'emplois en moins pour les jeunes".

De son côté, FO évoque dans un communiqué une "mécanique (...) destructrice d'emplois, alors qu'il est urgent d'en créer, comme il est tout aussi impératif de renforcer les services publics dont la disparition serait douloureuse pour les citoyens".

"La gestion de l'endettement ne doit pas reposer sur la réduction drastique des dépenses qui conduisent à terme à la remise en cause des services publics", juge pour sa part l'UNSA, qui "rappelle que si l'action publique a un coût, l'inaction en aurait un plus élevé encore".

Pour Gaby Bonnard, secrétaire national de la CFDT, le projet de budget 2010 "manque singulièrement de colonne vertébrale et fait plutôt penser à une succession de mesures, souvent injustes tant fiscalement que socialement, qu'à un tout cohérent".

La suppression de 34.000 postes de fonctionnaires "en est un exemple symptomatique qui renforce l'impression que l'Etat n'est géré qu'en vertu de règles strictement comptables au détriment de débats de fond", ajoute-t-il dans un éditorial de "Syndicalisme Hebdo", le journal de l'organisation syndicale.

"Nous condamnons cette politique dogmatique de suppressions d'emplois qui va conduire à dégrader encore les conditions de travail et à amoindrir le service rendu à l'utilisateur", a déclaré à l'AP le secrétaire général de la CGT-Fonction publique Jean-Marc Canon.

Selon lui, "il y a une volonté de réduire l'intervention publique car on a un gouvernement qui privilégie la sphère marchande".

---

## **France Télécom: les syndicats appellent à la mobilisation les 6 et 7 octobre (03.10)**

### **AP - 02.10**

L'intersyndicale de France Télécom appelle les salariés du groupe, confronté à une vague de suicides, à se mobiliser les 6 et 7 octobre "sous toutes les formes y compris par la grève (...) pour que les choses changent en profondeur et durablement" dans l'entreprise.

L'intersyndicale CGT, CFDT, CFTC, FO, CGC et Sud rappelle dans un communiqué diffusé jeudi que la prochaine réunion de négociation nationale sur le stress dans l'entreprise se tiendra le 6 octobre. Elle appelle par ailleurs les salariés à se mobiliser aussi le 7 octobre dans le cadre de la journée nationale interprofessionnelle pour le travail décent.

Les syndicats précisent avoir déposé des préavis de grève nationaux pour ces deux journées.

Les syndicats avaient appelé un peu plus tôt les salariés à observer un arrêt de travail et à se rassembler ce jeudi en milieu d'après-midi sur les sites du groupe, au moment des obsèques de leur collègue d'Annecy qui s'est suicidé lundi.

La ministre de l'Economie Christine Lagarde a reçu le PDG de France Télécom Didier Lombard jeudi matin. Elle lui a "renouvelé (...) sa pleine et entière confiance pour faire traverser à l'entreprise cette période difficile et douloureuse", selon un communiqué de Bercy. La ministre a "souligné que l'enjeu était celui d'une mobilisation totale de l'entreprise", autour du plan d'action lancé en interne depuis le 15 septembre pour faire face à cette série de suicides.

Depuis 18 mois, 24 salariés de France Télécom ont mis fin à leurs jours, selon les syndicats qui exigent l'arrêt des restructurations et une remise à plat complète de la stratégie de l'entreprise et des méthodes de management interne.

Jeudi matin dans un communiqué, l'Association pour la défense de l'épargne et de l'actionnariat des salariés de France Télécom-Orange

(ADEAS), dont les membres détiennent ensemble 4% du capital, a réclamé de la part de la direction un "capitalisme à visage humain".

L'association, qui fédère les salariés actionnaires, demande notamment à la direction "la baisse immédiate du niveau des dividendes, qui saignent actuellement l'entreprise, au détriment de l'investissement et du désendettement", "l'arrêt de la distribution de stock-options, qui a dévoyé le management de l'entreprise" et "l'arrêt d'une politique uniquement basée sur la réduction des coûts, où les personnels ne sont plus considérés que comme une charge".

---

### **"L'immobilisme des salariés serait suicidaire", prévient Bernard Thibault (07.10)**

#### **AP - 02.10**

Face à une situation sociale qui "va continuer de se dégrader", "l'immobilisme des salariés serait suicidaire", prévient le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault dans "Le Parisien/Aujourd'hui en France" de ce mercredi, date d'une nouvelle journée de mobilisation interprofessionnelle à l'appel des syndicats CGT, CFDT, CFTC, CGC, UNSA, FSU et Solidaires.

"La vocation première de cette journée est de rendre de nouveau crédible l'utilité de l'action collective", explique Bernard Thibault dans un entretien au "Parisien". "Nous attendons des salariés qu'ils se mettent d'accord dans les entreprises sur les sujets revendicatifs prioritaires afin de prendre des initiatives pour les faire aboutir".

Pour le secrétaire général de la CGT, "la situation sociale va continuer de se dégrader". "C'est sans précédent", dit-il. "Le diagnostic est clair: l'immobilisme des salariés serait suicidaire".

"Non seulement nous sommes loin d'une sortie de crise, mais les plans sociaux se multiplient et les décisions du gouvernement vont encore accroître la précarité des salariés", dénonce encore Bernard Thibault.

Ainsi, "le budget 2010 et celui de la sécurité sociale se caractérisent principalement par de nouveaux transferts financiers vers les entreprises au détriment des ménages et des foyers modestes", accuse-t-il, citant "l'augmentation du forfait hospitalier, l'imposition des indemnités pour accident du travail, l'instauration d'une taxe carbone".

---

### **Mobilisation syndicale en demi-teinte en France (08.10)**

#### **Reuters - 07.10**

La mobilisation a été clairsemée mercredi lors d'une journée nationale d'action à l'appel de sept syndicats, la sixième depuis le début de l'année en France pour exiger une autre politique économique sociale.

Contrairement aux précédentes mobilisations, cette journée a entraîné peu de perturbations. Des manifestations n'ont été organisées que dans quelques villes, les salariés optant majoritairement pour des rassemblements.

L'appel à manifester, lancé par la CGT, la CFDT, la CFE-CGC, la FSU, l'Unsa, la CFTC et Solidaires, s'inscrivait dans le cadre de la Journée mondiale pour le travail décent organisée par la Confédération syndicale internationale.

Force ouvrière, qui juge ces manifestations à répétition contre-productives, n'a pas souhaité s'y associer.

Pour le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, cette journée a confirmé "un climat revendicatif" qui s'est traduit par "un nombre importants d'actions dans les entreprises, sous des formes diverses".

"Le gouvernement doit mesurer que la situation sociale est loin de s'améliorer et qu'il ne suffit pas de multiplier les discours sur les affaires pour considérer qu'au plan social, il est quitte", a-t-il dit lors du rassemblement parisien.

Entre 2.000 et 3.000 personnes s'étaient rassemblées aux abords du siège du Medef, l'organisation patronale, dans le VIIe arrondissement de Paris.

Le dirigeant de la CGT a regretté la défection de FO mais Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force ouvrière, a rétorqué que cette journée d'actions était de "l'agitation".

#### **PRÉAVIS DE GRÈVE À LA SNCF**

Pour François Chérèque, cette journée internationale est le moyen d'attirer l'attention des gouvernements et du patronat sur la dégradation des conditions de travail.

Un avis partagé par Gérard Aschieri, secrétaire général de la FSU, pour qui il y a "une dégradation de l'emploi mais aussi des conditions de travail" à l'image de France Télécom, où la grève et des négociations sur le stress au travail ont été reconduites mercredi après une vague de suicides.

L'exemple de France Télécom illustre "les effets de l'organisation du travail sur la santé", a-t-il dit lors du rassemblement parisien.

Les organisateurs réclament toujours "une autre politique économique et sociale afin de protéger les emplois, s'opposer aux licenciements et défendre les salariés".

En province, les manifestations n'ont pas fait recette en dépit du renfort de salariés de France Télécom.

De 400 personnes selon la police à 500 selon les syndicats se sont ainsi rassemblées à Bordeaux.

"Nous devons construire un rapport de force puissant pour nous faire entendre et obtenir partout l'ouverture de négociations", a déclaré Jean-Bernard Sipié, secrétaire général de la CGT-33, qui demande "une répartition des richesses plus favorable aux salariés, des droits d'intervention dans les choix des entreprises".

A Lyon, les manifestants étaient au nombre de 3.500 selon les syndicats, 1.300 selon la police.

Là aussi, des salariés de France Télécom étaient présents, comme Didier Guthmann, délégué CGT dans l'entreprise. "On est passé de la souffrance à la résistance, maintenant, plus personne ne baisse la tête", a-t-il dit.

Selon un sondage BVA pour La Tribune et BFM, 70% des Français trouvent cette mobilisation "justifiée". Mais ils sont partagés sur son utilité puisque 46% d'entre eux jugent que les mouvements de ce genre "ne servent à rien", contre 49% qui estiment qu'il s'agit du "meilleur moyen de se faire entendre".

Après les premières journées marquées par d'importantes manifestations le 29 janvier et le 19 mars, avec au moins un million de personnes défilant en France pour réclamer des mesures en faveur du pouvoir d'achat, la mobilisation avait paru s'essouffler ensuite le 1er mai, le 26 mai et le 13 juin.

Une nouvelle journée d'action "sur les enjeux industriels" est d'ores et déjà programmée le 22 octobre. Deux syndicats, la CGT et la CFDT, vont par ailleurs déposer un préavis de grève à la SNCF pour le 20 octobre.

---

## **Chérèque: "Acceptons qu'en France, l'action syndicale ce ne soit pas toujours des manifestations" (08.10)**

### **AP - 07.10**

"Acceptons qu'en France, l'action syndicale, ce ne soit pas toujours des manifestations", suggère le secrétaire général de la CFDT François Chérèque, alors que la mobilisation à l'occasion de la nouvelle journée d'action interprofessionnelle ce mercredi s'annonce très symbolique.

"Je crois qu'il faut un petit peu casser cette image", selon laquelle "les organisations syndicales depuis la rentrée ne sont pas actives", a déclaré François Chérèque mercredi sur France Inter.

Selon lui, les grandes manifestations organisées avant l'été faisaient partie d'un "moment d'urgence sociale, d'indignation, avec une nécessité de crier à la face du monde ce sentiment d'injustice".

Ces manifestations ont amené des "résultats concrets", a expliqué François Chérèque, citant "des centaines de milliers de salariés au chômage partiel qui sont mieux indemnisés, des personnes qui sont en formation plutôt que d'être licenciées", ou encore "plusieurs millions de personnes qui ont eu des allègements d'impôts".

Depuis l'été, "on est plus sur des actions dans les entreprises (...), des actions concrètes sur les plans sociaux, sur les conditions de travail, sur les salaires", souligne François Chérèque, "acceptons qu'en France l'action syndicale, ce ne soit pas toujours des manifestations".

---

## **La question salariale pourrait fédérer un mouvement social éclaté (10.10)**

## Le Monde - 08.10

"Introuvable". Employé dans une note d'Entreprises & Personnel, un organisme qui réunit les directions des ressources humaines des plus grandes entreprises françaises, l'adjectif est pertinent. Il ne signifie pas l'absence de mouvement social. Si "le climat social paraît relativement stable", s'il n'y a pas de "collectivisation des actions", les auteurs soulignent "la dégradation des rapports sociaux dans la société elle-même, la montée des frustrations et des ressentiments".

Mobilisation réduite en faveur du "travail décent" Quelques dizaines de milliers de personnes ont participé aux manifestations organisées, mercredi 7 octobre, par l'intersyndicale - réduite à sept organisations (CGT, CFDT, CFTC, CFE-CGC, UNSA, Solidaires, FSU) après le départ de FO -, dans le cadre de la mobilisation internationale en faveur du "travail décent". Les salariés de France Télécom étaient présents dans de nombreux cortèges.

A Paris, les manifestants étaient quelques milliers devant le siège du Medef. Pour François Chèreque (CFDT), "le syndicalisme n'a pas vocation à proposer un mode d'action unique, la manifestation". "Le gouvernement doit faire attention et ne pas se contenter d'une approche quantitative du mécontentement", a prévenu Bernard Thibault (CGT).

Le faible nombre des participants à la journée d'action internationale en faveur du "travail décent", mercredi 7 octobre, ne doit pas masquer le nombre de conflits sociaux, grèves, occupations d'usine, qui émaillent le territoire. Les auteurs de l'étude d'Entreprises & Personnel intitulée "Entre colères et fatalisme", présentée le 29 septembre, recensent aussi les phénomènes de "sous-travail", d'absentéisme, de "présentéisme contemplatif", de risques psychosociaux liés aux "impératifs de restructuration".

Le malaise social est toujours là alors que, malgré quelques signes de reprise, la crise n'en finit pas de se traduire sur le terrain par l'annonce de fermetures ou de réorganisations d'entreprises et, plus globalement, par la montée du chômage. La grogne sociale ne se mesure plus au nombre de participants aux manifestations interprofessionnelles, elle se vérifie par entreprise ou par secteur.

Les appels à l'action sont nombreux et témoignent de la diversité de ce mouvement social "introuvable" : les routiers qui bloquent des plates-formes, mardi 6 octobre, les cheminots qui s'opposent à la réorganisation du fret et sont appelés à la grève le 20 octobre, les deux millions de participants à la votation sur le statut de La Poste, le préavis de grève dans les services publics pour le 22 octobre, par ailleurs journée de manifestation organisée par la CGT pour "une autre politique industrielle". Jean-Pierre Basilien, responsable de la note d'Entreprises & Personnel, n'écarte pas que le leader du LKP guadeloupéen, Elie Domota, ou le médiatique syndicaliste CGT des Continental, Xavier Mathieu, puissent "devenir pour certains des exemples". Mais ce risque est limité tant par l'activisme présidentiel que par "la capacité de canaliser la colère" des syndicats - les auteurs parlent même de "cogestion de la crise".

En fait, les dangers sont ailleurs. Si la crise continue, "la question de la cohésion sociale se posera", explique M. Basilien. Et de rappeler "les émeutes de 2005" avec l'effet amplificateur de la crise sur les difficultés des jeunes.

Si la reprise arrive, alors "la question du pouvoir d'achat reviendra au premier plan", selon l'association. Le conflit des routiers porte bien sur la question salariale et pourrait préfigurer d'autres mouvements. "Au fur et à mesure que beaucoup de salariés se sentiront rassurés sur leur emploi, la question du pouvoir d'achat va revenir au centre des débats et annonce des négociations salariales périlleuses", écrit Entreprises & Personnel. Sur fond de débat sur la rémunération des dirigeants, de partage de la valeur ajoutée, "toute mesure pouvant susciter un sentiment d'injustice ou d'incompréhension pourrait servir de détonateur à un conflit".

Dans une étude réalisée pour la FSU par Viaoice (du 9 au 12 septembre auprès de 1 004 personnes), les Français citent en tête "les salaires et le pouvoir d'achat" comme types de revendications collectives pour lesquelles "ils seraient prêts à se mobiliser". Si un quart d'entre eux envisagent de participer à "au moins un mode d'action", ils ne sont que 7 % à parler de grève, 12 % chez les salariés et 19 % dans le secteur public. Des chiffres que les syndicats voudraient bien voir augmenter lors des prochaines mobilisations.

---

## Les syndicats s'interrogent sur la mise en oeuvre de la réforme du lycée (14.10)

### AP - 13.10

Les principaux syndicats d'enseignants et de lycéens étaient, mardi, dubitatifs sur la réforme du lycée présentée par Nicolas Sarkozy. Certains notent des "pistes intéressantes", mais un ensemble "flou". Et tous s'interrogent sur les conditions de mise en oeuvre de la réforme, alors que le gouvernement supprimera 16.000 postes supplémentaires en 2010 à l'Education nationale.

Le ministre de l'Education nationale Luc Chatel a entamé mardi après-midi deux mois de concertation avec les syndicats d'enseignants, de lycéens, et les organisations de parents d'élèves, sur la mise en oeuvre de la réforme.

"On a une interrogation sur la cohérence de l'ensemble, parce que ça part un petit peu dans tous les sens", a déclaré mardi à l'Associated

Press le secrétaire général du SGEN-CFDT Thierry Cadart.

Surtout, "comment ça va être traduit sur le terrain?", s'interroge le responsable syndical. "Des réformes, on en a connu beaucoup dans le système éducatif. Et les collègues ne veulent pas que ça se traduise encore par un alourdissement de la charge de travail", a-t-il noté.

"Vous voulez une réforme ambitieuse? Chiche! Mais si vous voulez la mettre en oeuvre, la question des moyens va se poser inévitablement", souligne-t-il. "Par exemple, on ne peut pas développer l'oral dans des classes de 30 élèves, il faut des moyens".

"Pas de refondation à l'horizon, mais un aménagement de l'existant par l'introduction d'un peu de souplesse dans l'organisation des études", note pour sa part le Syndicat des enseignants-UNSA (SE-UNSA) dans un communiqué. "Si modestes soient-elles", se réjouit timidement le syndicat, "ces propositions vont dans le sens d'une meilleure prise en compte des besoins des lycéens tels qu'ils les ont exprimés l'an dernier".

Mais là encore, la question des moyens est posée pour l'UNSA, qui réclame des "dotations suffisantes pour que les nouvelles marges d'autonomie ne se transforment pas en gestion de la pénurie", une formation et un accompagnement des enseignants "pour qu'ils puissent développer de nouvelles professionnalités", ou encore une "clarification des rôles et des missions de chacun dans l'orientation".

Et pour l'UNSA, "si ces exigences peuvent paraître évidentes à n'importe quel décideur, elles ne vont pas de soi dans l'Education nationale, qui s'est fait une spécialité des réformes sans moyens, sans accompagnement et sans suivi".

"Se plaçant d'entrée dans une posture solennelle et théâtrale pour marquer son implication personnelle, le président de la République a présenté un plan de réforme du lycée prudent et en partie décalé", déclare de son côté le Syndicat national des enseignements de second degré-FSU (SNES-FSU) dans un communiqué.

Pour le SNES, Nicolas Sarkozy "prend acte au passage des dysfonctionnements du lycée actuel sans pour autant reconnaître la responsabilité de sa politique éducative que ce soit sur l'enseignement des langues vivantes, l'orientation scolaire et les conditions de travail".

Du côté des lycéens, le président de l'UNL Antoine Evennou demande notamment "la mise en place d'un véritable service public scolaire pour aider les lycéens dans leur choix", ainsi qu'une "aide pour les élèves en difficulté qui se fasse avec un taux d'encadrement élevé, ce que le Président n'a pas indiqué dans son discours".

"Si les concertations ne répondent pas aux questions posées, si elles ne prennent pas en compte les revendications, le gouvernement devra prendre la responsabilité d'un nouveau mouvement social", prévient le président de l'Union nationale lycéenne (UNL).

"Il y a des pistes intéressantes, mais ça reste à l'état de brouillon. C'est large et vague", estime pour sa part la porte-parole de la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL) Charlotte Allegret. L'organisation lycéenne a d'ailleurs diffusé un communiqué de réaction intitulé: "Ah bah oui mais bon...".

Seule l'UNI-Lycée (émanation du syndicat étudiant UNI, classé à droite), "salue les orientations retenues par le président de la République en ce qui concerne l'orientation, la revalorisation de la voie technologique et l'apprentissage des langues vivantes (...) des avancées attendues par les lycéens".

---

## Réforme du lycée: un plan "prudent et en partie décalé", selon le SNES (14.10)

### AP - 13.10

Le SNES-FSU, premier syndicat des enseignants du second degré, a estimé mardi que le plan de réforme du lycée présenté par Nicolas Sarkozy était "prudent et en partie décalé".

"Se plaçant d'entrée dans une posture solennelle et théâtrale pour marquer son implication personnelle, le président de la République a présenté un plan de réforme du lycée prudent et en partie décalé", déclare le Syndicat national des enseignements de second degré-FSU (SNES-FSU) dans un communiqué diffusé mardi.

Pour le SNES, Nicolas Sarkoy "prend acte au passage des dysfonctionnements du lycée actuel sans pour autant reconnaître la responsabilité de sa politique éducative que ce soit sur l'enseignement des langues vivantes, l'orientation scolaire et les conditions de travail".

"Le discours est cependant décalé car les mesures annoncées ne répondent pas à la principale revendication des personnels: améliorer les

conditions de travail et d'étude", ajoute le SNES.

---

## **Les syndicats de Pôle emploi appellent à la grève le 20 octobre (14.10)**

### **AP - 13.10**

Les syndicats de Pôle emploi (La CFDT, la CFE-CGC, la CGT, le Snu, le Snap, l'Unsa et Solidaires) ont appelé, mardi, à une grève de 24 heures le 20 octobre pour dénoncer les conditions de travail et le manque des moyens des agents face à la hausse continue du chômage.

"Aujourd'hui, nous constatons tous les jours sur le terrain, dans les unités et les services, que la situation devient de plus en plus difficile et intolérable. Au nom de l'affichage d'une fusion 'réussie', Pôle Emploi crée mal-être pour les agents et services dégradés pour les usagers", écrivent les syndicats dans un communiqué diffusé mardi par l'UNSA.

Depuis la fusion entre les antennes Assedics et l'ANPE, effective depuis janvier dernier et donnant naissance à Pôle emploi, "les conditions de travail se dégradent de plus en plus", dénoncent les syndicats.

Les syndicats pointent notamment "des orientations et des formations professionnelles insatisfaisantes, déstabilisantes", des "convocations systématiques des demandeurs d'emploi profondément inadaptées à leurs besoins réels", des charges de travail trop lourdes pour les agents, ou encore "un nombre de CDD de plus en plus important".

Les syndicats dénoncent également "une sous-traitance et une externalisation livrant aux organismes privés la mission de placement et d'accompagnement des chômeurs" et "les plates-formes téléphoniques et les services informatiques".

Ils déplorent aussi un "management par objectifs dont sont également victimes les cadres, placés eux-mêmes sous pression permanente pour respecter des objectifs quantitatifs inatteignables".

---

## **Bataille judiciaire dans la grande distribution sur le calcul des rémunérations (14.10)**

### **Le Monde - 13.10**

La grande distribution aurait-elle profité de la réduction du temps de travail pour rogner sur les salaires de ses employés ? C'est ce qu'affirment les syndicats CGT et CFDT d'Auchan France, porte-paroles de quelque 1 600 salariés en bataille judiciaire contre leur groupe.

Après l'échec d'une audience de conciliation devant le conseil des prud'hommes de Lannoy (Nord) vendredi 9 octobre, ils se disent prêts à se battre d'ici à l'audience de jugement prévue le 2 avril. "On ira jusqu'au bout, il n'y a aucune raison qu'Auchan soit au dessus des lois, il faut qu'ils paient ce qu'ils nous doivent !", réclame Gerald Villeroy, délégué CGT central.

Les syndicats accusent Auchan d'avoir "spolié" certains de ses employés pendant sept ans, juste après le passage aux 35 heures. Le cœur du conflit concerne la prise en compte ou non des heures de pause dans le calcul de la rémunération minimale de base, le smic. "Avant on travaillait un peu plus de 37 heures (hors pause) et nous étions payés pour 39 heures, c'était la règle. Auchan a profité du passage aux 35 heures pour changer la donne", explique Guy Laplatine, délégué central CFDT.

Après l'entrée en vigueur des lois Aubry, en 2000, les heures de pause n'étaient, selon eux, plus incluses dans le salaire de base. "Ils nous ont bouffé 5 % de salaire", traduit M. Laplatine. Le préjudice cumulé au cours des sept années s'élèverait in fine à quelque 4 000 euros pour chaque salarié.

Auchan n'est pas le seul à être dans le collimateur des syndicats. Ailleurs en France et dans d'autres groupes d'hypermarchés les litiges se multiplient. Champion (devenu Carrefour Market) est poursuivi en ce moment tout comme Auchan devant le tribunal de police de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise) pour une affaire similaire. Et Carrefour a déjà été condamné par le tribunal de police de Lyon en octobre 2008 à verser plus de 1,2 million d'euros d'amendes au Trésor public pour avoir payé ses salariés à un taux inférieur au smic horaire.

"C'est "le" sujet de la grande distribution, les entreprises se sont servi des forfaits pause pour atteindre le smic", accuse Aline Levrone, responsable de la fédération des services à la CFDT. Selon les syndicats, après la révélation de ces affaires les conflits ne peuvent que se multiplier.

Du côté d'Auchan et Carrefour, on reste toutefois serein. "C'est en fait un sujet technique qui consiste à déterminer si oui ou non il faut compter les heures de pause dans le salaire de base, et devant la justice le sujet n'est pas tranché", indique Laurent Marquet de Vasselot avocat chez Francis Lefebvre pour Auchan.

Et ce dernier de mentionner une précédente décision de justice, rendue le 10 juin à Illkirch (Bas-Rhin), où la société Auchan France a été relaxée de poursuites tandis que les parties civiles, dont la CGT, ont été déboutées de leur demande de condamnation.

Pour M. Marquet de Vasselot les arguments des syndicats évoquant le passage aux 35 heures qui date d'octobre 1999 soit avant la mise en place de la loi Aubry chez Auchan est "troublant". "Auchan a une politique de rémunération ambitieuse qui n'a jamais été remise en cause", rappelle-t-il. "Il n'y a aucun lien entre ces litiges et le passage aux 35 heures (...) Il n'y a pas de débat à avoir à ce sujet là", assure-t-on aussi chez Carrefour.

Pour la grande distribution le sujet est définitivement clos depuis le début 2008. Au moment où un nouvel accord de branche a été signé qui prévoit de fixer, dans la grande distribution, le salaire minimal à 5 % au-dessus du smic. Que l'on intègre ou non le temps de pause.

Pour autant la crise pourrait faire naître d'autres conflits, dans ce secteur en particulier où la plupart des employés sont aux minima salariaux. "Pour gagner de l'argent un hypermarché ne doit pas dépasser plus de 8 % de frais salariaux", explique George Chétochine, consultant spécialiste de la grande distribution. Si les ventes continuent de décliner, il y aura de plus en plus de problèmes sociaux."

---

## **La FSU appelle à la grève dans l'Education le 24 novembre (22.10)**

### **AP - 21.10**

La FSU a appelé mercredi à une journée de grève et de manifestations le 24 novembre dans l'Education, "pour un système éducatif qui assure la réussite de tous les jeunes".

Dans un communiqué, la Fédération syndicale unitaire (FSU, première fédération d'enseignants) appelle à cette journée "contre les suppressions de postes, pour l'augmentation des recrutements aux concours, pour une autre réforme de la formation des enseignants, contre la précarité, pour les salaires et la revalorisation de l'ensemble des personnels, et pour la défense des statuts".

La FSU précise prendre contact "avec l'ensemble des organisations syndicales de l'éducation" pour leur "proposer l'organisation commune de cette journée".

---

## **Sud-Education appelle à la grève le 24 novembre (24.10)**

### **AP - 23.10**

Le syndicat Sud a appelé à son tour, vendredi, à la grève le 24 novembre à l'Education nationale contre les suppressions de postes et les restrictions budgétaires, rejoignant ainsi la Fédération syndicale unitaire (FSU).

Dans un communiqué intitulé "Avis d'alerte rouge", Sud-Education observe que "les prévisions de budget 2010 laissent présager un état d'asphyxie pour l'Education Nationale".

L'organisation syndicale dénonce "plus de 10.000 postes supprimés (...) qui s'ajoutent aux 30.000 déjà supprimés ces deux dernières années". Pour Sud, "le gouvernement poursuit sa politique de casse généralisée des services publics en démolissant l'éducation, la poste", ou encore "le fret ferroviaire".

"En conséquence", Sud-Education "appelle l'ensemble des personnels à la grève, le mardi 24 novembre 2009", et menace de ne pas en rester là.

Jugeant "insuffisantes", les "journées de grève tous les deux mois, qui sont souvent la seule perspective donnée par les directions syndicales", Sud appelle les personnels à se réunir en assemblées générales le 24 novembre "afin d'organiser collectivement la suite du mouvement".

L'organisation syndicale estime qu'il "faut mettre en débat dès maintenant la question de la grève reconductible" dans l'Education nationale, et "la construction d'un véritable rapport de force au niveau interprofessionnel".

---

## **Congrès de la CGT : les minoritaires ont un candidat (27.10)**

## Le Monde - 26.10

Un candidat face à Bernard Thibault ! Ce serait une première pour la CGT depuis 1948 et la scission avec Force ouvrière. Le secrétaire général, Bernard Thibault, qui se présente pour un quatrième mandat à la tête du premier syndicat français (en audience), pourrait avoir un challenger lors du 49e congrès qui se tiendra à Nantes du 7 au 11 décembre. Samedi 24 octobre, à Paris, une cinquantaine d'adhérents ont avancé le nom de Jean-Pierre Delannoy, 57 ans, responsable des métallurgistes du Nord, comme porte-parole de l'opposition et candidat potentiel. Pour aller au bout de cette démarche, il faudrait que ce dernier soit élu à la commission exécutive qui élit le secrétaire général.

"C'est une candidature symbolique mais cela créera un précédent pour peser dans le débat sur l'orientation de la CGT", reconnaît l'intéressé, qui a travaillé chez Bombardier (ferroviaire) et est adhérent de la CGT depuis 1972.

face à une banderole "Pour un syndicalisme de classe et de masse", se sont retrouvés des opposants historiques comme "Continuer la CGT" ou "Tous ensemble", des représentants d'unions locales (UL) du Nord, des militants de Rhône-Alpes, de la région parisienne. Ils prévoient un meeting à Nantes dans les premiers jours du congrès mais restent sans illusions. "C'est un congrès d'opérette, les délégués sont triés", a dénoncé un métallurgiste, membre de l'UL de Douai. Ils reprochent à M. Thibault un syndicalisme "d'adaptation au capitalisme" calqué sur celui de la CFDT. "La direction tend à liquider l'identité de classe de la CGT qui fait sa force et son histoire", dit une courte déclaration rédigée à l'issue de la réunion.

Virulents, les opposants sont conscients de leurs faiblesses. "On a du mal à rassembler, reconnaît Robert Pelletier, responsable CGT chez Schindler (ascenseurs), et il n'y a aucun représentant des boîtes comme Continental, Molex, GoodYear..." Le risque pour la direction réside dans la conjonction de ces oppositions avec le mécontentement de nombreux militants.

La critique du capitalisme, vivifiée par la crise, réveille les tenants d'un syndicalisme de "lutte de classes". "Avec la crise, l'orientation de la CGT, sa participation à l'intersyndicale avec le peu de résultats obtenus face au gouvernement et au patronat, semble patiner, analyse René Mouriaux, spécialiste du syndicalisme. La direction est en difficulté face aux impatiences d'une partie de la base."

Bernard Thibault, lui, n'est pas inquiet. "Il y a des militants qui se la racontent un peu sur le potentiel de mobilisation des salariés, explique-t-il au Monde, et c'est une vraie divergence sur l'analyse de la situation." "Que l'on s'interroge sur ce que la CGT fait, ne fait pas ou devrait faire, c'est légitime, mais dire que la direction a une responsabilité particulière dans la dégradation de la situation sociale n'est pas sérieux", fait valoir M. Thibault, qui présente la "progression" (en pourcentage) de son syndicat lors des élections prud'homales de décembre 2008 comme un élément clé de son bilan.

---

## Un Valenciennois face à Bernard Thibault au prochain congrès de la CGT à Nantes (27.10)

### la Voix du Nord - 24.10

Jean-Pierre Delannoy part à l'assaut de la «forteresse».

Un an et demi que ça couvait, au moins dans les préparatifs. L'annonce sera faite cet après-midi à Paris, à l'issue d'une réunion du « Rassemblement des organisations syndicales, des collectifs et mouvements » : Bernard Thibault, secrétaire général sortant de la Confédération générale du travail depuis 1999, va devoir s'attendre à affronter un candidat à ce poste lors du prochain congrès de la CGT qui doit se tenir du 7 au 11 décembre à Nantes. Jean-Pierre Delannoy, 57 ans en décembre, c'est lui, a franchi le Rubicon.

Le secrétaire général de l'union des syndicats CGT des travailleurs de la métallurgie du Hainaut-Cambrésis depuis 1988, devenu secrétaire régional des trois USTM du Nord - Pas-de-Calais en 2005, devrait être nommé aujourd'hui « porte-parole » - comprenez candidat au poste de secrétaire général de la CGT - d'un mouvement dont les adhérents dénoncent certaines dérives de la confédération, le rapprochement avec la CFDT n'étant pas le moins critiqué. « Nous en appelons à l'histoire de la CGT. On voit ce qu'on n'a jamais vu de la part de la CGT : la non-prise en compte de cette misère et de cette souffrance qu'on voit aujourd'hui, avec des dizaines de milliers d'hommes et de femmes jetés à la rue. Tout le monde est sur une base de renoncement, c'est inquiétant. Il faut redonner de la force à l'outil de lutte, construire un rapport de force. » C'est un résumé de la posture dans laquelle le Valenciennois se trouve aujourd'hui, avec ses « camarades ». Aboutissement d'âpres luttes internes entamées depuis l'accession de Bernard Thibault à la tête de la CGT, la démarche de Jean-Pierre Delannoy vise ni plus ni moins à la « reconquête de la forteresse par l'intérieur ». Historique. J.-M. B.

---

## Quand la base de la CGT se rebelle (29.10)

### Slate.fr - 28.10

Les dissidents qui s'élèvent contre la direction de la CGT révèlent un malaise de l'organisation syndicale.

Ils sont désespérément minoritaires, numériquement microscopiques, et comme ils ne sont pas éligibles, ils ne pourront même pas se compter, au prochain congrès de la CGT, à Nantes, du 7 au 11 décembre. Ils sont tellement anachroniques, dans le contexte économico-médiatique actuel, qu'ils en deviendraient presque poétiques. Fantômes surgis d'un temps disparu, celui de «la lutte de classe», front contre front, quand un peuple ouvrier, encore sociologiquement repérable, rêvait de contraindre «les 200 familles» à partager la galette.

Ils ne sont rien, mais ils brouillent pourtant l'image de leur centrale syndicale, depuis l'été. Et d'abord la figure du secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, qui briguera, en décembre, un quatrième mandat. Il y a eu d'abord Xavier Mathieu, le délégué CGT des «Conti» de Clairoux qui à bout de solitude et d'impuissance à empêcher les licenciements massifs de ses compagnons de travail, a usé de l'insulte contre la personne du premier représentant de son organisation. «Les Thibault et compagnie, c'est juste bon à frayer avec le gouvernement (...), a-t-il lancé à l'adresse d'une caméra, devant son usine. Ils servent juste qu'à ça, toute cette racaille!». Depuis des semaines, les Conti se plaignaient de devoir se battre seuls, sans soutien, sans les interventions espérées du leader cégétiste, contre l'imminence du plan social qui leur était imposé.

Idem pour ceux de Ford Blanquefort, de Continental Toulouse, de Freescale ou de Goodyear. Le printemps finissait, l'été étirait ses plus belles journées, et des centaines de salariés passaient leurs vacances à faire le pied de grue, devant les grilles verrouillées de leurs entreprises, autour de leurs banderoles et de leurs pique-nique «solidaires». Obligés, on l'a vu, d'inventer à la hâte un syndicalisme de base plus radical, des tentatives de rapport de forces qui frisaient les atteintes au droit commun, dans l'espoir d'attirer l'attention des médias. Bernard Thibault devait être à la page, comme les autres dirigeants syndicaux. «Thibault n'est jamais venu, on n'a jamais eu un appel», a encore expliqué le chef des Conti.

Jean-Pierre Delannoy, le nouvel outsider Un autre homme a pris le relais. Encore un dur. Ouvriériste. Jean-Pierre Delannoy, le secrétaire régional de la CGT Métallurgie pour le Nord-Pas-de-Calais. Un «luttteur de classe», comme l'écrit le site de La Voixéco.

Irrédentiste de conceptions sociales considérées à peu près partout comme caduques, pour avoir assez montré leur inefficience. Cet ancien de chez Bombardier, militant de tous les combats nordistes, influencé par un prêtre ouvrier communiste dans les années 70, a symboliquement déposé sa candidature au poste de secrétaire général de sa confédération. Avec une poignée d'adhérents épars, des unions locales du Nord ou de Rhône-Alpes, il tente de faire accréditer l'idée que le temps est revenu d'un «syndicalisme de classe». «La CGT? Une dérive réformiste à la confédération, répond-il, des technocrates qui s'épuisent en discussions de salons».

«Face à la plus grave crise du capitalisme depuis les années 1920, la seule réponse ne peut pas être la lutte entreprise par entreprise ou des journées d'actions nationales tous les deux ou trois mois, en total décalage avec la réalité des enjeux et la souffrance des travailleurs», écrivent ces adhérents marginaux. A les écouter, «la direction (...) s'enfoncé chaque jour davantage dans une stratégie d'accompagnement et d'adaptation au système capitaliste au lieu de le combattre réellement». Il ont même un argument plus virulent, que tous les cégétistes peuvent comprendre: pour eux, la CGT commence à ressembler à la CFDT, chantre de la co-gestion avec le patronat. Peut-être la pire des insultes.

Les dirigeants du syndicat se sentent à l'abri La direction confédérale n'a rien à craindre. Jean-Pierre Delannoy, à Nantes, ne pourra même pas accéder à la tribune. Il ne fera pas partie des délégués mandatés. En désespoir de cause, il envisage avec ses compagnons de tenir dans la même ville un meeting pendant le congrès. Il n'empêche: c'est la première fois depuis 1948, et la scission avec FO, que le premier dirigeant, à l'aube d'un nouveau mandat acquis d'avance, voit se lever un concurrent de congrès, même de pur témoignage.

A ces contestations larvées, répétons-le, ultra-groupusculaires, comme aux quelques sifflets qui ont salué son intervention, lors de la dernière manifestation parisienne, Bernard Thibault a jusqu'ici répondu par un certain dédain: «il y a des militants qui se la racontent un peu sur le potentiel de mobilisation des salariés», a-t-il lâché. Sans doute. Reste que l'opinion a pu constater, l'été dernier, et cet automne encore, l'absence de toute parole syndicale forte, dans la crise économique. Effectivement, comme s'il était un peu inutile, désormais, de s'élever contre un capitalisme moderne, devenu, lui, plus cynique, par bien des aspects, qu'aux temps reculés de «la lutte des classes». Ce n'est pas le moindre des paradoxes de l'actualité nationale.

---

## **SNCF: Les syndicats "minoritaires" refusent leur mise à l'écart (29.10)**

### **AP - 28.10**

La recomposition du paysage syndical se poursuit à la SNCF. Les fédérations de cheminots FO, CGC et CFTC, écartées des négociations nationales en raison des nouvelles règles de représentativité, annoncent leur intention de "bâti un partenariat" pour renforcer leur poids et préparer les élections professionnelles de mars 2011.

"L'ambition est de rétablir le pluralisme syndical au sein de la SNCF et d'offrir aux cheminots une alternative à la politique menée de concert par les syndicats CGT, UNSA, CFDT, Sud-Rail", précisent les trois syndicats dans un communiqué commun diffusé mercredi.

Les trois fédérations "envisagent de bâti un partenariat en vue de reconquérir une représentativité nationale à la SNCF", et ont décidé de "poser les fondements d'une stratégie commune dans la perspective des élections professionnelles SNCF de mars 2011".

Les trois syndicats représentaient près de 14% des voix aux dernières élections à la SNCF de mars 2009. Mais chacun totalise moins de 10%, un score qui ne permet plus d'être considéré comme représentatif au niveau national selon les règles fixées par la loi sur la démocratie sociale et le temps de travail, qualifiée de "scélérate" par les trois organisations.

Elles ne siègent plus au Comité central d'entreprise et sont systématiquement écartées des réunions intersyndicales CGT, CFDT, UNSA et Sud-Rail.

---

## **Arrêts maladie : FO dénonce une "véritable provocation" (29.10)**

### **AP - 28.10**

FO a qualifié mercredi de "véritable provocation" l'amendement au projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) 2010 visant à prolonger d'une journée le délai de versement des indemnités journalières en cas d'arrêt maladie.

Dans un communiqué, Force ouvrière "s'insurge contre l'argument qui consiste à vouloir responsabiliser les assurés en instituant une 'journée de carence d'ordre public'". "Les trois jours de carence sont déjà un dispositif lourd pour les salariés n'étant pas couverts par leur employeur. Une fois de plus ce sont les salariés les plus fragiles et les précaires qui seront pénalisés par une telle mesure", déplore l'organisation syndicale.

"Au même titre que la fiscalisation des indemnités journalières des accidents de travail", FO estime que cette mesure est "profondément injuste" et qu'elle "aboutira à renforcer la création d'un système de sécurité sociale à deux vitesses entre les salariés".

Le député UMP Yves Bur, rapporteur du PLFSS examiné à l'Assemblée, propose dans un amendement de prolonger d'une journée le délai de carence au-delà duquel l'indemnité journalière est versée aux assurés en cas d'arrêt maladie, le faisant passer de trois à quatre jours, et cela "afin d'éviter la multiplication des arrêts de travail du vendredi ou du lundi".

A l'heure actuelle, en cas d'arrêt de travail pour cause de maladie, les indemnités journalières sont versées par la Sécurité sociale après un délai de trois jours. La journée de carence supplémentaire s'appliquerait "sauf en cas d'accident ou d'hospitalisation", précise l'amendement d'Yves Bur qui sera soumis au vote des députés.

---

## **Université: les syndicats appellent à manifester le 13 novembre devant l'Assemblée nationale (29.10)**

### **AP - 28.10**

Les principaux syndicats des enseignants du supérieur appellent à manifester devant l'Assemblée nationale le 13 novembre contre le projet de budget 2010 qui, selon eux, "ne permet en rien de rattraper le retard abyssal de l'enseignement supérieur et de la recherche en France".

"Ce budget traduit une politique gouvernementale qui tourne le dos à une politique publique répondant aux besoins économiques et sociaux", estiment l'organisation étudiante UNEF et les syndicats FSU, UNSA, CGT, CFDT de l'Enseignement supérieur et de la Recherche dans un communiqué commun diffusé mercredi.

"Alors que la ministre se vante d'un bilan du chantier 'carrières' et d'une revalorisation 'historique' des enseignants-chercheurs (...), rien n'est prévu pour la résorption de la précarité, alors que le recours aux CDD ne fait que croître avec la multiplication des financements sur projets", dénoncent notamment les syndicats.

Ils déplorent également que le financement du 10e mois de bourse étudiante annoncé par Nicolas Sarkozy ne figure pas dans le projet de budget 2010.

Les syndicats réclament un plan pluriannuel de recrutements, le "rétablissement de tous les postes supprimés en 2009" ou encore "l'inscription immédiate de 155 millions d'euros supplémentaires dans le budget vie étudiante pour financer le 10e mois de bourse".

Ils appellent à un rassemblement devant l'Assemblée nationale le 13 novembre à 10h, "jour du vote du budget de l'Enseignement supérieur et de la Recherche".

---

## **Appel à la grève à la Société générale (31.10)**

## Lefigaro.fr - 30.10

C'est un événement rare dans le monde bancaire en général et à la Société générale en particulier: le personnel est appelé à faire grève le 24 novembre prochain. C'est l'échec, jeudi soir, de la négociation salariale annuelle qui est à l'origine de cette poussée de fièvre sociale. L'intersyndicale (CFDT, CFTC, CGT, FO, SNB) a claqué la porte de la réunion, jugeant «ridicule» la proposition de la direction d'une augmentation globale de 0,7% quand les salariés espéraient 2%.

Une grève à la Générale, cela fait du bruit. Car cela constitue un signe de plus de la dégradation du climat interne de cette banque, dont les salariés, et leur cohésion en partie cimentée par l'actionariat, ont toujours constitué une force, et même parfois un rempart. En 1999, puis en 2008 dans le sillage de l'affaire Kerviel, l'hostilité du personnel à une prise de contrôle par BNP-Paribas a pesé dans la balance.

Le mouvement d'humeur des syndicats de la banque de la Défense s'inscrit aussi dans un contexte plus large. « A nous le discours il faut serrer les boulons, aux marchés le communiqué triomphant sur le succès de l'augmentation de capital et le remboursement de l'Etat », écrit l'intersyndicale dans son communiqué, stigmatisant au passage les « gros bonus » des traders. La fracture entre le réseau et les activités de marché n'est pas nouvelle, mais la crise a élargi le fossé. Un phénomène qui pourrait atteindre tout le secteur bancaire, bien au-delà de la seule Société générale.

---

## Contact

Tardieu Jean-Claude

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)

Marxists Internet Archive  
www.marxists.org



---

affichage 800 x 600

Microsoft Internet Explorer 6

Window 98

Webmaster : milarepa13@yahoo.fr

---



## Syndicalisme

- Thibault : «Je n'ai passé aucun deal avec Sarkozy» (06.12)
- Appel à la grève dans les transports routiers le 13 décembre (02.12)
- Bernard Thibault procède à un renouvellement inédit de la direction de la CGT (02.12)
- Restauration: accord salarial entre deux syndicats et le patronat (02.12)
- Appel intersyndical à la mobilisation dans l'Education et l'Enseignement supérieur le 15 décembre (02.12)
- La Poste a supprimé 11 500 emplois en 2009, selon SUD (02.12)
  
- Quand Sarkozy adhère à la CGT. (30.11)
- Retraites: François Chérèque s'attend à de "*mauvaises nouvelles*" après les régionales (30.11)
- Thibault à Sarko : « *Donnez- moi quatre jours, je vous promets la reprise du travail.* » (28.11)
- L'UNSA veut construire un pôle syndical réformiste (28.11)
- Nicolas Sarkozy recevait les partenaires sociaux sur le grand emprunt, mercredi. Réactions. (27.11)
- L'Unsa rêve de jouer dans la cour des grands (27.11)
- Les doutes existentiels des syndicats (18.11)
- "*Compromis ne veut pas dire compromission*" (10.11)
- Face à la crise, Nicolas Sarkozy mise sur les syndicats (04.11)
- Dumas et Le Duigou quittent définitivement la direction de la CGT (04.11)

---

### Dumas et Le Duigou quittent définitivement la direction de la CGT (04.11)

#### Les Echos - 04.11

Le secrétaire général de la CGT s'y était engagé fin août auprès de ses troupes. Après l'émoi créé en interne par sa volonté de revoir l'organisation de la direction de la centrale, Bernard Thibault a précisé hier ses intentions. Il s'exprimait à l'occasion de la dernière réunion du comité confédéral national avant la tenue, du 7 au 11 décembre, du 49e Congrès de la centrale, à Nantes.

Le leader syndical, qui y sera confirmé pour un quatrième mandat, a réservé une petite surprise aux membres de cette instance, qui est en quelque sorte le « parlement » de l'organisation. On savait déjà que les deux poids lourds de son équipe, Jean-Christophe Le Duigou et Maryse Dumas, quitteraient le bureau confédéral. Mais ils devaient rester à la direction de la centrale puisqu'ils devaient continuer à siéger à sa commission exécutive (« Les Echos » du 6 août), conduisant à s'interroger sur la réalité de leur prise de distance. En définitive, ils la quitteront aussi.

Pour Bernard Thibault, le départ de l'un n'allait pas sans celui de l'autre : Jean-Christophe Le Duigou, un de ses proches, artisan de l'ouverture de la centrale, faisait en effet la balance avec Maryse Dumas, partisane d'une ligne plus axée sur la contestation.

Pour la première fois depuis son arrivée à la tête de la CGT, en 1999, le numéro un cégétiste va donc composer une direction totalement à samain. Mais il faudra attendre un peu pour en connaître les contours. Le leader syndical en a renvoyé l'annonce au congrès.

Une importance particulière Tout l'art sera dans les retranchements : il a annoncé hier son intention de réduire le bureau confédéral de 12 à 8 membres s'engageant aussi à ce qu'il respecte la parité hommes-femmes. Mais, de fait, cela signifie, alors qu'au total 5 départs du bureau sont annoncés, que toute arrivée éventuelle prendra une importance particulière au regard d'une succession future. Bernard Thibault s'est refusé jusqu'à présent à dire si son prochain mandat sera le dernier, mais, en 2012, il aura déjà passé treize ans comme secrétaire général de la CGT. François Chérèque, son homologue de la CFDT, arrivé trois ans après lui, s'est déjà attelé à organiser sa succession.

## Face à la crise, Nicolas Sarkozy mise sur les syndicats (04.11)

### Reuters 04.11

Face à la crise et à la montée du chômage en France, Nicolas Sarkozy mise sur les relations inédites qu'il a établies avec les grandes centrales syndicales pour désamorcer les tensions sociales.

Dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, l'Elysée est devenu le centre névralgique du processus de décision, sous la houlette du très influent conseiller social du chef de l'Etat, Raymond Soubie.

Rompant avec les habitudes de ses prédécesseurs, le président avait reçu les partenaires sociaux dès les premiers jours de son quinquennat, en mai 2007, pour leur proposer de les associer à l'élaboration d'une série de réformes.

Il a multiplié depuis les rencontres avec les dirigeants de la CFDT, de la CGT, de FO, de la CFE-CGC et de la CFTC, séparément, ensemble ou lors de sommets sociaux.

"On n'a jamais vu un président de la République consulter aussi souvent les organisations syndicales en France", souligne Guy Groux, du centre de recherches politiques de l'Institut de sciences politiques de Paris, le Cevipof.

"Il y a une sorte de désacralisation des rapports entre le président de la République et les directions syndicales, ce qui est incontestablement nouveau", ajoute-t-il.

Les responsables syndicaux font état d'échanges "directs" et "sans protocole" avec Nicolas Sarkozy.

Dans un livre qui lui a valu d'être un temps en froid avec l'Elysée, le patron de la CFDT, François Chérèque, raconte les tentatives du chef de l'Etat d'établir une connivence, lors de déjeuners au restaurant ou à sa résidence de la Lanterne. (à vomir !)

### RAPPROCHEMENT AVEC LA CGT

Mais c'est sans doute avec le leader de la CGT, Bernard Thibault, que Nicolas Sarkozy appelle par son prénom, selon un ministre, que le rapprochement a été le plus spectaculaire. (alors Bernard le briseur de grèves, tu te mets à table.)

"Il y a toujours des relations très confiantes avec la CFDT. Mais on a instauré pour la première fois des relations de même nature avec la CGT", explique Raymond Soubie. (pour passer à la vitesse supérieure de la soumission du capitalisme français au capitalisme mondial, il fallait bien cela.)

Quand ce n'est pas avec Nicolas Sarkozy, c'est avec son conseiller social que les dirigeants syndicaux traitent.

Ce dialogue continu n'a pas empêché le bras de fer de fin 2007 sur la réforme des régimes spéciaux de retraite ou les accusations de trahison de la parole gouvernementale lors de celle de la semaine de 35 heures, début 2008. (Rien ne vous choque ici ? C'est en réalité Thibault qui a trahi les cheminots le jour même du début de leur grève. Attention, les journalistes vont défendre Thibault contre son concurrent à la direction de la CGT comme je l'ai indiqué à un camarade, on en a ici indirectement la démonstration.)

Mais à mi-mandat, s'il y a un front sur lequel Nicolas Sarkozy semble pour le moment gagner son pari, c'est celui-là.

Les dirigeants des grandes centrales syndicales disent certes ne pas être "dupes" de ce qui participe à leurs yeux de la stratégie de communication du chef de l'Etat.

Ils n'en apprécient pas moins qu'il ait repris l'idée de la CFDT d'un Fonds d'investissement social, celle de la CGT d'états généraux de l'industrie, ou obtenu que l'Organisation mondiale du travail soit désormais invitée aux sommets du G20. (il faut lire l'Organisation internationale du travail (OIT) chère au POI !)

Les syndicats ont aussi été associés à la mise en oeuvre de l'extension du chômage partiel, pour éviter les plans sociaux, ou au traitement local des restructurations industrielles. (ils ont été associés à toutes les saloperies pondues par le gouvernement depuis deux ans.)

Quitte à crier à la récupération en faisant valoir qu'ils n'ont pas attendu le gouvernement pour signer des accords de chômage partiel dans des entreprises touchées par la crise. (Etait-il nécessaire de le préciser ? Plus royalistes que le roi les bureaucrates pourris !)

## PLUS DURE SERA LA SORTIE DE CRISE

La CGT n'a dit mot lors de la désignation du patron de Veolia Henri Proglio pour prendre la tête d'EDF, si ce n'est pour espérer que son arrivée permettra d'assainir le climat social dans l'entreprise. (La direction de la CGT aime les patrons !)

Le fait qu'Henri Proglio ait de bonnes relations avec les syndicats a été "un élément" de la décision, confirme l'Elysée. (C'est peut-être Thibault qui l'a soufflé à La Talonnette, qui sait !)

Les grandes centrales ont-elles indirectement rendu service au chef de l'Etat en canalisant l'expression des salariés lors des journées de manifestations de janvier, mars et mai ? (Mais non, mais non !)

Une thèse rejetée par François Chérèque : "Je sais très bien que certains essayent de distiller l'idée dans l'opinion qu'on aurait organisé des manifestations pour empêcher les gens de se révolter. C'est une galéjade", a-t-il dit à Reuters. (Ordure !)

Le président de la CFE-CGC, Bernard Van Craeynest, n'est cependant pas loin de penser qu'il y a "une forme de cogestion des risques d'explosion liés à la crise". (Ah bon, non ?)

Raymond Soubie se félicite, lui, de ce que les syndicats aient eu "depuis le début de la crise un comportement totalement responsable" et qu'ils aient "condamné les extrémistes". (A bas la lutte de classe et vive le capitalisme !)

"Il faut comprendre que les syndicats ont besoin d'occuper le terrain contestataire. C'est une de leurs missions et s'ils ne l'occupaient pas, d'autres le feraient", souligne-t-il. (Voilà où ils voulaient en venir.)

L'Elysée et la plupart des dirigeants syndicaux n'en récusent pas moins toute idée de "cogestion", terme qui renvoie aux relations entre patronat et syndicats allemands et reste tabou dans le monde syndical français, où il est associé à celle de compromission avec le pouvoir politique. (Cela dure depuis 1945, en France bien sûr !)

Tous s'accordent en tout cas à prédire une sortie de crise plus dure à gérer pour le chef de l'Etat que la crise elle-même. (Qui le croirait ? Ils ont raison de craindre le pire...)

Nicolas Sarkozy "en est conscient, j'en ai discuté avec lui", souligne le secrétaire général de FO Jean-Claude Mailly, dont le témoignage recoupe celui d'autres dirigeants. (Etonnant comme genre de discussions entre le représentant de l'Etat et un syndicaliste, à croire que la même chose les préoccupe et qu'ils ont les mêmes intérêts, non ?)

"La crise calme les ardeurs et il y a en France un système d'amortisseurs sociaux qui fonctionne", estime pour sa part un ministre. "Mais quand les bonus flamberont et quand la bourse remontera, les syndicats retrouveront leur vigueur." (Pas les syndicats, le prolétariat, ce n'est pas la même chose, c'est même deux choses complètement différentes...)

---

### **"Compromis ne veut pas dire compromission" (10.11)**

#### **Le Monde - 09.11**

A un mois de l'ouverture du 49e congrès de la CGT, le 7 décembre à Nantes, Bernard Thibault expose les grandes lignes de sa stratégie. Candidat à sa propre succession au poste de secrétaire général, il doit faire face, en pleine crise économique, à une CGT qui doute. Certes, la confédération n'est pas menacée par la réforme de la représentativité qui est en train de rebattre les cartes au sein du monde syndical. Mais l'évolution "réformiste" de la CGT, sa stratégie unitaire qui a permis un rapprochement avec la CFDT, la stagnation des effectifs à 650 000 adhérents vont alimenter les débats à Nantes. Certain d'être réélu pour un quatrième mandat, M. Thibault va devoir construire une nouvelle direction, après les départs de ses "numéros deux", Maryse Dumas et Jean-Christophe Le Duigou, qui veulent laisser place à la relève.

Un candidat d'opposition - Jean-Paul Delannoy, métallurgiste du Nord - va se présenter contre le secrétaire général sortant. N'est-ce pas le signe que le mécontentement grandit ?

C'est une candidature individuelle, elle n'a pas été présentée suivant les règles statutaires, elle ne sera donc pas prise en compte. Jean-Paul Delannoy veut incarner une autre orientation pour la CGT. Ce débat sera réglé au congrès. Contrairement à lui, je suis persuadé que les salariés n'ont aucun doute sur la CGT, sa démarche, ses analyses et ses revendications. Sinon, on ne comprendrait pas pourquoi nous avons été les seuls à progresser aux dernières élections prud'homales (décembre 2008).

(Les certitudes de Thibault sur l'état d'esprit des masses reflète en grande partie l'absence de perspective politique du syndicalisme ancré au capitalisme - Lutte de Classe)

Les mots durs à votre égard du leader CGT de Continental, Xavier Mathieu, cet été, ont montré qu'il existait des impatiences, des doutes ...

Si les travailleurs doutaient de la CGT, il n'y aurait pas ce niveau d'attentes et d'exigences à notre égard. Il n'y a pas de divergence d'appréciation entre nous sur les impasses que génère le capitalisme. La question n'est pas de savoir si la CGT est ou n'est pas anticapitaliste : la CGT "combat l'exploitation capitaliste ". C'est dans l'article 1 de nos statuts et ils n'ont pas changé. Ce que veulent les salariés, c'est un syndicat utile pour améliorer leur sort ici et maintenant. Un syndicat composé d'une avant-garde éclairée serait marginalisé par la grande majorité des salariés et donc inefficace.

(Thibault par une formule s'approprie les "attentes et (les) exigences" des travailleurs envers la CGT. Il reconnaît ici que les "impasses que génère le capitalisme" fixent les limites du syndicalisme tel qu'il le conçoit, ce qui signifie qu'il capitule et que son objectif n'est pas de le remettre en cause, encore moins de le renverser, cela a le mérite d'être clair. Il le précise lorsqu'il dit qu'il se réfère à l'article 1 des statuts de la CGT qui stipule que la CGT "combat l'exploitation capitaliste " mais pas pour en finir avec l'exploitation, il le confirme en ajoutant que la CGT combat pour améliorer le sort des travailleurs "ici et maintenant", mais pas au-delà, car cela signifierait que ce combat se situerait dans la perspective d'abattre le capitalisme. Dans ces conditions, en l'absence de cette perspective dans le combat de la CGT, effectivement une "avant-garde éclairée" n'a pas sa place à la direction du syndicat, Thibault et sa clique stalino-réformiste font très bien l'affaire - Lutte de classe)

On vous reproche d'avoir transformé la CGT en un syndicat réformiste. Revendiquez-vous cette évolution ?

La puissance de la CGT doit être mise à profit pour accrocher des avancées sociales, même partielles. C'est cela que les salariés attendent de nous. A la création de la CGT, l'objectif était bien de modifier le rapport de forces entre salariés et employeurs, en forçant à la négociation. Parmi les critiques, nous entendons que la négociation avec le chef de l'Etat et le gouvernement serait par principe impossible. Cela signifie-t-il qu'il faut attendre un changement politique ou de société pour que les négociations soient envisageables ?

(Il enfonce le clou, les travailleurs n'attendent rien d'autres du syndicalisme que l'amélioration de leur condition sans autre perspective, ce qui veut dire qu'ils sont condamnés à vivre en régime capitaliste parce qu'il n'existe aucune autre alternative. Il précise que l'objectif du syndicalisme n'est pas de combattre pour aboutir à un changement de société qui viendrait forcément de l'extérieur du syndicat. S'il insiste tant sur le rôle de la négociation, c'est parce qu'elle remplit un rôle démobilisateur des masses, elle conduit les travailleurs à tout attendre de l'Etat et du patronat, finalement elle conduit à subordonner le prolétariat au capitalisme, le véritable et seul objectif de Thibault - Lutte de classe)

Notre objectif est d'être utile en toutes circonstances, sans ignorer que le contexte politique influe évidemment sur la possibilité d'être entendu. Parmi ceux qui critiquent les orientations actuelles de la CGT, certains sont en fait en mal de perspectives politiques et demandent au syndicat de combler ce manque. Quant au réformisme, c'est un débat philosophique vieux comme le syndicalisme. Classer les syndicats, les militants de la CGT est d'abord source de division. Ceux qui font signer une pétition ou qui occupent une entreprise ne se posent pas la question de savoir s'ils sont réformistes ou révolutionnaire : ils travaillent à la mobilisation.

(En voulant "être utile en toutes circonstances" tout en tenant compte du "contexte politique", on a là la traduction et la justification de la collaboration de classes. Il revient sur le sujet précédent en affirmant que le syndicat n'aurait pas d'objectif politique, or combattre pour l'émancipation du capitalisme, c'est un objectif politique commun aux syndicats et partis, enterré depuis la Charte d'Amiens. Vaut mieux ne pas se poser la question de savoir ce qui différencie le réformiste du révolutionnaire, puisque l'objectif du syndicat n'a rien de révolutionnaire, mais s'il n'est pas révolutionnaire, il est forcément réactionnaire ! Et se contenter de combattre pour des revendications alimentaires, c'est réactionnaire puisque cela participe à l'ancrage de la classe ouvrière au capitalisme - Lutte de classe )

Le "compromis" n'est plus un gros mot à la CGT ?

Compromis ne veut pas dire compromission. Il reflète un rapport de forces à un moment donné. Tout syndicaliste doit être à même d'apprécier, à l'issue d'une négociation, si le résultat améliore ou non la situation des salariés. Xavier Mathieu a signé un compromis dans son entreprise.

(Passer un compromis avec l'ennemi sans mobiliser la classe pour le combattre, cela s'appelle une capitulation, être compromis - Lutte de classe)

Certains de vos opposants craignent que la CGT ne devienne une CFDT bis...

Où serait l'intérêt pour la CGT à copier les méthodes, les objectifs de la CFDT qui, elle, a reculé aux élections prud'homales ? Je remarque aussi qu'un discours très vindicatif, comme celui de Force ouvrière, lorsqu'il n'est pas conforme aux actes, fait perdre en influence. La différence principale avec la CFDT tient au degré de critiques à l'encontre du système capitaliste. La CFDT, au fil des ans, a remis au

second plan son ambition de transformation de la société .Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait pas des choses à faire ensemble comme avec l'ensemble des syndicats.

(On retrouve ici ce qui caractérise le réformisme : coller au mouvement spontané et inconscient des masses, ne pas aller à contre-courant des masses, soutenir une politique que dans la perspective d'un résultat immédiat, ne pas aller au-delà de ce qui est possible, ne pas se fixer un objectif qui ne collerait pas à l'état d'esprit actuel des masses, pour finalement inscrire son combat dans aucune perspective - Lutte de classe)

Vous aviez critiqué le NPA et Olivier Besancenot pour leur ingérence dans le débat sur la stratégie syndicale. D'autres partis, comme le PCF, se permettent aussi des commentaires. Comment réagissez-vous ?

Que des responsables politiques s'intéressent à la stratégie des syndicats, pourquoi pas. La CGT est un objet public qui fait partie de l'identité nationale. Peut-être parce que c'est elle qui donne le la au syndicalisme français. Autre chose est que des partis prétendent dicter ce qui doit être notre ligne de conduite syndicale. Depuis que l'on a eu une rencontre avec le NPA, il y a moins de déclarations de sa part sur ce sujet. Le PCF respecte l'indépendance syndicale dans le dialogue nécessaire entre syndicats et partis politiques.

(Que le NPA se couche devant l'appareil de la CGT n'étonnera personne, et que le PCF se retrouve dans la même situation non plus, sauf que les rôles sont inversés par rapport à autrefois car le PCF n'est plus qu'un cadavre moribond - Lutte de classe)

Avec un peu plus de 650 000 adhérents, vous êtes loin du million, objectif fixé voici deux congrès. N'est-ce pas un échec ?

C'est un échec. On atteindra peut-être les 45 000 adhésions pour cette année lors du congrès. Mais ce rythme n'est pas à la hauteur de nos ambitions. Pour améliorer leurs conditions, les salariés doivent être organisés, il n'y a pas d'alternative. La question des libertés syndicales reste récurrente : le patronat ne veut pas que le syndicalisme se développe dans les entreprises. La CGT a aussi une responsabilité. Nous sommes implantés dans les secteurs où l'emploi recule et absents des secteurs où l'emploi se développe. J'espère que ce constat occupera une place centrale au congrès pour faire évoluer nos structures.

Les suicides sur le lieu de travail se sont multipliés. N'est-ce pas un constat d'échec pour le syndicalisme ?

On ne peut pas tout mettre sur le dos du syndicalisme. La longue dégradation des conditions au travail est d'abord la conséquence d'une course à la productivité et d'une dévalorisation du travail et des travailleurs. Mais il faut probablement mieux articuler revendications collectives et prise en charge des situations individuelles.

(Non monsieur Thibault, la "longue dégradation des conditions au travail" est le produit de la collaboration de classe des dirigeants de la CGT avec le capital. On sait ce qu'il en est dans la bouche de Thibault de l'articulation entre revendications collectives et "situations individuelles" : la liquidation des premières au profit de l'individualisation des conditions de travail - Lutte de classe)

Pourquoi refusez vous de participer au débat sur l'emprunt ?

On va faire payer aux contribuables le fait que les entreprises ont accumulé un retard d'investissement parce qu'elles ont privilégié leurs actionnaires . Il faut savoir ne pas perdre son temps . En plus, Nicolas Sarkozy a déjà tout décidé.

(Quel manipulateur, la crise du capitalisme n'est pas le produit d'une mauvaise gestion des entreprises, elle repose sur les contradictions qui constituent les fondements du système économique capitaliste - Lutte de classe)

---

## **Les doutes existentiels des syndicats (18.11)**

### **Le Figaro - 16.11**

Inquiets de ne pas conquérir les PME ou les jeunes, ils restent plus divisés que jamais.

« Limiter la casse » pendant la crise et, au-delà, poursuivre les « conquêtes sociales » : les patrons des huit confédérations françaises, exceptionnellement réunis ce lundi par l'Association des journalistes de l'information sociale pour débattre de l'avenir du syndicalisme, assurent n'avoir renoncé à aucune de leurs ambitions. Mais alors, où est passée l'intersyndicale qui, en début d'année, a rassemblé des millions de Français dans la rue et obtenu des réponses non négligeables face à la crise (chômage partiel mieux indemnisé, allocations, Fonds d'investissement social...) ? « L'intersyndicale, répond Gérard Aschieri (FSU), travaille à des précisions sur la plate-forme » de revendications. Pas très spectaculaire...

«Les congrès qui viennent font peut-être qu'on n'arrive pas à faire repartir cette intersyndicale», admet Alain Olive (Unsa). De fait, d'ici à juin, l'Unsa, puis la CGT, la FSU, la CFE-CGC et enfin la CFDT tiendront leur «grand-messe» respective - une période plus propice à la surenchère qu'au consensus. Gérard Aschieri évoque, lui, «les suspicions et les craintes» qui découlent de la loi sur la représentativité syndicale de 2008. Ce texte, voulu par les deux plus grosses organisations (CGT et CFDT) mais rejeté par d'autres comme FO ou la CFTC, privera de tout rôle d'ici à 2013 les syndicats n'ayant pas recueilli 10 % des voix dans leur entreprise et 8% au niveau national.

Améliorer «le pouvoir d'attraction»

Plus d'un an après son adoption, ses opposants et possibles victimes ruminent encore leur amertume. «Un mauvais coup porté au syndicalisme», grogne Jacques Voisin (CFTC) qui, directement menacé, dénonce une atteinte au «pluralisme». «Les endroits où on trouve un seul syndicat sont les systèmes anglo-saxons et les dictatures», grince Jean-Claude Mailly (FO). Plus nuancé, Alain Olive rappelle que l'Unsa est «très critique» (les seuils fixés risquent de priver la jeune organisation de toute représentativité nationale), mais «préfère mille fois une légitimité assise sur les élections que sur un arrêté de 1966», comme c'est le cas jusqu'ici au bénéfice de la CGT, la CFDT, FO, la CFTC et la CFE-CGC.

Au-delà de ces tensions conjoncturelles, les syndicats, qui souffrent déjà de la faiblesse de leurs effectifs, reconnaissent l'ampleur de leur tâche pour les années à venir. «L'économie est de plus en plus globale, et nos organisations ont toutes des bases nationales. On a du mal à relever ce défi», note Bernard Thibault (CGT). «40% des militants seront à la retraite d'ici à dix ans», relève Bernard Van Craeynest (CFE-CGC). Sauf à améliorer le «pouvoir d'attraction des syndicats», ils seront «moribonds» à cet horizon, prévient-il. Mais comment peuvent-ils être attractifs quand «les syndicats défendent les salariés qui en ont le moins besoin : ceux du secteur public et ceux des grandes entreprises, en CDI», s'interroge sans fard Alain Olive, dont le syndicat est pourtant né sur les décombres de la FEN (Éducation nationale). «Le syndicalisme doit devenir plus représentatif du monde du travail, renchérit Annick Coupé (Solidaires) : femmes, jeunes, sous-traitants, salariés précaires...»

François Chérèque (CFDT) ne veut toutefois pas plaider coupable seul, dénonçant la «schizophrénie bien française» de l'État sur le dialogue social. Et d'épingler le ministre du Travail, Xavier Darcos, «un champion». «On ne supporte pas l'autonomie des partenaires sociaux et de la négociation. On intervient tout le temps dans la discussion. On espère à la limite qu'il n'y ait pas d'accord sur les négociations en cours pour pouvoir dire "C'est moi qui ai fait".» Le patronat, lui aussi, est visé par Chérèque mais aussi par Thibault, pour qui «la première raison pour un salarié de ne pas se syndiquer, c'est la trouille».

---

## L'Unsa rêve de jouer dans la cour des grands (27.11)

LeFigaro.fr - 23.11

L'Unsa est ce mardi la première centrale à ouvrir, à Pau, le bal des congrès syndicaux qui vont s'étaler jusqu'à juin 2010. Cinq rendez-vous, dont celui de la CGT dans quinze jours à Nantes, et celui de la CFDT dans sept mois à Tours. Fort de la loi sur la représentativité syndicale qui lui permet notamment de pouvoir se présenter au premier tour des élections d'entreprise, le petit Poucet du syndicalisme (307 000 adhérents et 6,3% aux dernières élections prud'homales) s'impose de plus en plus dans le paysage syndical.

«La donne a changé, explique Alain Olive, l'actuel secrétaire général, qui sera reconduit jeudi pour un cinquième et dernier mandat. Les entreprises, ainsi que les syndicats déjà installés, ne nous traînent plus en justice pour nous empêcher de nous implanter.» Conséquence, l'Unsa a pu désigner 480 représentants de section syndicale depuis le début de l'année dans des entreprises privées. Un exploit pour une petite centrale plutôt, créée en 1993 sur les décombres de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) et centrée sur le service public (65% de ses forces). «Nous commençons à nous implanter dans des secteurs où nous étions absents, comme dans l'industrie et la métallurgie», confirme Jean Grosset, le secrétaire général adjoint.

Un «grand pôle réformiste»

Le regard des pouvoirs publics a en outre changé depuis que l'Unsa a gagné sa représentativité dans une cinquantaine de branches. Pour preuve, Alain Olive a été reçu en juin pour la première fois par Nicolas Sarkozy à l'Élysée, avec ses homologues des centrales «historiques» (Bernard Thibault, François Chérèque...), pour discuter du discours que le chef de l'État allait prononcer à l'Organisation internationale du travail.

Pour autant, le syndicat réformiste n'a pas encore partie gagnée. Pour être jugé représentatif en 2013 au niveau national, il lui faudra d'abord dépasser 8% des voix globalement et dans quatre grosses branches professionnelles, dont la construction et la métallurgie. Rien n'est moins certain. Sans cela, l'Unsa ne pourra ni négocier ni signer d'accord interprofessionnel. Autrement dit, il sera condamné à continuer à jouer les seconds rôles, voire à disparaître. «C'est l'enjeu du congrès : être capable de mobiliser toutes les forces de l'Unsa afin de créer une nouvelle dynamique, mais sans renier ce que nous sommes, une union de syndicats autonomes», reconnaît Luc Bérille, futur secrétaire national à l'action revendicative et successeur désigné à mi-mandat d'Alain Olive.

Pour y parvenir, l'Unsa a deux stratégies dont les militants débattront à Pau. Primo, se développer dans les PME-TPE. «Les syndicats défendent historiquement les salariés qui ont le moins besoin de l'être, en CDI et dans les grandes entreprises, analyse Alain Olive. Il nous faut entrer dans les petites structures pour épauler les 8 millions de salariés des entreprises de moins de 50 personnes.» Deuzio, participer à la constitution d'un «grand pôle réformiste», malgré l'échec de son rapprochement au printemps avec la CFE-CGC. «On garde la porte ouverte», confirme Alain Olive, qui assure discuter avec d'autres organisations. Comme la CFDT, dont le secrétaire général, François Chérèque, sera l'un des invités du congrès. Prémices d'un rapprochement CFDT-Unsa attendu depuis longtemps ?

## **Nicolas Sarkozy recevait les partenaires sociaux sur le grand emprunt, mercredi. Réactions. (27.11)**

### **AP - 23.11**

Le président de la République Nicolas Sarkozy doit recevoir, mercredi, les partenaires sociaux "pour évoquer avec eux les priorités et les modalités de l'emprunt national", selon l'Elysée.

La rencontre est prévue à partir de 16h30, "en présence du Premier ministre et des ministres concernés", précise un communiqué de la présidence.

Dans son rapport remis le 19 novembre à Nicolas Sarkozy, la commission présidée par Michel Rocard et Alain Juppé propose que les 35 milliards d'euros du grand emprunt soient utilisés pour favoriser l'innovation -l'enseignement supérieur et la recherche bénéficiant à eux seuls de 16 milliards d'euros.

Du côté des syndicats, la CFDT "a le sentiment d'avoir été entendue" et "partage le constat sur les défis auxquels nous devons faire face", écrit la confédération de François Chérèque dans un communiqué.

L'organisation syndicale cite ainsi deux principes: "revoir notre modèle de croissance pour mieux tenir compte des enjeux du développement durable" et "prendre en compte l'évolution démographique et le vieillissement de la population".

La CFDT souhaite ainsi que ces investissements "se fassent dans l'intérêt des générations futures", et ne veut pas que l'emprunt "soit un remake de la politique des grands travaux, mais qu'il puisse permettre à la France de faire un saut technologique, en rattrapant les retards accumulés et en anticipant la transition vers l'économie et la société de demain".

"Il faudra que les moyens de l'emprunt s'articulent avec les autres dispositifs déjà existants (Fonds stratégique d'investissement, Fonds d'investissement social, Oséo)", ajoute la CFDT.

De son côté, la CFE-CGC déclare avoir "trop longtemps déploré la faiblesse des investissements publics pour 'bouder' une opération qui vise précisément à y remédier".

Le syndicat des cadres estime que dans le rapport de la commission, il "retrouve bien sous des formes différentes" ses préconisations, et "se réjouit en particulier du soutien à des structures d'enseignement et de recherche de haut niveau".

"Les orientations sur l'énergie, sur les technologies de l'information et sur la santé sont elles aussi de bon augure", souligne l'organisation syndicale.

La CFTC est, elle, très critique sur le contenu du rapport. Si Nicolas Sarkozy "suit les recommandations contenues dans ce document, le 'grand emprunt national' ne sera ni 'grand' ni 'national' et ce ne sera même pas un 'emprunt'", juge ainsi le président de ce syndicat Jacques Voisin, dans un communiqué.

"En effet", pour la CFTC, "il ne peut être qualifié de 'grand'", du fait que sur les 35 milliards, "13 milliards correspondront à la restitution des sommes prêtées aux banques en 2008. On ne peut dire non plus qu'il soit 'national', puisqu'il ne serait plus ouvert au public, comme cela était envisagé initialement, mais uniquement aux investisseurs institutionnels qui se serviront au passage".

"Enfin", selon l'organisation syndicale, "il ne s'agirait pas d'un emprunt, mais d'une banale dépense financée, comme n'importe quel autre, par le déficit budgétaire".

## **Les syndicats divisés sur le grand emprunt (27.11)**

### **AP - 24.11**

À la sortie d'une réunion avec le président de la République, les principales organisations syndicales ont affiché mercredi leur division sur le grand emprunt, mais ont insisté d'une seule voix sur "l'absence de dimension" sociale de la mesure telle que préconisée par le rapport Juppé-Rocard. Si la CGT est opposée au principe-même d'un grand emprunt, les autres syndicats, FO et la CFDT en tête, y sont plutôt favorables, mais restent très divisées sur les modalités d'application et les priorités.

"J'ai dit qu'il n'était pas normal pour nous qu'il n'y ait pas de dimension sociale. L'emprunt, c'est certes de l'investissement pour l'avenir, cela doit aussi être facteur de cohésion économique et sociale. Or rien sur les questions de dépendance ou de retraite", a regretté le secrétaire général de Force Ouvrière, Jean-Claude Mailly.

Pour Bernard Thibault, le patron de la CGT, "il est quand-même assez significatif" qu'il n'y ait pas de "position à caractère social dans ce rapport". "On parle beaucoup de recherche, mais dans une vision très élitiste de la population susceptible d'être concernée par la mesure", a-t-il estimé. "On peut parler de technologies de demain aussi. Si on ne forme pas aux métiers de demain, si on ne permet pas à la masse des salariés d'acquérir les savoirs d'aujourd'hui, il y a peu de chances que notre économie soit compétitive dans les technologies de demain", a-t-il ajouté.

Se voulant rassurant, Nicolas Sarkozy leur "a rappelé que l'effort de modernisation et de préparation de l'avenir engagé grâce au grand emprunt ne se ferait pas au détriment des politiques sociales et des investissements déjà décidés dans les infrastructures", a souligné l'Élysée dans un communiqué.

Pour Bernard Thibault, le grand emprunt "se fait en substitution à l'insuffisance des investissements de la part des entreprises privées" et sur le dos du contribuable. "On parle d'emprunt pour des investissements publics, mais parallèlement à des économies sur les budgets publics existants", a encore dénoncé le leader de la CGT.

M. Mailly et François Chérèque de la CFDT sont cependant favorables à l'idée d'un emprunt qui se ferait exclusivement auprès des marchés. "Nous ne sommes pas favorables à un emprunt grand public parce que ça permettrait à certains de s'enrichir, en particulier ceux qui ont pu économiser pendant la crise, mais un emprunt obligatoire pour ceux qui paient les tranches d'imposition les plus élevées qui bénéficient en particulier du bouclier fiscal", a suggéré le patron de la CFDT.

La patronne des patrons, Laurence Parisot, n'a pas souhaité s'exprimer à l'issue de la réunion.

Dans son rapport remis le 19 novembre à Nicolas Sarkozy, la commission présidée par Michel Rocard et Alain Juppé propose que les 35 milliards d'euros du grand emprunt soient utilisés pour favoriser l'innovation -l'enseignement supérieur et la recherche bénéficiant à eux seuls de 16 milliards d'euros. Les arbitrages définitifs seront rendus publics début décembre par Nicolas Sarkozy.

---

## **L'UNSA veut construire un pôle syndical réformiste (28.11)**

### **Le Monde - 27.11**

À l'heure où le cinquième congrès de l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA) s'est achevé, jeudi 26 novembre, à Pau, de grandes questions restent en suspens.

La loi sur la représentativité d'août 2008 jette une ombre sur l'avenir en imposant à tout syndicat qui voudra compter sur les scènes nationale et interprofessionnelle de recueillir 8 % des voix des salariés. L'UNSA n'en comptait que 6,25 % aux prud'homales de décembre 2008.

Pour augmenter son poids, l'Union compte donc sur un grossissement de ses rangs, certes, mais aussi sur la signature d'alliances et de regroupements. En concluant les travaux de son congrès, Alain Olive, 59 ans, réélu secrétaire général, a clairement opté pour la construction d'un pôle réformiste. "C'est tout le débat sur les coopérations, le travail en commun, les alliances, les rassemblements dans un pôle réformiste", a-t-il affirmé aux quelque 800 congressistes.

M. Olive vise la CFTC, la CFE-CGC et, surtout, la CFDT, syndicat avec lequel les relations s'étaient fortement tendues, au lendemain de la réforme des retraites de 2003. Oubliées donc les critiques à l'encontre de la CFDT qui a porté, avec la CGT, la réforme de la représentativité, accusées toutes deux de vouloir se partager la scène syndicale.

Présent au congrès, le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque, a d'ailleurs envoyé un signe positif. "Cette perspective me va bien, a-t-il expliqué au Monde, c'est le sens de ma présence ici et, sans se précipiter vers des fusions, sans fantasmes sur l'avenir, on peut aller vers des travaux communs privilégiés." Ces grandes manœuvres à venir pourraient compliquer la tâche de Bernard Thibault, le secrétaire général de la CGT, qui, en ouvrant son 49e congrès, dans dix jours à Nantes, va devoir clarifier son orientation.

Présent aussi au congrès, Michel Donnedu, secrétaire confédéral de la CGT, a rejeté cette grille d'analyse. "Pourquoi ressortir une ligne de démarcation entre syndicat réformiste et syndicat contestataire ?, s'est-il demandé. Je me sens en totale convergence avec ce que dit Alain Olive, hormis sur le dossier des retraites. Cette proposition de pôle réformiste me semble contradictoire et en décalage avec l'analyse de la situation et les convergences de ces derniers mois face à la crise."

#### Autre défi

Autre invité, Pierre Khalfa (Solidaires) estime, lui, que l'emploi du terme "réformiste" n'est pas adéquat. "Derrière ce vocable se cache en fait un projet d'accompagnement social des politiques néolibérales", estime-t-il. Reste qu'à l'intérieur même de l'UNSA, le débat n'est pas non plus réglé. Pour nombre de délégués, ce syndicat "réformiste" est plutôt conçu comme un troisième pôle aux côtés de la CGT et de la CFDT. Les scores à la soviétique, de 98,2 % sur le bilan d'activité et de 92 % sur la résolution générale, reflètent cette volonté d'affirmation identitaire et d'autonomie.

Ce sera l'autre défi de la nouvelle direction, autour d'Alain Olive et de Luc Bérille (ex-secrétaire général de l'UNSA-Education) et successeur annoncé de M. Olive. Il leur faut construire un syndicat interprofessionnel, qui se développe dans le privé, où l'UNSA est moins implantée. En répondant aux délégués, le numéro un de l'UNSA a insisté : "Nous sommes encore une organisation habitée par des réflexes corporatistes. Ce n'est pas injurieux, la défense du métier est nécessaire, mais il nous faut nous tourner plus vers l'interprofessionnel."

## **Thibault à Sarko : « *Donnez- moi quatre jours, je vous promets la reprise du travail.* » (28.11)**

### **Nouvel Observateur - 28.11**

#### **Thibault, le réformiste.**

Le leader de la CGT sera réélu, début décembre, pour un dernier mandat. Paradoxalement, il a installé une relation de confiance avec l'Élysée de Nicolas Sarkozy. Il a aussi profondément changé la culture de la première centrale syndicale française

"*Sarkozy, au moins, il a des c... Il défend l'industrie française !* » Cri du coeur d'un parlementaire sarkozyste pur sucre ? Pas du tout ! Cet éloge émane d'un très proche de... Bernard Thibault, le leader de la CGT, qui, le 7 décembre à Nantes, va ouvrir le 49e Congrès de la centrale syndicale. Thibault va bien sûr être réélu pour trois ans à la tête du premier syndicat français. Mais ce devrait être son dernier mandat : il compte ensuite «faire monter» Frédéric Imbrecht, le leader de la Fédération de l'Énergie. Ça tombe bien : ce serait Imbrecht qui - en 2004 - aurait donné à un Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Économie, le «goût» de la CGT, au moment de l'ouverture du capital d'EDF...

Hé oui. Il semblerait que l'arrivée de Sarkozy à l'Élysée ait installé une version moderne des «gaullo-coco», le mythique attelage gaullistes-communistes d'après la Seconde Guerre mondiale. Bernard Thibault, le héros des grèves des transports de 1995, qui a 50 ans aujourd'hui, ne nie pas le réchauffement : «*Pour Sarko, tous les sujets passent par des relations personnelles. Mais il y a longtemps que j'ai épuisé mes capacités d'influencer ses décisions !*» Pour Raymond Soubie, le conseiller social du chef de l'État, «*ils ont, certes, tous les deux un penchant pour l'industrie. Mais au plus le président tient tout simplement compte du principe de réalité qui fut sous-estimé dans le passé : la CGT est la première organisation syndicale française. L'équilibre est rétabli*». Si François Mitterrand n'avait pas de syndicaliste préféré, de fait, le chouchou de Jacques Chirac, c'était Marc Blondel, à l'époque secrétaire général de FO. Blondel, la bonne chère, les bonnes bières. Et le préféré de son Premier ministre Jean-Pierre Raffarin ? François Chérèque, le numéro un de la CFDT, le réformiste. Longtemps après la chute du mur de Berlin, ces deux hommes politiques de droite continuaient à se méfier de la CGT, historiquement trop proche des communistes.

Les signes de cette entente paradoxale abondent. Souvenez-vous de la grève des cheminots, à l'automne 2007. Le président Sarkozy décide de réformer les régimes spéciaux de retraite de la SNCF, de la RATP et des électriciens-gaziers. Il veut, en 2012, faire passer de 40 à 41 le nombre d'années de cotisation. La grève éclate à la mi-octobre. Prévue pour 24 heures, elle dure. Le secrétaire général de la CGT ne sait comment arrêter ses troupes. Didier Le Reste, un «dur», responsable de la Fédération CGT des Cheminots, est embêté : il a peur de la concurrence de SUD-Rail. Thibault se rend à l'Élysée, où Sarkozy lui répète qu'il ne cédera pas. Thibault lui dit en substance : «*Donnez- moi quatre jours, je vous promets la reprise du travail.*» Son entourage doute, mais Sarkozy croit à cet engagement. Thibault propose alors un deal à Xavier Bertrand, ministre du Travail : si les négociations ont lieu entreprise par entreprise, en présence d'un représentant de l'État, le mouvement cessera. Marché conclu. Et, après quelques hoquets... le travail reprend effectivement. Le numéro un de la CGT vient d'entrer définitivement dans le clan des réformistes !

#### Recherche de compromis

Autre épisode : à la rentrée 2008, Nicolas Sarkozy reçoit à l'Élysée l'ensemble des syndicats. Il serre longuement la main de Bernard

Thibault, lui demande s'il a passé de bonnes vacances. Mais il passe devant François Chérèque comme s'il ne l'avait pas vu. Sarkozy n'a pas du tout apprécié le livre que le leader de la CFDT vient de publier (1). Dans cet ouvrage, Chérèque révèle que le président de la République lui a proposé une amnistie, quelques semaines après le scandale de l'UIMM, il faudra toute l'habileté de Raymond Soubie pour ramener son patron à de meilleures intentions. Plus récemment, le choix d'Henri Proglio, le président de Veolia, pour remplacer Pierre Gadonneix à la tête d'EDF s'est fait avec l'appui de Bernard Thibault. La CGT émettait des critiques sur les acquisitions internationales de l'électricien.

Cette propension à réformer la centrale, à chercher des compromis sur les grands sujets, faisait bien partie du mandat de Bernard Thibault quand son prédécesseur Louis Viannet lui passe le relais, en 1999. Mais la stratégie n'allait pas de soi pour cet homme au parcours étonnant. Enfant, le jeune Bernard ne lit pas les journaux. Son père est bûcheron à la Ville de Paris, sa mère élève ses trois enfants. Le week-end, il bricole son Solex. A 16 ans, il entre dans un centre d'apprentissage de la SNCF. Pas rebelle pour un sou. Ce n'est qu'en 1977 qu'il s'encarte à la CGT : un vieux syndicaliste est harcelé par un petit chef, ce qu'il ne supporte pas. Moins de vingt ans plus tard, il portera pendant trois semaines la grève lancée par les cheminots (sauf les cédétistes) contre la... réforme des régimes spéciaux de retraite voulue par Alain Juppé. C'est la grève historique de décembre 1995 qui finit par faire reculer le Premier ministre. Ce pragmatisme est davantage dans les gènes de l'autre grande centrale. «*Thibault fait ce que la CFDT a décidé avant lui, et il s'y tient. Et je pense qu'il s'y tiendra, estime Marcel Grignard, secrétaire national de la CFDT. Le problème, c'est l'évolution nécessaire des structures de la CGT. Et ça, je ne sais pas comment il s'y prendra.*» Bernard Thibault, lui, est serein. «*Aujourd'hui, affirme-t-il, nous sommes dans le vrai. Nous n'avons plus de crise identitaire.*» Pourtant, la contestation interne a été bruyante ces derniers temps. Il y a eu Xavier Mathieu, responsable cégétiste de Continental, qui - déçu du faible soutien de la centrale - a traité son secrétaire général de «*racaille*»... Et aussi Jean-Pierre Delannoy responsable de la CGT Métallurgie du Nord-Pas-de-Calais, opposant de toujours à la ligne réformistes, qui, pour la première fois, se présente à Nantes contre Thibault.

Pas de quoi affoler le numéro un. «*Le syndicalisme à la «Conti» n'est pas le nôtre, explique le secrétaire général. Dans une négociation, notre premier objectif n'est pas d'obtenir la prime de départ la plus importante.*» Il reste cependant beaucoup à faire, concède Thibault : «*Nous n'avons toujours pas atteint le million d'adhérents. Il nous faut conquérir les jeunes, leur parler vrai*» Autre objectif majeur : favoriser l'unité d'action pour parvenir au «*syndicalisme rassemblé*». Depuis quelque temps, on voit souvent Thibault et Chérèque bras dessus, bras dessous. Finies les fâcheries de 2003, quand le numéro un de la CFDT signait seul l'accord sur les retraites de François Fillon, alors ministre du Travail. Les retrouvailles ont été scellées en août 2008, avec l'accord sur la représentativité des organisations syndicales.

Le congrès de Nantes doit, enfin, s'attaquer à la question des structures de la CGT. Le nombre des dirigeants va être considérablement réduit. Ce qui signera le départ de piliers historiques comme Jean-Christophe Le Duigou, le monsieur «*retraites*», et Maryse Dumas, la madame «*emploi*». Thibault installe la relève avant de passer la main.

(1)«*Si on me cherche...*», avec Carole Barjon, Albin Michel.

Longtemps Force ouvrière et son secrétaire général André Bergeron ont été les interlocuteurs privilégiés des présidents de la République comme de Gaulle, Pompidou ou Giscard d'Estaing.

Le chouchou de Jacques Chirac, c'était Marc Blondel, le patron de FO, avant qu'il ne lui préfère Nicole Notât à la suite des grèves de 1995.

---

## **Retraites: François Chérèque s'attend à de "mauvaises nouvelles" après les régionales (30.11)**

**AP - 29.11**

Le secrétaire général de la CFDT François Chérèque a regretté dimanche que le président Nicolas Sarkozy ait reporté à après les élections régionales le débat sur la réforme des retraites, que le gouvernement entend mener à bien l'an prochain.

"Quand un responsable politique nous annonce des décisions après les campagnes régionales, ça fait peur", a-t-il observé sur Europe-1. "Si ces décisions semblent positives, on les prend avant."

Selon lui, de "mauvaises nouvelles" sont à craindre si "on n'en parle pas maintenant". Mais Nicolas Sarkozy est "maître du temps".

Sur le fond, la CFDT souhaite que cette réforme "ne concerne pas uniquement, comme on l'a fait en 2003, quelques paramètres, qu'on revoie les choses d'une façon beaucoup plus globale", à savoir l'évolution d'une carrière professionnelle "avec les différentes étapes: la fin de carrière, la pénibilité au travail, l'espérance de vie, la dépendance".

Favorable au maintien d'un système par répartition, paramétrique ou par points, M. Chérèque dit vouloir "tout étudier" afin de "choisir le meilleur, le plus sûr et le plus clair pour les jeunes générations".

Le secrétaire général de la CFDT préconise "un système souple avec des choix individuels, où on tient compte de la durée de cotisation et non pas de l'âge en intégrant les éléments de pénibilité au travail".

A ses yeux, "il y a une inégalité incroyable" dans le principe d'une fixation de l'âge de la retraite au-delà de 60 ans parce que "globalement, c'est l'allongement de la durée de cotisation des ouvriers qui paiera le système de retraite".

Il appelle cependant à "débatte suffisamment dans le temps" pour pouvoir "décider d'ici la fin de l'année" 2010 et "s'adresser ensuite à la population".

## Quand Sarkozy adhère à la CGT. (30.11)

### Marianne - 30.11

En ces temps de crise, le chef de l'Etat et le secrétaire général du premier syndicat de France vivent une étrange idylle. Mais les sujets de discorde menacent...

Dans les couloirs de l'Elysée et sous les lambris des ministères, à Matignon comme au Palais-Bourbon, se raconte une étrange histoire : Bernard Thibault, le secrétaire général de la CGT, et Nicolas Sarkozy, le président du « *travailler plus pour gagner plus* », vivaient une sorte d'idylle. Cette entente, aussi incongrue que parfaite, aurait permis à la France de traverser dans la sérénité une des pires crises économique, financière et donc sociale qu'elle ait eu à connaître. « *C'est un automne miraculeux, se réjouit un conseiller du président, pas le moindre patron séquestré, pas un étudiant dans la rue, pas une manif !* » « *Sarkozy et Thibault ont canalisé le mécontentement, ils ont éteint les feux de concert, et nous avons ainsi passé dans le calme une période épouvantable* », se félicite un autre. Alors, Elysée-CGT, même combat?

« Irréprochable » CGT...

Il est en tout cas bien loin, le temps où le candidat Sarkozy faisait siffler le nom de Thibault, le syndicaliste rouge, dans les meetings UNIE. Aujourd'hui, au plus haut sommet de l'Etat, il est de bon ton de vanter les mérites de celui qui s'apprête à rempiler pour un quatrième mandat à la tête de la confédération. « *Thibault est quelqu'un de très responsable, très sûr, très intelligent!* Elysée », s'enthousiasme le ministre du Travail, Xavier Darcos. « *C'est un bonheur sans nom de travailler avec la CGT, c'est carré, on sait à quoi s'en tenir* », se souvient un proche de Xavier Bertrand, l'un de ses prédécesseurs Rue de Grenelle. Devant les journalistes de « *Marianne* », le 6 novembre, Alain Minc, qui a l'oreille du président, parle, lui, carrément de « cogestion » du pouvoir avec la centrale de Montreuil! La conduite de la CGT pendant la crise, considérée comme « *irréprochable* » au Château, en serait la parfaite illustration. La nomination récente d'Henri Proglio, le patron de Veolia, à la présidence d'EDF en serait une autre. « *Thibault a clairement fait savoir à l'Elysée que Proglio était le candidat de la CGT* », assure un conseiller de Nicolas Sarkozy. La confédération syndicale se serait laissée séduire par le projet industriel (un rien mégalomanie) du grand patron. Et elle apprécie la façon dont Proglio travaille avec les syndicats. Mais peut-on pour autant aller jusqu'à la cogestion?

Officiellement, la CGT réfute cette thèse. « *En l'absence d'un réel débat droite gauche, le pouvoir doit montrer coûte que coûte qu'il discute* », explique Jean-Christophe Le Duigou, un proche de Thibault.

« *Sarkozy et Thibault ont canalisés le mécontentement. Ils ont éteint les feux de concert.* » Un conseiller du président

Il met d'autant plus en scène ses relations avec notre centrale que l'emploi est redevenu la première préoccupation des Français et que le Medef est aux abonnés absents. « *Il ne faut surtout pas prononcer le mot de cogestion, murmure en écho un dirigeant de l'UMP, ça signifierait la mort de la CGT* » A l'approche du congrès de la CGT, qui s'ouvre le 7 décembre, les opposants se saisissent d'ailleurs de l'argument pour mettre Thibault en difficulté. Ce ri est ni le souhait ni l'intérêt de... Nicolas Sarkozy

Les deux hommes se sont jaugés en 2004. En bon héritier du balladurisme, le ministre de l'Economie Sarkozy ne jure alors que par les privatisations, les dérégulations et l'orthodoxie financière. « *Lors de nos premières rencontres, il a essayé* » de nous tutoyer tout employant un langage brutal. Le climat était tendu, voire glacial », se souvient un proche de Thibault. C'est donc avec un autre responsable de la CGT, Frédéric Imbrecht, secrétaire de la puissante fédération de l'énergie, que Sarkozy va s'entendre. En dépit des manifestations qui noient le pavé parisien d'une marée bleue de gaziers et d'électriciens, Imbrecht comprend vite qu'il n'évitera pas un changement de statut d'EDE. Mais, en échange d'une victoire politique, l'ambitieux Sarkozy est prêt à garantir le statut des personnels et à préserver leurs oeuvres sociales. La CGT découvre aussi l'autre visage du futur candidat UMP, le gaullo-pragmatique capable de remiser son libéralisme pour investir 800 millions de francs d'argent public pour sauver Alstom au bord du dépôt de bilan. « *Sarkozy est un ancien avocat, il a la culture du deal* », commente un proche du chef de l'Etat. La CGT saura s'en souvenir.

«Syndicalisme de conquête»

Lors de la campagne présidentielle, pour arracher aux rangs lepénistes une fraction de l'électorat ouvrier, Sarkozy n'hésite pas à s'inspirer d'un projet cher à la CGT : la sécurisation des parcours professionnels. Il la décline sous forme de la « flexi-sécurité ». Dès son élection, et avant même son intronisation, il reçoit les leaders des confédérations syndicales. Le geste plaît. « *Avant l'arrivée de Nicolas Sarkozy à l'Élysée, les relations du président de la République avec les dirigeants syndicaux étaient rares et plutôt formelles, et en particulier avec le secrétaire général de la CGT* », rappelle Raymond Soubie, conseiller social de l'Élysée. Dès les premiers jours de la mandature, Sarkozy et Soubie élaborent une « *nouvelle doctrine* » concernant les relations entre le gouvernement et la CGT, jusque-là persona non grata à droite. Cette doctrine repose sur une analyse

La CGT a pris ses distances avec le communisme, elle cherche une autre voie, notamment par la conquête de nouveaux secteurs ; il faut donc l'aider car l'État a besoin d'un partenaire solide. La CGT étant le syndicat le plus puissant, l'exécutif ne doit plus le laisser en dehors du jeu martèle Soubie. De fait, la confédération n'a jamais été autant invitée au Château « On les écoute, on les met en lumière, or leur donne des tribunes, ils sont gagnant: dans l'opération », ajoute le conseiller social. Ainsi Sarkozy et Thibault se voient régulièrement et se découvrent des points communs. « *Le président se sent d'autant plus à l'aise avec le patron de la CGT que ce dernier affectionne, comme lui, les rapports de force et respecte le principe de réalité* », explique Raymond Soubie. « *Dans le discours de Sarko qui consiste à se prévaloir de la gauche, le rapprochement avec Thibault prend tout son sens* », ajoute un ministre qui reconnaît que les deux hommes partagent une « *conception industrielle de l'économie* ». L'axe Thibault Sarkozy s'inscrit aussi dans une répartition des rôles encore plus vaste. « *Fillon traite avec la CFDT et Chérèque avec qui il s'entend bien depuis qu'il a été ministre des Affaires sociales, et, ici, à l'Élysée, on bichonne la CGT* », décrypte un conseiller du président de la République.

« *La CGT a pris ses distances avec le communisme. Elle cherche une autre voie. Il faut l'aider car l'État a besoin d'un partenaire solide* »

Dès son élection, en 2007, le chef de l'État s'est appliqué à montrer qu'il donnait des gages aux grandes confédérations, leur accordant la réforme de la représentativité syndicale. Cette révolution, qui consiste à exclure des négociations d'entreprises les organisations recueillant moins de 8 % des voix aux élections professionnelles, assure, en effet, le pouvoir aux « *gros* » syndicats. Un super cadeau. Depuis cette concession majeure, les confédérations et, notamment, la CGT n'ont pas obtenu grand-chose. Ainsi Thibault doit-il faire face à des contestations internes. Au siège de la confédération, à Montreuil, ce pas de deux inédit agace certains, raidit autant qu'il flatte.

Pris à partie par les « *rouge vif* » de sa base, partisans d'un syndicalisme de classe qui exclut qu'un camarade prenne le café avec le patron, Bernard Thibault défend son « *syndicalisme de conquête* », ce syndicalisme associant contestation et négociation, élaboré dès la fin des années 90 avec son prédécesseur Louis Viannet pour permettre à la CGT vieillissante, et peu présente dans les secteurs tertiaires précarisés, de se redéployer. « *Lorsque je rencontre le chef de l'État, je n'ai pas l'impression de vendre mon âme au diable, martèle le secrétaire général. J'assume mes responsabilités, comme le font des milliers de délégués syndicaux face à leur employeur, des centaines de dirigeants locaux qui s'adressent aux préfets, aux maires. J'y vais avec nos exigences, nos analyses et nos propositions.* » Et d'égrener quelques acquis: la reprise de la fonderie morbihannaise SBFM par Renault; la mise en place d'une filière nationale de déconstruction des navires lors du « *Grenelle de la mer* » ; un début de réforme de la formation professionnelle.

Alors, véritable cogestion ou dialogue constructif entre adversaires qui se respectent ? « *Il n'y a pas eu de deal entre l'Élysée et la CGT sur le mode « signons une trêve pendant la crise »* ; tranche Pierre Feracchi, président du groupe Alpha (Secafi), soutien de nombreux comités d'entreprises confrontés à des licenciements. *En revanche, le gouvernement a surfé avec habileté sur la très grande responsabilité et l'unité des organisations syndicales.* » Un exemple de cette « *coproduction* » ? Le traitement du chômage partiel de longue durée enduré au deuxième trimestre 2009 par 319 000 salariés. Dès le 15 décembre 2008, les partenaires sociaux amélioraient leur indemnisation à 75 % du salaire net. Mais, au lendemain du sommet social élyséen de février 2009, ils autorisaient, avec l'accord de l'État, que cette rémunération corresponde à 90 % du revenu net. Un accord paraphé par la CGT. Dans la foulée, le chef de l'État accordait à la centrale de Montreuil, effarée par les milliers de destructions d'emplois dans l'industrie, le lancement d'états généraux de ce secteur. Un pur exercice de communication ? « *Si c'est le cas, nous serons là pour dénoncer la manoeuvre* », prévient Thibault, échaudé par le piètre plan de reprise proposé par le ministre de l'Industrie, Christian Estrosi, aux salariés de l'Américain Molex. « *Mais, si nous gagnons une opportunité de faire avancer nos idées, nous ne devons pas la laisser passer. Les salariés ne le comprendraient pas.* » Et le leader à cheveux longs d'ajouter: « *Sarkozy est le premier à savoir qu'on ne roule pas la CGT dans la farine...* »

Bientôt, la fin de la lune de miel ?

Bernard Thibault estime d'ailleurs impensable qu'après la crise les affaires reprennent... comme avant. « *Tout en se présentant comme un fervent partisan de la moralisation du capitalisme, Nicolas Sarkozy mène dans les faits une politique de renflouement du système* », accuse-t-il. Menacés par une avalanche de plans sociaux, dans l'industrie notamment, les salariés ont compris qu'ils constituaient la première variable d'ajustement d'un modèle économique privilégiant toujours

« *Sarkozy ne fonctionnant qu'au rapport forcer, les salariés savent qu'ils devront livrer un combat de longue haleine.* » Bernard Thibault.

La rentabilité à court terme. « *Ils ne veulent plus être ravalés au rang de victimes de la crise, argumente le secrétaire général de la CGT. Ils veulent être respectés par leur employeur, par l'État et être en mesure de peser sur les principaux choix stratégiques de leur entreprise. Sarkozy ne fonctionnant qu'au rapport de force, ils savent que, pour conquérir cette place, il leur faudra livrer un combat de longue haleine.* » Ce combat passera sans aucun doute par une terrible et nouvelle négociation sur les retraites, le partage de la valeur ajoutée et la

réforme financière du paritarisme promise, dès 2007, par le président.

Dès lors, la lune de miel entre la CGT et l'Élysée, entre Nicolas Sarkozy et Bernard Thibault, pourrait prendre fin. Vite, très vite.

---

## **La Poste a supprimé 11 500 emplois en 2009, selon SUD (02.12)**

**LeMonde.fr - 30.11**

La Poste a supprimé près de 11 500 emplois en 2009, selon des calculs de SUD-PTT publiés lundi 30 novembre par le syndicat, un chiffre que la direction n'a pas confirmé.

Selon ces calculs, La Poste aura supprimé précisément 11 428 emplois en 2009, ce qui correspond à une baisse de 4,2 % des effectifs. En 2008, La Poste, qui employait 295 742 personnes, dont 52 % de fonctionnaires, avait déjà supprimé 7 718 emplois, souligne SUD-PTT, qui évoque des 'incitations au départ qui sont de plus en plus pressantes'. Selon le syndicat, les chiffres du bilan 2008 avaient révélé 'un malaise profond', avec une progression de 23,38 % des démissions entre 2007 et 2008 (de 2 189 à 2 701) et de 38 % des licenciements (de 1 063 à 1 474).

'LOGIQUEMENT CORRÉLÉES'

SUD-PTT a calculé cette baisse en se fondant sur le nombre de jours d'absence syndicale, calculé chaque année en fonction de l'évolution des effectifs permanents, que la direction lui accorde pour 2010 (79 985 journées), comparé au nombre de jours accordés en 2009 (83 474 journées).

La direction a indiqué qu'elle ne confirmait pas ce chiffre, mais a précisé ne pas être en mesure d'en donner un maintenant, l'année 2009 n'étant pas terminée. Elle indique que ces augmentations des départs et du nombre de salariés de droit privé donc pouvant légalement être licenciés sont 'logiquement corrélées' puisque La Poste 'ne recrute plus de fonctionnaires, mais uniquement des salariés de droit privé depuis 2002'.

---

## **Appel intersyndical à la mobilisation dans l'Education et l'Enseignement supérieur le 15 décembre (02.12)**

**AP - 01.12**

Seize organisations syndicales de l'Education et de l'Enseignement supérieur ont appelé mardi à une journée nationale de mobilisation contre les modalités de réforme de la formation des maîtres, le 15 décembre, et menacent d'une "situation explosive" dans les universités et les établissements scolaires à la rentrée 2010.

Dans un communiqué commun, les syndicats FSU, UNSA, CFDT, CGT, de l'Education et de l'Enseignement supérieur, ou encore les organisations lycéennes et étudiantes FIDL, UNL et UNEF, estiment que "malgré l'importance de ce dossier qui constitue un véritable choix de société, le gouvernement a fait le choix d'une réforme controversée et du passage en force".

"Nos organisations jugent inacceptables en l'état" des orientations "qui confirment la mise en place d'une réforme régressive pour la formation des futurs enseignants et bouleversent l'organisation de l'offre de master dans les universités", poursuivent les signataires.

"Si de profondes inflexions ne sont pas rapidement apportées au projet de réforme, le gouvernement prépare les conditions d'une situation explosive dans les universités et les établissements scolaires lors de la mise en oeuvre de la réforme à la rentrée 2010", préviennent les seize organisations.

Elles appellent également à une journée nationale de mobilisation mardi 15 décembre "dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur pouvant se traduire par des initiatives de grèves, des rassemblements, des assemblées générales de débat", ou encore "des manifestations".

---

## **Restauration: accord salarial entre deux syndicats et le patronat (02.12)**

## AP - 01.12

Les négociations entre trois syndicats et patronat de la restauration sur les salaires ont été rompues dans la nuit de lundi à mardi. Les deux autres organisations, la CFDT et CFE-CGC, ont signé un protocole d'accord.

"On ne peut que regretter qu'il n'y ait pas un accord majoritaire sur la question des salaires dans la restauration", a reconnu le porte-parole du gouvernement Luc Chatel. "Cette nuit, il y a eu accord minoritaire, seulement deux syndicats ont accepté de signer". "Il faut aller plus loin, la messe n'est pas dite à mon sens", a toutefois assuré Luc Chatel sur LCI. "Les discussions vont pouvoir continuer".

FO, la CFTC et la CGT ont quitté la table des négociations vers 4h30. Stéphane Fustec, représentant de la CGT, dit avoir eu "le sentiment" que les employeurs s'étaient moqués d'eux. Mardi soir, il a expliqué à l'Associated Press que les trois organisations travaillaient "à faire valoir leur droit d'opposition à l'accord", même s'il y avait "encore une fenêtre pour la négociation", Luc Chatel ayant dit "que l'accord était insuffisant". "Une décision doit être prise dans la journée de mercredi", a-t-il ajouté.

Les partenaires sociaux de la restauration se retrouvent exactement dans la même situation que le 24 juillet dernier, lors de la signature d'un premier accord par la CFDT et la CGC contre l'avis de la CGT, de FO et de la CFTC, qui avaient fait valoir leurs droit d'opposition. Les discussions sont ouvertes depuis mai et la partie patronale s'était donnée jusqu'au 31 décembre pour aboutir à un accord.

Les négociations ont butté sur la question d'une prime versée aux salariés. "Alors que dans les débats, les employeurs indiquaient que la prime serait pérenne, cela ne s'est pas retrouvé dans les textes", a regretté Stéphane Fustec. Les syndicats ayant quitté la table des négociations comptent interpellier les élus, "qui ont fait un chèque de trois milliards" et n'assurent pas le suivi, a-t-il conclu.

Le gouvernement avait fixé ce lundi comme date butoir pour parvenir à un accord sur les salaires en contrepartie de la baisse de la TVA à 5,5% obtenue depuis le 1er juillet.

"Si on a baissé la TVA à 5,5%, c'est pour obtenir des contreparties sur les prix. On a fait la moitié du chemin sur les prix, c'est insuffisant; sur l'emploi, je pense qu'on a évité un certain nombre de fermetures de restaurants grâce à la TVA à 5,5 depuis six mois, et enfin c'est pour qu'il y ait un accord sur les salaires", a rappelé Luc Chatel.

"J'ai cru comprendre que la discussion n'était pas complètement close", avec le secrétaire d'Etat chargé du Commerce Hervé Novelli, a indiqué le porte-parole du gouvernement. Et le "15 décembre prochain, Hervé Novelli réunira le comité de suivi de toutes les contreparties de la baisse de TVA à 5,5", a-t-il précisé.

---

## **Bernard Thibault procède à un renouvellement inédit de la direction de la CGT (02.12)**

### **Le Monde - 01.12**

A la veille de l'ouverture de son 49e congrès, lundi 7 décembre à Nantes, le secrétaire général de la CGT a surpris et déconcerté son entourage en dévoilant la liste des huit personnes qu'il propose pour le prochain bureau confédéral.

En réduisant de douze à huit membres la composition de cette instance qui dirige quotidiennement la CGT, en laissant prendre leur retraite les deux poids lourds de son équipe Maryse Dumas et Jean-Christophe Le Duigou, et en faisant partir la moitié des autres sortants, Bernard Thibault recentre le pouvoir. Si ça n'avait tenu qu'à lui il aurait encore plus réduit la taille du bureau. "Il veut avoir les mains libres, mais pour quoi faire ? Beaucoup s'interrogent au sein même de la confédération sur la lisibilité de sa stratégie" commente René Mouriaux, auteur de nombreux ouvrages sur le syndicalisme.

Officiellement, le numéro un de la CGT dit vouloir "rééquilibrer les rôles et donner plus de pouvoir politique à la commission exécutive" (CE). Cette "direction politique" de 54 membres se réunit tous les quinze jours. Elle verra la moitié de ses effectifs renouvelée au congrès. Du jamais vu. "Je veux que la direction, le suivi des dossiers soient assumés par la CE : le bureau ne servira qu'à organiser le travail." assure le secrétaire général de la CGT

Il n'est cependant pas certain que cette instance soit de nature à contrebalancer le pouvoir du secrétaire général.

Ce que les observateurs notent en revanche c'est que parmi les cinq nouveaux entrants au bureau confédéral, il n'y a pas de dirigeants confirmés : Michèle Chay (commerce-services), Agnès Le Bot (Nord-Pas-de-Calais), Nadine Prigent (santé), Mohamed Oussedik (verre-céramique), Philippe Lattaud (Val-d'Oise) devront faire leur preuve au côté de Michel Donnedue (administrateur, trésorier) et d'Agnès Naton (presse).

Jusqu'à présent le secrétaire général de la CGT s'appuyait sur deux personnalités qui représentaient un équilibre au sein du bureau. Maryse Dumas, en charge des dossiers revendicatifs, incarnait une CGT fidèle à son image contestataire ; Jean-Christophe Le Duigou, qui suivait l'économie et les retraites incarnait un syndicat engagé dans un aggiornamento réformiste. Leur départ pourrait signifier que Bernard Thibault passe à une nouvelle étape de la réforme.

"Il centralise"

"La CGT a trop de fédérations, analyse M. Mouriaux. Pour répondre au morcellement, réformer les structures et mettre fin à "l'anarchie" où chacun fait ce qu'il veut, il centralise." Dominique Labbé, auteur d'un livre à charge contre les syndicats (avec Dominique Andolfatto, Toujours moins !, le déclin du syndicalisme à la française, Gallimard) va dans le même sens : "Le problème de M. Thibault est au Comité confédéral national (le parlement de la CGT qui compte environ 300 membres). C'est que se retrouvent les grands féodaux des fédérations professionnelles et des unions départementales."

Bernard Thibault cherche aussi à retarder, autant que possible, la question de sa succession, alors qu'il entame son quatrième et probable dernier mandat. En renouvelant son équipe, il veut éviter que le bureau confédéral soit une écurie de course. Si plusieurs noms circulent déjà - Frédéric Imbrecht (énergie), Thierry Le Paon, proche de Maryse Dumas, Eric Aubin (retraites et Unédic), aucun n'appartient au bureau confédéral.

## **Appel à la grève dans les transports routiers le 13 décembre (02.12)**

### **Reuters - 01.12**

Cinq syndicats de salariés du transport routier appellent à une grève illimitée en France à partir du 13 décembre au soir pour exiger une revalorisation des salaires et de leur profession.

A l'approche des fêtes de fin d'année, les syndicats ont prévu des blocages d'entreprises et de zones industrielles mais ne veulent pas en dévoiler les modalités pour l'instant afin de pouvoir compter sur l'effet de surprise.

A la suite de cet appel, Dominique Bussereau, secrétaire d'Etat chargé des transports a jugé "urgent de trouver un accord afin de prévenir un conflit qui ne peut être que néfaste au transport routier durement touché par la crise actuelle et à l'économie" du pays.

Plus de 610.000 salariés sont concernés par cet appel à la grève, à partir de 21h30 (20h30 GMT), ont précisé les organisations CGT, CFDT, FO, CFE-CGC, CFTC lors d'une conférence de presse à Paris.

"On part pour un mouvement sur une durée illimitée", a déclaré Richard Jaubert, secrétaire général de la CG transports.

Les syndicalistes ont souligné que les blocages viseraient surtout le transport routier de marchandises liées aux fêtes de Noël mais qu'aucune décision n'avait encore été prise concernant les dépôts pétroliers.

"Une grève, il faut que ça perturbe pour se faire entendre", a dit Thierry Duine, dirigeant de la CFTC.

Selon l'Union nationale du transport frigorifique, qui ne s'associe pas à la grève, "il y a un gros risque que les Français ne puissent avoir dans leur assiette les produits frais traditionnels des fêtes, comme les huîtres, le foie gras, la dinde, le saumon."

### **PROFESSION PAUPÉRISÉE ?**

Les organisations de salariés dénoncent le gel des salaires imposé depuis deux ans par le patronat, qui invoque les conséquences de la crise sur le secteur.

Or, selon les syndicalistes, les suppressions d'emplois ont été beaucoup moins lourdes qu'annoncé, signe que la profession ne se porte pas si mal.

Ils réclament le passage à 10 euros de l'heure pour les salariés au coefficient le plus élevé, 4% d'augmentation pour toute la grille et 3% pour l'augmentation des frais de déplacement.

Ils demandent également une protection sociale conventionnelle pour tous ainsi que la généralisation du 13e mois.

Selon Maxime Dumont, secrétaire général de la CFDT transports, principal syndicat du secteur, la profession est "complètement paupérisée" et en janvier, lors de la revalorisation du smic, l'intégralité de la grille sera en dessous du salaire minimum.

Le salaire moyen à l'embauche est actuellement de 1.300 euros bruts par mois et la couverture des frais de déplacement est de 800 euros, a-t-il précisé.

Contrairement aux autres fédérations patronales qui ne veulent pas entendre parler d'augmentations de salaires pour le moment, la Fédération des entreprises de transport et logistique de France (TLF) a fait des propositions de hausse salariale pour 2009.

Mais les syndicats les jugent inopérantes, estimant qu'il s'agit surtout d'un signal donné au gouvernement.

"Les entreprises essaient de brouiller le jeu en faisant de vraies fausses propositions", a dit Maxime Dumont.

Les organisations disent ne pas savoir combien de temps la grève durera ni si elle perturbera les fêtes de Noël, tout dépendant selon eux de la volonté du patronat d'accepter ou non des négociations.

"Si les patrons veulent négocier avant la grève, tant mieux", a dit le dirigeant de la CFDT.

---

## **Thibault : «Je n'ai passé aucun deal avec Sarkozy» (07.12)**

### **Figaro - 06.12**

**LE FIGARO.** - Les syndicats ne sont plus capables de parler d'une seule voix alors que le chômage grimpe toujours. L'unité est-elle morte ?

**BERNARD THIBAUT-** Le premier semestre 2009 a été caractérisé par des journées de mobilisation exceptionnelles et par de nombreux conflits disparates. Nous avons ensuite buté sur un problème structurel : la faiblesse de l'implantation syndicale dans les entreprises. Et l'attitude de certaines centrales, FO en tête, n'a pas aidé à maintenir l'unité. Mais aucune organisation n'a aujourd'hui la capacité d'inverser seule le cours des choses. Nous avons donc intérêt à poursuivre dans cette démarche d'unité pour peser face au gouvernement et au patronat.

### **Que retenez-vous de votre action, depuis dix ans à la tête de la CGT ?**

Une grande majorité pensait en 1999 que la mort, même lente, de la CGT était inscrite. Non seulement nous avons démenti les pronostics les plus sombres d'une CGT marginalisée et symbolique, mais nous avons au contraire réussi au fil des ans à affirmer notre statut de syndicat français de salariés le plus influent. Cela ne doit pas pour autant nous rendre euphoriques. J'annoncerai aujourd'hui en introduction du congrès que nous sommes 654 500 adhérents, soit autant qu'il y a dix ans. Nous ne pouvons pas nous en satisfaire. Cela veut dire néanmoins que, compte tenu des changements intervenus dans l'économie depuis dix ans, nous avons réussi à nous implanter, même faiblement et insuffisamment, dans de nouveaux secteurs.

### **Pourquoi avez-vous du mal à vous implanter dans le privé et les PME ?**

La trouille reste le principal obstacle à un salarié qui songe à se syndiquer ! On ne reproche jamais à un médecin, un avocat ou une entreprise d'adhérer à un syndicat, mais on ne l'admet pas d'un salarié. La discrimination syndicale est un frein objectif. Par ailleurs, l'écart se creuse de plus en plus entre les lieux où nous sommes implantés et ceux où le salariat se développe. Nous devons donc revoir notre organisation interne pour coller mieux à la réalité du terrain. Tous nos syndicats devront réfléchir à leur périmètre. L'avenir n'est pas à un corpora-tisme poussé à l'extrême mais à la définition d'un rapport de forces plus large qu'aujourd'hui.

### **Vous parlez de réforme de structures, mais ne faut-il pas surtout changer les pratiques syndicales ? Une nouvelle grève commence samedi à la SNCF : comment le salarié du privé bloqué sur un quai de gare peut-il avoir envie de se syndiquer ?**

Je vous rassure tout de suite : le même salarié s'adressera à la CGT dès que son emploi sera menacé ! Et ce, même s'il subit parfois les conséquences d'une grève qu'il lui arrive de comprendre et de soutenir.

### **La CGT s'affiche de plus en plus avec la CFDT. Jusqu'où ira votre duo avec François Chérèque ?**

C'est la CGT qui se rapproche de la CFDT ou l'inverse ? La CFDT m'a invité à débattre de l'avenir du syndicalisme lors de son université d'été. Il y a quelques années, elle était persuadée d'incarner seule cet avenir... Peut-être se dit-elle que la CGT n'a pas tout faux dans ce

qu'elle dit et fait.

### **Le rendez-vous 2010 sur les retraites ne va-t-il pas faire exploser cette entente, comme le précédent, en 2003 ?**

Les retraites ont toujours été un sujet de clivage entre nous et il est possible qu'elles le soient encore. À chaque fois que les organisations syndicales se sont présentées en ordre dispersé, l'addition a été salée pour les salariés. Jamais la CGT n'acceptera une remise en cause de la retraite à 60 ans, comme le souhaite le Medef. Les retraites sont un sujet qui a toujours mobilisé les Français, et les gouvernements y ont laissé parfois plus que des plumes. Nous serons donc présents au rendez-vous, avec des propositions.

### **L'équité entre retraites du public et du privé va revenir en débat. Quelle sera votre position ?**

Le président de la République, qui se félicite d'être le premier à avoir retouché les régimes spéciaux, a vendu cette réforme à l'opinion en se basant sur le principe d'équité. Il ne pourra pas nous faire deux fois le même coup, la cartouche a déjà été utilisée.

### **Nicolas Sarkozy a déclaré mardi que la France pouvait être «fière de son mouvement syndical» qui n'a pas «cédé à la démagogie». Vous le prenez comme un compliment ou cela vous gêne ?**

Le chef de l'État aurait tort de croire que le climat social s'est amélioré en se basant uniquement sur l'absence de grandes mobilisations nationales. Il y a aujourd'hui un vrai climat revendicatif dans notre pays, même s'il est plus diffus qu'au premier semestre. Et il s'en rendra compte tôt ou tard.

### **Les propos du président sous-entendent que vous avez efficacement canalisé la colère des salariés. Considérez-vous que c'est votre rôle ?**

Notre boulot est de faire en sorte que les salariés ne se cantonnent pas à exprimer leur colère mais qu'ils l'expriment en revendications et obtiennent des résultats.

### **Certains militants vous reprochent de négocier sans réserve avec Nicolas Sarkozy. Que leur répondez-vous ?**

Certains pensent qu'il ne faut pas discuter avec le président actuel parce qu'aucune de nos revendications ne peut, par principe, trouver de réponse satisfaisante. Dois-je attendre 2012 ou plus tard, qu'un autre occupe le poste, pour essayer d'améliorer la situation des salariés ? Ce n'est pas l'histoire ni l'identité de la CGT. En même temps, le président raisonne en termes de rapport de forces sur tous les sujets. Si on veut que nos propositions soient examinées avec sérieux, il faut afficher une mobilisation de haut niveau.

### **Vous parlez de rapport de forces, mais on vous prête des « deals » avec le chef de l'État. Dernier en date : vous auriez validé la nomination d'Henri Proglio à EDF...**

On m'attribue des phrases entre guillemets qui sont pur mensonge. J'aurais aussi dit au chef de l'État, lors de la réforme des régimes spéciaux : « Donnez-moi quatre jours et je mets fin à la grève. » C'est totalement faux. Certains cherchent à instaurer du doute sur la loyauté du secrétaire général de la CGT. Je mets au défi quiconque d'en apporter la preuve : j'ai été fidèle aux orientations fixées par le précédent congrès et en aucun cas coupable ou responsable de quelque « deal » que ce soit avec le président de la République, avec un ministre, avec un conseiller de l'Élysée, ou avec quiconque.

### **Qui voudrait «instaurer le doute» ? L'extrême gauche, le NPA, parfois soupçonné de vouloir infiltrer la CGT ?**

Dès lors que vous occupez la première place, on cherche à vous déstabiliser. Mais je n'interprète pas les critiques comme quelque chose de structuré politiquement. Et, de toute façon, je n'ai aucune inquiétude : les premiers qui auraient la tentation de vouloir structurer la vie interne de la CGT sur des bases politiques seraient combattus par la grande majorité de nos militants et de nos adhérents. Il y a à la CGT une pluralité d'opinions qui s'exprime, d'autant plus que la majorité de nos adhérents n'appartient à aucun parti politique. Ce qui fait la force de la CGT est de pouvoir afficher son indépendance vis-à-vis de quelque parti que ce soit. Quant au NPA, il nous est arrivé récemment de faire une mise au point avec Olivier Besancenot, qui, en tant que responsable politique, prétendait s'ériger en professeur syndical. Et je note que ça va beaucoup mieux depuis.

### **Est-ce votre dernier mandat ?**

La question se posera un jour ou l'autre mais pas aujourd'hui.

### **Vous n'aurez en tout cas que 53 ans à l'issue de votre prochain mandat. Y a-t-il une vie après qu'on a été secrétaire général de la CGT ? Retournerez-vous à la SNCF réparer des trains ?**

Les matériels que je réparaiss n'existent plus ! Cela dit, j'espère bien qu'il y a une vie après, même si je n'ai pas le temps d'y réfléchir pour le moment. J'ai cet avantage d'être issu d'une entreprise à statut public qui assure une reconversion professionnelle à ses syndicalistes. Je ne serai pas à la rue, je demeure cheminot.

---

## Contact

Tardieu Jean-Claude

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)



---

affichage 800 x 600

Microsoft Internet Explorer 6

Window 98

Webmaster : milarepa13@yahoo.fr

---